

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
LIBÉRALITÉS GREVÉES DE CHARGES

ET

LES FONDATIONS PIEUSES

SOUS L'EMPIRE DE LA LOI DU 13 AVRIL 1908

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 20 mars 1909, à 4 heures.

PAR

Maurice ARCHAMBAULT

Président : M. WEISS, professeur.

Suffragants : } *MM. TISSIER, professeur.*
 } *GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.*

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais
Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**
22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr^e.
L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
LIBÉRALITÉS GREVÉES DE CHARGES

ET

LES FONDATIONS PIEUSES

SOUS L'EMPIRE DE LA LOI DU 13 AVRIL 1908

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 20 mars 1909, à 1 heure

PAR

Maurice ARCHAMBAULT

Président : M. WEISS, professeur.

Suffragants : } *MM. TISSIER, professeur.*
 GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr'.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

La générosité est la preuve la plus sûre des convictions humaines : l'homme qui croit dans une idée éprouve le besoin de se dévouer, de se sacrifier pour elle ; il met à son service son intelligence, son activité, sa fortune, et trouve son propre bonheur dans la réalisation de l'œuvre qu'il a entreprise.

Ce sentiment naturel est tout à la louange de l'homme, lorsque surtout il s'attache à une idée absolument immatérielle, étrangère aux intérêts et aux passions humaines, comme les sentiments religieux. Mais sa générosité sera plus grande encore lorsque la religion lui fera un devoir de se sacrifier, de donner ; et le christianisme a mis en tête de la morale le dévouement aux institutions qui le font vivre, la charité envers les pauvres, les œuvres pies, en échange d'une promesse de vie éternelle.

Ainsi s'explique le nombre considérable de libéralités qu'ont reçues les établissements publics chargés de représenter la religion en France et d'entretenir le culte ; ainsi s'explique aussi que les pouvoirs publics se soient chargés de tous temps des œuvres pieuses

et charitables que les bienfaiteurs généreux ne pouvaient accomplir eux-mêmes. Depuis que la religion catholique existe, elle a toujours suscité les largesses des fidèles, et l'histoire de l'Église à chaque page nous en montre les fruits : c'est la multitude des pauvres soulagés, la richesse des couvents, la magnificence des temples élevés à la gloire de Dieu, dont la plupart ont bravé les siècles pour nous apporter le témoignage de la générosité des ancêtres en faveur de leur foi.

Du reste, ces bienfaiteurs n'étaient pas toujours absolument désintéressés, et beaucoup ne donnèrent qu'un échange de prières, de messes, de services pour eux-mêmes, leur famille et leurs amis.

Mais surtout, la croyance à l'immortalité de l'âme et à l'indestructibilité de l'Église incita les fidèles à créer des œuvres plus durables qu'eux-mêmes, destinées à persister à travers les temps, afin que l'Église bénéficiât toujours de leur générosité, et qu'elle prît l'engagement de prier jusqu'à la fin des siècles pour le repos de leur âme. Les fondations perpétuelles sont nées de la religion chrétienne, et les législations successives se chargèrent de sanctionner la volonté de ceux qui entendaient faire subsister à perpétuité la mémoire de leurs bienfaits.

Les pouvoirs publics et les établissements religieux ou laïques se trouvaient donc, à la veille de la séparation des Églises et de l'État, chargés d'exécuter

quantité d'œuvres, de fondations, d'actes de toutes sortes en faveur du culte et aux intentions des bienfaiteurs. Mais la loi de séparation a supprimé en France les établissements ecclésiastiques, et consacré l'indifférence des pouvoirs publics et des établissements publics vis-à-vis du culte. Il en résulte que les bienfaiteurs ne pourront plus s'adresser à eux pour créer des œuvres pieuses ou cultuelles ; et il en résulte aussi une modification profonde de l'état de choses ancien, sur la foi duquel les disposants avaient contracté, et reçu l'engagement que leur volonté serait exécutée.

Nous voulons examiner dans cet ouvrage le sort réservé sous la législation nouvelle aux œuvres laissées par la piété des fidèles.

La volonté des morts est sacrée, et dans la mesure où les lois le permettent l'homme a toujours eu la certitude que ses biens conserveraient après lui la destination qu'il leur a imposée. Pourtant la loi de séparation eut pour résultat de méconnaître cette intention qui était légitime et exécutable le jour où le bienfaiteur disposait de son patrimoine : beaucoup de charges seront dorénavant inexécutées, et les biens qui en étaient grevés ne reprendront pas place dans le patrimoine du disposant.

Nous ne prétendons pas donner un commentaire complet de cette législation : le sort des libéralités seules fait l'objet de notre étude, et encore n'aborde-

rons-nous l'examen que de celles dont l'existence est antérieure à la séparation des Églises et de l'État sans aborder l'étude des moyens par lesquels il est aujourd'hui possible de gratifier le culte et de créer des fondations pieuses.

Enfin, nous croyons devoir borner notre examen aux libéralités faites en faveur du culte et des établissements catholiques. La raison en est que ces libéralités sont de beaucoup les plus nombreuses, et que d'autre part, les catholiques, en rejetant les associations cultuelles et les sociétés de secours mutuels instituées par la loi, sont restés en dehors de l'organisation légale, qui fut adoptée par les cultes protestant et israélite. Leur situation est donc spéciale, la dérogation au droit commun en matière de libéralités plus radicale, et c'est à leur sujet que se pose tout particulièrement la question de l'inexécution des charges et fondations, objet de cet ouvrage. Nous laisserons ainsi complètement de côté l'examen des associations cultuelles en tant qu'elles pourraient se trouver grevées de charges ou de fondations.

Nous serions satisfait si ce travail pouvait contribuer, pour une part, même minime, aux recherches de ceux qui sont appelés à commenter et à appliquer cette législation.

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES DE LA LOI DU 13 AVRIL 1908

CHAPITRE PREMIER

Définition des charges et fondations

1. — Il y a libéralité chaque fois qu'une personne entend se dessaisir sans compensation d'un bien qui est sa propriété, pour le faire passer dans le patrimoine d'une autre personne.

On peut disposer à titre gratuit soit par donation ou don manuel, soit par testament.

2. — Une libéralité peut être soit pure et simple, soit grevée de charges ou conditions (1).

Il y a libéralité pure et simple lorsque le donateur ou le testateur abandonne son bien sans restriction, sans que le gratifié soit tenu d'aucune obligation.

3. — Il y a libéralité avec charges ou onéreuse lorsqu'une clause de l'acte ou du contrat restreint le droit du bénéficiaire (charge réelle) ou lui impose

2. — 1. V. *Dalloz répertoire*, v^o *Dispositions entre vifs et test*, vol. 16, n^{os} 88 et s.

des obligations soit de faire, soit de donner (charge personnelle) (1).

La charge réelle est un démembrement de propriété, une restriction de la libéralité pour la valeur de laquelle le bénéficiaire n'est pas propriétaire ; nous n'avons pas à nous en occuper ici (2).

La charge est personnelle lorsque le donataire ou légataire est grevé d'une obligation à raison de la libéralité dont il a d'autre part la pleine propriété (3).

On dit alors la libéralité grevée de charges ou de conditions.

Il y a charge en ce sens que l'émolument de la libéralité se trouve restreint par l'obligation imposée au destinataire ; il y a condition en ce sens que l'inexécution par le bénéficiaire entraîne la révocation de la libéralité (art. 1184, 953, 1046) sauf l'application de l'article 900 (voir n° 19).

L'obligation imposée au bénéficiaire peut être soit

3. — 1. Il semblerait, à ce point de vue, qu'on pût considérer comme pure et simple la libéralité sous condition suspensive ; cette condition, en effet, affecte l'existence même de la libéralité, qui est juridiquement inexistante tant qu'elle n'est pas réalisée, et se retrouve pure et simple au jour de la réalisation.

2. En matière de testament cette charge est considérée comme un legs distinct (V. n° 231 et s.).

3. Cette charge est purement personnelle lorsqu'elle ne peut être exécutée que par le bénéficiaire lui-même, à l'exclusion de toute autre personne.

une obligation de donner, soit une obligation de faire, soit une obligation de supporter ou de ne pas faire.

4. — Il n'est pas nécessaire que cette obligation soit exécutable sur les seuls biens donnés ; elle peut grever le patrimoine entier du disposant. Toutefois, on admet qu'il n'y a plus libéralité lorsque la valeur des charges atteint ou dépasse l'émolument des biens donnés ou légués. Il y a alors un contrat à titre onéreux.

L'obligation peut être active ou passive ; il suffit non seulement qu'elle restreigne la valeur de la libéralité mais encore qu'elle apporte une simple entrave au droit de propriété du bénéficiaire : sera donc onéreuse toute libéralité dont le bénéficiaire n'aura pas le droit de disposer d'une façon absolue ; telle sera la libéralité grevée d'une clause d'inaliénabilité, et, plus généralement d'une affectation, résultant de la volonté exprimée par le disposant que les biens donnés ou légués seront employés à tel usage déterminé (1).

5. — La charge peut être imposée soit en faveur du disposant, soit en faveur des tiers. La charge imposée en faveur du destinataire lui-même rend la libéralité pure et simple, à moins qu'il n'en résulte une affectation spéciale des biens à un but déter-

4. — 1. V. nos 193 et s.

miné, ou une clause d'inaliénabilité (1). La charge imposée en faveur de personnes incertaines est nulle; mais la jurisprudence valide d'une façon générale les charges imposées en faveur des personnes futures ou indéterminées (2).

6. — Les libéralités onéreuses se présentent sous des formes distinctes selon que les obligations qui les accompagnent sont temporaires ou perpétuelles; il y a charge proprement dite lorsque les obligations sont temporaires, il y a fondation lorsqu'elles sont destinées à être exécutées perpétuellement.

La fondation est l'affectation perpétuelle d'un bien à un but déterminé (1). Il ne nous est pas possible

5. — 1. Cette restriction est la base même de l'action en reprise ou revendication de la loi du 9 déc. 1905 (V. 2^e part., n^{os} 194 et s., la nature de cette action).

2. V. pour les personnes futures et la stipulation pour autrui: chapitre 2, n^o 15. V. aussi Audouin : *Des dispositions en faveur des personnes incertaines*, p. 49 et s.

6 — 1. Le Code n'a donné des fondations aucune définition. Celles-ci, que nous empruntons à M. Planiol est la plus généralement admise, et à notre avis la meilleure.

V. Geouffre de la Pradelle : *Des fondations* (1894).

Truchy : *Des fondations* (1888).

Marcadé : *Les fondations et le problème de la personnalité* (1901).

Fénelon : *Les fondations et les établissements ecclésiastiques*.

Lévy-Ulmann : *Des fondations par testament*.

Berthomieu : *Du legs avec charges* (thèse Montpellier 1896).

Planiol : *Tr. él. du dr. civil*, t. III, n^{os} 3339 et suivants.

d'examiner ici ni les moyens employés en jurisprudence et en doctrine pour assurer l'exécution perpétuelle des volontés du disposant, ni le grave problème de la personnalité des établissements ainsi créés. Les fondations peuvent avoir un double objet : soit créer une œuvre capable de vivre et de durer par elle-même, soit mettre à la charge d'un établissement déjà créé et destiné à durer perpétuellement l'exécution d'une obligation perpétuelle : c'est la fondation par donation ou legs *sub modo* à personne morale préexistante. Cette dernière forme nous intéresse seule.

Les lois du 9 décembre 1905 et 13 avril 1908 n'ont en effet touché en aucune façon aux institutions d'initiative privée dotées de la personnalité civile ; elles ne régissent que l'État, les départements, les communes et les établissements publics, les uns pour les supprimer, les autres pour les rendre incapables d'exécuter certaines charges temporaires ou perpétuelles qu'ils s'étaient engagés à remplir (2).

Dalloz : *Supplément répertoire*. V. *Dispositions entre vifs et testamentaires*.

Tissier : Dans *Répertoire de droit administratif*, V. *Dons et legs*, n^{os} 72 à 79.

Ravier du Magny. *Le contrat de fondation*.

2. Il est donc évident qu'une œuvre, un hospice, par exemple, qui a nécessité pour sa création l'intervention d'un établissement public du culte, mais a reçu depuis la personnalité civile, reste doré-

Nous entendons donc par fondations les obligations perpétuelles imposées aux personnes morales. Elles ne diffèrent juridiquement des charges que par leur perpétuité (3).

7. — Charges et fondations se distinguent essentiellement des dettes réelles, hypothécaires ou privilégiées. Ces dernières constituent soit la contre-partie d'un contrat à titre onéreux, soit l'obligation résultant d'un délit ou d'un quasi-délit. Il en résulte que les successeurs aux biens et les ayants cause particuliers des donataires ou légataires, qui sont tenus des dettes, ne sont pas tenus des charges grevant ces biens. Elles grèvent les biens eux-mêmes, et confèrent un droit de suite sur ces biens dans quelques mains qu'ils passent. Les charges, au contraire, sont des obligations imposées personnellement au bénéficiaire d'une libéralité à l'occasion des biens donnés ou légués.

Mais ce n'est pas à dire que des charges ne peuvent être stipulées dans les contrats à titre onéreux ; ces derniers seront alors considérés comme dissimulant des libéralités. Par contre lorsqu'une libéralité sera considérée comme un contrat à titre onéreux,

navant absolument indépendant de l'établissement qui lui servait en quelque sorte de support ; il subsiste malgré sa suppression et demeure étranger à l'application des lois de 1905 et 1908.

3. V. Berthomieu (*op. cit.*, p. 108 et s.).

la charge qui la grève prendra le caractère d'une dette ; elle sera le prix dû en échange de la prestation fournie par les disposants ; elle deviendra exécutable sur les biens eux-mêmes, quels qu'en soient les propriétaires : c'est alors une charge réelle (1).

7. — 1. V. pour l'intérêt de cette distinction, nos 202 et s.

CHAPITRE II

Le régime des libéralités grevées de charges en droit commun

8. — En principe, les règles du Code civil qui organisent le régime des libéralités grevées de charges s'appliquent dans leur ensemble aux établissements publics (1). Toutefois l'article 910 subordonne l'acceptation des dons et legs par ces établissements à la nécessité d'une autorisation gouvernementale (2). D'autre part, la suppression de ces établissements qui n'ont pas d'héritiers comme les personnes physiques peut donner lieu à des situations spéciales, exorbitantes du droit commun.

Nous étudierons ici celles des règles du droit commun, qui ont été modifiées par les lois du 9 dé-

8. — 1. Nous examinerons plus loin une théorie d'après laquelle les établissements publics seraient soustraits au droit commun (ch. IV, § 2).

2. V. Becquet, *Dictionnaire de droit adm.* v° *Dons et legs* (Tissier), n° 339 et s. ; G. de la Pradelle, p. 123 et s. ; Fénelon (*op. cit.*, p. 240 et s.) ; Planiol, t. III, n° 2936 et s., 3337 ; *D. suppl. rép.* : v° *Disp. entre. vifs et test.*, 138 et s.

cembre 1905 et du 13 avril 1908, c'est-à-dire la révocation des dons et legs pour inexécution des charges et des conditions.

§ 1. — EXÉCUTION DES CHARGES PAR
L'ÉTABLISSEMENT DONATAIRE.

9. — L'établissement qui a régulièrement accepté une libéralité doit en principe exécuter toutes les charges qui la grèvent. S'il ne le fait pas il s'expose à une double action : 1° Action en exécution ; 2° Action en révocation (Art. 954 et 1046).

10. — A. — **Action en exécution** (1). — En matière de contrats à titre onéreux, les bénéficiaires des charges en vertu de l'article 1121, et le disposant et ses héritiers en vertu de l'article 1184 peuvent exiger l'exécution des conditions imposées dans le contrat (2).

En est-il de même pour les libéralités ? Il y a lieu de faire une distinction selon que l'action est exercée par le bénéficiaire ou le donateur et ses héritiers.

11. — 1° Le droit du bénéficiaire d'une donation existe en vertu des règles de la stipulation pour au-

10. — 1. Fénelon, p. 198 et 218 ; Coquet, *Les fondations privées dans la jurisprudence française*, p. 185, n° 154 ; *Dalloz suppl. V. Obl.*, n°s 92 et 93.

2. Planiol, t. II, n°s 1251 et s., 1260 et s., 1315 ; t. III, 2631.

trui (art. 1121). Il est directement créancier du donataire promettant, en vertu d'un engagement pris par ce dernier envers le donateur stipulant (1). Son droit naît au jour de la formation du contrat (2), alors même qu'il ne serait pas encore conçu à cette époque (3), sauf ratification ultérieure (4). Le bénéficiaire en vertu d'un legs aura droit à l'exercice de l'action

11. — 1. Planiol, t. III, n° 3340; Ravier de Magny, *Le contrat de fondation*, p. 230 ets.; Berthomieu, *op. cit.*, p. 253 ets.; Aubry et Rau, t. IV, p. 529; Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, t. I, n° 159; Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 3340; Cass. req., 13 juin 1877 (D. 78.1.415); C. Civ., 8 av. 1895 (D. 95.1.441; S. 95.1.265); C. civ., 29 juin 1896 (D. 97.1.373; S. 96.1.361); C. civ., 24 mai 1897 (D. 98.1.23; S. 97.1.411); Cass. req., 19 av. 1899 (D. 1900.1.548).

2. Cass., 16 janvier 1888 (D. 88.1.77; S. 88.1.121); Cass., 8 fév. 1888 (D. 88.1.193; S. 88.1.121); C. 9 mars 1896 (D. 96.1.931); Douai. 22 av. 1890 (D. 91.2.220).

3. En matière de fondations la jurisprudence, pour favoriser les libéralités en faveur des établissements non encore reconnus, distingue entre le legs et la charge (V. n° 7). Le legs peut être fait à une personne déjà existante; la charge peut être imposée à un établissement non encore doué de la personnalité. Cass., 21 juin 1870 (D. 71.1.97; S. 70.1.367); Cass., 8 avril 1874 (D. 76.1.225; S. 74.1.258). Toutefois cette théorie est rejetée en matière d'assurance sur la vie. V. pour la question des personnes successives n° 395 et s.

4. Bordeaux, 1^{er} avr. 1897 (S. 1900.2.441, note Wahl) (D. 98.2.169, note de Loynes); Cass., 16 janv. 1888 (précité), 8 fév. 1888 (précité); Bordeaux, 18 fév. 1891 (S. 92.2.89). Par conséquent, l'action en exécution pourra être exercée par eux sauf lorsqu'il s'agira d'une charge imposée *intuitu personæ*, ou de la concession d'un droit viager.

par suite de l'engagement du légataire résultant de son acceptation (5). Mais il ne pourra se prévaloir d'une stipulation pour autrui (6).

12. — On a contesté autrefois le droit du donateur et de ses héritiers, ainsi que des héritiers du testateur à réclamer en justice l'exécution des charges. On se basait sur l'article 894 qui semble considérer la donation comme un acte et non un contrat, et l'article 954 qui ne reproduit pas le droit d'option de l'article 1184 (1). Mais on est unanime aujourd'hui à la considérer comme un contrat. De plus, la donation

5. V. Coquet, *op. cit.*, 161; Tissier, *op. cit.*, n° 75; Amiens, 26 fév. 1879 (S. 81.2.138). Nous estimons en effet que la théorie de la stipulation pour autrui est restreinte aux actes entre vifs. Du reste la disposition finale de l'article 1121: « On ne peut plus révoquer la stipulation qu'on a faite au profit d'un tiers si ce tiers a déclaré vouloir en profiter », serait en matière de legs une entrave au droit absolu de révocation, ou un pacte sur succession future défendu par l'article 1130 du CC. (Cass. 8 fév. 1888 précité), Cass. civ., 9 mars 1896 (D. 96.1.391 et les renvois). V. cependant *Contra*, Melun 3 mai 1907 (*R. O. D.* n° 32); Villeneuve-sur-Lot, 14 févr. 1907 (D. 07.2.245).

6. Sur le droit des bénéficiaires, lorsque ce sont des personnes indéterminées, V. Audquin (*Des stip. en faveur des personnes incertaines*, p. 111); C. 19 mars 1855 (D. 55.1.297; S. 55.1.648); Lyon, 29 av. 1853 (D. 54.2.187; S. 53.2.347). Toutefois les pauvres sont représentés légalement par le bureau de bienfaisance; de plus, le département, la commune peuvent représenter leurs administrés, lorsqu'ils sont indéterminés (V. n° 433).

12. — 1. Aubry et Rau, t. VII, § 1601, p. 379, n° 9; Cass. 27 fév. 1868 (S. 69.2.140).

avec charges, à plus forte raison la fondation, comporte un engagement spécial, contractuel ou quasi contractuel du donataire ou légataire, qui crée un lien synalagmatique dans la mesure où les charges existent. L'article 1184 pourrait donc servir de base à l'action en exécution (2).

13. — Mais la loi du 13 avril 1908 n'a pas considéré les libéralités grevées de charges comme des contrats à titre onéreux (1). On pourrait par suite rejeter l'application directe de l'article 1184 ; d'autre part, on a refusé au donateur et à ses héritiers le droit de se prévaloir de la stipulation faite en faveur d'autrui, ils n'auraient donc, ainsi que les héritiers du testateur, aucun droit pour requérir l'exécution des charges.

14. — Nous leur accordons toutefois ce droit pour un double motif : 1° L'article 954 auquel renvoie l'article 1046 a, dans l'intention du législateur, appliqué aux donations l'article 1184 en son entier, et, en introduisant l'action en révocation, il englobait les deux phases d'une même procédure : exécution d'abord et subsidiairement révocation. C'est une action alternative adoptée dans son ensemble par l'article 954 qui étend

2. Planiol, t. III, n° 2632, p. 1661 ; Fénelon, p. 198 ; Grenoble, 16 mai 1842 (S. 44.2.279) ; Caen, 27 juin 1868 (S. 69.2.140) ; Demolombe, *Donat. et test.*, t. V, p. 268 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, *loc. cit.* t. II, n° 2806. *Contra.* Marcadé : *Les fondations*, p. 118.

13. — 1. V. en particulier les effets de l'article 3, alinéa 2, l. 13 av. 1908, sur le caractère gratuit des fondations de messes (n° 209, note)

manifestement une règle générale à un cas analogue, ou même, comme on l'admet universellement aujourd'hui malgré la loi du 13 avril 1908, qui applique une règle générale à un cas particulier de contrat synallagmatique.

15. — 2° D'autre part en ce qui concerne spécialement le donateur et ses héritiers, si la stipulation pour autrui n'autorise pas le stipulant à réclamer l'exécution d'une charge qui ne doit pas lui profiter, c'est qu'il n'est pas intéressé (1) ; mais dès qu'il aura le moindre intérêt, fût-ce moral, à l'exécution des charges, pouvant motiver une demande en dommages-intérêts subsidiaire, l'action lui sera ouverte (2). Or, en fait, cet intérêt moral existera toujours, et le juge du fait ne pourra se refuser à le reconnaître lorsque la charge aura été la cause impulsive et déterminante de la libéralité, ou que le donateur aura stipulé une clause expresse de retour en cas d'inexécution.

15. — 1. Baudry-Lacantinerie et Colin, *op. cit.*, t. II, n° 2806. C'est en application de ce principe que la majorité des auteurs n'accorde l'action en exécution que dans le cas où la charge a été stipulée au profit du donateur (Aubry et Rau), t. VII, § 1601, p. 379, § 1615, p. 471; Baudry et Colin, t. II, n° 2797, t. I, n° 1566.

2. Trib. Charolles, 14 nov. 1907 (*R. O. D.* 45, p. 120). Sur l'intérêt moral du donateur en matière de libéralités faites aux curés successifs. V. n° 400, note 2. *Adde* : Cass. req., 30 av. 1888 (D. 88.1.291; S. 90.1.407).

16. — En tous cas, l'établissement donataire ou légataire a contracté vis-à-vis du déposant une obligation de faire, d'où est né un contrat ou un quasi contrat ; cette obligation résulte de l'acceptation de la donation ou du legs ; elle suffira donc lorsqu'il y aura un intérêt, fût-ce moral, à légitimer l'action en exécution, soit du donateur, soit de ses héritiers ou des héritiers du testateur (1).

17. — L'action en exécution a pour effet soit de forcer l'établissement grevé à exécuter la charge sous la sanction du système des astreintes (1), soit d'allouer au réclamant des dommages-intérêts équivalents à la valeur des charges inexécutées (C. 1142) (2).

18. — B. — **Action en révocation** (1). — L'action en révocation (art. 954, 1046 C.) n'est ouverte qu'au donateur et à ses héritiers, ou aux héritiers du testateur. Les bénéficiaires des charges n'y ont pas droit (2).

16. — 1. Sur l'action de l'exécuteur testamentaire : V. Aubry et Rau, *op. cit.*, § 1611, p. 1652 ; Coquet, *op. cit.*, n° 157, p. 190 ; Planiol, t. III, p. 452.

17. — 1. *D suppl.*, v° *Obligation*, n° 1609 et s.

2. Planiol, t. II, p. 72, n° 221 et s. ; Cass., 22 nov. 1841 (D. 42. 1.29 ; S. 42.1.170) ; Cass., 24 janv. 1865 (D. 65.1.226) ; Cass., 8 janv. 1901 (D. 01.1.277).

18. — 1. Planiol, t. III, n° 2630 et s., 2853 ; t. II, n° 1307 et s. ; Aubry et Rau, t. VII, § 1607 *bis*, p. 1610 ; § 1627, p. 545.

2. Baudry-Lacantinerie et Colin, t. II, n° 2805 ; Planiol, t. III, n° 2633, t. II, n° 1262 ; Aubry et Rau, § 1627, p. 544 ; Civ. Rej., 19 mars

Elle est ouverte par le fait même de l'inexécution des charges (3), alors même qu'elle proviendrait d'un cas fortuit ou de force majeure ; et il appartient au juge du fait de décider souverainement si une charge est ou non exécutée (4) selon la volonté du testateur (5).

19. — Cependant aucune action ne sera admise en cas d'inexécution des charges qui seront considérées comme impossibles, illicites et immorales (art. 900), et il en devrait résulter que chaque fois que l'établissement donataire invoquera une impossibilité légale d'exécuter les charges, ces dernières seront réputées non écrites, et la libéralité considérée comme pure et simple (1).

1855 (S. 55.1.648 ; D. 55.1.297). Jugé que le maire d'une commune dont les pauvres doivent bénéficier de l'exécution d'une charge imposée à un hospice n'a pas qualité pour prétendre qu'à défaut d'exécution littérale de cette charge les biens doivent retourner à la succession du testateur (C. 19 mars 1855 précité).

3. La jurisprudence est depuis longtemps fixée en ce sens — V. entre autres sur l'article 1184 : Cass., 14 avril 1891 (D. 91.1.329) ; Cass., 2 mai 1892 (D. 93.1.501) ; sur l'art. 953 : Cass. civ., 10 déc. 1894 (D. 95.1.329) ; C. civ., 19 oct. 1896 (D. 97.1.604) ; comp. Planiol, t. II, p. 412 ; Aubry et Rau, t. IV, § 302 ; Bartin, *Des conditions impossibles, illicites ou immorales*, p. 91 et 115 ; Fénelon, *op. cit.*, p. 206 ; Dalloz, *Code civil annoté*, art. 1184, n° 34 et suiv.

4. Aubry et Rau, t. VII, § 1627, p. 546 ; Baudry-Lacantinerie et Colin, n° 1549.

5. Cass., 6 avr. 1887 (S. 1887.1.151) et les renvois.

19. — 1. Planiol, t. III, n° 3026 et s. ; Bartin, *Des conditions impos-*

20. — Mais la jurisprudence, pour pallier les effets souverainement injustes de cette règle édictée sous l'empire de préoccupations politiques (1), a élaboré une théorie qui permet aux donateurs de reprendre en totalité la libéralité lorsque, en fait, il sera prouvé que la charge en était la « cause impulsive et déterminante » (2).

En effet l'article 1131 a pour résultat de rendre nulles toutes les libéralités qui ont une cause illicite ; or la Cour de cassation, depuis 1863 admet que dans les libéralités avec charges l'exécution des charges peut être la cause même de ces libéralités : lorsque ces charges sont illicites, la libéralité est elle-même illicite et doit tomber dans son entier ; c'est donc une question de fait et les juges du fond apprécient souverainement (3) si la charge était la cause impulsive

sibles, illicites ou immorales ; Aubry et Rau, t. VII, § 692 ; Demolombe, XVIII.

20. — 1. Planiol, t. III, n° 3029.

2. Planiol, t. III, n° 3026. Le premier arrêt est un arrêt de la CC. du 3 juill. 1863 (D. 63.1.429 ; S. 64.1.269). Il fut suivi d'un grand nombre d'autres et l'on peut considérer aujourd'hui cette interprétation comme une règle de droit. V. entre autres C. 28 juin 1887 (D. 88.1.435 ; S. 89.1.99) ; C. 8 avril 1889 (D. 90.1.205 ; S. 89.1.212). En matière d'écoles congréganistes avant la loi du 30 oct. 1886 : Cass., 19 mars 1884 (D. 84.1.281 ; S. 85.1.29, note Labbé) ; Cass., 3 nov. 1886 (D. 87.1.157 ; S. 87.1.241) ; V. Martin, *op. cit.*, p. 89 ; Fénelon, *op. cit.*, p. 194 et s. ; Aubry et Rau, t. VII, § 692, note 6, p. 290.

3. C., 3 nov. 1886 (précité).

et déterminante de la libéralité (4). Or, en matière de fondation, on ne conçoit pas qu'il en puisse être autrement, puisque, nous l'avons vu, le bien a été donné pour que les bénéficiaires puissent jouir perpétuellement d'un avantage qu'ils ne peuvent recevoir directement.

21. — Cette théorie doit-elle encore s'appliquer, et y a-t-il lieu de considérer les charges comme illicites,

4. La jurisprudence arrive au même résultat par un autre procédé, à la vérité moins souvent appliqué : chaque fois qu'une libéralité grevée de charges ou de fondations a le caractère de contrat à titre onéreux (V. n° 7), l'article 900 est hors de cause et il y a lieu d'appliquer l'article 1172.

Demolombe (XVIII, 205) avant la jurisprudence admettait que l'article 900 était une disposition interprétative de la volonté du testateur qui tombait par la preuve contraire, mais la CC. a toujours appliqué l'article 900 même quand le disposant avait manifesté explicitement son intention de reprendre le bien si la charge ne pouvait pas être exécutée (Fénelon, p. 181).

M. Geouffre de La Pradelle, *op. cit.*, p. 272, combat ce système en montrant que la cause de toute libéralité se ramène à la volonté de donner ; mais, selon la remarque de M. Planiol on arriverait à cette conséquence qu'on ne trouverait jamais de cause illicite dans les donations, ce qui est difficile à admettre (*Revue critique de législation*, 1888, p. 1609).

Pour M. Bartin (*op. cit.*, p. 370), si la cause n'est pas la volonté de donner, la libéralité n'est plus qu'un contrat à titre onéreux, mais cet argument ne saurait s'appliquer au testament qui ne peut jamais être un acte à titre onéreux, pas plus qu'aux fondations qui, nous l'avons vu, ne sauraient toutes être considérées comme des contrats à titre onéreux (V. Fénelon, p. 178),

dans l'hypothèse d'une libéralité grevée de charges licites au jour où elle a été acceptée, mais qui deviennent postérieurement illicites par suite de lois nouvelles restreignant la capacité de l'établissement donataire? Le cas s'est présenté notamment après la loi du 30 octobre 1886 interdisant aux communes d'entretenir les écoles congréganistes et après la loi du 9 décembre 1905 interdisant aux communes de subventionner aucun culte.

22. — Dès avant 1886, à vrai dire, et depuis les lois du 18 juillet 1837 et 15 mars 1850 les libéralités adressées aux communes pour entretenir des écoles congréganistes étaient déjà souvent déclarées illicites et la jurisprudence avait eu maintes fois l'occasion d'appliquer sa théorie de la cause impulsive et déterminante (1) ; mais un grand nombre de ces libéralités avaient été autorisées et exécutées : quels principes pouvait-on invoquer pour permettre aux disposants de reprendre les biens donnés? Comment en effet une loi postérieure pourrait-elle rendre illicites des charges qui étaient licites à l'origine, et avaient jusqu'alors été exécutées? Ce serait donner à la loi un effet rétroactif. Aussi MM. Aubry et Rau (2), M. Planiol (3)

22. — 1. V. les arrêts cités, page II, note 5.

2. « Pour déterminer si une condition est obligatoire ou doit être réputée non écrite il faut uniquement s'attacher à l'état de choses existant et à la législation en vigueur au moment de la confection

et la grande majorité des auteurs se refusent à admettre cette solution.

23. — La Cour de cassation n'a cependant pas hésité à étendre l'application de l'article 900, et à déclarer ces charges illicites ; toutefois elle a annulé la libéralité entière lorsqu'elles en étaient reconnues la cause impulsive et déterminante (1).

24. — Cette interprétation de la Cour de cassation ne fut pas toujours admise d'une façon unanime ; la jurisprudence et les tribunaux s'empressèrent chaque fois qu'ils le purent d'appliquer des principes juridiques plus certains. Ils annulèrent conformément à l'article 1172 les donations qui avaient le caractère de contrats à titre onéreux (1), ou les révoquèrent

de la donation, ou, s'il s'agit d'un testament, au moment du décès du testateur. » T. VII, § 692, p. 290, n° 7.

3. Notes dans Dalloz (91-2-113 ; 92-2-137).

23. — 1. C. 2 nov. 1892 (D. 93.1.167) ; Cass., 15 avril 1893 (D. 93.1.487) ; Cass., 29 juin 1896 (D. 96.1.573 ; S. 97.1.136) ; Cass., 19 oct. 1896 (D. 97.1.604 ; S. 98.1.350) ; Cass., 13 déc. 1897 (S. 98.1.436) ; Cass., 6 janv. 1909 (*Gaz. Trib.*, du 13 janvier 1909).

24. — 1. Nancy, 22 janv. 1890 (D. 91. 2. 113). La jurisprudence reconnaît souvent comme contrats à titre onéreux ceux dans lesquels la charge est considérée comme la condition impulsive et déterminante de la libéralité. On arrive ainsi à appliquer l'article 1184 dans les hypothèses mêmes où on pourrait appliquer l'article 900 et annuler la libéralité pour cause illicite (Narbonne, 7 août 1907 (*R. O. D.* 39, p. 376). Un jugement d'Auxerre du 4 déc. 1907 (*R. O. D.*, 46, p. 16, *Gaz. Trib.*, 08.2.150) déclare qu'« il est constant que la charge stipulée correspond si bien

lorsqu'elles contenaient une condition résolutoire expresse (2). Au surplus, certaines décisions semblent avoir admis la théorie de MM. Aubry et Rau et de M. Planiol, et révoqué des libéralités devenues illicites par suite des lois postérieures, non pas en vertu de l'article 900, mais par application des articles 954, 1046 et 1184 (3). En particulier, sous l'empire de la loi du 9 décembre 1905, et avant que la loi du 13 avril 1908 n'ait supprimé les actions du droit commun en matière de libéralités faites à l'État, aux communes, et aux établissements publics, la jurisprudence (sur laquelle nous reviendrons plus tard) a appliqué tantôt l'article 900 tantôt l'article 1184 (4).

à l'importance de la rente donnée, qu'on peut affirmer que la célébration des messes a été la cause impulsive et déterminante de la donation. Pour ces motifs.... déclare révoquer pour inexécution des charges..... » De sorte qu'on ne voit pas trop si le jugement considère le contrat comme à titre onéreux ou s'il fait une fausse application de la théorie de la cause illicite.

2. Chambéry, 8 juillet 1891 (D. 92.2.137) ; M. Planiol (notes dans Dalloz précitées) verrait plutôt dans toutes ces hypothèses une condition résolutoire tacite rendant la libéralité nulle de plein droit conformément à l'article 1183.

3. Riom, 7 mai 1892 (D. 93.2.409) ; Cass., 10 déc. 1894 (D.95.1.329 ; S. 98.1.436.)

4. Un jugement de Montluçon (*R. O. D.* 51) du 2 janv. 1908 décide que : « Ainsi, les conditions impulsives et déterminantes de la libéralité ne sont plus écoutées ; que dans ces conditions Dubouys est donc recevable et bien fondé à demander la révocation pour cause d'inexécution des conditions du legs..... » De la sorte le legs est déclaré

25. — Donc en résumé, en droit commun, chaque fois que l'établissement grevé n'exécutera pas les charges, il s'exposera soit à une action en exécution, soit à une action en révocation, soit à une action en annulation pour défaut de cause.

§ 2. — CONSÉQUENCES DE LA SUPPRESSION DE
L'ÉTABLISSEMENT DONATAIRE.

26. — Lorsqu'un individu vient à mourir, ses héritiers recueillent sa succession et sont obligés d'exécuter les charges qui grèvent les biens auxquels ils succèdent. L'inexécution de ces charges les expose aux actions en exécution et en révocation au même titre que leur auteur (1).

27. — Les établissements publics, au contraire, n'ont pas d'héritiers ; à leur disparition, leur patrimoine entier passe à l'État (1) qui est tenu comme eux des charges. La plupart des lois qui ont prévu une semblable hypothèse ont rendu intégralement les biens donnés ou légués aux donateurs et à leurs héritiers

nul pour défaut de cause, et révoqué pour inexécution des conditions sans qu'il soit possible de savoir si le tribunal a considéré ou non la charge comme licite. Voir entre autres : Macon, 26 fév. 1907 (D. 07.2.245) ; Thiers, 30 mai 1907 ; Vannes, 20 juin 1907 ; Orléans, 11 déc. 1907 (*R. O. D.* 35).

26. — 1. Planiol, t. III, n° 2630 et s. ; t. II, n° 1262.

27. — 1. Paris, 2 juin 1893 (D. 93.2.508).

ou ayants cause (2). Mais en dehors des lois, une règle établie par le Conseil d'État exige que les statuts des établissements publics renferment une clause décidant, en cas de dissolution, l'attribution du patrimoine entier, y compris par conséquent des libéralités grevées de charges, à des établissements analogues. A défaut de cette clause, et lorsque la dévolution n'aura pas été opérée valablement, le patrimoine des établissements supprimés sera recueilli par l'État, successeur naturel des personnes qui n'ont pas d'héritiers désignés ; il attribuera les biens à un établissement capable d'exécuter les charges, et, si elles ne sont pas exécutées, le donateur et les bénéficiaires pourront invoquer les actions en exécution, en révocation ou en nullité, dans les mêmes conditions et pour les mêmes motifs que s'il s'agissait du premier établissement grevé (V. n^o 19 et s.) ; car il est de toute évidence qu'une personne morale, pas plus qu'une personne physique, ne peut recueillir les biens d'une autre sans être tenue des obligations correspondantes ; il en sera de même lorsque le Conseil d'État autorisera un établissement à accepter

2. Loi du 24 mai 1825 sur les communautés de femmes, art. 7 ; loi du 15 juillet 1850 sur les sociétés de secours mutuel, art. 10 ; loi du 21 juillet 1875 sur les établissements d'enseignement supérieur, art. 12 ; loi du 1^{er} juillet 1901 sur les congrégations, art. 18.

une libéralité faite à un autre établissement « incapable » de la recueillir (3).

28. — Lorsque les biens d'un établissement public auront été attribués par le gouvernement, en vertu de ses pouvoirs généraux ou par une loi spéciale à d'autres établissements, la révocation des libéralités grevées de charges pourra être prononcée dans deux hypothèses différentes.

29. — 1^o Bien que l'établissement dévolutaire ait la capacité d'exécuter les charges, et les exécute en fait, la libéralité pourra être révoquée lorsqu'il sera établi que le fondateur entendait faire de l'exécution de ces charges par l'établissement qu'elle avait désigné la condition *sine qua non* de la libéralité (4).

30. — Mais il est bien évident, et c'est de l'essence même du contrat de fondation, que l'établissement est propriétaire des biens donnés à l'exclusion des bénéficiaires des charges qui ne sont que ses créanciers ; et si on devait considérer comme illicite et non écrite la clause imposant un établissement déterminé pour l'exécution de la charge, la libéralité entière n'en serait pas moins révocable : on pourrait en

3. V. 3^{me} partie (libéralités adressées aux établissements publics) ; Conseil d'État, avis du 15 janv. 1837, 4 mars 1841, 20 fév. 1894 (legs Mariani), 1^{er} mars 1890 (legs Augier), 15 juillet 1885 (legs Palsem) (jurisprudence constante) ; V. Reynaud et Lagrange (notes de jurisprudence, p. 249) ; P. de D. et note 17 mars 1891 (legs Sauvaige).

29. — 1. V. les avis précités (notes de jurisprudence, p. 249 et s.)

effet invoquer contre l'établissement dévolutaire l'article 900, et la théorie de la cause déterminante, en considérant la condition comme impossible par suite de la disparition de l'établissement spécialement gratifié.

31. — Lorsque cette action sera admise, les biens pourront donc être repris ; mais le fondateur et ses héritiers auront la faculté, au lieu de faire prononcer la nullité, de requérir l'exécution des charges ; ils pourront renoncer à la condition qu'ils ont eux-mêmes imposée et dont l'inobservation ne saurait en tous cas nuire aux bénéficiaires des charges.

32. — Ces derniers pourront-ils, devant l'inaction du donateur, requérir l'exécution des charges stipulées à leur profit ?

Il semble que rien ne s'y oppose. L'exercice de ce droit, tout d'abord, ne saurait entraver celui du donateur qui pourrait l'exercer même postérieurement. On pourrait objecter cependant que l'établissement substitué n'est pas tenu des obligations personnelles du donataire primitif, et que les biens donnés ne sont pas grevés *in re*. Mais on pourrait par contre considérer que l'établissement substitué, en acceptant les biens, s'est engagé personnellement vis-à-vis de l'établissement supprimé à exécuter les charges et qu'il y est tenu en vertu de son engagement.

33. — 2° L'établissement substitué n'exécute pas les charges.

S'il refuse sans raison valable ou parce qu'il n'y a pas été autorisé, ou encore s'il invoque les règles de spécialité et de neutralité (1), règles purement administratives que la jurisprudence civile se refuse à connaître, il s'exposera à l'action en exécution qui aboutira à des dommages-intérêts ou à l'action en révocation du donateur et de ses héritiers et ayants cause.

34. — Si les charges sont illicites ou impossibles à exécuter par suite d'une loi postérieure à la donation ou au décès du testateur, la libéralité entière sera annulée pour cause illicite ou révoquée pour inexécution des charges, pour les mêmes motifs et dans les mêmes conditions que précédemment (V. n^{os} 21 et s.).

35. — La jurisprudence qui suivit la loi du 9 décembre 1905, nous le verrons, appliqua d'une façon très générale aux biens des anciens établissements publics du culte les articles 1184, 1046, 953, qu'ils fussent attribués ou encore sous sequestre, jusqu'à ce que la loi du 13 avril 1908 eût interprété la loi de 1905 et soustrait toutes les hypothèses prévues à l'appli-

33. — 1. V. entre autres Tr. Orléans, 9 juillet 1907 (*R. O. D.* n^o 35); Blois, 12 juillet 1907 (*R. O. D.* 36; *D.* 1908.5.19; *S.* 1907.2.185); Boulogne-sur-Mer, 27 juin 1907 (*R. O. D.* 40; *D.* 085.35); Beaugé, 31 déc. 1907 (*R. O. D.* 59); Rivet, *Des actions en reprise et revendications* (1907), n^{os} 19, 20, 42. Dorguin-Delaveau (*op. cit.*), p. 69. Comp. Lure, 30 mai 1907 (*S.* 1907.2.185).

cation du droit commun (1). Un petit nombre de décisions seulement se sont appuyées sur le caractère illicite des charges pieuses ou cultuelles (2).

35. — 1. V. entre autres, Laon, 6 août 1907 (*R. O. D.* 39); Narbonne, 7 août 1907 (art. 1184, contrat à titre onéreux); Riom, 26 déc. 1907 (*R. O. D.* 46, condition résolutoire expresse); Niort, 25 janv. 1908 (*R. O. D.* 51).

2. V. Tr. Boulogne, 21 fév. 1907 (*R. O. D.* 27); Riom, 26 juin 1907 (*R. O. D.* 37); Dijon, 21 janv. 1908 (*Gaz. Trib.*, 1908.2.213). Cet arrêt semble toutefois admettre la révocation pour inexécution des conditions, parce que cause impulsive et déterminante de la donation; de même un arrêt du 30 déc. 1907 (*R. O. D.* 48), Tr. Auxerre, 4 déc. 1907 (préc.)

CHAPITRE III

La loi du 9 décembre 1905

§ 1. — LES CAUSES DE LA LOI DU 9 DÉCEMBRE 1905.

36. — Ces règles du droit commun, respectées jusqu'alors par toutes les législations qui avaient prononcé la suppression de personnes morales, furent complètement bouleversées par la loi du 9 décembre 1905. A vrai dire, la suppression des actions en révocation et en résolution ne fut pas le but direct de la loi, elle n'en fut qu'une conséquence. Le législateur, ne prévoyant pas la résistance des catholiques à l'application des règles qu'ils considéraient comme attentatoires à leurs droits, n'avait prévu que très subsidiairement l'hypothèse où les charges ne seraient pas exécutées.

37. — A la suite de la rupture des relations diplomatiques entre la République et le Saint-Siège, le gouvernement estima que l'État français ne pouvait plus reconnaître l'Église comme organisation officielle, et devait déchirer tous les traités passés avec le Pape : la dénonciation du Concordat, l'abolition des articles organiques suivirent de près la rupture.

Mais le Concordat et les articles organiques avaient été promulgués loi de la République le 18 brumaire an X, et il fallait une autre loi pour leur enlever toute force obligatoire en France ; d'autre part la suppression des établissements publics du culte ne devait pas, dans la pensée du gouvernement, entraîner la suppression du culte catholique en France : l'État devait seulement l'ignorer, et, afin d'ériger cette intention en principe politique, tout en ménageant les sentiments d'équité et d'égalité de la nation, on décida de traiter de la même façon tous les cultes reconnus qui devaient être placés, vis-à-vis de l'État, sur le même pied que les cultes non reconnus, mais tolérés au nom du principe de la liberté de conscience.

39. — Cependant on estima que l'indifférence absolue de l'État était, dans un intérêt supérieur d'ordre public, pratiquement impossible ; les trois religions reconnues : catholique, protestante, israélite constituaient, même au point de vue privé, des organisations trop puissantes pour rester absolument indépendantes sans danger pour la sécurité publique. Il fallait nécessairement les empêcher de devenir des forces d'autant plus dangereuses que les lois n'auraient pas prise sur elles. Le meilleur moyen de les empêcher de trop s'étendre était de les circonscrire dès maintenant dans les mailles d'une organisation légale sur laquelle le gouvernement aurait prise au nom de l'ordre public. Il fallait amener des

milliers de citoyens catholiques, protestants ou juifs à reconstituer volontairement leur culte sous l'égide des lois. Celles-ci leur assureraient en retour une protection efficace et profiteraient de leur situation spéciale comme organisations privées pour les soumettre à des dispositions d'exception, qu'il eût été impossible d'imposer à chaque individu en particulier.

40. — Justement, la loi du 1^{er} juillet 1901 venait de reconnaître et d'organiser les associations privées : rien ne devait être plus apte à remplacer les établissements ecclésiastiques que des associations de catholiques, qui auraient l'avantage de laisser l'exercice du culte soumis au contrôle minutieux de la justice, tout en respectant le principe nouveau de la séparation des Églises et de l'État. Celui-ci, en effet, ne connaîtrait que des sociétés de particuliers, unis dans un but licite, mais privé. Les résultats demeurerait à peu près les mêmes qu'avec les établissements publics et le principe serait sauf.

Mais il fallait, en fait, obtenir la formation des associations, et intéresser les catholiques à la réalisation de ce vœu.

41. — Cet intérêt fut facile à faire naître : les établissements du culte une fois supprimés, leur patrimoine se trouverait vacant et sans maître ; ces sortes de personnes morales, en effet, n'ont pas de successeur et c'est l'État qui recueille leurs biens lorsqu'elles disparaissent. Si les lois antérieures ont rendu, dans des

circonstances analogues, les biens donnés à ceux qui les avaient mis dans le patrimoine des établissements supprimés, c'était afin de n'avoir pas à remplir les obligations dont ils étaient grevés. Il serait donc possible à l'État de donner ces biens aux associations qui se fonderaient pour l'exercice du culte, en leur accordant la faculté d'exécuter les charges. Les fidèles, dépouillés des ressources et des immeubles nécessaires à l'organisation de leur culte, n'hésiteraient pas, pensait-on, à recourir au seul moyen qui leur resterait de conserver les biens d'église à leur destination primitive ; ils aimeraient mieux les confier à la bonne foi de quelques-uns d'entre eux qui maintiendraient leur affectation cultuelle, que de les voir détournés, entre les mains de l'État ou des donateurs, du but auquel ils étaient destinés.

42. — C'est sur ces bases que fut déposé, le 9 février 1905, le projet de loi proclamant la séparation des Églises et de l'État (1) ; et toutes ses dispositions réglementant la liquidation du patrimoine des établissements supprimés, ainsi que la réorganisation du culte reposaient essentiellement sur la formation éventuelle des associations cultuelles.

Ainsi s'explique le peu d'attention qu'attachèrent les rédacteurs de la loi aux règles concernant les

42. — 1. Voir le rapport de M. Briand, *J. O.*, annexe du 17 mars 1905, n° 2302, p. 254 et s.

droits des tiers, sur les biens dont ils avaient disposé en faveur du culte : leur volonté devait en principe être respectée puisque les associations culturelles remplaceraient à peu près complètement les établissements ecclésiastiques. Seulement, en cas d'inexistence ou de dissolution des associations culturelles, et pour certains biens qui ne leur étaient pas attribués (art. 7), c'est-à-dire quand il y avait réellement changement de destinataire des biens, on créa une action « en reprise ou revendication » permettant aux donateurs et à leurs héritiers en ligne directe de reprendre les biens donnés dans le délai de six mois. La disparition des établissements bénéficiaires suffisait, dans la pensée des auteurs du projet, à motiver cette action ; et le caractère exceptionnel d'un pareil recours qui n'existerait pas si la loi ne l'avait spécialement institué, expliquait suffisamment sa portée restreinte et sa durée limitée.

43. — Mais ni le texte de la loi ni les débats parlementaires ne précisèrent la nature de cette action ; en particulier, aucune déclaration ne permit d'affirmer d'une façon certaine si on entendait l'instituer à la place ou à côté au droit commun. A notre avis le législateur n'y a pas songé ; et il semble, à première vue, que si les auteurs du projet ou la foule des orateurs qui se succédèrent à la tribune de la Chambre et du Sénat avaient cru le droit commun supprimé, ils l'auraient dit d'une façon catégorique et on aurait

vu certains d'entre eux s'élever contre une pareille atteinte à notre législation traditionnelle.

44. — Cependant la loi fut votée dans ces conditions, et promulguée le 9 décembre 1905 (1).

44. — 1. Analysons brièvement cette loi dans ses dispositions qui intéressent en particulier notre question.

La liberté de conscience est assurée, et le libre exercice des cultes garanti (art. 1^{er}).

Le budget des cultes, à l'exception de certaines dépenses d'aumôneries, est supprimé; supprimés aussi les établissements du culte, (art. 2) qui toutefois continu ront à exister provisoirement pendant une année au maximum (art. 3). Il peut être organisé (art. 18) pour les remplacer, des associations cultuelles et union d'associations régies par les articles 5 et suivants de la loi du 1^{er} juillet 1901 et les articles 19 à 22 de la nouvelle loi. Ces associations ne peuvent recevoir ni dons ni legs. Les biens des établissements du culte provenant de l'État et non grevés de fondations pieuses postérieures à la loi de germinal an X font retour à l'État (art. 5).

Les autres biens des établissements du culte supprimés sont transmis par les représentants légaux de ces établissements avec toutes les charges et obligations aux associations établies, conformément aux règles qui précèdent et aux règles d'organisation du culte, dans les anciennes circonscriptions des dits établissements (art. 4).

Les biens des établissements du culte grevés d'une affectation étrangère au culte doivent être attribués par les représentants des établissements supprimés, non aux associations cultuelles, mais à des établissements publics ou d'utilité publique dont la destination est conforme à celle des biens (art. 7).

Faute par les représentants des établissements supprimés d'avoir attribué les biens dans le délai d'un an il y sera pourvu par décret (art. 8).

45. — Or on se rendit compte que les associations cultuelles, sur lesquelles était fondée toute l'éco-

A l'expiration de l'année les biens non attribués seront mis sous séquestre (art. 8).

En cas de contestation entre plusieurs associations cultuelles relativement à l'attribution des biens le Conseil d'Etat statue au contentieux (art. 8).

A défaut d'association cultuelle les biens seront attribués par décret aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance situés dans les limites territoriales de la circonscription ecclésiastique intéressée (art. 9).

En cas de dissolution d'une association cultuelle ses biens seront attribués par décret rendu en Conseil d'État à des associations analogues dans la même circonscription, ou à défaut, dans les circonscriptions voisines, ou aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance précités (art. 9).

Toute action en reprise et en revendication doit être exercée dans des délais déterminés et seulement par les auteurs et héritiers en ligne directe, soit qu'il s'agisse de biens dévolus à des établissements similaires à raison de leur affectation non cultuelle, soit qu'il s'agisse de biens dévolus aux établissements communaux de bienfaisance ou au cas de dissolution d'associations cultuelles (art. 7 et 9). Les édifices mis à la disposition de la nation et servant, en vertu de la loi du 18 germinal an X, ou à l'exercice public des cultes ou au logement de leurs ministres ainsi que leurs dépendances immobilières et les objets les garnissant au moment de leur remise au culte sont proclamés propriété de l'État, des départements et des communes (art. 12).

Pour ces édifices ainsi que pour ceux devenus la propriété de l'État, des départements et des communes postérieurement au Concordat il est statué ainsi que suit :

Les édifices servant à l'exercice public du culte et les objets mobiliers les garnissant sont laissés à leur destination primitive, mais sous

nomie de la loi, pourraient bien être rejetées par les catholiques comme attentatoires aux droits de l'Église. En effet, un *motu proprio* du Souverain Pontife vint confirmer ces craintes et leur interdit formellement de constituer des associations culturelles.

En fait, trois associations catholiques seulement se

la charge de toutes les réparations sauf désaffectation dans les cas prévus (art. 15).

Quant aux autres édifices (évêchés, archevêchés, presbytères, grands séminaires) ils sont laissés temporairement à la disposition des établissements du culte pour les associations. A l'expiration du délai fixé par l'article 14, la disposition en est rendue à l'État, aux départements et aux communes.

Les indemnités de logement incombant aux communes à défaut de presbytère sont maintenues et la jouissance des presbytères due pendant cinq ans (art. 14).

Les articles 16 et 17 statuent sur les dépenses relatives au placement, à la garde et à l'attribution dans certains cas à l'État des édifices, objets mobiliers, etc., présentant un caractère artistique : archives, bibliothèque des archevêchés, évêchés, grand séminaires, etc.

Le titre 2 réglemente la police des cultes. Il édicte dans les art. 31, 32, 34 et 35 des peines contre les perturbateurs de l'exercice du culte et contre les délits commis par les ministres du culte dans l'exercice de leur fonction.

Enfin, dans les dispositions générales, nous signalerons l'article 40 qui rend les ministres du culte inéligibles au conseil municipal pendant huit ans dans les paroisses où ils auront exercé leur ministère. L'article 43 qui prévoit un règlement d'administration publique destiné à déterminer les mesures propres à assurer l'application de la loi et l'article 44 qui abroge expressément les dispositions relatives à l'organisation publique des cultes notamment le Concordat.

formèrent, qui ne purent même pas être reconnues, car elles ne remplissaient pas la condition essentielle d'orthodoxie exigée par la loi elle-même (1).

46. — L'État conserva donc les biens des anciens établissements publics du culte, ils furent mis sous séquestre dès le 11 décembre 1906, date de l'expiration du délai imparti aux associations cultuelles pour se constituer, et de la sorte, les quelques dispositions de la loi qui s'occupaient des droits des donateurs et fondateurs acquirent une importance primordiale : certains que les biens seraient désormais distraits de leur affectation primitive, tous ceux qui pouvaient encore prétendre avoir quelques droits sur eux aimèrent mieux les reprendre que les laisser à l'État : On invoqua l'action en reprise quand les donateurs étaient encore vivants ou s'ils avaient laissé des héritiers en ligne directe (art. 7 et 9) (1), les actions en révocation et en résolution du droit commun, lorsque les charges étaient inexécutées ou manifestement inexécutables.

47. — Mais presque aussitôt l'administration des domaines, qui avait été nommée séquestre par le

45. — 1. V. Tr. Brives, rej. 12 fév. 1908 (*R. O. D.* 51; *S.* 08.2.23); C. Bastia, 17 fév. 1908 (*R. O. D.* 51; *S.* 08.2.273; *D.* 08.2.89), qui refusent aux prêtres désignés par ces associations la jouissance des églises (*L.* 9 déc. 1905, art. 4); V. encore Vesoul, 2 janv. 1908 (*R. O. D.* 57).

46. — 1. V. la note sous le n° 44.

décret réglementaire du 16 mars 1906, soutint cette thèse que l'action en reprise avait supprimé ou plutôt absorbé les actions de droit commun, et que tout recours était interdit aux héritiers collatéraux.

Cette thèse fut presque unanimement rejetée par les tribunaux, du moins tant que les travaux parlementaires de la loi du 13 avril 1908 ne vinrent pas influencer, semble-t-il, leurs décisions, en apportant aux débats des arguments nouveaux.

Jusqu'au 15 août 1907, six jugements seulement avaient admis cette thèse (1) contre cinquante-huit favorables aux droits des collatéraux. Le 13 avril 1908, trois arrêts de Cour d'appel avaient admis les actions de droit commun (2), deux les avaient rejetées (3). Bien que la question n'offre plus désormais qu'un intérêt rétrospectif, il est nécessaire d'étudier les arguments invoqués par les deux opinions adverses.

Les partisans de la thèse maintenant le droit commun prétendaient que la loi du 9 décembre 1905 avait institué une action spéciale, mais n'avait pas

47. — 1. V. en particulier : La Châtre, 14 mai 1907 (*R. O. D.* 35 ; *S.* 07.2.185).

2. Riom, 20 nov. 1907 (*D.* 07.2.349 ; *S.* 07.2.309) ; Montpellier, 2 mars 1908 (*S. bull. somm.*, 08. 2.23) ; Dijon, 21 janv. 1908 (*R. O. D.* 50 ; *Gaz. Trib.*, 08.2.213).

3. Caen, 5 fév. 1908 (*S.* 08.2.41) ; Douai, 28 mars 1908 (*S. bull. somm.*, 08. 2.23).

aboli les règles du droit civil ; par suite, outre l'action des articles 7 et 9 basée sur le changement de destination des biens donnés ou légués, les actions en révocation et en résolution pour cause d'inexécution des conditions spéciales pouvaient encore être exercées dans les termes du droit commun.

49. — Et ils résonnaient de la façon suivante (1):

1° La loi de 1903 est une loi d'exception, et les exceptions doivent s'interpréter restrictivement : dans le doute, le droit commun doit être maintenu (2). Pour porter atteinte aux droits des tiers il faut un texte en opposition formelle avec le droit commun.

Or, on peut parfaitement admettre que les articles 7 et 9 ont statué sur les conséquences directes de la loi elle-même, et non sur les conséquences de l'inexécution des charges (3).

49. — 1. V. Rivet, *op. cit.*, n° 22 à 38.

2. La Rochelle, 5 nov. 1907 (D. 07.2.349) ; Dijon, 21 janv. 1908 (précité) ; Riom, 26 déc. 1907 (R. O. D. 46), 20 nov. 1907 (Gaz. Pal., 08.2.551 ; S. 07.2.309 ; D. 07.2.349) ; Auxerre, 4 déc. 1907 (R. O. D. 46 ; Gaz. Trib., 03.2.150) ; Lure, 31 mai 1907 (D. 07.2.245 ; S. 07.2.185) ; Boulogne-sur-Mer, 27 juin 1907 (R. O. D. 40 ; D. 07.5.95) ; Bourges, 13 juin 1907 ; Villeneuve-sur-Lot, 14 juin 1907 (Gaz. Pal., 07.2.210 ; D. 07.2.245 ; S. 07.1.185) ; Melun, 26 juillet 1907 (R. O. D. 41) (J. O., p. 407) ; Nérac, 1^{er} juin 1907 (S. 07.2.185).

3. V. sur le principe de l'interprétation des lois : Cass. civ., 19 janv. 1869 (S. 69.1.233 ; req., 14 mars 1870 (S. 70.1.198) ; C. 24 fév. 1875 (S. 75.1.280) ; Cass. civ., 2 août 1843 (S. 43.1.766).

50. — 2° Comment, du reste, l'action en reprise, dont l'exercice est restreint à une durée de six mois après la dévolution, pourrait-elle sanctionner une inexécution, qui peut ne survenir que très longtemps après ce délai (1) ?

51. — 3° Les actions, ajoute-t-on, prévues par l'article 7 et l'article 9 de la loi du 9 décembre 1905, sont toutes les deux de même nature (1) et rédigées dans les mêmes termes. Or, l'article 7 ne suppose pas la suppression des charges ; au contraire il suppose leur exécution, puisque c'est pour assurer cette exécution qu'il dévolue les biens aux établissements similaires ; et cependant il restreint à six mois le délai dans lequel l'action en reprise sera intentée : cette action ne peut donc pas se confondre avec l'action en révocation pour inexécution des conditions qui sont licites. Elle ne peut pas davantage se confondre avec elle dans l'hypothèse de l'article 9.

52. — 4° L'action en reprise édictée par la loi de 1905 ne peut être intentée « qu'à raison de donations ou de legs ». Or, si on admet que la loi a entendu supprimer le droit commun, il faut admettre qu'elle a supprimé, entre autres, les actions des créanciers à

50. — 1. Dijon, 21 janv. 1908 (précité) ; Sedan, 19 nov. 1907 (Rod. 48) ; La Rochelle, 5 nov. 1907 (précité) ; Tr. Bourges, 13 juin 1907 (précité).

51. — 1. V. Déb. parl. Sénat, *J. O.*, p. 428, col. I (M. Jenouvrier) ; 465 (M. Boivin-Champeaux),

raison des dettes des établissements supprimés, par exemple l'action en résolution pour défaut de paiement du prix ou l'action en reprise par voie de réméré : ce que personne n'a jamais prétendu. Il faudrait, en effet, pour admettre cette suppression, un texte spécial, étant donné qu'elle aurait pour résultat de supprimer complètement les droits des créanciers, alors qu'elle laisserait aux héritiers en ligne directe l'action en révocation pour inexécution des charges. La suppression des actions dérivant des contrats à titre onéreux étant inadmissible, on ne peut davantage conclure à la suppression des actions en révocation.

53. — L'action en reprise des articles 7 et 9 est donc une action spéciale, analogue à celle établie par l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901, dont elle emprunte les termes mêmes. « Toute action en reprise ou revendication devra..... » et à celle établie par l'article 5 de la loi des 7-8 juillet 1904 sur les congrégations enseignantes, qui emploie elle aussi les mêmes expressions. Or, on a prétendu que la loi de 1904 supprimait le droit commun, notamment en ce qui concerne les dots moniales. Cette prétention a été rejetée par la jurisprudence (1), et le droit commun

53. — 1. Poitiers, 15 fév. 1905 (D. 06.2.155); Riom, 20 nov. 1907 (préc.); Dijon, 7 fév. 1906 (D. 1906.2.41, n. Planiol); Cass., 13 mars 1907 (D. 07.1.281).

maintenu à côté des dispositions spéciales de la loi.

54. — 6° Du reste ces expressions « Actions en reprise ou en revendication » ne visent pas dans le langage juridique les actions en résolution ou en révocation, qui sont d'une nature plus complexe. Suivant certains commentateurs, l'action en reprise serait relative aux capitaux, l'action en revendication aux immeubles ; pour d'autres il y aurait reprise des biens qui se retrouvent en nature, et revendication de tous les autres (1).

Pour tous c'est une action spéciale, créée par la loi, ayant sa base dans le changement de destinataire des biens, ne supposant pas l'existence des charges ni des fondations, que le législateur n'entendait pas supprimer (2), mais résultant de ce que les biens donnés, même purement et simplement (3), étaient distraits de leur affectation primitive (4).

54. — 1. — Besançon, 4 déc. 1907 (*R. O. D.* 60 ; *Gaz. Trib.*, 08.2.2 7) ; Poitiers, 20 juin 1908 (*R. O. D.* 59 ; *S.* 08.2.241) ; Dijon, 21 janv. 1908 (préc.).

2. Sedan, 19 nov. 1907 (précité) ; Seine, 23 janv. 1908 (*Gaz. Pal.*, 08.1.118 ; *S.* bull. somm. 08.2.8). V. une étude sur les actions en révocation et les fondations dans la *R. O. D.* 47, p. 50 à 52 ; *Adde* : débats parl., Sénat, *J. O.*, p. 404 (Las Cazes), 16 col. 1, 417 col. 1, 409 et s. (de Lamarzelle) ; *Contra* : p. 474 col. 2 (M. Briand).

3. Dijon, 26 nov. 1907 (préc.) ; Carcassonne, 23 juillet 1907 (*R. O. D.* 41) ; Domfront, 11 juillet 1907 (*R. O. D.* 38) ; Vannes, 17 juil. 1907 (*R. O. D.* 36).

4. Le Havre, 2 août 1907 (*R. O. D.* 48) ; La Rochelle 5 nov. 1907

55. — Et cette disposition se comprend parfaitement : elle tranche la discussion qui aurait pu s'élever sur la question de savoir si en l'absence d'un texte le changement d'affectation aurait pu être, indépendamment de toute charge, une cause de retour des biens aux mains des donateurs. A ce titre, on peut admettre qu'on ait restreint l'action aux héritiers directs et qu'on l'ait limitée au délai de six mois ; on peut comprendre encore qu'elle ne s'applique pas aux contrats à titre onéreux, puisque dans ces contrats l'objet principal de l'opération a pu être le paiement du prix, et non l'affectation religieuse.

56. — L'action en reprise de la loi de 1905 est une sorte de retour légal, fondé sur les mêmes motifs que les lois de 1825, 1901 et 1904 ; la présence dans le patrimoine à liquider de biens dont le but est aujourd'hui impossible à remplir. On doit donc, jusqu'à preuve du contraire les considérer comme de même nature et régies par les mêmes principes (1).

57. — Les partisans de l'opinion refusant toute action aux collatéraux s'appuyèrent d'abord et pres-

(préc.) ; Tr. Versailles, 11 déc. 1907 (*R. O. D.* 46 ; *Gaz. Tr.*, 08.2.218) ; Lan-
nion, 4 juin 1907 (*Gaz. Tr.*, du 9 juill. 1907) ; Tr. Bourges, 13 juin
1907 (préc.) ; Avranches, 30 mai 1907 ; Tulle, 29 juin 1907, etc.

56. — 1. Dijon, 21 janv. 1903 ; Auxerre, 4 déc. 1907 ; La Rochelle,
5 nov. 1907 ; Vannes, 17 juillet 1907 ; Tulle, 29 juin 1907 (préc.).

V. débats parlementaires, Sénat, *J. O.*, p. 407 (M. de Las Cazes).

que uniquement sur les travaux préparatoires de la loi du 9 décembre 1905 (1).

58. — Ils invoquèrent la discussion et le rejet par la Chambre des Députés des amendements Beauregard, Auffray, Rudelle, de Ramel (1), tendant à admettre l'action en reprise et en revendication soit au profit des collatéraux (Beauregard, Rudelle), soit quand il y aurait stipulation du droit de retour (Auffray), soit en cas de vente conditionnelle (de Ramel); et encore le rejet au Sénat des amendements Vidal de Saint-Urbain et de Lamarzelle (2). Ils firent remarquer que les accusations de spoliation portées par les adversaires de la loi ne se comprendraient pas si l'action en reprise se superposait au droit commun; ils prétendirent que les mots « Action en reprise ou revendication » étaient des expressions très générales, comprenant les actions en révocation et en résolution (3).

57. — 1. Voyez les citations et interprétations de ces travaux dans la discussion de la loi du 13 avril 1908, notamment : Sénat, *J. O.*, 1908, p. 408, col. 1 et 2 (M. de Las Cazes), p. 420 (M. Bienvenu Martin), p. 432, col. 2 (M. Maxime Lecomte), p. 457 (M. Pouille) p. 466 (M. Boivin-Champeaux); *Adde*: les interprétations par les tribunaux, entre autres: Ruffec, 17 déc. 1907 (*Rod.* 41, p. 109); Caen, 5 fév. 1908 (*Gaz. Pal.*, 1900.1.108); Lisieux, 24 juillet 1907 (*Gaz. Pal.*, 2.203).

58. — 1. *J. O.* des 23 et 24 mai 1905, p. 1840 et s.

2. *J. O.* du 26 nov. 1905, p. 1519 et suiv.

3. La Châtre, 14 mai 1907 (*S.* 1907.2.185); Villeneuve-sur-Lot (préc.); Abbeville, 31 janv. 1908 (*Gaz. Pal.*, 1908.1.213); Tr. Montpellier,

59. — 2° Puis, certains arguments de texte furent invoqués, on prétendit que, par suite de la désaffectation des biens du culte, il y avait en réalité inexécution des conditions, même pour les libéralités pures et simples puisque la volonté du donateur n'était plus respectée ; que par suite si une autre action que celle des articles 7 et 9 subsistait, il faudrait l'admettre même pour les libéralités pures et simples, ce qui enlèverait toute raison d'être à l'action en reprise (1).

60. — 3° On ajouta que les actions en reprise des articles 7 et 9 (et cela résultait encore des travaux préparatoires) n'étaient pas basées à proprement parler sur la dévolution des biens, mais sur l'atteinte portée par cette dévolution aux intentions, exprimées ou non, du bienfaiteur ; et on soutenait même que l'action ne devrait être admise que si l'atteinte était constatée. Il s'agissait donc bien d'une action en révocation pour inexécution des conditions, et ce serait non pas une action spéciale, mais l'action de droit commun, modifiée et restreinte : il ne pouvait par suite en exister d'autres (1).

28 déc. 1907 (*Gaz. Pal.*, 1908.1.312) ; Guingamp, 19 nov. 1907 (S. 1907. 2.309).

59. — 1. V. La Châtre, 14 mai 1901 (préc.) ; Comp. J. O., Sénat, p. 472 col. 2 (M. Briand).

60. — 1. C. Caen, 5 fév. 1908 préc. ; Guingamp ; 19 nov. 1907 (précité) ;

61. — 4° On ne pouvait du reste pas tirer argument des lois de 1823, 1901, 1904, qui, en créant une action nouvelle avaient dit en même temps dans quelles conditions cette action était créée, alors que la loi de 1903 contenait une transaction entre l'opinion qui voulait supprimer toutes les actions et celle qui voulait maintenir purement et simplement le droit commun (1).

62. — Ces arguments ne restèrent pas sans réponse. On objecta que les travaux parlementaires étaient loin d'être concluants, on invoqua en faveur du maintien du droit commun le rapport de M. le député Briand sur la loi du 9 décembre 1903 (1) et surtout une proposition de loi déposée par MM. Sarrien, Cruppi et Reynaud et renvoyée à la commission de la réforme judiciaire, qui, dans l'exposé des motifs, reconnaît formellement le droit des héritiers collatéraux (2)

Tournon-sur-Rhône, 30 janvier 1908. (*Gaz. Pal.*, 08.1.210); Abbeville, 28 janvier 1908 (préc.) V. déb. parl., Sénat, *J. O.*, p. 535 (M. Vallée).

61. — 1. V. déb. parl., 1908, Chambre des dép., *J. O.*, p. 2185, col. 3 (M. Jeanneney); Sénat, p. 458 (M. Pouille), p. 421, col. 3 (M. Bienvenu Martin). V. rapport de M. Max. Lecomte au Sénat, *J. O.*, 20 mars 1908 (annexe).

62. — 1. D. P. 1906.4.12; *J. O.*, 17 mars 1905 (ann. 2302, p. 291).

2. *J. O.*, 18 mai 1906 (ann. 756, p. 140 et 141). « En dehors de l'action en reprise ou en revendication qui n'est ouverte qu'au profit des donateurs ou de leurs héritiers en ligne directe, il existe l'action en résolution pour cause d'inexécution des charges, et pour laquelle,

que cette proposition avait pour but de supprimer. On objecta aussi l'affirmation sans cesse répétée au cours des débats parlementaires que la dévolution devait être faite de manière à assurer le respect des intentions, l'exécution des charges ; et enfin la déclaration tant de fois citée de M. Bienvenu Martin. « L'action en reprise n'existerait pas sans ce paragraphe », qui prouve bien que l'action en reprise est une action nouvelle et spéciale.

Le changement d'affectation n'a pas la même nature juridique que l'inexécution des conditions : Ce qui est violé, dans le premier cas, c'est le motif de la libéralité ; dans l'autre c'est la volonté spécialement exprimée de ne gratifier que sous la retenue du bénéfice des conditions, jusqu'à concurrence desquelles l'acte pourrait être considéré comme à titre onéreux.

64. — Bref, on concluait tout au moins comme la cour de Dijon « Qu'on ne trouve aucune indication certaine dans les travaux préparatoires... les détails pouvant en être invoqués en faveur de l'une aussi bien que de l'autre de ces interprétations ;... Qu'on ne peut dès lors être fixé qu'en étudiant le texte et les motifs de la loi..., etc. » (1), et nous avons vu quels

à défaut de prévision de la loi, s'appliquent les règles du droit commun. V. R.O.D. 48, p. 50 à 60 ; Rivet, *Étude théorique et pratique des act. en reprise et résolution*, p. 54.

64. — 1. 21 janv. 1908 (préc.). Comp. 20 janv. 1907 ; Sedan, 19 nov. 1907, Auxerre, 4 déc. 1907 (préc.).

arguments on tirait de ce texte et de son esprit en faveur du maintien du droit commun (2).

65. — La controverse, somme toute, ne fut jamais tranchée d'une façon définitive par la jurisprudence, et la Cour de cassation n'eut pas le temps de se prononcer avant que la loi du 13 avril 1908 vint imposer son opinion aux tribunaux, sous forme interprétative.

66. — Entre temps, une loi avait été votée le 2 janvier 1907, pour régler la situation de fait résultant du défaut d'associations cultuelles catholiques (1) ;

2. Pendant la discussion de la loi du 13 avril 1908, certains arrêts se basèrent sur la théorie du droit public et de l'État co-fondateur. Nous étudierons cette question au chapitre suivant (V. n° 71 et s.).

66. — 1. V. le texte de la loi et le commentaire, (D. 1907-4-1). V. rap. de Maxime Lecomte au Sénat (D. *ibid.*, fragments) (*J. O.*, 28 déc. 1906, p. 1211).

Analyse de la loi, 2 janv. 1907. L'État, les départements, les communes reprennent immédiatement et définitivement les Archevêchés, Évêchés, Presbytères et Séminaires dont la jouissance n'a pas été réclamée par une association cultuelle dans les détails voulus (art. 1^{er}, § 1^{er}).

Les biens des établissements du culte non réclamés par une association cultuelle seront attribués dès la promulgation de la loi, aux établissements communaux d'assistance et de bienfaisance, dans les conditions de l'article 9 de la loi de 1905 (art. 2).

Les biens grevés d'une affectation étrangère au culte seront attribués conformément aux articles 7 et 9 de la loi de 1905 (art. 3).

Les églises, et en général les édifices affectés à l'exercice du culte, mêmes ceux dévolus aux établissements communaux (art. 5, § 4), sont

elle appliqua simplement la loi du 9 décembre 1905, et, tout en laissant les églises ouvertes à la disposition des fidèles et des ministres du culte, elle opéra, dans son article 2, la dévolution des biens non réclamés aux établissements communaux d'assistance et de bienfaisance, conformément à l'article 9 de la loi de 1905, et sans préjudice des attributions à opérer en ce qui concerne les biens grevés d'une affectation étrangère à l'exercice du culte (art. 7 et 8).

La dévolution devait avoir lieu de plein droit, mais en fait, les biens restèrent sous séquestre en attendant la désignation par décret des établissements dévolutaires.

laissés, ainsi que les meubles les garnissant, à la disposition des fidèles et des ministres du culte. La jouissance gratuite peut en être attribuée soit à des associations cultuelles soit à des associations constituées conformément à la loi de 1901, soit aux ministres du culte qui feront la déclaration prévue par l'article 25 de la loi de 1905 (art. 5).

Les indemnités de logement incombant aux communes à défaut de presbytère, les allocations concédées par l'article 2 de la loi de 1905, sont supprimées (art. 1^{er}, § 2, art. 3).

CHAPITRE IV

La loi du 13 avril 1908

§ 1. — LES CAUSES DE LA LOI DU 13 AVRIL 1908.

67 — La situation ainsi réglée, il eût été logique d'en rester là, et d'attendre pour la liquidation définitive de cette situation transitoire les décrets d'attribution et la péremption du délai de six mois imparti pour l'exercice de l'action en reprise, après avoir laissé à la Cour de Cassation le soin de déterminer la portée de cette action.

Mais l'interprétation de la loi du 9 décembre 1905 avait suscité un nombre considérable de procès : le culte ne pouvant définitivement plus bénéficier du patrimoine des anciens établissements ecclésiastiques, tous les biens donnés ou légués, et c'était le plus grand nombre, étaient revendiqués par les bienfaiteurs et leur héritiers. De plus, pendant de longues années encore, de nouvelles revendications pouvaient être soulevées, qui remettraient sur le tapis cette question épineuse de la séparation, qu'on avait tout intérêt à liquider le plus tôt possible.

68. — C'est dans ces conditions qu'un nouveau projet de loi fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés le 28 juin 1907 et discuté sur le rapport de M. Reynaud (1). Ce projet adopté après de nombreuses modifications passa au Sénat, qui l'adopta à son tour après un rapport de M. M. Lecomte (2), en y apportant, entre autres, une disposition due à l'initiative de M. Berger, sur l'exécution des fondations de messes. Il revint à la Chambre et fut définitivement adopté le 9 avril 1908 ; la loi fut promulguée enfin à la date du 13 avril 1908.

69. — Le projet présenté par le gouvernement, outre des dispositions toutes nouvelles concernant le patrimoine de l'État, des départements, des communes et autres établissements publics, modifiait et interprétait la loi du 9 décembre 1905. Tout d'abord la loi était modifiée quant aux attributions : le principe de la dévolution aux établissements communaux d'assistance et de bienfaisance était maintenu, mais il y était apporté, malgré la loi du 2 janvier 1907 qui avait opéré cette dévolution, de nombreuses exceptions.

70. — Le projet prétendait ensuite interpréter et commenter la loi dans son article 3, qui consacrait,

68. — 1. *J. O.* du 5 juill. 1907. Ce projet avait été précédé d'une proposition de loi de MM. Sarrien, Cruppi et Reynaud (15 juil. 1907).

2. *J. O.* du 20 mars 1908.

à côté de dispositions dont le caractère interprétatif est fort contestable, nous le verrons plus loin, la thèse de l'administration des domaines sur la portée de l'action en reprise ou revendication.

§ 2. — THÉORIE DU DROIT PUBLIC ET DE L'ÉTAT
CO-FONDATEUR.

71. — C'est alors que pour expliquer cette thèse, et pour prouver qu'elle avait été implicitement consacrée par la loi de 1905, on invoqua une théorie d'après laquelle toutes les libéralités faites à des établissements publics relèveraient du droit public et seraient entièrement soustraites à l'application du droit commun.

72. — Cette théorie, à la vérité, n'était pas nouvelle; elle avait été soutenue vingt ans auparavant, et s'appuyait sur l'autorité de Turgot et du droit révolutionnaire. Nous la voyons exposée et critiquée dans un ouvrage de M. Geouffre de la Pradelle qui date de 1893 (1); et elle fut reprise dans un ouvrage très documenté que M. Grunebaum-Ballin fit paraître à la veille du vote de la loi de 1905 (2).

72. — 1. *Op. cit.*, p. 442 et s.

2. *La séparation des Églises et de l'État* (p. 147 à 184). Com. Donnedieu de Vabro (thèse, Paris, 1905, p. 152 et s.).

73. — Faut-il en conclure que le législateur de 1905 avait eu connaissance de cette théorie, et s'en était inspiré ? Les quelques documents qui nous révèlent son existence sont de source purement privée ; nous n'avons dans toute l'histoire de notre législation aucun document officiel, ni loi, ni décret, ni décision de jurisprudence, qui nous permette de croire qu'elle a été admise soit par le droit civil, soit par le droit administratif, soit par le droit public lui-même.

74. — La loi de 1905 n'en porte pas la trace ; personne avant la discussion de la loi du 13 avril 1908 n'y avait fait la moindre allusion, que M. Grünebaum-Ballin qui ne prit pas part à la discussion de la loi au parlement et qu'on ne cita même pas ; tous les travaux parlementaires de 1905 se comprennent et s'expliquent sans faire intervenir cette théorie. Il n'est donc pas admissible, *a priori*, qu'une pareille thèse, qui n'est pas législativement formulée, puisse suppléer aux lacunes de la loi ; et nous en concluons que, pour y voir le fondement et le motif des actions en reprise et revendication, il eût fallu dans la loi un texte précis que nous n'avons pas.

75. — Que prétendaient donc, lors de la discussion de la loi nouvelle, les partisans de cette théorie ?

On affirmait tout d'abord, au nom des principes du droit public, la possibilité pour l'État de supprimer purement et simplement toutes les charges ; la matière en effet, disait-on, ne relève pas du droit commun,

elle est régie par le droit public : les personnes morales du droit public sont créées par l'État, qui peut les supprimer, et son triple droit d'autorisation, de surveillance et d'extinction lui confère la pleine propriété des biens de ces établissements (1). Par conséquent, contrairement aux personnes morales du droit privé dont la dissolution aboutit à une indivision, les établissements publics ont l'État pour successeur, qui à leur disparition recueille leurs biens à titre de propriétaire (2). Et l'État, étant « co-fondateur », peut aussi se refuser à reconnaître les droits des tiers ; il peut supprimer seul les fondations, qui sont régies par un droit spécial ; les articles 900, 954, 1046, 1184 ne leur sont pas applicables (3).

75. — 1. Grünebaum-Ballin, p. 168.

2. V. Donnedieu de Vabre, *op. cit.*, p. 149. ; Berthélemy, 3^e éd., p. 267 ; De Vareilles Sommières : *Les personnes morales* p. 222 ; V. la réfutation de cette théorie dans G. de la Pradelle, *op.* 445, 448 et s. ; Comp. Sénat, *J. O.*, 2 avril 1908, p. 470.

3. V. Cham. Dép., *J. O.*, p. 2960 et 2961 ; Sénat, *J. O.*, p. 421, 435 (M. Bienvenu Martin), p. 471, 473, 500 et 517. « Dès le premier jour, dit M. Grünebaum-Ballin, la fondation est un bien public soustrait à l'action des particuliers. Contrairement aux règles du droit privé, qui prohibent l'indisponibilité perpétuelle des biens, la Nation, sous la forme de l'État, du département, de la commune ou de l'établissement public, recueille le don ou le legs qu'un citoyen généreux a volontairement détaché de son patrimoine, et, dans un intérêt d'ordre public, elle l'affecte à perpétuité à l'emploi indiqué par le bienfaiteur. Mais elle se réserve le droit imprescriptible de modifier un jour, en vue de

76. — Les établissements du culte étant supprimés, les associations cultuelles ne s'étant pas formées, les biens de ces établissements se trouvent vacants et font retour à l'État qui les attribue à d'autres établissements. Les charges se trouvent *ipso facto* supprimées, et le droit commun n'étant pas applicable, les tiers ne pourront avoir d'autres droits que ceux qui leur seront spécialement conférés par la loi. C'est ce qui explique les paroles de M. Bienvenu Martin : « Sans la loi actuelle, l'action en reprise n'existerait pas. »

77. — L'État a conféré, par la loi de 1905, des droits aux donateurs et à leurs héritiers en ligne directe pendant six mois : eux seuls peuvent agir ; les droits des collatéraux ne sont pas supprimés ils n'existent pas.

Cette action, restreinte dans ses conditions d'exercice, est très générale dans son application ; la loi l'accorde par le fait seul que les biens changent de destinataire, qu'ils soient ou non grevés de charges ; ce changement, contraire dans tous les cas à la volonté des bienfaiteurs, peut être considéré comme une inexécution *sui generis* des conditions.

L'action se trouve donc à la fois exclure et englo-

ce même intérêt, les conditions d'affectation de la libéralité. La perpétuité de l'emploi qu'elle avait admise, elle ne la garantit pas éternellement, car il n'y a pas de perpétuité absolue » (*op. cit.*, p. 168).

ber l'action en révocation du droit commun, qui pour ce double motif se trouve irrecevable (1).

78. — Nous ne pouvons examiner ici la valeur de cette thèse au point de vue théorique (1); la seule question qui nous intéresse est celle de savoir si elle a véritablement inspiré notre législation.

Nous ne contestons pas le droit de succession de l'État sur les biens des établissements publics, mais cela n'empêche que ces établissements publics ont une double personnalité: Dans leurs rapports avec l'État, ils dérivent du droit public; l'État peut les supprimer et dispose à son gré des biens dont ils ont la propriété; il peut, en fait, ne pas exécuter les charges qui les grèvent. Mais dans leurs rapports avec les particuliers, ce sont des personnes morales qui ont un patrimoine, et qui ont pu contracter ou s'obliger vis-à-vis des tiers: ces relations sont régies

77. — 1. V. Exposé de cette théorie dans la discussion de la loi du 13 avril 1908 au Sénat: *J. O.*, 1908, p. 470 col. 2, 471, 472 (M. Briand), 421 (M. B. Martin), 436 col. 3, 437, 438 col. 1 (M. Vallée). Adde p. 405, M. de Las Cases, 488 col. 2 et 3, M. de Lamarzelle. Cette thèse fut invoquée avant même le vote de la loi, par certains tribunaux pour repousser les actions intentées par des collatéraux: Ruffec, 17 décembre 1907 (*R.O.D.* 48); Tr. Montpellier, 28 déc. 1907; Tournon-sur-Rhône, 31 janv. 1908; Caen, 5 fév. 1908 (préc.)

78. — 1. V. à ce sujet le discours de M. Boivin-Champeaux au Sénat (*J. O.*), 2 avril 1908, p. 465 et s.; Taudière, *Commentaire de la loi du 13 avril 1908*, p. 36, 38 et s.

par le droit privé, et jamais le droit public ne leur a imposé ses règles. Les droits et les obligations des particuliers sont soumis en principe au droit civil, il faut donc de toute nécessité que les établissements publics y soient soumis dans leurs rapports avec eux, sinon leurs engagements réciproques seraient sans aucun effet. Si on admet que le Code civil ne s'applique pas aux établissements publics, et à défaut de tout texte imposant aux particuliers des règles spéciales dérivant du droit public, il faut admettre que les donateurs, les testateurs, les vendeurs, etc., n'ont contracté qu'un engagement unilatéral envers une personne incapable de s'engager vis-à-vis d'eux selon le droit commun : comment le Code civil pourrait-il légitimer les acquisitions ainsi faites ? que vaudraient de pareils engagements ?

79. — Cependant on n'a jamais songé à contester la validité et la force obligatoire des actes passés avec les établissements publics ; de tout temps ils ont été sanctionnés par le droit commun qui s'est toujours manifestement appliqué aux rapports de l'État, des établissements publics et d'utilité publique avec les particuliers. Qui donc, avant la loi de 1903, aurait refusé les actions en révocation du droit commun aux représentants du donateur ou du testateur contre un établissement public qui refuse d'exécuter les charges d'une libéralité ? Comment donc soutenir que le droit commun ne régit pas la matière ?

80. — Aussi ceux qui voulaient faire intervenir le droit public se retranchèrent-ils en définitive derrière un autre principe qu'ils dégagèrent de ce droit : ce fut la théorie de l'État co-fondateur (1). L'État disait-on, a participé aux fondations en les autorisant et en leur assurant la perpétuité ; sans lui aucune charge ne pourrait être exécutée par les établissements publics ; il est donc co-auteur des libéralités. Lorsque les biens grevés de charge se trouvent revenir entre ses mains, il est dispensé d'exécuter toutes les charges, qu'il a lui-même imposées, et, si un droit de révocation pouvait exister, ce serait à son profit : le fait même que les biens tombent entre ses mains supprime les actions en révocation.

81. — Cette théorie, pas plus que la précédente, n'est à notre avis convaincante. Tout d'abord elle n'échappe pas au reproche général que nous adressions à tout système basé sur le droit public : rien n'établit son existence légale, rien ne prouve que la loi se soit nécessairement inspirée de ses principes.

82. — Sa valeur, même au point de vue théorique, est encore très contestable. L'État serait-il vraiment co-fondateur, cela n'empêche qu'il ait à côté de lui un co-fondateur, le donateur, le bienfaiteur généreux

80. — 1. Grünebaum-Ballin (*op. cit.*, p. 168). V. Sénat (de Lamazelle et Le Breton), *J. O.*, p. 417-494 (B. Martin), p. 421-422 (M. Leconte), p. 438 ; Chambre, 17 déc. 1907, p. 2961.

qui aliène une partie de son patrimoine dans l'intérêt d'une œuvre ou en vue d'un but déterminé. Sa présence est nécessaire pour la création de la fondation, comment pourrait-elle devenir utile pour son extinction.

Quel est ce droit de l'État qui crée avec un tiers et peut détruire sans lui (1)? autant vaudrait dire qu'il est seul fondateur, que le particulier a donné ses biens purement et simplement à l'État qui a seul imposé les charges. Rien n'est plus inexact; si on reconnaît un rôle actif au disposant dans la fondation, l'intervention de l'État ne peut enlever son droit de révocation en cas d'inexécution. Si l'État, successeur des établissements supprimés, n'exécute pas les charges, il devra rendre les biens selon le droit commun qui a présidé, vis-à-vis du donateur, à la fondation; seul un texte spécial peut supprimer ces actions.

83. — Mais le droit de l'État à participer à la fondation est lui-même très contestable; l'autorisation de l'État n'a pas d'autre résultat que de rendre l'établissement donataire capable d'accepter la libéralité et de s'engager à exécuter les charges imposées, pendant un temps plus ou moins long; le retrait de cette autorisation, les modifications que l'État peut apporter à la fondation ne sont que des règles de capacité qui per-

82. — 1. V. Taudière, *op. cit.*, p. 40; *J. O.*, Sénat, p. 488-490
MM. Legrand et Guillier, p. 513-515-519.

mettent à cet établissement de contracter valablement : ces règles de capacité, dans les rapports entre l'État et les établissements publics, sont régies par le droit public, nous l'accordons, mais lorsque ces établissements dûment habilités ont contracté ou se sont engagés, le contrat et leur engagement obéissent dans toutes leurs conséquences aux règles du droit privé. Rien ne prouve que l'État, en autorisant la fondation, n'ait habilité l'établissement, à contracter que pour un temps limité, subordonné au bon vouloir du gouvernement.

84. — Le droit public est en quelque sorte le code de conscience de l'État : il détermine les actes que l'État peut faire, et en particulier les cas dans lesquels il peut ou non se soustraire au droit commun. Une loi qui permettrait à l'État de ne pas tenir compte des actions en révocation serait obligatoire, mais elle a besoin d'être formulée ; jusqu'à preuve contraire, l'État doit respecter les droits des tiers sur les biens dont les établissements supprimés avaient la propriété en vertu du droit privé.

En d'autres termes le droit public s'impose à la volonté de l'État ; mais lorsque cette volonté, le droit public le permettant, s'unit à celle des particuliers pour produire des effets juridiques, elle est soumise au droit privé et ne peut plus s'y soustraire.

85. — Or, l'État qui a recueilli, en vertu du droit public, les biens des établissements supprimés, ne peut

avoir plus de droits qu'eux à l'encontre des particuliers : il trouve dans la succession des charges imposées par des tiers selon le droit commun ; il est tenu ou de les exécuter, ou de subir l'effet des actions en révocation des articles 1184 et 953 ; il doit payer les dettes et respecter les obligations résultant des contrats à titre onéreux ; pourquoi ne respecterait-il pas celles qui résultent des libéralités ? Si le droit public l'autorise à ne pas exécuter les charges en fait, il ne l'autorise pas à considérer comme supprimées les actions sanctionnant cette inexécution, ni en général les obligations de droit privé qu'il a recueillies avec les biens grevés.

86. — L'État propriétaire est soumis à cette règle, et seule la volonté toute puissante du législateur peut l'y soustraire (1). Or, nous avons vu que la législation antérieure à 1905 n'avait jamais posé en principe le droit de l'État à la suppression des charges grevant les biens qui deviennent sa propriété.

87. — Nous en concluons qu'il est impossible de voir dans la loi de 1905 autre chose qu'une dérogation au droit commun, lequel s'appliquera dans tous les cas non prévus par la loi. Il faudra une disposition spéciale, soumettant d'une façon expresse la matière aux règles du droit public, pour qu'elle soit soustraite à celles du droit commun. A plus

86. — 1. V. « Les intérêts juridiques de M. Briand », par Henry Taudières (*Rev. Cath. des Institutions et du Droit*, mars 1908, p. 204).

forte raison, on ne pourra interpréter à l'aide des principes du droit public le texte ni l'esprit des lois du 9 décembre 1905 et du 13 avril 1908, dont aucune disposition ne suppose une pareille dérogation au droit commun.

88. — Quoi qu'il en soit, le nouveau projet de loi prétendait interpréter la loi de 1905 à l'aide de cette théorie. On expliquait ainsi comment tous les biens des établissements ecclésiastiques supprimés étaient revenus à l'État francs et quittes de toutes charges. Par une concession volontaire et purement gratuite on avait accordé le droit de reprise régi par les articles 7 et 9, et on avait autorisé l'exécution des charges charitables par des établissements capables de les exécuter et des charges pieuses par les associations cultuelles : celles-ci ne s'étant pas formées, les charges pieuses sont supprimées.

89. — Quant aux fondations de messes, le projet, malgré la jurisprudence civile et administrative, refusait de les considérer dans aucun cas comme des contrats à titre onéreux ; s'il en avait été ainsi jusqu'alors, c'était par suite d'une « fiction bienveillante », car en réalité les messes, et en général le spirituel, ne sont pas dans le commerce, et ne peuvent constituer l'obligation d'une partie dans un contrat à titre onéreux (1).

89. — 1. V. discours Briand au Sénat (avril 1908 préc.); de Lamarzelle (précit.), p. 368, col. 1.

On répondit que le contrat était bien régulier, qu'il avait pour objet non pas la messe elle-même, mais une obligation de faire, et qu'on a tôt fait de détruire une jurisprudence en prétendant qu'elle a admis une complaisante fiction.

90. — Cependant, la loi fut votée dans ces conditions, c'est-à-dire sans trancher les questions de principes dont elle semble être une application.

En particulier, elle supprime, à notre avis (1), les actions en révocation et en résolution du droit commun, elle déclare que ces actions n'existaient déjà plus depuis la loi du 9 décembre 1905, mais aucune de ses dispositions n'introduit expressément dans notre législation la théorie du droit public ; les auteurs de la loi peuvent avoir entendu faire une application de cette théorie, mais elle n'en est pas pour cela consacrée législativement, car toutes les dispositions de la loi s'expliquent sans son intervention.

91. — Nous persistons donc à croire que la loi du 9 décembre 1905 reste tout entière dans le domaine du droit privé mais qu'elle a dérogé au droit commun, qui demeure applicable à défaut de toute disposition spéciale. Nous avons seulement acquis, depuis la loi du 13 avril 1908 qui a tranché la controverse de jurisprudence exposée plus haut, que les articles 7 et 9

90. — 1. V. n^{os} 193 et s. ; 449 et s.

ont supprimé toutes les actions du droit commun qui permettaient aux tiers de reprendre les biens donnés ou légués aux établissements publics du culte, y compris les fondations.

§ 3. — ANALYSE SOMMAIRE DE LA LOI DU 13 AVRIL 1908.

92. — La loi du 13 avril 1908 comprend deux parties très distinctes : la première complète et interprète la loi du 9 décembre 1905 en ce qui concerne la suppression des établissements publics du culte ; la seconde applique à l'État, aux départements, aux communes et aux établissements publics les conséquences de la séparation des Églises et de l'État.

Ces deux catégories de dispositions sont mêlées dans le texte de la loi qui comprend huit articles. Les six premiers modifient les articles 6, 7, 9, 10, 13, 14, de la loi de 1905. L'article 7 crée une caisse de secours pour les employés de pompes funèbres de Paris, l'article 8 étend aux revenus des établissements du culte ayant existé dans le département des Alpes-Maritimes les règles relatives aux caisses de retraites et maisons de secours pour les prêtres âgés ou infirmes.

93. — 1° Les articles 1, 4, 5 et 6 modifient l'attribution des biens des établissements supprimés, ils maintiennent le principe de la dévolution aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance mais en y apportant de nombreuses exceptions.

Nous examinerons ces dispositions dans la deuxième partie (titre 1^{er}, ch. 1^{er}).

94. — 2° Les articles 2 et 3 réglementent le régime des libéralités grevées de charges et de fondations ; ces dispositions sont celles qui font l'objet de notre étude.

L'article 2, modifiant l'article 7, § 2 de la loi du 9 décembre 1905 qui traite des libéralités grevées de charges étrangères à l'exercice du culte renvoie purement et simplement à l'article suivant.

95. — Cet article 3 abroge le paragraphe 3 de l'article 9 et le remplace par des dispositions déclarées interprétatives.

L'alinéa 1^{er} reproduit les dispositions de l'article 9 alinéa 3 qui crée l'action en reprise et consacre la suppression des actions en résolution et en revendication du droit commun. L'alinéa 2 restreint l'action en reprise aux donations et aux legs en ajoutant les fondations pieuses ; seuls les auteurs et leurs héritiers en ligne directe pourront l'exercer. L'alinéa 3 rend inexigibles les arrérages des rentes dues aux fabriques ; et l'alinéa 4 décide que : « Aucune action d'aucune sorte ne pourra être intentée à raison de fondation pieuse antérieure à la loi du 18 germinal an X ».

96. — L'article 9 de la loi du 9 décembre 1905 est ensuite complété par trois catégories de dispositions. Les premières (§§ 4 à 14) ont trait à la procédure des

actions en reprises ou revendications. Les paragraphes 14 et 45 interdisent à l'État, aux départements, aux communes et aux établissements publics de remplir les charges pieuses ou cultuelles, et celles comportant l'intervention d'ecclésiastiques; ils étendent à ces hypothèses l'action en reprise du paragraphe 3 et déclarent que les biens ne pourront être revendiqués que dans la proportion où les charges resteront inexécutées.

97. — Enfin le paragraphe 16 est le résultat d'un amendement de M. Berger au Sénat; les établissements attributaires des biens ecclésiastiques ne pouvant pas exécuter les fondations de messes, les plus nombreuses parmi toutes celles qui grevaient le patrimoine des établissements publics du culte, les sommes correspondantes à ces fondations furent attribuées aux sociétés de secours mutuels de prêtres créées par la loi de 1905 (art. 9, § 1^{er} al. 6) pour remplacer les caisses de retraites supprimées, à charge de dire les messes et services religieux. Mais la formation de ces sociétés a été interdite par une lettre pontificale du 17 mai 1908, et il ne s'en est constitué aucune; les fondations de messes resteront donc inexécutées, comme si le paragraphe 16 n'existait pas, et nous n'avons pas à nous occuper de cette hypothèse.

98. — Nous n'avons pas à étudier non plus les règles concernant l'attribution des biens non grevés de charges, ni la procédure spéciale au recouvrement

des créances, aux droits hypothécaires et fiscaux. Seules nous intéressent les dispositions concernant les charges et fondations grevant le patrimoine de l'Etat, des communes, etc., ou des établissements publics du culte.

99. — La loi du 13 avril 1908 contient donc deux parties très distinctes : dans la première elle modifie et interprète la loi du 9 décembre 1905 en ce qui concerne la dévolution des biens des anciens établissements publics du culte. Dans la seconde, elle règle la capacité de l'État, des départements, communes et des établissements publics, quant à l'exécution des charges et fondations qui les grèvent.

Nous étudierons successivement dans ces deux hypothèses le sort des libéralités grevées de charges et de fondations pieuses.

DEUXIÈME PARTIE

LES LIBÉRALITÉS FAITES AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU CULTE

TITRE I

Du sort des libéralités grevées de charges

CHAPITRE PREMIER

Les dispositions interprétatives

100. — La loi du 13 avril 1908 dans la partie qui concerne les libéralités faites aux anciens établissements publics du culte interprète la loi du 9 décembre 1905 ; certaines de ses dispositions sont même *déclarées* interprétatives et par conséquent rétroactives (art. 3, § 3, al. 4) ; il nous faut donc étudier ici la portée de cette déclaration et en dégager les conséquences.

La mention « Outre les dispositions interprétatives ci-dessus » fut intercalée, malgré les plus énergiques protestations (1), sur la proposition de M. Dumont

100. — 1. « Nous profitons, a dit M. Beauregard à la Chambre, d'une occasion pour saisir au coin d'un bois pour les étrangler les

après le paragraphe 3 de l'article 3, et il nous faut dès lors considérer les dispositions visées par ce mot comme faisant partie de la loi du 9 décembre 1905.

Pourtant cette disposition ne va pas sans de grandes difficultés, car malgré l'affirmation du législateur il est encore permis de douter de la loi de 1905 ait bien eu la signification que lui donne celle de 1908. Quelles conséquences devra-t-on en tirer ?

101. — Selon les principes, une loi interprétative rétroagit au jour de la promulgation de celle qu'elle interprète ; ses dispositions s'incorporent à elle, mais à une condition : c'est qu'elle se contente de l'expliquer, de la commenter. Elle ne sera plus interprétative, et, partant, plus rétroactive, dans toutes ses dispositions nouvelles (1) ; mais, à raison même de son caractère exceptionnel, la rétroactivité ne se présume pas ; la loi doit l'édicter expressément. La Cour de Cassation a maintes fois formulé ce principe.

102. — Ceci posé, quel serait l'effet d'une loi qui

gens que nous avons ratés une première fois » (Chambre, séance du 20 nov. 1907, *J. O.*, p. 2362). Com. Chambre : M. de Castelneau (*J. O.*, p. 1904) ; MM. Grousseau (p. 1909, 1912, 2003, 2535) ; de Ramel (1959) ; Chaigne (2349 et s.) ; Ribot (2535), etc... Sénat : MM. de Las Cases (*J. O.*, p. 405) ; de Lamarzelle (416) ; Jenouvrier (428) ; Legrand (512).

101. — 1. V. Cass. civ., 7 juin 1901 (D. 1902.1.1905) ; Cass. criminelle, 3 av 1908 ; 8 arrêts de la Cour d'appel (S. 86.2.2, note Labbé) ; Paris, 3 déc. 1902 (S. 1908.2.290, n. Wahl) ; Cass., 17 fév. 1896 (S. 96.1.258, n. Lyon-Caen).

se prétendrait interprétative, et contiendrait des dispositions nouvelles sans en ordonner la rétroactivité?

Cette loi serait appliquée dans l'avenir, mais ne pourrait atteindre les droits antérieurement acquis ni les instances engagées sous l'empire de l'ancienne législation.

103. — Or le droit d'apprécier si une loi contient des dispositions interprétatives et quelles sont ces dispositions appartient nécessairement au juge chargé d'appliquer cette loi.

Et c'est là ce qui, dans la loi du 13 avril 1908, rend la question extrêmement délicate, car cette loi enlève à ce point de vue toute initiative aux tribunaux (1) : elle déclare elle-même certaines de ses dispositions interprétatives, et parmi celles-ci il en est, nous croyons pouvoir le démontrer, qui certainement sont nouvelles.

En face de cette contradiction, que devront faire les tribunaux ?

104. — 1° Tout d'abord, recherchons quelles dispositions de la loi du 13 avril 1908 sont réellement interprétatives (1). Après les quatre premiers alinéas du paragraphe 3 on trouve une disposition ainsi conçue : « Outre les dispositions interprétatives ci-

103. — 1. V. Taudière, *op. cit.*, p. 43.

104. — 1. V. Taudière, *op. cit.*, p. 33 et s.

dessus le paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 9 décembre 1905 est complété par les dispositions suivantes... »

105. — De la place occupée par ce texte dans la loi, on a conclu que toutes les dispositions qui précèdent sont déclarées interprétatives (1) ; mais il suffit de le lire attentivement pour se rendre compte qu'il n'a pas une portée aussi générale : c'est le paragraphe 3 seulement qui est visé dans les « dispositions interprétatives ci-dessus » du texte : l'article 3 comprend deux parties, l'une qui interprète l'ancien texte de l'article 9, l'autre qui est nouvelle : le texte n'en dit pas davantage ; il ne s'applique donc pas aux articles 1^{er} et 3 qui contiennent manifestement des dispositions nouvelles (2).

Sont donc seuls déclarés rétroactifs les quatre alinéas de l'article 3, et en conséquence l'article 2, qui s'en réfère expressément à l'article 3. Examinons ces dispositions.

106. — A. — On a voulu tout d'abord tirer argu-

105. — 1. V. les travaux parlementaires, Sénat, séance du 7 avr. 1908, *J. O.* du 8, p. 554. V. aussi A. Rivet, notes de plaidoirie, rapportées dans la *R.O.D.* n° 56, p. 358 ; Théry, *Rev. Cath. des Institutions et du Droit*, janv. 1908.

2. Les auteurs de la loi n'ont jamais songé à les faire appliquer rétroactivement puisqu'elles règlent des attributions non prévues par la loi de 1905.

ment des expressions mêmes du texte qui déclare le paragraphe 3 de l'article 9 « abrogé et remplacé par les dispositions suivantes » (1). Si ce paragraphe est dit-on, abrogé, c'est qu'il n'existe plus, et que d'autres dispositions viennent se substituer à lui ; cette modification suppose donc nécessairement un changement, l'intervention de règles nouvelles qui deviennent obligatoires au lieu et place de celles qui n'existent plus.

Cet argument ne nous semble pas juste, car il suppose une corrélation nécessaire entre le texte et les dispositions qu'il renferme : or un texte peut être modifié sans changer la pensée du législateur ; du moment que l'ancienne formule n'exprimait pas assez clairement ce que veut la loi, et qu'elle avait été interprétée de diverses manières, il fallait bien la changer, sans avoir besoin pour cela de modifier la volonté de la loi : Le législateur de 1908 a supprimé un texte mal fait, pour le remplacer par un texte plus clair.

Il se peut que les autres lois interprétatives n'aient pas employé ce procédé (2), qu'elles se soient con-

106. — 1. V. Rivet, *eod. loc.*, p. 358 ; Théry, *op. cit.* ; Discours Ribot. Ch , 28 nov. 1907, p. 2548 ; *sic.* M. Gourju. Séance du 7 nov. 1908, *J. O.* du 8, p. 554.

2. V. Loi du 4 sep. 1807 sur les créances hypothécaires ; loi du 21 janv. 1843 sur les actes notariés ; du 19 déc. 1850 sur le délit d'usure ; du 1^{er} août 1893 sur les sociétés, etc. V. à ce sujet Révérand : « De la rétroactivité des lois » (thèse Paris, 1907) qui établit que

tentées de faire un nouveau texte pour expliquer le premier sans le remplacer ; le procédé importe peu, pourvu que les controverses se trouvent tranchées, et que surtout le sens de la loi demeure le même dans les deux textes.

107. — B. — Mais en est-il ainsi de toutes les dispositions interprétatives de la loi du 13 avril 1908 ; un certain nombre d'entre elles ne sont-elles pas manifestement nouvelles ?

On peut considérer comme dérivant de la loi de 1905 les dispositions concernant les fondations antérieures à la loi du 18 germinal an X (1).

Par contre, il est certain que l'alinéa précédent sur les arrérages des rentes dues aux fabriques est une innovation de la loi du 13 avril 1908 ; aucun texte de la loi précédente n'autorisait cette dérogation qui est une exception manifeste au principe même de la dévolution (2).

108. — Le caractère interprétatif de l'alinéa 2, en ce qu'il a rangé les fondations pieuses au nombre des contrats à titre gratuit, est plus délicat. La jurisprudence était depuis longtemps à peu près unanime à les considérer comme des contrats à titre onéreux,

nous n'avons pas en France d'exemple de loi véritablement interprétative.

107. — 1. V. 2^e partie, titre 3.

2. V. n^o 213 et s.

en proportion de la valeur des charges, ou du moins dans les cas où ces charges sont équivalentes ou supérieures à la libéralité (1). La loi du 13 avril 1908 déclare que malgré cela les fondations sont des libéralités : elle a certes le droit de trancher cette question jusqu'à un certain point controversée ; mais est-ce à dire que la loi de 1905 l'avait résolue en ce sens ? Les textes de cette loi ne font aucune allusion aux fondations, et on ne voit nulle part une disposition qui implique nécessairement le caractère gratuit de ces contrats. Comment peut-on alors prétendre que les tribunaux ont fait une fausse application de la loi en se conformant à la jurisprudence antérieurement établie ?

109. — Plus délicate encore est la question en ce qui concerne l'alinéa 1^{er} du paragraphe 3, relatif aux actions en reprise et en revendication. Nous avons vu (n^{os} 48 et s.) les controverses qui se sont élevées au sujet de ces actions ; nous avons vu qu'en réalité il n'existe aucun texte supprimant le droit commun, aucun texte proclamant les principes dont la loi du 9 décembre 1905 serait l'application.

Est-il donc possible par voie d'interprétation de bouleverser une loi disent les uns, de combler une lacune disent les autres ?

108. — 1. V. n^{os} 201 et s.; Sénat, séance 6 avr. 1908; *J. O.* du 7, p. 638 et s. (M. de Lamarzelle).

Néanmoins, il y a eu controverse, des décisions ont été rendues dans les deux sens ; quelque opinion qu'on puisse avoir sur la portée de la loi de 1905, il nous paraît difficile d'affirmer que sur ce point les dispositions de la loi de 1908 sont nouvelles (1).

109. — 1. Nous avons vu que les articles 7 et 9 de la loi du 9 décembre 1905 avaient institué l'action en reprise ou revendication pour permettre aux donateurs et à leurs héritiers en ligne directe de reprendre dans les six mois de la dévolution les biens donnés ou légués ; une controverse s'éleva immédiatement sur la question de savoir si cette action restreinte comprenait toutes les actions qui avaient pour but de faire rentrer un bien dans le patrimoine du disposant, ou si les actions de droit commun subsistaient avec leurs effets ordinaires. Cette dernière opinion fut adoptée par la grande majorité des jugements et des quelques arrêts qui eurent à se prononcer sur la question. Cependant la loi du 13 avril 1908, prenant parti dans la discussion, donna gain de cause à l'opinion de l'administration séquestre et décida que la loi de 1905 avait entendu supprimer toutes les actions de droit commun.

A-t-elle, ce faisant, introduit dans la loi de 1905 des dispositions nouvelles ? Il faudrait, pour le prouver, établir non seulement que la loi de 1905 n'avait pas supprimé les actions de droit commun, mais encore qu'elle ne pouvait pas les avoir supprimées ; c'est une tâche très délicate ; un grand nombre d'auteurs et la jurisprudence très abondante que nous avons rappelés plus haut ont invoqué des arguments dans tous les sens qui ne permettent pas d'établir d'une façon incontestable que dans l'intention du législateur, ces actions aient été respectées. Or, dit-on il faut en matière dérogatoire considérer seulement le texte de la loi sans faire état des travaux préparatoires et de l'intention des auteurs des lois postérieures. En effet, dans le langage ordinaire du droit, les mots reprise et revendication ne s'appli-

Dans tous les cas les al. 2 et 3 ne sont certainement pas en fait interprétatifs.

110. — 2° Quelles conséquences faudra-t-il tirer de la déclaration contenue dans le paragraphe 3, ali-

quent ni aux actions en révocation des articles 1184 et 954 ni aux actions en résolution des contrats pour défaut de cause ou d'objet. Et du reste si le mot « reprise » s'étendait à toute action ayant pour but de faire revenir le bien dans le patrimoine du disposant, il faudrait en conclure que la loi a supprimé toutes les actions sanctionnant les contrats à titre onéreux, telles que la rescision pour lésion et la résolution pour défaut de paiement du prix, ce que personne n'a jamais soutenu (52). Par conséquent pour qu'une dérogation à ce point exorbitante du droit commun pût être édictée, il faudrait un texte précis qui le spécifiât expressément (V. entre autres : Bourges, 13 juin 1907 (*R.O.D.* 34) ; Soissons, 14 août 1907 (*R.O.D.* 40) ; La Flèche, 6 août 1907 (*R.O.D.* 38) ; *Com. Répertoire pér. de l'enregistrement*, oct. 1907 (p. 675) ; sur le principe : Aubry et Rau, t. I, § 29, p. 97 et références ; V. déb. parl., Chamb. J. O , 14 nov., 1907, p. 2189 col. 3 (M. Labori).

D'autre part, M. Lecomte dans son rapport au Sénat montre en citant sur l'article 747 une définition donnée par MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl, et une note du Dalloz (C. Civ. annoté), en citant encore Laurent, Aubry et Rau, Demolombe, etc., que le mot « Action en reprise » qualifie toute action ayant pour but de faire rentrer dans un patrimoine un bien qui en était sorti, et il s'efforce de démontrer que les auteurs de la loi de 1905 l'ont ainsi entendu : le texte lui-même de la loi ne serait donc pas clair, et la meilleure preuve en est dans la controverse fameuse que nous avons examinée. Quelque parti qu'on prenne dans cette controverse, ce sera toujours par interprétation de la loi 1905, et la loi du 13 avril 1908 devait pouvoir sans cesse d'être interprétative trancher définitivement la question.

Il semble donc difficile d'affirmer que les dispositions de la loi soient de ce chef des dispositions nouvelles.

née 5 ? Quels seront les pouvoirs des juges du fait ?

Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu de donner aux tribunaux le droit d'apprécier quelles dispositions sont interprétatives, ainsi que le voudrait M. Rivet (1). Les juges qui auront à trancher cette question devront bien appliquer l'article 3, § 3 de la loi et s'ils ont un droit d'appréciation, ce sera uniquement sur la portée des mots « Dispositions interprétatives », non pas en fait, mais dans l'intention de la loi : ils n'auront pas le droit de déclarer quelles sont parmi ces dispositions, celles qui interprètent la loi de 1905, puisqu'elle s'est chargée elle-même de ce soin, mais ils pourront seulement rechercher celles qu'elle a entendu déclarer interprétatives : or le doute n'est guère possible (2), et les juges seront obligés de reconnaître que les dispositions de l'article 3, § 3 sont déclarées interprétatives (3).

110. — 1. Rivet, *loc. cit.*, p. 362.

2. Ch. des Dép., séance 17 déc. 1907, *J. O.*, 18, p. 2962. Si une certaine incertitude a régné à la Chambre sur la portée de l'amendement Dumont qui consacrait le principe, il suffit de lire les débats postérieurs, en particulier au Sénat, pour se rendre compte que tous les orateurs, même ceux de l'opposition pour les combattre, ont considéré que ces expressions s'appliquaient aux quatre premiers alinéas de l'article 3, et en particulier à la disposition qui consacrait la suppression des actions du droit commun.

3. Ce n'est cependant pas l'opinion de M. Ribot (*V. J. O.*, Ch., n° 28 nov., p. 2347) ni de M. Jeanneney (*J. O.*, Ch., 13 nov., p. 2187, col. 2, § 3) ; Comp. Sénat, *J. O.* 3 avril, p. 512 (M. Legrand).

111. — Ils se trouveront alors en face d'une contradiction. Quelle est la force obligatoire d'une pareille disposition (1) ?

La loi peut tout lorsqu'elle crée ou détruit, lorsqu'elle ordonne ou défend quelque chose, lorsqu'elle s'adresse à des individus pour diriger leur volonté et leurs actes ; mais dans ses déclarations, lorsqu'elle affirme l'existence de quelque chose, cette existence ne dépend pas de sa volonté ; elle est bien obligée de se conformer à la réalité, sinon elle est inapplicable.

Mais les juges n'ont pas, à notre avis, le droit de se soustraire aux dispositions édictées par le législateur ; ils doivent considérer comme vrai tout ce que la loi leur dit être vrai, même si cela n'est pas : leur décision sera fausse en fait, mais juste en droit : nous ne croyons pas qu'il soit possible d'échapper à cette conséquence inéluctable de la loi.

112. — Du reste, dans notre hypothèse, il est manifeste que l'intention du législateur a été avant tout d'atteindre les instances antérieurement engagées ; le caractère interprétatif n'a été qu'un moyen d'obtenir ce résultat, parce qu'on n'a pas osé déclarer la loi purement et simplement rétroactive (1). Les tribunaux pourront donc à la rigueur estimer que si on ne considère pas en fait l'article 3 comme interpré-

111. — 1. V. Sénat, 7 avr. 1908, *J. O.*, p. 559, col. 2 (M. Gourju).

112. — 1. Déb. parl. au Sénat, discours de MM. Gourju et Th. Girard, préc.

tatif, on devra le considérer comme déclaré rétroactif. Rien n'exige en effet que le mot lui-même soit dans une loi pour qu'elle en ait le caractère, s'il est prouvé d'une façon certaine et indubitable que telle était l'intention du législateur (2).

113. — Quoi qu'il en soit l'application de la loi du 13 avril 1908, article 3, a pour résultat de permettre l'annulation de tout jugement qui n'aura pas été passé en force de chose jugée avant la promulgation de la loi (1). Ont le caractère de chose jugée, et continuent un droit acquis ceux contre lesquels aucun recours n'est plus possible, soit parce que tous les degrés de juridiction ont été épuisés (2), soit parce que les délais sont expirés (3).

2. M. Révérand (*op. cit.*) a établi que toute loi interprétative contient nécessairement des dispositions nouvelles; les tribunaux qui les ont appliquées ont donc été obligés, sciemment ou non, d'appliquer les effets de la rétroactivité pure et simple.

113. — 1. V. sur l'autorité de la chose jugée vis-à-vis d'une loi interprétative: Cass. req., 13 brumaire, an IX (D. Ad., 353); C. d'état, 12 janv. 1812 (C. n. 4.2.11). Cette conséquence qui avait été expressément spécifiée dans la rédaction primitive de l'article 2 du Code civil a été supprimée comme superflue: Locré (t. I, p. 330, art. 2); Merlin (*Questions de droit*, v° *Chose jugée*, § 8).

2. Cette hypothèse ne se rencontre pas, car la Cour de cass. n'a été appelée à se prononcer sur aucune des décisions.

3. — Il a été jugé que le jugement qui n'a encore été l'objet d'aucun recours a provisoirement force de chose jugée (D. 87. 2.143; 90.1.301). Com. Baudry, t. I, p. 90; Aubry et Rau, t. I, p. 60; Merlin, *Rép.*, V. loi, § 9, n° 3.

CHAPITRE II

Nature et origine des libéralités grevées de charges

114. — Le principe fondamental de la loi du 9 décembre 1905, à savoir que la République ne reconnaît aucun culte (art. 2), eut pour premier résultat la suppression de la distinction entre les cultes reconnus et les cultes non reconnus ; de cette suppression est résultée nécessairement la suppression de l'organisation officielle des cultes reconnus.

De là une double conséquence : 1° Disparition des établissements public du culte ; 2° Attribution de leurs biens à d'autres établissements.

1° Les établissements publics du culte.

115. — Les établissements ecclésiastiques avaient été créés par les chartes spéciales à chacun des cultes reconnus : le concordat et les articles organiques de la convention du 25 messidor an IX, pour le culte catholique (1), le décret du 17 mars 1852 pour les

125. — 1. Consacré comme loi de la République le 18 germinal an X.

cultes protestants (culie réformé et culte luthérien), le décret du 17 mars 1808 pour le culte israélite.

116. — Le caractère d'établissements publics fut ensuite reconnu aux : menses épiscopales, aux menses capitulaires, aux fabriques des églises métropolitaines et cathédrales ; aux menses curiales et aux fabriques paroissiales ; aux grands séminaires et aux écoles secondaires ecclésiastiques (petits séminaires) (décret du 30 déc. 1809) ; aux caisses de secours et de retraites pour les prêtres âgés ou infirmes (du moins dans l'opinion qui a prévalu en jurisprudence ; Cons. d'État, 21 décembre 1907) pour le culte catholique (1).

Aux conseils presbytéraux, aux consistoires et aux synodes particuliers pour le culte protestant (décret du 26 mars 1852, loi du 1^{er} av. 1873) ; aux consistoires départementaux pour le culte israélite (décret 17 mars 1908, ord. 25 mars 1844).

Ainsi que nous l'avons annoncé, nous n'étudierons que les établissements du culte catholique.

117. — Ces établissements avaient chacun un but et une affectation spéciale. C'étaient des personnes morales, capables de posséder, gérer, acquérir, aliéner, par l'intermédiaire de leurs représentants.

Les menses avaient pour objet l'amélioration du

116. — 1. Décret du 13 thermidor an XIII. Décret du 12 juin 1885

sort de leurs titulaires : curés, évêques, chanoines capitulaires, qui sont leurs représentants légaux (1). Les fabriques étaient chargées de veiller à l'entretien et à la conservation des édifices du culte, paroisses, églises métropolitaines et cathédrales, d'en percevoir les revenus, et de recueillir les aumônes (2). Les séminaires avaient pour but l'instruction des futurs ministres du culte, et les caisses de retraite, l'assistance aux ministres âgés ou infirmes.

2° Les biens des établissements ecclésiastiques provenant de libéralités grevées de charges ou de fondations.

118. — Nous ne pouvons étudier ici la capacité des anciens établissements publics du culte. Nous nous contenterons d'énumérer les biens qui, en fait, on pu faire l'objet de libéralités en leur faveur, et d'examiner quelles charges et quelles fondations peuvent les grever.

119. — Mais tout d'abord, il nous faut élucider une question : quelle est la nature des droits de ces établissements sur les biens qui composent leur patrimoine ?

117. — 1. V. entre autres Limoges, 13 août 1888 (D. 89.2.57) ; C. 23 avril 1883 (D. 84.1.251).

2. Gand, 3 févr. 1883 (D. 84.2.113).

120. — On leur a contesté le titre de véritables propriétaires en prétendant qu'ils possédaient seulement pour le compte de l'État, des départements et des communes.

Mais il faut faire une distinction : les établissements ecclésiastiques avaient la possession de deux catégories de bien : 1° les immeubles, édifices du culte et presbytères qui leur avaient été restitués par le décret de thermidor an XI ; 2° les autres biens restitués ou acquis dans la suite.

Les premiers avaient été enlevés à l'Église, et mis à la disposition de la nation par la loi du 2 novembre 1789. Depuis ce moment, l'État, les départements et les communes en ont conservé la propriété (1) ; la jouissance seule en a été donnée aux établissements culturels (2) ; ces biens ne leur appartenaient donc pas.

Tous les autres biens, au contraire, restitués en pleine propriété ou acquis postérieurement au Concordat, étaient leur propriété exclusive ; et c'est cette propriété qui leur est contestée.

121. — Cette opinion, en contradiction formelle avec toute la jurisprudence, qui assimile complètement à ce point de vue les établissements ecclésiastiques aux autres établissements publics, a été soutenue

120. — 1. V. Ducrocq, t. II. (n° 1123, p. 431). V. aussi n° 346 et s. ;
2. V. L. 9 déc. 1905, art. 3, § 2 ; art. 12.

à la Chambre des députés par MM. Allard et Vailant, lors de la discussion de la loi du 9 décembre 1905 : ces biens seraient biens nationaux, et devraient être repris par l'État. Au cours de la discussion de l'article 4, la commission qui avait d'abord désigné ces biens par le mot « *appartenant* aux menses, fabriques... » supprima ce mot et fit adopter le texte « les biens mobiliers et immobiliers des menses ».

122. — Mais il faut bien comprendre la signification de cette modification : Les paragraphes 2 et suivants de l'article 3 (inventaires) avaient été introduits par la commission (12 av. 1905), et à la séance du 15 avril (1) M. de Castelnau reprocha à cette innovation d'instituer l'ingérence de l'État dans des biens qui devenaient, par la séparation même des Églises et de l'État, des biens d'ordre privé, restant dans le droit commun ; et M. Briand, rapporteur, répondit à la séance suivante que cette intervention était justifiée parce que les établissements ecclésiastiques n'avaient pas une propriété complète « mais une propriété d'un caractère très spécial, marqué d'une affectation qui ne disparaîtrait pas avec l'établissement public » (2). C'était affirmer le droit de contrôle de l'État sur l'exécution des charges, affectations et fondations perpétuelles. C'est en faisant allusion à ce

122. — 1. *J. O. D.* 16, p. 1485 (Ch. des. Dép.).

2. Séance du 17 avr. 1905. *J. O.* du 18 P. 1495.

droit et en même temps aux édifices dont les établissements n'avaient que la gestion, que la Chambre s'éleva contre le mot « appartenant » qui pris dans son sens littéral semblait refuser toute intervention de l'État : il fut remplacé par le mot « administrés » qui souleva de plus vives protestations encore, car on aurait pu croire que les établissements n'avaient que la possession et la gestion de ces biens. C'est alors qu'on se dispensa de qualifier la nature de leur droit.

123. — Mais ici, leur qualité de propriétaires n'est pas en jeu, du moins comme personnes juridiques : M. Noulens (1) spécifiait qu'il s'agissait « d'un patrimoine provenant du démembrement d'un service public ayant un caractère public », et M. Caillaux (2) ajoutait : « C'est un singulier sophisme, ou plutôt une vue très courte, que d'imaginer que les établissements publics sont des propriétaires véritables, alors que, en réalité, ce sont des entités administratives qui jouent le rôle de personnes interposées... pour servir de support à des propriétés collectives ». Peut-être, mais il ne s'agit ici que des rapports des établissements, en tant que services publics avec l'État ; et dans ce sens c'est une opinion, tout au moins contestable, nous l'avons montré ; mais en tant que

123. — 1. *J. O.*, p. 1843.

2. *Ch.*, 24 mai 1905 (*J. O.* du 25, p. 1684).

personnes morales du droit commun, régie par le droit civil (en particulier les art. 910 et 937), capables d'acquérir et de posséder grâce à la fiction de personnalité, personne n'a songé à contester aux établissements publics du culte la faculté de posséder pour leur propre compte (3).

Donc, en dehors des biens antérieurs au Concordat dont ils n'avaient que la jouissance (églises, presbytères, palais épiscopaux, séminaires, etc.) les établissements publics du culte possédaient des meubles et des immeubles affectés à un usage déterminé ou grevés de charges ou de fondations. Ce sont les seuls dont nous avons à nous occuper ici.

124. — A. — **Fabriques.** — En dehors de l'administration des biens antérieurs au Concordat qui appartiennent à l'État, les fabriques avaient la capacité de recevoir tous les dons et legs conformes à leur mission spéciale, c'est-à-dire destinés à l'entretien des édifices dont ils avaient la propriété ou la garde, et à l'administration des aumônes (1).

Elles étaient à ce titre propriétaires d'un grand nombre de presbytères (2).

3. V. Planiol, t. I, n° 1995 et s., 1985 et s.; Ducrocq, *Droit administratif*, t. II, n° 1205 et s., p. 549, n° 1220, p. 558, etc.

124. — 1. Une décision ministérielle du 21 juill. 1807 décida qu'elles pouvaient se refuser à exécuter les charges lorsque les biens étaient vendus au profit de l'État.

2. Décret 22 févr. 1873. Vouriot. *Propriété et administration des biens ecclésiastiques* (1875), p. 73.

125. — Elles pouvaient donc posséder toutes sortes de biens grevés de fondations pieuses, de messes (1), services, prières, obits, dont l'exécution intéresse l'exercice du culte.

Les charges devaient alors être exécutées intégralement ; toutefois, un décret du 30 décembre 1809 autorise les évêques à réduire les charges, lorsque les revenus de la fondation n'égalent plus le prix des services, et on admit ce droit de réduction, même avant l'acceptation du legs (2).

Les charges de messes et services périodiques étaient acquittées par des prêtres nommés par l'évêque (3).

126. — La question de savoir si les fabriques pouvaient recevoir des fondations charitables a subi de nombreuses fluctuations.

Jusqu'en 1820 ce droit leur fut reconnu en vertu de leur mission « d'administrer les aumônes » (l. 18 germ. an X ; art. 96). Cependant Merlin (1), et le *Journal des conseils de fabriques* (t. I, p. 91) la contestaient déjà. Trois avis du Conseil d'État du 20 décembre 1820, 6 juillet 1837, le refusèrent. Mais

125. — 1. Décret 5 oct. 1872. Legs pour entretenir un prêtre chargé de dire une messe quotidienne.

2. Avis du C. É. du 22 juillet 1840.

3. Décret du 22 fructidor an XIII. Avis du C. É. 21 frim. an XIV ; Décret 30 déc. 1809, art. 31

126 — 1. V. *Répertoire : Aumônes*, § 3.

un avis du 4 mars 1844, et un autre du 10 juin 1863 autorisèrent l'acceptation conjointe et la propriété cumulée du bureau de bienfaisance et de la fabrique. Ce système fut abandonné par un avis du 6 mars 1873 (2) qui rétablit le droit d'acceptation exclusive de la fabrique. Mais le droit d'accepter les fondations charitables leur fut refusé complètement et définitivement depuis un avis du 13 juillet 1881 (3).

La jurisprudence civile adopta, elle aussi, quoique plus tardivement, cette manière de voir (4).

De ces revirements il résulte qu'on trouve encore dans le patrimoine des fabriques des biens grevés de fondations véritables.

127. — Les fondations *scolaires* furent de même autorisées en faveur des fabriques à la suite de la loi

2. D. 73.3.97.

3. D. 82.3.21. V. Geouffre de la Pradelle, *op. cit.* (p. 221). C. É., p. de décret et n. 9 janv. 1883 (legs Mercier) 21 juin 1870 (legs Rollin (N. de J., p. 246), 3 août 1881 (legs Bottin), une note du 21 déc. 1873 (legs Lecomte) émit cependant un avis favorable à l'autorisation d'un legs pour l'habillement des enfants de la communion.

4. V. entre autres : d'une part Toulouse, 4 nov. 1870 (S.92. 2.151) ; Paris, 23 janv. 1871 (D.91.2.312.) ; d'autre part : Paris, 29 juil. 1877 (D.98.2.112). C. août. 1875 (D.96.1.322).

Nous n'avons pas à étudier la jurisprudence de la Cour de Cassation dont le résultat est la révocation des libéralités non autorisées ; il ne s'agit ici que des biens qui sont entrés dans le patrimoine des établissements ecclésiastiques, c'est-à-dire de la jurisprudence du Conseil d'État en matière d'autorisation.

du 2 janvier 1817 qui semblait donner aux établissements ecclésiastiques pleine capacité de recevoir. La jurisprudence du Conseil d'État en matière d'autorisation subit les mêmes évolutions que pour les fondations charitables jusqu'à ce que le principe de spécialité fut invoqué pour leur refuser ce droit (1). Néanmoins quelques établissements étaient encore entretenus ou subventionnés par les fabriques lors de leur disparition.

128. — En somme, la fabrique put recevoir toute dotation rentrant dans sa mission spéciale ; par exemple : pour la construction d'une église, l'entretien d'une tombe (1), les grosses réparations (2) dont elle est chargée, l'entretien des autels et ornements, de la maîtrise ; pour le logement d'un vicaire (3). Mais non pour l'entretien d'une chapelle funéraire dans un cimetière communal ou d'un calvaire ; ou même

127. — 1. C. É., avis des 24 juill. 1873, 13 avril 1881 (legs Bon heure), 13 juill. 1881 (legs Mettetal) ; P. de décr. et note 2 mai 1894 (legs Foyet) ; P. de décr. et note 2 juin 1883 (legs Favier) (note de J. p. 246). Le Conseil d'État autorisa cependant des fondations destinées à l'instruction religieuse, c'est-à-dire strictement aux catéchismes, mais non aux catéchismes de persévérance (note du 13 mai 1870 (legs Delabarre), 20 juin 1883 (legs Paletre).

128. — 1. Sauf quand tout l'émolument du legs doit être employé (note 17, p. 95) (legs Bonzon), 22 janv. 88 (legs Hilbert) ; notes de jurisprudence, p. 255.

2. V. Morgand : Loi municipale de 1884, t. II, p. 371.

3. Décret du 30 déc. 1809, art. 37.

pour des missions et prédictions extraordinaires (4).

129. — B. — **Menses curiales, épiscopales et capitulaires.** — Depuis un avis du 31 mars 1881, le Conseil d'État refusa rigoureusement, au nom du principe de spécialité, d'autoriser en faveur des menses toute libéralité qui ne serait pas strictement conforme à leur but, qui est l'amélioration du sort de leurs titulaires. Ce principe était, il est vrai, entendu bien moins strictement par les tribunaux civils (1).

Cependant les *curés* et desservants à l'exclusion des évêques (2) purent être autorisés à recevoir des

4. C. É., note du 30 oct. 1880 (legs Pinguet), 9 juill. 1876 ; V. les détails dans *Dalloz. suppl. rép.*, v° *Culte*, n°s 524 à 571.

129. — 1. V. l'étude de cette jurisprudence dans Fénelon, *op. cit.*, p. 343 à 350.

Mais le principe de la spécialité des établissements publics sur lequel se fonde le Conseil d'État en la circonstance est généralement appliqué tout autrement par les tribunaux civils.

Quand le legs est autorisé sans les charges, ce qui est rare, les tribunaux le révoquent, en se fondant, non sur l'article 900 et la théorie de la cause impulsive et déterminante, mais pour inexécution des conditions.

Quand le legs est autorisé en faveur d'un autre établissement (legs fait par exemple à la fabrique pour les pauvres), la jurisprudence civile, quand les intentions du testateur sont formelles, déclare le legs caduc.

2. C. É. 3 projets de décrets et N. collective : 19 fév. 1887 (Bermonville, Laronce, Lagrèze) ; 17 mars 1887 (legs Travers) ; 20 oct. 1897 (legs Périne) ; 30 nov. 1897 (legs Gonnon, Darcieux).

legs à charge de services religieux, sauf à autoriser en même temps *la fabrique* à accepter le bénéfice résultant pour elle de ces charges (2). Mais ils ne purent recevoir de fondations scolaires (3) ni charitables (4). La charge de distribuer par l'intermédiaire du curé ou de l'évêque les revenus d'une libéralité faite aux pauvres et recueillie par le bureau de bienfaisance fut toujours autorisée (5) ; mais la jurisprudence récente exige que le bureau de bienfaisance conserve un droit de contrôle sur l'emploi des sommes distribuées (6).

130. — Mais les menses purent recevoir des immeubles pour servir de presbytères ou de palais épiscopaux, ou pour en agrandir les dépendances, sauf

3. C. É. Avis du 16 févr. 1887 : 27 fév. 1870 (legs Simons) ; 14 mai 1889 (legs Pougnet) ; 25 juin 1885 (legs Bertrand, pour les menses épiscopales).

4. C. É. Avis du 31 mars 1881 (legs Louvel de Montueux) ; note 16 fév. 1887 (legs Lison) ; 7 août 1880 (salle d'asile, legs Durin).

5. V. Déc. 21 janv. 1873 (Vouriot, *op. cit.*, p. 96) ; 22 fév. 1882 (legs Loisel) ; C. 21 avr. 1878 (D. 98.1.255).

6. C. É. Note, 6 mai 1871 (legs Saint-Aubin) ; 13 avr. 1872 (legs Soulage) ; 15 mai 1889 (legs Leroux) ; 16 juillet 1890 (legs Courteilles) ; P. de d. et note 5 juill. 1874 (legs Postel). De même, ne peut être autorisée la fondation de lits dans un hospice, dont les titulaires doivent être choisis par les curés successifs (P. de d. et avis, 4 déc. 1883 (legs Bourdon) ; 20 juill. 1887 (legs Mollyen).

quand intervenait une clause d'inaliénabilité absolue (1).

Furent autorisées des libéralités pour la création de cercles catholiques (2), de prix de vertu (3), du moins anciennement, mais non pour favoriser les vocations religieuses (4).

Enfin on trouve dans le patrimoine des menses des biens dont les revenus sont destinés à subvenir aux besoins de l'Église (5).

Les menses capitulaires peuvent avoir reçu des biens destinés à pourvoir aux besoins de tel ou tel chanoine, on a créé de nouvelles prébendes. Cela est conforme à leur but, elles peuvent encore avoir reçu des biens grevés de fondations de messes. Mais la pratique administrative restreignit dans ces limites la vocation légale des chapitres capitulaires.

131. — C. — **Séminaires.** — Les séminaires possédaient des biens assez considérables, qui leur avaient été donnés à charge d'œuvres pies de toutes sortes, avant que le Conseil d'État n'eût restreint

130. — 1. C. É. Note, 20 janv. 1887 (legs Saulnier) ; 27 déc. 1877 (legs Dutuit).

2. Décret du 17 oct. 1875 (Vouriot, p. 115).

3. C. É. Avis 6 fév. 1874 (Vouriot, p. 107).

4. C. É. 18 mai 1886 (Julien) ; 22 janv. 1891 (Cesbron, Mense épiscopale).

5. P. du décr. et n., 20 nov. 1892 (legs Foulon).

leur capacité aux fondations de bourses, et de chaires nouvelles et aux dons et legs destinés à favoriser les vocations religieuses : mais ces fondations elles-mêmes pouvaient se trouver grevées de charges de messes, ou services religieux.

132. — D. — **Caisses de retraite.** — Les caisses de retraites pour les ecclésiastiques âgés ou infirmes n'étaient considérées comme des établissements publics que depuis le décret du 12 juin 1885 (1) ; leur patrimoine se composait des cotisations et des dons et legs destinés à secourir les prêtres retraités, à charge quelquefois pour ces derniers de messes, prières ou services religieux (2).

133. — En somme, à raison de l'application pendant près de cinquante ans de la loi du 2 janvier 1817, consacrant la pleine capacité des établissements ecclésiastiques, ces établissements possédaient à leur disparition des biens grevés de charges de toute nature : cultuelles, pieuses, charitables, scolaires ; et si, depuis environ soixante-dix ans la pratique du Conseil d'État a invoqué à tout propos le principe nouveau de la spécialité pour restreindre la capacité de recevoir des

132. — 1. V. Fénelon, *op. cit.*, p. 364.

2. D'après une lettre de M. Briand à M. l'abbé Lemire, (juin 1906), la valeur de ces biens atteindrait le chiffre de 20 millions. V. rapport de M. Leconte, au Sénat (annexe VII), sur la loi du 13 av. 1908.

établissements ecclésiastiques au profit des établissements laïcs, il n'en reste pas moins que les libéralités autrefois autorisées ont subsisté avec les fondations dont elles étaient grevées.

134. — Ce sont toutes les libéralités régulièrement acceptées par les établissements ecclésiastiques dont la loi du 9 décembre 1905, après avoir supprimé les établissements bénéficiaires, organise la dévolution au profit des établissements communaux de bienfaisance (art. 7) et des associations cultuelles (art. 4).

Ces dernières ne s'étant pas formées dans le délai légal, la loi du 13 avril 1908 intervint, interprétant la loi de séparation, et attribua définitivement ces biens aux établissements de bienfaisance.

Il nous faut donc rechercher ce qu'ils deviennent, sous la législation nouvelle, et quel est le sort des charges qui les grèvent.

CHAPITRE III

La dévolution des biens des anciens établissements publics du culte

135. — Après avoir supprimé les établissements ecclésiastiques, la loi de séparation devait régler la liquidation de leur patrimoine.

Ce patrimoine se composait, nous l'avons vu, de deux catégories de biens : 1° Biens antérieurs au Concordat, dont ils avaient soit la propriété, soit la jouissance; 2° Biens acquis depuis, en pleine propriété.

136. — A. — Les premiers sont tous et sans distinction purement et simplement repris par l'État, les départements et les communes, en vertu des articles 5, § 1^{er} et 12 de la loi du 9 décembre 1905, interprétés par la loi du 13 avril 1908, article 3, § 4 (1).

137. — B. — Les biens acquis postérieurement au Concordat se divisent en deux catégories :

136. — 1. V. décrets des 11 et 20 déc. 1907 (*J. O.* des 14 et 20 déc.), affectant des immeubles domaniaux au département de l'Instruction publique.

V. trib. civ. Lannion, 8 oct. 1908 (*Gaz. Pal.* du 31 oct.).

1° « Les biens mobiliers ou immobiliers, grevés d'une affectation charitable, ou de toute autre affectation étrangère à l'exercice du culte, seront attribués par les représentants légaux de ces établissements, aux services ou établissements publics ou d'utilité publique dont la destination est conforme à celle des dits biens. Cette attribution devra être approuvée par le préfet du département où siège l'établissement ecclésiastique ; en cas de non approbation, il sera statué par décret en Conseil d'État (art. 7). »

Ces attributions cessèrent de pouvoir être effectuées le jour où les établissements publics furent supprimés définitivement, c'est-à-dire dans le délai d'un an. Les biens non encore attribués furent mis sous séquestre et ils seront dévolus par décret (1).

138. — 2° Restaient les biens grevés de charges pieuses ou cultuelles, provenant soit de l'État postérieurement au Concordat (1) (art. 5, § 1), soit d'acquisitions ou de libéralités.

Ces biens devaient être dans le délai d'un an transférés aux associations cultuelles constituées d'après l'article 19. Mais, le 9 décembre 1906, aucune association cultuelle catholique ne s'était formée, et il ne

137. — 1. V. par exemple décret du 9 déc. 1907 (*R.O.D.*, n° 45 ; *J. O.* du 7) ; décret du 20 nov. 1907 (*J. O.* du 28 nov.).

138. — 1. En fait on ne connaît aucun bien de cette catégorie (V. *J. O.*, n° du 17 mai 1905, n° du 16 mai, p. 1730).

pouvait pas s'en être formé qui fussent véritablement conformes à l'esprit de la loi, car l'Église les avait formellement interdites (V. n° 43, note 1).

139. — L'article 9 de la loi du 9 décembre 1905 avait prévu cette éventualité, et décidé que, à défaut de transfert à des associations cultuelles dans le délai légal, « les biens seraient attribués par décret aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance situés dans les limites territoriales de la circonscription ecclésiastique intéressée ». En application de ce principe, la loi du 2 janvier 1907 article 2 opéra définitivement l'attribution de ces biens aux établissements communaux d'assistance et de bienfaisance (art. 2) (1).

Puis la loi du 13 avril 1908 vint modifier et préciser le régime des attributions.

140. — D'après l'article 1, § 1 de cette loi, les biens qui n'ont pas été réclamés par les associations cultuelles seront attribués en principe conformément à l'article 9 de la loi du 9 décembre 1905. Ils seront donc recueillis : 1° par les bureaux de bienfaisance, institués par la loi du 7 frimaire an V ; 2° par les bureaux d'assistance médicale gratuite institués dans toutes les communes par la loi du 15 juillet 1893, et

139. — 1. Un certain nombre de décrets furent rendus en application de cette loi. V. déc. 18 nov. 1907 (*J. O.* du 22 nov.).

qui possèdent dans les communes où il n'y a pas de bureau de bienfaisance tous les droits et attributions de ces bureaux (art. 10) 3° ; par les hospices et hôpitaux communaux (1).

A défaut d'établissements de ce genre, ces biens seront attribués aux communes ou sections de communes à charge par elles de les affecter à des œuvres d'assistance ou de bienfaisance. Mais nous ne voyons pas comment cette hypothèse pourrait se réaliser, puisque toutes les communes possèdent au moins un bureau d'assistance, et que les attributions sont forcées, sans que ces établissements puissent refuser les biens (2).

141. — Cependant, il y a à ce principe de nombreuses exceptions :

1° Les édifices affectés au culte qui étaient la propriété des établissements cultuels (1), et les meubles les garnissant seront attribués aux communes et sections de communes (art. 1^{er}, § 1^{er}, al. 1^{er}) tout en conservant leur affectation cultuelle. Cette attribution aura lieu de plein droit, à l'expiration du délai de six mois qui suivra la publication des décrets de dévolution, après lequel aucune revendication ne pourra

140. — 1. V. Cir. du ministre des Cultes du 17 avril 1908 (*R.O.D.* n° 38).

2. V. Ch. des dép., 2 nov. 1907 *J. O.* du 3, p. 2018, col. 2.

141. — 1. A en croire les chiffres officiels, ils étaient environ 1.700.

plus se faire. Cette disposition comprend, parmi les édifices affectés au culte, les salles de catéchisme (2).

142. — 2° Les meubles qui garnissent les édifices appartenant à l'État lui sont attribués (art. 1^{er}, § 1^{er}, al. 2). Mais il ne s'agit que des meubles garnissant les édifices publics dont l'affectation cultuelle doit être maintenue : il ne s'agit pas de ceux qui se trouvaient dans les évêchés, archevêchés, presbytères et séminaires (V. n° suiv.) (1).

143. — 3° Article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 3. — « Les immeubles bâtis autres que les édifices affectés au culte qui n'étaient pas productifs de revenus lors de la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 et qui appartenaient aux menses archiépiscopales et épiscopales, aux chapitres et séminaires ainsi que les cours et jardins y attenants seront attribués par décret soit à des départements, soit à des communes, soit à des établissements publics pour des services d'assistance ou de bienfaisance ou des services publics. »

144. — 4° Les biens diocésains qui ne seront pas compris dans la liste précédente seront affectés au paiement des dettes ; le reliquat sera attribué aux

2. Décrets du Ministère des Finances et des Cultes, 17 août 1907, 20 janv. 1908. Instruction de l'enregistrement, n° 3245, § 50 (R.O.D., n° 62, p. 567).

142. — 1. Instruction 3245, n° 51.

services départementaux de bienfaisance ou d'assistance (art. 1^{er}, § 1^{er}, al. 4).

145. — 5° Les documents, livres, manuscrits et objets d'art, qui ne garnissaient pas les édifices du culte (al. 1^{er}) ni les immeubles appartenant à l'État, pourront être réclamés par l'État (art. 1^{er}, § 1^{er}, al. 5) qui les remettra de préférence aux musées de la région où ils se trouvaient (1).

146. — 6° Les biens des caisses de retraites ecclésiastiques seront attribués aux sociétés de secours mutuels de prêtres organisées par l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 6, ou, s'il ne s'en forme pas dans le délai de dix-huit mois, aux départements, à charge de continuer à pensionner et hospitaliser les ecclésiastiques qui étaient secourus au 9 décembre 1906. La formation de ces sociétés de secours mutuels ayant été interdite par une lettre du souverain pontife du 17 mai 1908, il est probable que les départements seuls en bénéficieront.

Les revenus des chapellenies et autres établissements du diocèse de Nice qui étaient affectés, à la date du 15 décembre 1906, à l'entretien des prêtres âgés ou infirmes auront la même affectation (art. 8).

145. — 1. Exposition des motifs de la loi à la Chambre des députés. Déclaration du ministre des Cultes. Chambre, 10 avr. 1908. *J. O.* du 11, p. 975, col. 1. V. cependant Tribunal civil Quimper, 24 fév. 1907 (*R.O.D.*, n° 54, p. 310). Tribunal Châlons, 22 mai 1908 (*R.O.D.*, n° 57, p. 459).

147. — 7° Les rentes dues aux fabriques et les capitaux dont le versement n'a pas été autorisé, cessent d'être dus. Ils ne seront donc pas compris dans les attributions (art. 3, § 3, al. 3) (1) (V. plus loin n^{os} 213 et suiv.).

148. — Il résulte de ces textes que tous les biens qui composaient le patrimoine des établissements publics du culte, à l'exception de ceux qui font retour à l'Etat ou lui sont attribués, et de ceux qui ont déjà été attribués en vertu de l'article 7 seront affectés par décrets aux établissements désignés. Ils ont été depuis le 11 décembre 1906, date de la disparition définitive des établissements ecclésiastiques, mis sous séquestre, conformément à l'article 8 alinéa 2 de la loi du 9 décembre 1905. En sont seuls exceptés ceux qui appartenaient à l'Etat ; l'administration des domaines a été chargée de cette gestion provisoire, et elle administre les biens pour le compte des établissements, qui seront ultérieurement désignés par les décrets de dévolution (1). Les pouvoirs de ce séques-

147. — 1. Amendement Cachet (V. *J. O.*, déb., parlam., Cham., 28 nov. 1907, p. 2549 col. 2).

148. — 1. V. sur la manière dont sera faite cette distribution la Cir. Ministérielle du 2 juil. 1908. *R. O. D.*, n° 58, avec sujet de la publication au *J. O.* de la liste des biens attribués ou à attribuer. Instruction des domaines du 4 déc. 1906.

tre sont régis par le droit commun (2) et il peut en particulier défendre à toutes les instances ainsi qu'il a été décidé par un grand nombre de jugements (3).

149. — Ces attributions qui sont manifestement contraires aux intentions des donateurs, ont en outre pour résultat, nous allons voir pourquoi, d'empêcher l'exécution de presque toutes les charges.

Il ne nous faut donc déterminer dans quelle mesure sera respectée la volonté des disposants et quelles charges pourront être exécutées.

2. Tr. conflits, 2 mai 1907 ; Troyes, 17 juin 1907 (*R. O. D.*, 48) ; Le Havre, 2 août 1907 (*R. O. D.*, 48) ; V. décret du 16 mars 1906 art. 19. Ces biens seront conservés et gérés conformément aux règles de droit commun, applicables à la conservation et la gestion des biens absents, et d'après les principes de la législation domaniale.

3. V. entre autres : C. Bourges, 28 av. 1908 (*D.* 08.2.281 ; *S.* 08.2.241) ; Le Havre, 26 déc. 1907 (*R. O. D.* 56) ; C. Dijon, 30 déc. 1907 (*R. O. D.*, 48) ; Seine, 23 janv. 1908 (*R. O. D.*, 48) ; *Gaz. Pal.*, 08.1.118 ; *S. Bull.* somm., 08.2.8.) ; C. req., 15 juill. 1908 (*R. O. D.*, 60) ; Tr. Tonnerre, 22 mai 1908 (*R. O. D.*, 57 ; *D.* 08.2.281) ; Blois, 12 juin 1907 (*S.* 07.2.185) ; *Adde* : les décisions citées : *D.* 07.2.349. V. plus loin, n° 355.

CHAPITRE IV

De l'exécution des charges

151. — La suppression des établissements publics du culte a en effet un autre résultat que le changement d'affectation des libéralités qui leur ont été faites : c'est l'inexécution des charges spéciales imposées par les donateurs ou testateurs.

Il nous faut rechercher quelles charges devront être exécutées par les établissements dévolutaires (1).

152. — En principe les établissements publics ne peuvent exécuter que les charges qui ont été autorisées (C. civ., art. 910).

Or la loi du 9 décembre 1905, articles 7 et 12, et la loi du 13 avril 1908, article 3, § 7, alinéa 3, ont attribué aux décrets d'attribution le pouvoir d'imposer aux établissements qu'ils désigneront les biens des anciens établissements ecclésiastiques. Mais quant aux charges, la loi ne précise pas : l'exécution en est-

151. — 1. Il ne s'agit pas ici des conséquences de l'inexécution en fait des charges que ces établissements devront exécuter ; cette question sera examinée plus loin, n^{os} 280 et suiv.

elle légalement obligatoire, par le fait même que les biens grevés sont attribués ; ou bien, les établissements dévolutaires ne sont-ils tenus de les exécuter qu'en vertu du décret lui-même et ne pourront-ils exécuter que celles qui auront été prévues spécialement par ce décret (1) ?

153. — Cette dernière solution nous semble devoir être admise.

Le texte de l'article 3, § 8 (loi du 13 avril 1908) ne laisse guère de doutes à ce sujet. De plus, la loi du 9 décembre 1905 avait désigné les successeurs des établissements supprimés ; leurs représentants devaient eux-mêmes transférer les biens, dans un délai d'un an, aux associations cultuelles et aux établissements conformes à la destination des biens étrangers à l'exercice du culte ; l'existence de ces établissements ecclésiastiques avait été prolongée en fait pendant la durée de ce délai pour permettre la dévolution. Or, à l'expiration du délai, la dévolution n'étant pas opérée, il en résulta que les biens étaient devenus vacants, sans maître, et à défaut d'autres successeurs recueillis par l'État en vertu de son droit de succession sur tous les patrimoines en deshérence. D'autre part l'État, en attribuant ces biens à des éta-

152. — 1. Nous ne parlons pas ici des biens antérieurs au Concordat qui sont repris par l'État, et pour lesquels aucune action d'aucune sorte n'est admise (V. n^{os} 146 et suiv.)

blissements publics ou d'utilité publique, a agi en propriétaire, et les établissements dévolutaires se trouvent les ayants cause directs de l'État ; il ne connaissent pas les anciens établissements ecclésiastiques, et ne sont tenus d'autres obligations que celles qui leur ont été imposées par l'État.

154. — Ce n'est pas à dire que tous les tiers qui avaient des droits sur les biens en soient par là même dépouillés : les créanciers hypothécaires ou privilégiés dont les droits suivent les biens en quelques mains qu'ils passent pourront toujours les exercer, mais les tiers qui n'étaient créanciers que d'une obligation de donner ou de faire personnelle à l'établissement supprimé, sans droit de suite sur les biens eux-mêmes, ne pourront exercer leurs droits, car les établissements dévolutaires sont les ayants cause directs de l'État, et non des établissements supprimés (V. n° 7).

155. — L'État, successeur universel des établissements supprimés peut être tenu de leurs obligations personnelles (1) ; mais les établissements dévolutaires, ayants cause particuliers de l'État, attributaires de biens individuellement déterminés, ne représentent pas les anciens établissements ecclésiastiques, et ne sont pas tenus des obligations qui les grevaient

155. — 1. V. Sur l'exécution des charges par le séquestre, n° 286.

personnellement. Ils ne peuvent donc être tenus d'autres charges que celles qui leur ont été imposées par l'État ou qui résultent d'un texte de loi.

La question se ramène donc à celle de savoir : quelles charges l'État devra respecter dans les décrets de dévolution, car il est difficile d'admettre que la loi ait laissé au gouvernement une latitude absolue dans le choix de ces charges. Sans doute, elle a pu lui donner la faculté d'apprécier si telle ou telle charge rentre dans la catégorie de celles qu'il a le droit d'autoriser ; mais encore faut-il que ces catégories soient délimitées. Si non, qui empêcherait le gouvernement d'autoriser une charge cultuelle, ou de rayer une fondation de bienfaisance ? La loi, objectera-t-on. C'est donc alors qu'elle a explicitement ou implicitement posé des principes auxquels les décrets devront se conformer, sous peine d'excès de pouvoir.

156. — Or ni la loi du 9 décembre 1905 ni celle du 13 avril 1908 n'ont énoncé d'une façon précise et formelle l'impossibilité d'exécuter les charges, quelles qu'elles soient. Cependant, il est certain, en fait, que les charges pieuses et cultuelles (et par là nous entendons toutes les charges nécessitant l'intervention d'un établissement ou d'un titulaire ecclésiastiques) resteront inexécutées.

Tout d'abord, l'article 3, § 14 de la loi du 13 avril 1908 le déclare formellement pour les charges grevant les libéralités adressées à l'État, aux communes,

et aux établissements publics, et pour les charges grevant les établissements sous séquestre, c'est-à-dire les biens des établissements ecclésiastiques jusqu'à leur dévolution.

D'autre part, l'obligation de transférer les biens aux établissements d'assistance ou de bienfaisance met obstacle à cause de la spécialité de ces établissements, à l'exécution des charges pieuses et cultuelles.

Quant aux biens déjà dévolus, les charges pieuses et cultuelles qui les grèvent ne sont pas en fait exécutées.

Il résulte enfin des paroles prononcées à la Chambre et au Sénat, lors des discussions des lois de 1905 et 1908, que les décrets de dévolution n'autoriseront pas l'exécution des charges pieuses et cultuelles (1). Et on ne peut nier que cela résulte de l'esprit et du but même de ces lois, en particulier de la loi du 13 avril 1908, qui a eu pour objet principal le règlement des effets de cette inexécution vis-à-vis des tiers.

157. — Mais rien ne nous renseigne d'une façon décisive sur la nature de cette inexécution : est-ce une impossibilité légale ; est-ce une faculté accordée par la loi à l'État de n'exécuter aucune charge ; est-ce une

156. — 1. Ch. 1907 (*J. O.*) p. 1997, 2008, 2022, 2037, 2359, 3006, le rapporteur et M. de Grandmaison); Sénat, p. 474. V. Tardière, 41, p. 46 et s.

simple inexécution de fait, sans cause juridique ; doit-on enfin en rechercher les motifs dans l'esprit de la loi et l'intention de législateur ; toutes ces opinions peuvent se soutenir et nous devons les examiner avec leurs conséquences.

158. — D'après une première opinion, l'État se trouve, par le fait même qu'il recueille les biens, déchargé de l'obligation juridique d'exécuter les charges : étant co-fondateur, et participant à l'œuvre du bienfaiteur en assurant la perpétuité à la fondation, il conserve par-là même le droit de retirer son autorisation, et de ne pas exécuter les charges quelles qu'elles soient ; sans s'exposer à aucun recours de la part de qui que ce soit.

159. — En conséquence, l'État, libéré de toute obligation, autoriserait en fait et de sa propre autorité l'exécution de toutes les charges qu'il lui plairait de laisser subsister, et supprimerait toutes celles qu'il lui plairait de supprimer : ce serait l'arbitraire absolu laissé au gouvernement et il n'aurait d'autres obligations que celles expressément stipulées par la loi, c'est-à-dire l'exécution des charges étrangères à l'exercice du culte, dont l'attribution, prévue par l'article 7, constitue, ainsi que l'a dit M. Labori, une « impossibilité d'inexécution » (1). Mais la liberté

159. — 1. Ch. des Dép., *J. O.*, p. 2188 col. *in fine*.

d'exécuter ou de ne pas exécuter les charges pieuses et cultuelles serait un droit absolu pour l'État.

160. — Cette théorie a été soutenue par le gouvernement lors de la discussion de la loi du 13 avril 1908, et nous l'avons déjà examinée. Nous avons montré en particulier que rien dans notre législation n'autorise à considérer l'État comme ayant participé à la fondation, et que dans tous les cas ce titre ne l'autoriserait pas à considérer comme supprimés les droits de celui qui a participé avec lui à la formation du contrat, en donnant le bien destiné à la création de cette fondation (V. n° 82 et suiv.).

161. — Cependant, on argumente pour prouver le *droit* de l'État à supprimer les fondations, de ce que seul il leur donne la perpétuité, et pourrait par conséquent seul éteindre la charge en retirant la perpétuité. Il y aurait en quelque sorte deux fondateurs, dans les limites où le bienfaiteur aurait pu contracter seul, mais l'État serait seul fondateur pour toutes les fondations, dont la durée dépasse la capacité des particuliers.

162. — Mais nous ne voyons pas que cet élément de perpétuité soit de nature autre que l'autorisation nécessaire à l'existence de toute libéralité faite à un établissement public : l'État rend cet établissement capable de recevoir les libéralités et de s'engager à exécuter perpétuellement les charges qui les grèvent : le contrat se forme sur ces bases, et l'engagement d'un

établissement dûment habilité et rendu capable de le prendre est désormais irrévocable ; le contrat est parfait, et si, en fait, l'État refuse de tenir ses engagements, s'il refuse d'exécuter une charge qu'il a promis de faire exécuter perpétuellement, il reste soumis aux règles du droit commun qui sanctionnent l'inexécution des conditions, et les intéressés, en particulier, à défaut des actions en révocation et en résolution qui ont été expressément supprimées par les lois de 1903 et 1908 conserveront le droit d'exiger l'exécution des charges. Il n'y a pas ici de règle de droit public qui se substitue au droit commun, car, ainsi que nous l'avons montré, si le droit public pose les principes d'après lesquels l'État et les établissements publics peuvent s'engager et contracter, il ne peut modifier ni réglementer les conséquences de ces contrats ou de ces engagements.

163. — Aussi, on pourrait conclure avec une deuxième théorie, que si nous avons des textes spéciaux réglant le sort de certaines charges, il n'y a aucun texte général, aucun principe, qui en rende l'exécution impossible d'une façon absolue.

164. — En conséquence :

1° L'État, les départements, les communes et les établissements publics ne peuvent exécuter les charges pieuses et cultuelles afférentes aux libéralités à eux faites (§ 14, V. 3° partie, titre I).

2° Les mêmes charges ne peuvent être exécutées par le séquestre.

3° Enfin, aucun texte ni aucun principe ne rendant illicite l'exécution des charges pieuses et cultuelles qui grevaient les anciens établissements publics du culte, les décrets de dévolution devront en prévoir l'exécution.

4° Pour le même motif encore, ils devront prévoir l'exécution des charges étrangères à l'exercice du culte, que le fait seul de l'attribution des biens grevés à des établissements similaires (art. 7) ne rendrait pas exécutable conformément à la volonté du donateur.

165. — A. — Ces conséquences, qui résultent nécessairement de l'absence, dans les lois de 1905 et 1908, d'un principe général et certain sur l'exécution des charges, ont pour résultat de faire en définitive une distinction entre les libéralités qui ont été faites aux établissements publics et celles qui leur ont été attribuées par décret : ces établissements sont dans l'impossibilité légale d'exécuter les charges grevant les premières, et pourraient exécuter les charges qui grèvent les secondes.

166. — B. — De plus, il est impossible de nier que ce système aurait pour résultat des conséquences diamétralement opposées au but de la loi, qui entend manifestement rendre inexécutables les charges pieuses et cultuelles. Cette inexécution est la base

même de l'action en reprise, et il résulte des débats parlementaires, tant à la Chambre qu'au Sénat, que personne n'a cru un instant à la possibilité de forcer les établissements dévolutaires à exécuter les charges.

167. — A notre avis, il est impossible de découvrir dans les lois de 1905 et 1908 un principe juridique ni une règle générale sur l'exécutabilité des charges. Rien n'autorise à croire qu'elles soient toutes légalement supprimées (1).

En principe, donc, toutes pourraient être exécutées à l'exception de celles que les dispositions légales auraient rendues inexécutables.

Quelles charges sont donc supprimées, et en vertu de quelles dispositions légales ?

168. — Dans une première interprétation, l'exécution des charges pieuses et cultuelles serait légalement impossible, en vertu des principes mêmes de la loi, de telle sorte que ces charges seraient désormais illicites.

En effet, peut-on dire, il y a un texte dans la loi qui pose ces principes d'une façon très catégorique ; c'est l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 : « La République ne reconnaît, salarie, ni ne subventionne aucun culte ; en conséquence, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront

167. — 1. Seine, 23 janv. 1908 (*Gaz. Pal.*, 08.1.118).

supprimées du budget de l'État des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. »

169. — Ce serait en application de ce texte fondamental que l'article 3, § 14, de la loi du 13 avril 1908 considère comme illicites, dans le sens de l'article 900 (1) les charges pieuses et cultuelles, et celles qui comportent l'intervention d'un établissement public du culte, ou d'un titulaire ecclésiastique, ou même d'un simple ecclésiastique, sauf quand un droit de contrôle est conservé à l'établissement donataire (2).

170. — D'autre part on constate que l'alinéa 5 du même paragraphe s'applique aux biens mis sous séquestre. Les motifs sont évidemment les mêmes, et les charges qui sont illicites pour les personnes morales administratives sont considérées aussi comme illicites pour le séquestre. Or le séquestre est un administrateur temporaire qui détient les biens, non pour le compte des anciens établissements cultuels, mais pour le compte de l'État. On doit donc en conclure que le paragraphe 14, en tant qu'il applique le principe général posé par l'article 2 de la loi de 1905

169. — 1. V. n° 418 et suiv. Ch. des dép., séance du 20 déc 1907 (M. le Rapporteur) ; *J. O.* du 21, p. 30011 et séance du 21, *J. O.* du 22, p. 30039.

2. Sénat, séance du 7 févr. 1908 ; *J. O.* p. 565 (M. Briand) ; Ch. *J. O.* des 20 et 21 déc. 1907, p. 2988 et 3005.

régit tous les établissements publics : si le paragraphe 14 n'a pas parlé spécialement des établissements attributaires, c'est qu'il s'en réfère implicitement à l'article 8 § 1 de la loi de 1905, pour laisser aux décrets le soin d'appliquer ces principes, qui s'imposent à eux comme dans les hypothèses prévues par le texte.

171. — Un premier point est donc acquis : les charges pieuses ou cultuelles ne pourront pas être remplies. Mais toutes les autres pourront-elles l'être ? La solution de cette question nous est fournie par l'article 7 de la loi du 9 décembre 1905 qui n'a pas abrogé la loi de 1908 : « Les biens mobiliers ou immobiliers, dit ce texte, grevés d'une affectation charitable ou de toute autre affectation étrangère à l'exercice du culte, seront attribués par les représentants légaux de ces établissements, aux services ou établissements publics ou d'utilité publique, dont la destination est conforme à celle des dits biens. » Et l'article 8 dispose que faute par les représentants d'avoir opéré ces attributions dans le délai légal, il y sera pourvu par décret.

Qu'est-ce à dire ? sinon que cette attribution, par le fait même qu'elle est faite à des établissements conformes à la destination des biens, constitue par elle-même l'exécution de la charge, Et qu'importe si, en fait, les préfets ne peuvent trouver d'établissement public capable d'exécuter les charges dans les mêmes conditions que précédemment ? (V. n^{os} 183-185). Le principe est posé de la possibilité d'exécuter ; et le

recours pour excès de pouvoirs sera toujours ouvert contre les décisions préfectorales et les décrets de dévolution qui auront attribué les biens à des établissements incapables d'exécuter les charges « étrangères à l'exercice du culte ».

172. — Cette théorie cadrerait très logiquement avec les règles posées par les lois de 1905 et 1908 et les intentions du gouvernement relativement aux décrets de dévolution, s'il était établi d'une façon certaine que l'exécution des charges pieuses et cultuelles fût en contradiction formelle avec le principe de la séparation de l'Église et de l'État posé par l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905.

173. — Mais rien n'est plus contestable. La loi de séparation, en effet, ne prohibe pas le culte ; elle lui enlève son caractère officiel, elle le méconnaît comme organe de l'État, mais elle en reconnaît l'existence de fait (art. 1^{er}) ; elle le protège même comme institution chère aux particuliers. La loi ne reconnaît plus théoriquement de titulaires ecclésiastiques, mais elle admet l'exercice de leur ministère : elle leur laisse même la libre disposition des églises, ce qui implique des rapports forcés entre eux et l'État, ou les communes propriétaires des églises.

L'exercice du culte n'étant pas illicite, l'État et les établissements publics conservent donc le droit de s'engager vis-à-vis de ses ministres : Ce qui est interdit à l'État, par l'article 2 de la loi de 1905, c'est

de comprendre le culte dans son organisation, mais non d'exécuter en sa faveur ou par l'intermédiaire de ses représentants les obligations dont il se trouve grevé (1).

174. — Le principe de l'impossibilité juridique des charges cultuelles ne résulte donc pas de l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 ; il n'est écrit nulle part ; il a été formellement contesté dans les discussions parlementaires. Bien plus, ceux mêmes qui soutiennent cette thèse disent seulement qu'il y a « des raisons nombreuses » (M. Labori), des « raisons irréfutables » (M. Briand), pour ne pas faire dire les messes (1). Qu'est-ce à dire ? sinon que les partisans

173. — 1. La preuve en est dans la discussion de l'amendement Bertrand à la Chambre, le 13 juin 1905 (*J. O.* du 14, p. 175). M. Briand admettait l'application du droit commun en cas d'inexécution, par la commune donataire, des charges, quelles qu'elles soient ; les charges cultuelles n'étaient donc pas considérées comme réputées non écrites en vertu du principe de la séparation. De même pour les charges de messes grevant la commune (*J. O.*, 1905, p. 1392 col. 1) ; V. Charolles, 2 mars 1907 (précité).

174. — 1. « Ensuite, et ici je n'exprime que mon sentiment personnel, dit M. Labori, il semble qu'il y aurait une contradiction essentielle entre le principe même de la séparation des Églises et de l'État, et l'obligation imposée à l'État aux communes de faire dire les messes. » Et M. Ch. Benoist de remarquer : « Ce n'est pas l'État qui dit les messes ! » M. G. Lhopiteau : « C'est une charge qu'on exécute, ce n'est pas un fait volontaire. » (Ch. des dép., séance du 13 nov. 1907 ; *J. O.* du 14, p. 2188 col. 3).

eux-mêmes de cette opinion n'ont pas affirmé qu'elle fût contenue dans le principe même de la loi ? Et M. Labori appuie sur cette idée, en montrant que le principe importe peu, puisqu'une disposition législative expresse, le paragraphe 14, rendra légalement impossible exécution des charges pieuses et culturelles (2).

175. — Il importerait peu, en effet, que le principe de l'impossibilité légale ne résultât pas de l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 si nous le retrouvons exprimé dans le paragraphe 14, article 3 de la loi du 13 avril 1908. Mais il convient de remarquer, et nous l'avons déjà fait, que les dispositions de ce paragraphe ne s'appliquent qu'aux libéralités adressées directement aux départements, aux communes, et aux établissements publics et aux biens des établissements supprimés pendant le temps où ils sont sous séquestre ; cela a été établi d'une façon irréfutable lors de la discussion, à la Chambre et au Sénat, de ce paragraphe 14 (1). C'est une disposition absolument nouvelle, qui ne règle en aucune façon la situation des biens dévolus, et rien ne permet de la considérer comme l'application d'un principe gé-

2. *J. O. Ibid.*

175. — 1. V. Ch. des dép., séances des 24, 30 oct., 20, 21 déc. 1907 ; *J. O.*, p. 1907, 2003, 2006, 3049, 3010, 3042 ; V. encore p. 3007 et suiv.

néral, obligatoire indépendamment de tout texte spécial.

176. — B. — Les textes spéciaux et l'intention du législateur. — Il nous faut donc, pour déterminer les charges qui sont dorénavant inexécutables, nous référer seulement aux textes spéciaux, et à l'intention du législateur.

177. — Or, il est possible de déterminer quelles sont ces dispositions :

1° L'article 3 § 14 de la loi du 13 avril 1908 interdit au séquestre d'exécuter toutes les charges pieuses ou cultuelles, et celles qui comportent l'intervention d'un établissement ecclésiastique, ou d'un ecclésiastique (V. l'exception prévue, n°s 419 et suiv.).

178. — 2° Quant aux établissements dévolutaires, la loi a autorisé les décrets (art. 3, § 7, al. 3) à leur imposer les charges qu'ils jugeront exécutoires. La licéité de ces charges dépendra de l'appréciation du gouvernement, et les charges qui n'auront pas été prévues dans les décrets de dévolution deviendront illicites et par suite seront réputées non écrites, conformément à l'article 900.

Toutefois, le pouvoir ainsi conféré au gouvernement n'est pas l'arbitraire absolu ; celui-ci ne devra pas se laisser guider par sa seule appréciation dans le choix des charges qu'il conviendra d'autoriser ou de supprimer ; il devra, sous le contrôle du Conseil d'État (V. n°s 287 et suiv.), se conformer à un double

principe résultant : 1° de l'intention du législateur ;
2° de la capacité des établissements attributaires.

179. — A. — **L'intention du législateur.** — Le gouvernement aura à apprécier quelles charges sont ou non conformes à la volonté du législateur, et à l'esprit de la loi ; il n'aura d'autres règles à suivre pour cette appréciation que celles de la logique, du bon sens et de la critique juridique : ainsi l'a voulu la loi elle-même (1).

180. — Pour nous, l'interprétation saine de la volonté du législateur conduit aux conséquences suivantes :

1° Il résulte logiquement de la loi que les charges déclarées inexécutables par le paragraphe 14, pour le séquestre et les établissements publics donataires ou légataires, ne peuvent être exécutées non plus par les établissements publics dévolutaires ; en décider autrement serait une contradiction inadmissible, car la pensée du législateur a été évidemment la même dans les deux cas (1).

181. — En conséquence, ne pourront être autori-

179. — 1. Le Conseil d'État, statuant au contentieux, conserve dans tous les cas le droit de contrôler cette appréciation (V. n° 288).

180. — 1. A défaut de tout document légal ou parlementaire, il est impossible d'admettre que la loi ait interdit au séquestre d'exécuter les charges que les établissements dévolutaires pourront plus tard exécuter et réciproquement.

sées les charges pieuses ou cultuelles, et celles qui comportent l'intervention d'un établissement public du culte ou d'un titulaire ecclésiastique ;

Ne pourront pas davantage être autorisées les charges étrangères à l'exercice du culte qui comportent l'intervention d'un ecclésiastique, sauf l'exception prévue au paragraphe 14 alinéa 2 (1).

182. — 2° D'autre part, devront être maintenues :

a) Les fondations de messes, lorsque les biens qui en sont grevés auront été attribués aux sociétés de secours mutuels conformément à l'article 3, § 14.

183. — b) L'affectation étrangère à l'exercice du culte, charitable ou scolaire, des biens attribués aux « établissements conformes à la destination des dits biens », en vertu de l'article 7 de la loi du 9 décembre 1803 (1).

184. — c) On pourrait se demander si les charges spéciales étrangères à l'exercice du culte, grevant les biens dévolus conformément à cet article 7, devront être exécutées ; par exemple, lorsqu'un immeuble aura été légué à un établissement ecclésiastique

181. — 1° V. pour le caractère pieux ou cultuel des charges, pour le paragraphe 14 alinéa 2, les charges d'habitation, de rentes, d'usufruit au profit des curés successifs, etc. : 3° partie, titre I, Chap. I.

183. — 1. V. pour les charges de distribution de secours aux pauvres par les curés ou desservants, les fondations de prix de vertu, etc. : 3° partie, titre I, chap. II.

à charge d'y loger les vieillards, ou d'y soigner les incurables d'une paroisse, l'hospice qui recueillera cet immeuble devra-t-il continuer à exécuter cette charge, ou bien le fait même de la dévolution à un hospice suffira-t-il pour que l'article 7 soit considéré comme appliqué ? L'article 7 ne parle que des biens grevés d'une « affectation », mais nous croyons que les charges spéciales devront cependant être respectées. Nous verrons en effet plus loin, que la loi a assimilé l'affectation à la charge spéciale, en considérant le changement d'affectation comme une inexécution *sui generis* des charges (n^{os} 164 et suiv.). Il serait du reste étrange que la loi, qui a entendu dans l'article 7 respecter la volonté du donateur, n'ait pas voulu la faire exécuter totalement ; rien ne nous autorise, à défaut de texte, à admettre cette solution restrictive.

185. — *d*). Les biens grevés d'une affectation étrangère à l'exercice du culte devront être attribués en totalité à des établissements capables de les exécuter même si la valeur de ces charges est inférieure à celle de la libéralité.

Il en sera de même des biens grevés indivisément et pour le tout de charges exécutable et de charges inexécutables .

Ainsi, une donation faite à une fabrique, à charge de dire des messes et de soigner des malades incurables devra être attribuée à un hospice et employée

en totalité à soigner les incurables, dans les conditions imposées par le donateur.

186. — B. — **La capacité des établissements dévolutaires.** — La loi ayant imposé au choix des décrets d'attributions certaines catégories d'établissements, il est des charges qui seront encore inexécutables en vertu de la spécialité de ces établissements, et de la neutralité religieuse.

Ceci nous amène à examiner rapidement ces règles sur lesquelles il nous est impossible de nous étendre (1).

187. — 1° *Principe de spécialité.* — La jurisprudence du Conseil d'État, au cours du XIX^e siècle, a élaboré un principe dit de spécialité, d'après lequel les établissements publics et d'utilité publique ne peuvent posséder de biens grevés d'une affectation étrangère au but même de l'établissement ; c'est à cette

186. — 1. V^o. Hauriou, *Précis de droit administratif et de droit public général* ; Michaud, *La théorie de la personnalité morale, et son application en droit français* ; Becquet, *op. cit.*, v^o *Dons et legs* ; n^{os} 259 et s. ; Planiol, t. I, n^o 719, t. III, n^o 2923, Ducroc, *Rev. de droit public*, I, p. 68. ; Lentz, *Dons et legs*, n^{os} 37 et 69. ; Vigis, *Rev. crit. de législation*, 1894, p. 423 ; Fénclon, *Les fondations et les établissements ecclésiastiques*, thèse Paris, 1902, p. 160 et suiv. ; De Vareilles-Sommières, *Les personnes morales* ; Geouffre de la Pradelle, Thèse Paris, 1892, p. 163 et suiv. Cass. req, 10 déc. 1870 (D. 79.1.6, note Beudant), Notes de jurisprudence (Reynaud et Lagrange), p. 246 et suiv. V. n^{os} 118 et suiv.

règle qu'on fit appel jusqu'à 1905, pour enlever aux fabriques toutes les œuvres charitables ou scolaires ; c'est grâce à elle qu'aucune institution ne pourra recueillir la succession des œuvres pieuses et cultuelles laissées par les anciens établissements publics du culte, puisqu'il ne s'est formé ni association cultuelle catholique, ni société de secours mutuels des prêtres.

Ce principe ne concerne pas, toutefois, l'État, les départements et les communes (1), qui sont capables de recevoir toutes les libéralités relatives aux intérêts publics et privés de leur circonscription respective.

188. — 2° *Principe de neutralité*. — Un autre principe, celui de neutralité, a inspiré la jurisprudence administrative et la législation contemporaine : aucun établissement reconnu ne peut tolérer dans sa sphère l'entrée d'une idée ou d'une influence religieuse. Appliqué d'une façon rigoureuse, en matière d'enseignement (1), il est entendu d'une façon plus large en matière d'assistance ; et on admet qu'un établissement religieux peut se fonder à côté du bureau de bienfaisance et des hospices et hôpitaux strictement neutres (2). Ce principe n'atteint pas les biens des anciens

187. — 1. Becquet (Tissier) (*op. cit.*) n° 259 ; Planiol, t. III, p. 842.

188. — 1. Jurispr. du C. E., proj. de décr. et note : 22 févr. 1890 (legs Fumel) ; 13 janv. 1891 ; 17 juill. 1888 (legs Perdricu) ; Reynaud ; (*op. cit.*)

2. *Ibid.*, 17 mars 1892 (legs Lemoine).

établissements du culte qui ne pouvaient pas, en vertu de la règle de spécialité, être grevés de charges scolaires ou charitables; quant aux charges pieuses ou cultuelles grevant les établissements publics de bienfaisance, et en particulier les dons et legs faits aux pauvres pour leur être distribués par le curé ou la fabrique, nous les étudierons dans la troisième partie (3).

189. — Ces principes auraient suffi, la plupart du temps, à empêcher les établissements d'assistance ou de bienfaisance d'exécuter les charges pieuses et cultuelles, mais il faut remarquer que ces règles purement administratives ne s'imposent en aucune façon aux tribunaux civils (1).

190. — *En conséquence* : 1° les établissements publics attributaires de biens grevés de charges pieuses ou cultuelles ne pourront, en vertu du principe de spécialité, exécuter ces charges.

2° Les établissements publics ou d'utilité publique attributaires de biens grevés de charges étrangères à l'exercice du culte ne pourront être autorisés à exécuter les charges contraires au principe de neutralité : par exemple, la charge de donner un enseigne-

3. V. n° 433 et s.

189. — 1. Tr. civ. Monfort, 9 janv. 1908 (*R. O. D.* 48); Cass., 12 mai 1894 (*D.* 95. 1. 217); note Planiol et références. V. *Contra* : Tissier, dans Becquet (*op. cit.*), n° 263; Dijon, 11 juin 1896 (*D.* 98. 2. 279).

ment catholique aux enfants élevés dans une école.

Il en résulte que les décrets de dévolution devront attribuer les biens grevés de charges aux établissements capables de les exécuter conformément à l'article 7 de la loi de 1905; et si nous remarquons que le principe de spécialité ne s'applique pas aux départements et aux communes, seules les charges scolaires et charitables contraires au principe de neutralité, seront, quoique non interdites par la loi, complètement inexécutables (1).

190. — 1. Nous étudierons la sanction de l'inexécution des charges au titre II, sect. II.

La détermination des charges pieuses et cultuelles, et, en général des charges interdites par le paragraphe 14 sera étudiée dans la 3^e partie, titre I, ch. I; s'il eût été logique d'étudier ici cette question, nous avons cru devoir la renvoyer à la 3^e partie, car elle se présente sous le même aspect, qu'il s'agisse de libéralités faites à des établissements ecclésiastiques ou de libéralités faites à des communes, départements et autres établissements publics (V. n^o 181).

TITRE II

Sanction de l'inexécution des conditions

SECTION I

DE L'ACTION EN REPRISE OU REVENDICATION

CHAPITRE PREMIER

Nature de l'action

191. — Le législateur de 1903 avait, nous l'avons vu, sanctionné, dans ses articles 7 et 9, la disparition des établissements publics du culte et la dévolution de leurs biens, en créant une action spéciale, dite en reprise ou en revendication. La loi du 13 avril 1908, à la suite des controverses que nous avons signalées, en précise le sens et la portée. Les articles 2 et 3 modifient le texte primitif dans les termes suivants :

192. — L'article 2 est ainsi conçu : « Toute action, en reprise qu'elle soit qualifiée en revendication, en révocation ou en résolution concernant les biens dévolus en exécution du présent article, est soumise aux règles prescrites par l'article 9.

L'article 3 alinéa 1 est ainsi conçu : « Toute action en reprise qu'elle soit qualifiée en revendication, en révocation, ou en résolution, doit être introduite dans le délai ci-après déterminé... »

193. — On peut résumer ainsi ces dispositions :

Qu'il s'agisse de biens attribués à des établissements de bienfaisance (l. 1905, art. 9), c'est-à dire de biens grevés d'une affectation cultuelle, ou qu'il s'agisse de biens grevés de charges non cultuelles et dévolus aux établissements similaires (l. 1905, art. 7), l'action en reprise ou revendication, en révocation ou en résolution ne peut être attaquée que par les héritiers naturels, dans les six mois, et en raison de legs, donations, ou fondations, à l'exclusion des contrats à titre onéreux.

194. — Nous pouvons dès lors définir la nature de cette action, telle qu'elle se dégage des lois de 1905, et 1908, et des travaux parlementaires.

A notre avis, l'action créée par la loi de 1905 n'est pas l'action en révocation des articles 1184, 954, 1036, réduite et limitée. L'interprétation donnée par la loi du 13 avril 1908 nous oblige à considérer l'action de

droit commun comme totalement supprimée (1).

L'action nouvelle est une action en revendication : Elle n'a donc pas pour but de faire revenir les biens donnés ou légués dans le patrimoine du disposant et de ses héritiers en ligne directe, mais de leur rendre la possession d'un bien dont la propriété leur est antérieurement revenue par l'effet de la loi.

195. — L'action en reprise ou revendication est en effet la sanction d'un *retour légal* qui s'est opéré de plein droit, en faveur des disposants et de leurs héritiers en ligne directe, à l'exclusion de toutes autres personnes (1).

Ce retour s'opère au jour de la suppression des établissements publics du culte ; il est fondé sur la même cause que les actions en révocation du droit commun : le changement de destinataire des biens résultant de la suppression des établissements publics du culte, qui est considéré par la loi comme un genre spécial d'inexécution des conditions (2).

194. — 1. V. *Contra*, Rivet, *op. cit.*, p. 37, 111, et *R. O. D.*, n° 96, p. 769.

195. — 1. V. n°s 48 et s., 54 et s., 91 ; V. entre autres : Tr. Tulle, 29 juin 1907 (précité). Domfront, 14 juin 1907 (*R. O. D.*, n° 37) ; Soissons, 14 août 1907. (*R. O. D.*, 40) ; Narbonne, 7 août 1907 (*R. O. D.*, 39) ; Moulins, 27 mai 1908. (*R. O. D.*, 57. ; S. 08.2.241.). V. Rivet, *op. cit.*, n° 9, p. 17 ; Dorguin-Delaveau : *op. cit.*, p. 132.

2. Bourges, 28 avr. 1908 (*R. O. D.*, 56 ; D. 08.2.281 ; S. 08.2.241) ; 12 mai 1908 (*R. O. D.*, 58) ; Sens, 14 mai 1908 (*R. O. D.*, 60) ; Blois, 2 juill. ;

Dans l'esprit de la loi, en effet, il y a toujours inexécution, même si le donateur ou testateur n'a imposé à l'établissement aucune charge spéciale, même s'il a donné les biens purement et simplement, sans les avoir spécialement affectés à un but ou à un emploi déterminé. Le seul fait que ces biens ont été donnés à un établissement ecclésiastique constitue une charge *sui-generis*, et la suppression de cet établissement emporte nécessairement l'inexécution de cette charge spéciale (3).

196. — Cette cause du droit de retour, et partant, de l'action en reprise ou revendication, nous semble établie pour les motifs suivants :

1° Les charges pieuses ou cultuelles étant inexécutables ou inexécutées, et d'autre part la seule action

1908 (*R. O. D.*, 59 ; *Gaz. Trib.* 03.2.388) ; *Adde* : Abbeville, 5 août 1908 (*R. O. D.*, 63 ; *S.* 08.2.242).

Un jugement de Thiers du 22 mai 1908 (*R. O. D.*, 67 ; considère que l'action en reprise et l'action en révocation du droit commun subsistent cumulativement, et sont soumises toutes les deux aux règles édictées par la loi de 1905, art. 9 interprétée par la loi de 1908. *Comp.* Rivet (*op. cit.*, n° 7, p. 12) ; Taudière, *Rev. des associations cultuelles* (jan. 1907, p. 7 et suiv.) ; *Rev. du culte catholique* (janv. 1907, p. 8) ; Sanlaville, *Des actions en reprise, en revendication et en révocation*, (1907), p. 9 et s. ; Arminjon, *Rev. cath. des inst. et du droit*, juin 1907, p. 491 et s.

3. Château-Chinon, 9 juill. 1908 (*R. O. D.*, 61 ; *S.* 08.2.273) ; Abbeville, 5 août 1908 (*R. O. D.*, 63 ; *S.* 08.2.242).

possible étant l'action en reprise, l'inexécution de ces charges spéciales peut se confondre avec l'inexécution *sui generis* résultant du changement d'affectation des biens.

197. — La preuve de ce que nous avançons résulte de l'article 7 § 1, qui prévoit l'hypothèse d'une libéralité grevée, non de charges spéciales, mais d'une affectation à un usage déterminé, laquelle doit être respectée par les établissements dévolutaires : il y a là « impossibilité d'inexécution ». Cependant, l'action en reprise est admise dans les mêmes termes que pour l'hypothèse de l'article 9 : La seule cause de l'action est donc le changement du bénéficiaire de la libéralité.

2° Or, ce changement est considéré comme l'inexécution d'une charge. La preuve en est dans le rapprochement des paragraphes 14 et 3 de l'article 3. Le paragraphe 14, que nous étudierons ultérieurement, vise assurément en ce qui concerne les établissements publics grevés, une inexécution des conditions ; l'alinéa 3 contient le mot, et il n'y a pas dans cette hypothèse de changement d'affectation des biens (V. n° 449 et s.).

Or les expressions dont la loi se sert pour instituer la sanction de cette inexécution sont identiques à celles du paragraphe 3 et de l'article 2 : Il est donc logique d'admettre que les articles 2 et 3 ont pour base une inexécution des conditions, en ce sens qu'on

a considéré comme telle le changement d'attribution des biens. Cette interprétation est confirmée par les travaux préparatoires (1).

L'action ne découle donc pas de la dévolution, mais du changement de destinataire des biens qui est la conséquence même de la dévolution.

198. — Par conséquent, nous considérons l'action en reprise comme étant d'une portée générale et exclusive ; elle englobe toutes les actions du droit commun basées sur l'inexécution des charges. D'une part, elle est d'une portée plus étendue que les actions en révocation, en ce sens qu'elle considère comme une inexécution le changement de destinataire des biens ; mais d'autre part, en substituant ses règles propres à celles des articles 1184, 1046 et 953 du Code civil, elle en restreint considérablement les conditions d'exercice. Toute l'innovation de la loi réside dans cette double modification : généralisation des causes de reprise des biens, restriction des conditions d'exercice de l'action.

Toutes les actions de droit commun ayant pour but de faire rentrer les biens donnés ou légués dans le patrimoine du disposant sont supprimées ; mais chaque fois qu'il y aura changement de destination des biens, et à plus forte raison, quand il y aura en même

197. — 1. V. Ch. des dép., *J. O.*, page 2185 (M. Jeanneney).

temps inexécution des conditions spéciales, l'action en reprise ou en revendication sera admise (1).

199. — Dans tous les cas, reste en dehors du champ d'application de cette action tout recours ayant pour but autre chose que la reprise des biens donnés ou légués (V. n^{os} 280 et s.), et pour objet d'autres biens que ceux possédés par les anciens établissements publics du culte (V. n^{os} 298 et s.). Ces deux catégories d'actions feront l'objet des sections suivantes ; nous étudierons ici l'action en reprise, à quels biens elle s'applique, qui peut l'exercer, et les règles spéciales de procédure.

198. — 1. Nous rejetons donc comme principe juridique la théorie du droit public que nous rapportions plus haut (V. n^o 71 et suiv.), d'après laquelle le droit commun serait inapplicable à cette matière et n'aurait pas besoin d'être supprimé pour devenir inefficace.

CHAPITRE II

Quels biens peuvent être repris

200. — L'action en reprise, telle que nous venons de la définir, ne saurait s'appliquer à d'autres biens que ceux dont un donateur ou testateur se sera dessaisi en faveur d'un établissement public du culte, et nous venons de voir qu'elle pourra être motivée par le simple changement d'attributaire des biens. Mais l'action se trouve encore limitée sinon quant à la *nature*, du moins quant à l'*origine* des biens dévolus.

§ 1. — ORIGINE DES BIENS, CONTRATS

A TITRE ONÉREUX OU GRATUIT

201. — D'après les principes généraux du droit, toute personne qui a cédé la propriété de son bien à autrui, peut la reprendre si ce dernier n'exécute pas toutes les clauses et conditions du contrat : il en est ainsi, soit dans les contrats à titre onéreux, soit dans les contrats à titre gratuit, sous forme d'action en résolution pour inexécution des conditions (art. 1184)

ou des charges (art. 953, 1046) sauf l'application de l'article 900 (1).

202. — Cependant, la loi du 9 décembre 1905 n'a pas cru devoir se conformer à ces principes ; elle a bien accordé au disposant une action pour lui permettre de reprendre les bien donnés ou légués aux établissements publics du culte, mais elle ne l'a accordée que pour les dispositions à titre gratuit (1).

L'exclusion de tous les contrats à titre onéreux, si elle n'est pas prévue explicitement par la loi, résulte du rejet d'un amendement de M. de Ramel, qui avait proposé d'insérer après les mots : « en raison de donations ou de legs », les mots : « ou de vente conditionnelle » (2).

203 — De plus, la loi interprétative du 13 avril 1908, pour expliquer le sens de l'article 9 § 3, assimile à l'action nouvelle « toute action en reprise, qu'elle soit qualifiée en revendication, en révocation ou en résolution » (art. 3 § 3). Elle englobe donc bien toutes les actions de droit commun, et en particulier

201. — 1. V. nos 18 et suiv.

202. — 1. « L'action ne pourra être intentée, qu'en raison de *donations ou de legs*... et seulement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe » (L. du 9 déc. 1905, art. 7 § 2, art. 9 § 3).

2. Chambre des dép., déb. parlem., 24 mai 1905, *J. O.*, p. 1849, col. 2, 3 et p. s.

l'action en résolution des contrats à titre onéreux (art. 1184) (3).

204. — En conséquence, les biens, meubles, immeubles ou sommes d'argent, qui sont devenus la propriété des établissements publics du culte par suite de ventes, échanges, etc., et autres contrats à titre onéreux, ne pourront en aucun cas revenir dans le patrimoine de leurs anciens propriétaires ; et ces contrats ne pourront être annulés ni révoqués pour inexécution des charges pieuses ou cultuelles (1) résultant de la dévolution des biens.

205. — A. — Toutefois il faudra appliquer dans l'appréciation du caractère onéreux d'un contrat les règles admises en droit commun, et les tribunaux devront accorder la reprise des libéralités déguisées sous la forme de contrats à titre onéreux. La jurisprudence n'hésitant pas à leur restituer leur véritable caractère, lorsqu'il s'agit de les annuler comme conclus en fraude de la loi, on ne devra pas davantage hésiter pour les faire bénéficier des dispositions légis-

3. V° *Contra*, sous l'empire de la loi de 1905, Dorguin-Delaveau, *op. cit.*, p. 149 et s. ; Dejust (*op. cit.*).

204. — 1. Remarquons qu'il ne s'agit ici que de la reprise des biens pour inexécution des charges et conditions : toutes les dettes résultant de contrats à titre onéreux, le paiement du prix d'un objet vendu, etc., ne peuvent pas donner lieu à reprise, car ils seront payés par suite de la liquidation (V. n° 7).

les (1). Il en fut ainsi à l'occasion de la liquidation des congrégations non autorisées (2), et les travaux préparatoires de la loi de 1903 autorisent formellement cette interprétation (3).

206. — De sorte qu'en réalité la portée de cette restriction est beaucoup moins grande qu'on serait tenté de le croire :

Soit en effet l'hypothèse d'une vente avec charges. Si la charge imposée à l'établissement public acheteur est la cause même de la libéralité, aux yeux du ven-

205. — 1. Toulouse, 31 févr. 1907 (*R. O. D.*, n° 38).

2. Req. rej., 12 juin 1907 (*R. O. D.*, 58) ; V. Rivet, *op. cit.*, n° 13.

3. — *J. O.*, 26 nov. 1905, Sénat, p. 1523 (M. Vallée, pr. de la commission) ; Chambre, *J. O.*, 24 mai 1905, p. 1849 et s. (amendement de Ramel).

A la séance du Sénat du 25 nov. 1905, le président de la commission, réfutant un amendement de M. Riou, donna l'explication suivante :

M. le président de la commission. — « Messieurs, je n'ai qu'un mot à répondre à l'honorable M. Riou ; je ne vois pas très bien ce que peut être la vente conditionnelle dont il nous parle, à moins qu'il ne s'agisse d'une donation déguisée, s'il s'agit d'une vente de cette nature, elle pourra être traitée comme une des donations visées à l'art. 7 ; Dès lors je dis ceci : Voulez-vous parler d'une vente qui n'est autre chose qu'une donation déguisée ? Elle suivra le sort d'une donation. »

M. Ch. Riou. — « Excepté si le prix de la vente est tellement dérisoire qu'on ne puisse pas considérer la vente comme réelle ? »

M. le président de la commission. — « Dans ce cas, ce pourra être une donation, et alors, elle sera traitée comme telle. »

(*J. O.*, déb. parl., Sénat, 26 nov. 1905, p. 1523, col. 2 et 3).

deur, de telle sorte que le prix se trouve fictif, et ne représente qu'une partie insignifiante de la prestation fournie par le vendeur, la jurisprudence considère qu'il y a donation déguisée, contenue dans le contrat à titre onéreux, pour tout ce qui dépasse ce prix (1) : je vends à une fabrique un immeuble qui vaut 100.000 fr. pour 40.000 francs, en stipulant l'exécution de certaines charges ; il y a en réalité donation avec charges pour 60.000 francs, et cette donation pourra être reprise conformément à l'article 9 § 3.

Plus généralement, lorsqu'un des contractants a consenti à l'autre un avantage qui peut s'analyser en une véritable libéralité, cet avantage est soumis aux règles de fonds des donations (2), et rentre dans le domaine de l'action en reprise, comme donation pure et simple (3).

207. — Donc, toutes les fois qu'un contrat à titre

206. — 1. V. Planiol, t. III, n° 2252 et suiv. Comp. entre autres : C. 11 févr. 1896 (D. 96.1.153; S. 96.1.69).

2. Il faut remarquer que les donations déguisées ne sont dispensées que des règles de forme des donations ; (Chambéry, 3 av. 1901 (D. 03.2.54) ; C. civ., 3 nov. 1896 (D. 96.1.584) ; C. civ., 28 janv. 1903 (D. 03.1.238).

3. Douai, 12 mars 1879 (D. 81.1.27). Ainsi il y a donation dans le cas d'une vente suivie de stipulation pour autrui. C'est l'hypothèse de l'art. 1973 (rente viagère) et la jurisprudence a étendu cette solution à tous les cas de stipulation pour autrui (V. Planiol, t. III, n° 2549 et s.).

onéreux constituera ou contiendra une donation déguisée, les tribunaux devront lui restituer son véritable caractère : les charges spéciales ou bien seront considérées comme faisant partie du prix, et payées comme telles, ou bien comme grevant la libéralité déguisée donnant lieu à l'action en reprise, ou bien comme accessoires d'un contrat à titre onéreux qui ne déguise aucune libéralité ; dans cette hypothèse seulement leur inexécution ne sera pas sanctionnée.

208. — La raison pour laquelle l'action en reprise et en revendication est refusée en matière de contrats à titre onéreux peut se dégager de sa nature même : Nous avons vu, en effet, que la loi n'accorde l'action en reprise qu'à raison de la violation des intentions des disposants, et elle considère cette intention comme la cause même de la libéralité : Or, dans les contrats à titre onéreux, la cause de la prestation du disposant est le paiement du prix ; ce prix ayant été versé, les conditions qui restent inexécutées sont considérées comme les accessoires du contrat, et ne peuvent donner lieu, dans l'esprit de la loi, à aucun recours.

209. — B. — La loi du 13 avril 1908 ajoute un troisième terme à l'énumération des actes pour lesquels l'action en reprise est admise : « Elle ne peut être exercée qu'à raison de donations, legs, ou *fondations pieuses*. » Elle a pour résultat, en effet, d'attribuer à toutes les fondations pieuses le caractère de libéralités.

La loi de 1905 n'accordait l'action que pour les biens aliénés à titre gratuit; la loi de 1908 qui l'interprète ne peut l'accorder à raison d'autres aliénations, et par conséquent, en ajoutant les fondations pieuses à la liste des biens révocables, elle a affirmé que ces fondations ne peuvent se constituer que par des actes ayant le caractère de libéralités, et qu'elles sont toujours à titre gratuit.

C'est ce qu'a soutenu M. Briand, à la Chambre (1) et au Sénat (2) et le législateur a ratifié cette opinion en votant l'article 3, § 3 du projet.

210. — Or rien n'est plus contestable; et il a été établi d'une façon certaine par la Cour de cassation qu'un grand nombre de fondations pieuses, en particulier de fondations de messes, sont des contrats à titre onéreux. Cette théorie est aujourd'hui admise d'une façon générale par la jurisprudence; et le caractère onéreux des fondations, tout au moins jusqu'à concurrence de la valeur des charges, est universellement reconnu (1).

La loi du 13 avril 1908 les considère cependant

209. — 1. *J. O.*, Chambre : 20 et 27 nov. 1907.

2. *J. O.*, Sénat : 7 avril 1908.

210. — 1. D'après la jurisprudence des tribunaux civils, une fondation est un acte à titre onéreux lorsque la charge a été imposée dans l'intérêt du fondateur, et est au moins équivalente aux objets donnés, même si la totalité des biens du disposant se trouve absorbée (v° *note Wahl*, sous Cass., (S. 1897.1.291, col. 1, § 4). La fondation de services

comme des libéralités, et nous devons admettre, par suite de son caractère interprétatif que c'est la loi du 9 décembre 1905 elle-même, qui est venue abroger,

religieux est considérée comme une sorte de louage d'ouvrage, un contrat *do ut facias*. La somme affectée est la rémunération d'un service rendu, le salaire du prêtre chargé de dire les messes ; C. 13 juill. 1859 (D. 59.1.322; S. 59.1.653); Rennes, 22 août 1861 (S. 62.2.38); Caen, 28 nov. 1865 (D. 66.2.43); Paris, 23 nov. 1877 (S. 77.2.330); (Req. de l'avocat général Chopin d'Armenonville); Caen, 3 déc. 1902 (S. 06.2.25); Note Tissier, et renvois. Comp., entre autres, depuis la loi de 1905, Tr. civ. Rochefort (R. O. D., n° 34); Trib. Lure, 31 mai 1907 (R. O. D., n° 35; D. 07.2.245); Tr. Lille, 4 juill. 1907 (R. O. D., 35); Tr. Orléans, 9 juill. 1907 (R. O. D., 35); Blois, 12 juin 1907 (R. O. D., 36; D. 08.5.19; S. 07.2.185); V. *Dall. suppl. rép.* vol. 5. n° 24.

Les tribunaux administratifs considèrent comme contrat à titre onéreux, soustraite à l'obligation de demander l'autorisation administrative et au tarif des mutations à titre gratuit, « l'offre faite à une fabrique d'une somme d'argent, sous la condition de l'employer à l'acquit d'une fondation perpétuelle de services religieux, quand il y a équivalence entre le prix des services et la somme versée (Lettre ministérielle du 17 juill. 1869. Décret du 1^{er} sept. 1869 v° *Notes de jurisprudence*, p. 281 et suiv.) Desorte qu'une fabrique ne pourrait renoncer en faveur des héritiers à une donation entièrement affectée à des services religieux (note, 14 juin 1892, Deschamps). En conséquence, l'évêque pourra réduire le nombre des messes, si la somme n'est pas suffisante, au prix du tarif (notes, 12 mars 1884, 20 déc. 1882, *N. de J.*, p. 281 et s.), mais non pour défaut de bénéfices, une fois les services acquittés (*ibid.*).

On devra donc considérer comme contrat à titre onéreux les fondations par voie de donation; quant aux legs ce ne sont jamais des contrats à titre onéreux, sauf quand la fondation est considérée comme

en matière de fondations pieuses, les règles du droit commun permettant de les considérer comme des contrats à titre onéreux (V. n° 109).

211. — En conséquence, au lieu de considérer comme une dette l'obligation de faire dire les messes, ce qui les eût rendues exécutoires, ou, du moins, remboursables lors de la liquidation, il faut la considérer comme une charge, grevant une donation, soumise aux dispositions restrictives de l'article 9, § 3 (1).

une charge d'hérédité (C. civ. précité) (Paris, 23 nov. 1877 précité; Rennes, 22 oct. 1861; Caen, 28 nov. 1865 précités).

Cette question qui n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique, a été étudiée en particulier à la Chambre des députés, à propos de l'art. 3 (V. discours de MM. Lefas, Rudelle, Beauregard, Chaigne. *J. O.* du 28 nov. 1887; V. encore, dans la *R. O. D.* du 19 janv. 1907 (n° 47); une étude signée : « Un jurisconsulte », ch. X, p. 62).

Les auteurs sont en majorité favorables à cette thèse (Planiol, t. III, n° 2995-3331, note; Aubry et Rau, t. VII, p. 377; Becquet, *op. cit.*, v° *Cultes*, p. 189; Vouriot, *op. cit.*, p. 83; Berthomieu, *op. cit.*, p. 172 et s.; Fénelon, *op. cit.*, p. 274, 291 et s.; Dorguin-Delaveau, *op. cit.*, p. 185; Coquet, *op. cit.*, p. 20; L'hopiteau et Thiébault, *op. cit.*, p. 81, Dejust, *Les fondations de messes*, 1908.

Contra : De Vareilles-Sommières, *Les personnes morales*, n° 1404; Lentz, *Dons et legs en faveur des établissements publics*, t. I, p. 431.

211. — 1. V. disc. de M. de Lamarzelle, au Sénat (*J. O.*, 7 av. 1908, p. 538) et la réponse de M. Briand (*J. O.*, p. 540).

§ 2. — NATURE DES BIENS, RENTES CONSTITUÉES.

212. — Lorsqu'elle est admise, l'action en reprise ou revendication peut s'appliquer à tous les biens susceptibles d'être donnés ou légués, c'est-à-dire à tous les biens qui sont dans le commerce. La plupart du temps, les libéralités grevées de charges ou de fondations consistent en sommes d'argent affectées à des services religieux : prières, messes, entretien d'édifices, subsides aux pauvres, aux écoles, etc. ; ce peuvent encore être des immeubles affectés à un service spécial ; écoles, hôpitaux, presbytères, etc. ; ou des meubles, comme des ornements d'église, des bibliothèques, des galeries de tableaux.

Tous ces biens sont susceptibles d'être repris, lorsqu'on se trouve dans les conditions légales d'exercice de l'action.

213. — La loi du 13 avril 1908 a créé une situation spéciale en faveur des rentes constituées (art. 9, § 3, al. 3) (1). Lorsqu'un particulier aura promis de ver-

213. — 1. « Les arrérages des rentes dues aux fabriques pour fondations pieuses ou cultuelles, et qui n'ont pas été rachetées, cessent d'être exigibles. » Amendement Cachet, Chambre, séance du 27 nov. 1907, *J. O.*, p. 2549 ; Sénat, *J. O.*, p. 554 col. 2. L'amendement était fondé sur ce motif que le paragraphe 14 interdisant aux établissements publics et au séquestre d'exécuter les charges pieuses ou cultuelles, le paie-

ser annuellement les arrérages d'une rente perpétuelle ou viagère entre les mains d'une fabrique, il est dispensé d'en continuer le service par suite de la suppression des établissements cultuels. La rente cesse d'être exigible de plein droit, sans qu'il soit besoin d'exercer l'action en reprise, même dans les cas où cette action ne serait pas admise (2). Il a paru particulièrement injuste de forcer quelqu'un à verser annuellement une certaine somme dans la caisse d'un établissement qui lui est indifférent, qu'il n'a jamais eu l'intention de gratifier, et qui cependant ne remplira pas les charges qui ont motivé la libéralité en faveur de la fabrique.

214.— Mais il en résulte que le législateur a jugé celui

ment des arrérages était devenu sans cause. Cette raison semble insuffisante; les arrérages, en principe ne représentent pas des charges imposées à l'établissement donataire; c'est l'objet même de la donation, et non l'intérêt des sommes « destinées à assurer l'exécution des fondations », comme le crut M. Cachet. Il n'y a de fondation possible que si le capital de la rente est entre les mains d'un établissement qui seul est capable d'assurer la perpétuité au service des arrérages, élément essentiel de la fondation. Le service des arrérages ne sera donc plus dû, non pour inexécution des charges, mais par suite du changement de donataire. C'est pour cette raison que les arrérages des rentes dues aux fabriques se trouvent dans la même situation que les rentes rachetées, et les donations pures et simples.

2. V. l'instruction de l'enregistrement du 3 juill. 1908 I. 8 (*R. O. D.*, n° 62); Bourges, 28 av. 1908 (*R. O. D.*, n° 56; *D.* 08.2.284; *S.* 08.2.241).

qui effectue périodiquement sa protestation beaucoup plus intéressant que celui qui l'a versée en une fois ; il l'a dispensée pour l'avenir de continuer ses paiements, alors qu'il n'a permis à celui qui a racheté la rente de reprendre la partie du capital correspondante à l'excédent des arrérages dus jusqu'à la suppression des fabriques (1). Pourtant, au point de vue juridique, la situation est la même, et la différence de traitement ne peut s'expliquer que par la préoccupation de faire disparaître le plus vite possible du patrimoine des établissements dévolutaires tous les droits et obligations des anciennes fabriques.

215. — Cette disposition très générale du paragraphe 3 s'applique à toutes les rentes constituées par des particuliers en faveur des établissements publics du culte ; la loi ne parle, il est vrai, que des arrérages des rentes dues aux fabriques, mais il est de toute évidence que cette expression est prise *lato sensu*, et s'entend de tous les établissements cultuels. La circulaire de l'enregistrement du 3 juillet 1908 est formelle en ce sens. Il en sera ainsi de toutes les rentes, même celles antérieures au Concordat, ren-

214. — 1. *J. O. Chambre*, séance du 28 oct. 1907, p. 1960 (disc. de Ramel). D'autre part, permettre à celui qui a racheté une rente avant la loi de 1905 de reprendre une partie du capital versé, aurait pour résultat de faire rétroagir la loi à une époque souvent de beaucoup antérieure à son application.

trant sous l'application de l'article 5 de la loi du 9 décembre 1905, et pour lesquelles aucune action, quelle qu'elle soit, ne pourra être intentée.

216. — Pour garantir le service de la rente contre l'insolvabilité future du débi-rentier, l'établissement donataire aura pu prendre hypothèque sur un de ses immeubles, lequel répondra des arrérages échus et à échoir. Or, il peut arriver que l'immeuble hypothéqué ait été vendu sur saisie, et qu'une partie du prix ait été laissée en réserve entre les mains de l'acquéreur, ou déposée à la Caisse des dépôts et consignations pour pourvoir au service de la rente ; ou encore qu'une partie du prix ait été employée à l'achat d'un titre de rente dont les arrérages représentent la rente ; ou encore que le débi-rentier ait vendu volontairement l'immeuble hypothéqué en chargeant l'acquéreur de payer la rente à sa place.

Survient la loi de 1908 ; l'établissement donataire est supprimé, la rente cesse d'être due ; qui profitera de son extinction ?

Dans les deux premières hypothèses, le doute n'est pas permis : le prix de la vente est seulement mis en réserve et immobilisé par l'effet de l'hypothèque ; ce prix, devenu libre, sera remis au saisi ou distribué aux créanciers inscrits après l'établissement crédi-rentier.

Dans la troisième hypothèse, il faudrait, ce semble, considérer qu'il y a eu rachat de la rente, si le

titre de rente était immatriculé au nom de l'établissement, ou si l'on pouvait considérer la somme employée comme définitivement attribuée à cet établissement.

Dans la quatrième hypothèse, la solution est plus délicate, car l'acquéreur pourrait, suivant les circonstances de fait, soutenir qu'il y a un contrat aléatoire dont il doit profiter. Mais en réalité, jamais les parties contractantes n'auraient prévu ou pu prévoir l'éventualité réalisée, et la rente se trouverait manquer partiellement de prix; il y aurait de la part de l'acquéreur enrichissement sans cause. Le vendeur pourra donc se faire payer à lui-même les arrérages, ou, si l'acquéreur y consent, le capital correspondant.

217. — Mais quelle solution admettre si la rente est grevée de charges, que l'acquéreur pourra lui-même exécuter ou faire exécuter suivant les intentions du donateur ? Ainsi, les arrérages, étaient affectés à un certain nombre de messes annuelles. L'établissement dévolutaire qui ne pourra pas exécuter les charges ne touchera pas les arrérages, mais l'acquéreur du bien substitué au service de la rente pourra les exécuter, car, en cette matière, les messes se trouvent être, selon le droit commun, la condition impulsive et déterminante de la libéralité, qui sera valablement exécutée par un autre que l'établissement donataire. Le grevé ne se sera donc pas enrichi sans cause, et n'aura rien à rendre au donateur.

218. — La disposition de l'article 3, alinéa 3, absolument étrangère à la loi de 1905, a été votée le 13 avril 1908, et déclarée interprétative ; de sorte que les conséquences de la rétroactivité pourront faire naître des situations très délicates et fort sujettes à controverses :

1° A partir de quand les arrérages cesseront-ils d'être dus ? Basée comme l'action en reprise sur le changement de l'établissement bénéficiaire, la disposition du paragraphe 3, alinéa 3, s'appliquera au jour de la disparition des fabriques, c'est-à-dire au 11 décembre 1906.

2° Il semble hors du doute que les arrérages échus avant la suppression des fabriques, et non encore payés à cette date, pourront être réclamés.

3° Mais que décider pour ceux dont l'échéance arrivait entre le 11 décembre 1908 et le 13 avril 1908, et qui furent payés dans l'ignorance de l'interprétation donnée par la loi nouvelle ? Pourront-ils être répétés comme payés indûment, ou resteront-ils payés justement, soit comme impliquant une reconnaissance tacite de dette, soit comme résultant d'une obligation naturelle qui survivrait à l'exemption de la loi. Cette dernière hypothèse semblerait conforme aux termes de la loi, d'après lesquels les arrérages « cessent d'être exigibles ». On pourrait soutenir que ce n'est pas le *droit* à ces arrérages qui a été supprimé, mais la *faculté* pour l'établissement dévolu-

taire de les réclamer. Quant au fond du droit, la propriété des biens donnés ou légués passe des fabriques aux établissements attributaires tant que la reprise n'a pas été effectuée ; peu importe le mode de paiement stipulé, car cette propriété a été acquise au jour du contrat ; la disposition légale qui autorise à titre de faveur exceptionnelle la cessation de ce paiement doit être interprétée *stricto sensu*, et, à prendre le texte à la lettre, il semble qu'il ait simplement interdit de réclamer les annuités convenues, sans éteindre la dette, ce qui laisserait subsister une sorte d'obligation naturelle suffisante pour donner une cause à l'enrichissement du créancier.

220. — D'autre part, il est impossible que la loi ait entendu supprimer le droit du créancier tout en maintenant l'obligation du débiteur ; il y a corrélation parfaite entre ces deux éléments, et l'extinction de l'une amène forcément la disparition de l'autre. Or, si le droit du créancier subsiste, il faudrait admettre que le paragraphe 3 alinéa 3 a simplement supprimé l'action sanctionnant ce droit, ce serait une *lex imperfecta* rappelant la législation romaine solution fort peu probable.

221. — Nous ne pouvons donner à la loi un sens aussi subtil : L'article sainement entendu nous semble vouloir dire que les rentes cessent d'être dues ; le mot « exigible » se réfère à la nature de l'obligation qui se trouve exigible par fractions, mais cela ne

veut pas dire : cesseront d'être exigibles pour l'avenir seulement.

D'autre part, à tort ou à raison, l'article 3 déclare que cette disposition est interprétative de la loi de 1905 ; elle était donc comprise dans le texte de cette loi. En vertu de cette loi, et à partir de la suppression des fabriques, les arrérages, à chaque exigibilité, ont été payés sans cause, par suite d'une erreur de droit, et non volontairement : il y a donc lieu à répétition.

Quoi qu'il en soit, aucune action n'est possible pour les rentes constituées antérieurement à la loi du 18 germinal an X, conformément à l'alinéa 4 du même paragraphe.

222. — 4° Dans tous les cas, si nous accordons au fondateur le droit de répéter les arrérages indûment versés, nous devons lui donner celui de reprendre le capital payé en rachat d'une rente dans la même période intermédiaire du 11 décembre 1906 au 13 avril 1908. Ce capital représente les arrérages qui restaient d'après le contrat, et la question se pose exactement dans les mêmes termes que pour les arrérages échus. Nous n'insisterons pas sur cette hypothèse, car nous croyons qu'en pratique elle ne s'est pas posée.

223. — Remarquons enfin que la question n'a d'intérêt que dans la seule hypothèse où les débiteurs ne seraient ni le fondateur, ni ses héritiers en

ligne directe ; ces derniers auront en effet l'action en reprise, au cas où le préfet refuserait la restitution non seulement des arrérages échus depuis la constitution de rente, mais de tout le capital versé en rachat de cette rente, sauf dans le cas d'application de l'article 9 § 3 alinéa 4.

§ 4. — DANS QUELLE MESURE LES BIENS
SERONT-ILS REPRIS ?

224. — Lorsque l'action en reprise est admise, elle a pour résultat de faire revenir la libéralité tout entière dans le patrimoine des donateurs ou de leurs héritiers, au même titre que la restitution ordonnée par le préfet sur le vu du mémoire ; basée sur le changement de bénéficiaire, et non seulement sur l'inexécution des charges spéciales (V. n° 194), elle s'applique indistinctement aux biens donnés purement et simplement comme aux biens grevés de charges. Par conséquent il n'y a pas lieu de distinguer ces deux hypothèses, comme dans le cas d'une libéralité faite à l'écart, ou aux établissements publics, et l'article 3 § 5 qui n'autorise à reprendre ces dernières que dans la proportion des charges inexécutées, ne s'applique pas aux biens des anciens établissements publics du culte (V. nos 358-453 et s.)

225. — Les travaux préparatoires ne laissent aucun doute à cet égard ; cela résulte de la discussion enga-

gée devant la Chambre, le 21 décembre 1907, au cours de laquelle M. Briand a formellement déclaré que pour les biens séquestrés « l'action porte sur la totalité du bien de l'établissement public du culte; aucune application avec effet rétroactif du paragraphe discuté en ce moment n'a lieu... (§ 15) » et M. L. Ollivier a précisé cette déclaration en ces termes : « Ainsi, il est bien entendu que l'action en reprise intentée contre un séquestre peut entraîner une restitution complète des biens (1). »

226. — Aussi il est étonnant qu'un jugement du tribunal civil de Tonnerre du 22 mai 1908 (1) ait appliqué le paragraphe 15 à une action intentée contre le séquestre. C'est une erreur évidente qui n'a pas d'écho dans la jurisprudence, et ne résiste pas à l'examen.

227. — *Restitution des fruits.* — Les fruits nous semblent devoir être rendus non pas du jour de la demande, ou de la mise en demeure (art. 1153) mais du jour où ils ont cessé d'être employés à la destination prévue par le bienfaiteur.

Cette manière de voir est celle de la plupart des

225. — 1, Chambre des dép. déb., parl., séance du 21 déc. 1907. *J. O.* du 22, p. 3040 ; Comp. Sénat, réponse de M. Briand à M. Guillier : « Il y a au paragraphe 15 une disposition d'après laquelle l'action n'est admise que dans la proportion correspondante aux charges non exécutées : Je réponds à M. Guillier que ce paragraphe ne s'applique pas aux actions concernant le patrimoine des fabriques. »

226. — 1. *R. O. D.*, n° 57, p. 497 (note Ch. Rod.) (D. 08. 2. 281 ; S. 08. 2. 241).

décisions intervenues en la matière (1) ; elle nous semble s'imposer eu égard à la nature de l'action en reprise. Il ne saurait, en effet, en l'espèce s'agir d'intérêts moratoires. Le séquestre, ni même la personne pour laquelle il détient, ne peuvent prétendre à l'acquisition des fruits puisqu'il détient à titre précaire ou provisoire, à charge des effets de l'action en reprise, qui, procédant de la loi même, comprend non seulement la chose, mais les fruits, non seulement le capital mais les intérêts. Depuis la désaffectation des biens, les fruits et intérêts sont détournés de leur destination détenus sans cause, et doivent être restitués.

227. — 1. V. entre autres : Abbeville, 5 août 1908 (*R.O.D.*, 63) ; La Flèche, 23 juin 1908 (*R.O.D.*, 61) ; Bourges, 28 avril 1903 (*D.*, 08.2.284 ; *S.* 08.2.241) ; Tr. Senlis, 15 janvier 1908 (*Gaz. Tr.*, 1908.2.401) ; Autun, 5 décembre 1907 (*R.O.D.*, 47), *Moniteur Lyon*, 2 avril 1908 ; Vendôme 17 juin 1908 (*R.O.D.*, 63).

La plupart de ces arrêts allouent les frais depuis la mise sous séquestre ; mais cette décision ne contredit pas notre manière de voir. L'instance étant introduite contre le séquestre, la condamnation ne peut excéder le temps de sa gestion. V. *Contra*, Tonnerre (précité).

CHAPITRE III

Qui pourra intenter l'action ?

228. — L'article 9, § 3, alinéa 2 de la loi du 13 avril 1908 est ainsi conçu : « elle ne peut être exercée qu'à raison de donations, legs ou fondations pieuses, et *seulement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe.* »

Au contraire de l'action en révocation du droit commun, qui figure éventuellement dans le patrimoine des disposants du jour où ils ont donné ou légué, et passe comme tous les droits éventuels à leurs héritiers et successeurs quels qu'ils soient, l'action en reprise, qui, nous l'avons vu, n'est autre chose que la revendication d'un bien dont la propriété a fait retour au disposant et à ses héritiers en ligne directe, naît seulement du jour où ce retour s'est opéré c'est-à-dire lors de la suppression des établissements ecclésiastiques.

De plus, pourront seules exercer l'action, les personnes au profit desquelles le retour s'est opéré. Ce sont, à l'exclusion de toutes autres, le disposant et

ses héritiers en ligne directe. Tous les collatéraux, même privilégiés, les légataires universels pourtant continuateurs de la personne du défunt, ceux au profit de qui le droit de révocation même expressément stipulé aura été réservé, sont exclus, du moins en leur nom personnel : le retour légal ne s'étant pas opéré à leur profit, l'action sanctionnant ce retour leur est interdite.

§ 1. — DES PERSONNES AU PROFIT DESQUELLES L'ACTION
EST OUVERTE.

229. — Mais que faut-il entendre par « héritiers en ligne directe ? » Cette question se rattache à celle de savoir quelle est la nature du droit exercé : est-ce un droit attaché à la personne, ou est-ce un droit pécuniaire ?

Nous croyons qu'il s'agit ici d'un droit pécuniaire.

— Assurément, la reprise des biens grevés de charges nécessiterait que le droit fût attaché à la personne du bienfaiteur et de ses descendants, plus aptes que quiconque ce soit à employer suivant ses intentions le produit de la reprise ; mais il ne semble pas que le législateur ait pris cette idée en considération : ce n'est pas l'accomplissement des charges que le législateur a cherché, en rendant les fonds qui y étaient destinés : il a voulu faire un acte

d'équité à l'égard du patrimoine qui se trouvait amoindri par suite de la libéralité.

Le législateur, les travaux préparatoires en témoignent, a supposé que le bienfaiteur aurait préféré ses héritiers directs aux pauvres, mais aurait préféré les pauvres à ses collatéraux (1).

230. — Il nous semble donc qu'on doive considérer l'action en reprise comme une action pécuniaire : celui-là seul y aura droit qui représentera effectivement le patrimoine pécuniaire du débiteur, qui aura été effectivement appauvri par la libéralité.

La vocation héréditaire n'étant qu'un titre théorique, ne peut contenir le droit à l'exercice de l'action, et en admettant même que tous les héritiers en ligne directe aient la saisine, il apparaît d'une façon évidente que la loi a employé ici le mot « héritiers » dans son sens habituel et pratique, pour désigner ceux qui représentent effectivement le patrimoine du défunt.

231. — En conséquence, auront l'action en reprise :

A. — Les héritiers en ligne directe ascendante ou descendante qui sont venus effectivement à la succession : descendants légitimes, ou naturels, enfants adoptifs, ascendants légitimes, pères et mères adoptifs, pères et mères naturels.

229. — 1. V. Sénat. Discours de M. Briand. (*J. off.*, 1908, p. 471).

Mais le petit-fils dont le père vit encore, l'ascendant primé par un collatéral privilégié, ne pourront exercer l'action parce qu'ils n'ont pas hérité effectivement. Les héritiers en ligne directe qui ont renoncé à la succession ne pourront pas davantage l'exercer.

232. — B. — La question est beaucoup plus délicate lorsque les héritiers en ligne directe ne pourront pas profiter du bénéfice de l'action : il en sera ainsi lorsqu'ils se trouveront en présence d'un légataire universel, et que, par suite de l'application des règles sur le calcul de la réserve, les biens donnés ou légués se trouveront imputés sur le disponible (1); le bénéfice de l'action sera ici tout entier recueilli par le légataire.

Nous serions cependant tentés d'accorder l'action aux héritiers. En effet bien que réduits à leur réserve, ils n'en conservent pas moins les avantages de la saisine, et en particulier celui de recueillir les biens repris au cas où le légataire y renoncerait ; la présence de ce dernier n'est qu'un obstacle matériel qui

232. — 1. S'il en était autrement, l'héritier ayant intérêt à l'action y aurait droit ; et nous croyons même qu'il aurait droit pour le tout, pour un motif analogue à celui qui permet aux héritiers survivants de recueillir le bénéfice de l'action en totalité, malgré l'absence de leurs cohéritiers, la qualité d'héritier direct étant indivisible. (V. nos 236 et s.).

ne peut, en l'espèce, détruire leur droit ; et ce sera à eux de s'arranger dans la suite pour déterminer le bénéficiaire de l'action. Il n'y a, pour nous, aucune analogie entre cette hypothèse et celle où l'héritier en ligne directe a renoncé, car il est dessaisi, de même que celle où il est exclu par un collatéral, car il n'est plus, légalement parlant, héritier.

§ 2. — QUI PEUT L'EXERCER.

233. — 1^o *Transmission entre vifs*. — L'action en reprise étant un droit pécuniaire, et non un droit attaché exclusivement à la qualité des personnes qui en bénéficient, peut être exercée par d'autres que ceux au profit desquels elle est ouverte : tous les droits qui peuvent être acquis par des tiers sur les actions en général pourront être acquis sur l'action en reprise. En conséquence, les créanciers du fondateur ou de ses héritiers en ligne directe pourront l'exercer en son nom (art. 1166).

Elle peut faire l'objet d'une cession, sauf à voir le séquestre ou l'établissement dévolutaire exercer le retrait litigieux (C. C. art. 1699, 1701) (1).

233. — 1. V. à ce sujet : Rivet, *op. cit.*, n^{os} 11 et 39. Remarquons que le cessionnaire, qui n'aura pas à faire transcrire l'acte de cession, (l. du 23 mars 1855, art. 1) devra faire transcrire l'acte de reprise des immeubles.

234. — *Transmission à cause de mort.* — 2. — Un héritier ou successeur, quel qu'il soit, pourra poursuivre pour son compte personnel l'action qui aura déjà été intentée par son auteur (1). Il y aura alors à déterminer l'époque à laquelle l'action sera considérée comme intentée. Pour les actions introduites avant la loi du 13 avril 1908, l'introduction de l'instance résulte de l'assignation ; mais pour les instances ouvertes après le vote de cette loi, l'action doit être considérée comme intentée par le dépôt du mémoire (2).

235. — Il semble qu'on puisse aller plus loin, et soutenir les héritiers et successeurs, quels qu'ils soient, pourront exercer l'action si leur auteur était vivant au jour où celle-ci s'est ouverte à leur profit (1) alors même qu'il ne l'aurait pas intentée. Le droit de l'ac-

234. — 1. Tr. civ., Moulins, 29 mai 1908 (*R.O.D.*, 56; S. 08.2.241); V. Rivet, *op. cit.*, n° 67 B, *in fine*; *R.O.D.* n° 62, p. 547.

2. Cette solution s'impose, à notre avis, pour cette raison qu'un délai de deux mois devant précéder l'assignation après le dépôt du mémoire, il y aurait une période pendant laquelle aucun droit ne pourrait être exercé. De plus, le mémoire interrompant la prescription, doit être considéré comme intentant l'action (loi 1908, § 7); Comp., loi 5 av. 1884, sur les autorisations de plaider (V. n° 256 et s.).

235. — 1. Il semble que ce droit soit ouvert même si le donateur est mort pendant la période transitoire, les établissements ecclésiastiques étant rétroactivement supprimés au jour de la promulgation de la loi de 1905. — Taudière. Dans *Rev. des. Inst. Cult.*, 1909, p. 21.

tion, en effet, se transmet avec le patrimoine du défunt, selon les règles du droit commun, et l'exercice de l'action est recueilli avec lui; on ne peut, en effet, présumer que le donateur a renoncé à son droit avant que les délais soient expirés (2).

2. Péronne, 11 déc. 1907 (*R.O.D.* 60 ; S. 08.2.252).

« Attendu que M^{me} Poiré est bien décédée le 7 avril 1907, avant d'avoir intenté l'action en reprise, mais que, depuis le 11 déc. 1906, le droit de reprise s'était ouvert à son profit et s'était fixé sur sa tête; que, par suite, elle a transmis, selon les règles du droit commun, ledit droit de reprise, né en sa personne, à ses héritiers et légataires à titre universel.

« Attendu qu'il n'y a pas lieu d'attacher un sens restrictif aux expressions employées par le législateur dans l'art. 9 § 3, expressions qui ne visent que le cas le plus ordinaire, et n'ont eu nullement pour objet de restreindre le droit commun ;

« Attendu qu'en créant le droit de reprise ou de revendication la loi du 9 décembre 1905 n'a apporté que deux restrictions à son exercice : 1^o Il ne peut plus être exercé six mois après l'insertion au *Journal Officiel* du décret d'attribution des biens ; 2^o Il n'existe pas pour les collatéraux et légataires universels ;

« Que, pour tout le reste, la suite juridique du droit de reprise est soumise aux règles générales du droit, d'après lesquelles tout droit, une fois né sur la tête d'une personne subsiste après son décès et se transmet à ses héritiers directs ou collatéraux, à ses légataires universels. »

Le journal *Le Droit* (17 juillet 1908) fait suivre de cette note la décision rapportée :

Le jugement que nous recueillons statue sur une difficulté toute particulière née de l'application de l'article 9 de la loi du 9 décem-

§ 3. — DIVISIBILITÉ DE L'ACTION.

236. — Lorsque l'action en reprise est ouverte à plusieurs héritiers, en ligne directe, chacun d'eux pourra-t-il l'exercer pour le tout ?

bre 1905 et dont l'intérêt se trouve augmenté par le vote de la loi du 13 avril 1908.

Si la solution qu'il donne est exacte, les représentants, quels qu'ils soient, même les héritiers collatéraux et les légataires universels des auteurs de fondations ou de leurs héritiers directs ayant survécu au 13 décembre 1906 sont en droit d'exercer l'action en reprise de l'article 9.

Il semble bien qu'il ne puisse y avoir à cet égard de controverse sérieuse.

L'article 9 ouvre l'action en reprise « à défaut de toute association pour recueillir les biens d'un établissement public du culte » constituée dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la loi, prévu par l'article 4. Une fois ce fait acquis, l'action est née. Elle va désormais se comporter conformément aux règles générales du droit, c'est-à-dire qu'elle existe et subsiste indépendamment de son exercice (sous la réserve toutefois du délai de six mois) et qu'elle se transmettra, avec sa nature propre et son caractère juridique, aux représentations de celui qui en est devenu le titulaire.

Le texte de l'article 9 : « L'action ne pourra être intentée qu'en raison de donations ou de legs et seulement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe » ne saurait prévaloir contre ces principes. On n'a jamais vu l'existence d'un droit dépendre de son exercice, si ce n'est par rapport au temps (délai-prescription).

La survenance de la date du 13 décembre 1906 sans constitution d'associations cultuelles ayant fait naître au profit de tous les auteurs

Il faut distinguer, en premier lieu, selon que l'action est ou non divisible.

1° En droit commun l'action est indivisible lorsque l'objet de cette action est lui-même indivisible (art. 1217) de plus, lorsque l'action est basée sur l'inexécution de conditions, qui sont elles-mêmes indivisibles, chacun des héritiers du donateur a qualité pour demander pour le tout la révocation de la libéralité, sauf à régler ensuite avec ses co-héritiers la situation d'indivision qui résultera de la résolution prononcée (1).

de fondations ou de leurs héritiers en ligne directe l'action en reprise, il est anti-juridique de la considérer comme éteinte par cela seul qu'elle n'aurait point été exercée par son titulaire et que celui-ci serait aujourd'hui représenté par un collatéral.

Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait un texte précis édictant cette cause particulière d'extinction du droit né.

On peut d'ailleurs invoquer dans le sens du jugement les travaux préparatoires.

D'ailleurs, à quelles solutions injustes et bizarres aboutirait une autre application de la loi ?

Ceux qui auraient intenté l'action avant leur décès en transmettraient le bénéfice à leurs héritiers collatéraux, tandis que ces mêmes collatéraux seraient privés du droit que leurs auteurs se proposaient, mais auraient différé d'exercer. » *Contra* Circ. de l'Enregistrement du 23 oct. 1908.

236. — 1. Baudry-Lacantinerie et Colin, *Des don. entre vifs, et des test.*, 3^e éd., t. I, p. 167 ; Berthomieu, *op. cit.*, p. 267 ; Sirey ; Supp. C. C. annoté, art. 953, n^{os} 55 et s. ; S. *Rep. gén. du Dr. Fr., V. Donat. entre vifs*, n^{os} 2922 et s.

Il en sera ainsi, dans notre hypothèse, chaque fois qu'il s'agira d'une libéralité grevée de charges spéciales, dont l'exécution est indivisible (2).

237. — 2° Mais lorsque la condition sera divisible ou qu'il n'y aura pas de condition spéciale, l'obligation sera, croyons-nous, divisible, car le changement de destinataire que la loi considère à certains points de vue comme une condition *sui generis*, n'est pas par elle-même une cause d'indivisibilité (4).

Il y a alors lieu de distinguer deux hypothèses :

A. — L'auteur de la libéralité est décédé avant la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 ; ses héritiers en ligne directe tiennent leur droit directement de la loi ; ils ont droit, à l'exclusion des collatéraux au bénéfice de l'action entière ; mais l'action étant

2 Douai, 16 janv. 1882 (D. 83.2.2) ; Toulon, 16 janv. 1887 (S. 91.2.3) (note Labbé), Paris, 3 juill. 1870 (S. 91.2.74) ; Toulouse, 23 mars 1895 (*Gaz. Trib.*, 1^{er} juin 1895). Conf. C. civ., 14 fév. 1906 (D. 07.1.313) ; Trib. civ. Bernay, 13 août 1907 (*R.O.D.*, n° 41) ; Abbeville (*R. O. D.*, n° 63 ; S. 08.2.242) ; (note Tissier) ; Château-Chinon, 9 juill. 1908 ; *R. O. D.*, 61 ; S. 08.2.273) ; Rivet, *op. cit.*, n° 39, p. 63 ; Procédure de la loi de 1908 (*R. O. D.*, n° 62, p. 548, n° 7). *Contra* : circ. enregist. 23 oct. 1908 (*R. O. D.*, n° 67) ; Lyon, 3 janv. 1908 ; Thiers, 30 mai 1907 (*R. O. D.*, 35) ; 22 mai 1908 (*R. O. D.*, 63) ; Niort, 26 déc. 1908 (*R. O. D.*, 72) ; V. une étude très approfondie de M. Rivet, sur ces diverses décisions (*R. O. D.*, n° 67, p. 770, n° 17 et suiv.). Taudière, *R. I. C.*, 1907, p. 29.

237. — 1. *Contra* : V. Taudière, *loc. cit.* V. l'étude précitée de M. Rivet, n° 17 et 18 ; Abbeville (précité).

divisible, chacun d'eux ne pourra l'exercer que proportionnellement à sa part dans la succession (2).

B. — L'auteur de la libéralité est décédé après le 9 décembre 1905 ; ses héritiers en ligne directe recueillent le bénéfice de l'action *jure hereditario*, et ne pourront exercer cette action que proportionnellement à la valeur des biens qu'ils ont recueillis dans la succession (3).

2. Circulaire de l'enregistrement (*R. O. D.*, n° 3 67) ; Agen, 6 juill. 1908 (S. 08.2.241, note Tissier, p. 242, col. 3).

3. Nous trouvons, dans la circulaire de l'enregistrement citée ci-dessus les détails suivants :

« VI. — En dehors des deux situations qui viennent d'être envisagées, il s'en présente fréquemment une troisième, qui tient à la fois de l'une et de l'autre, et pour la solution de laquelle il convient de combiner les règles précédentes. Le fondateur mort avant la loi de 1905, avait deux fils ; l'un d'eux décède après la promulgation de la loi laissant son frère pour seul héritier. Le survivant se trouve ainsi saisi de l'action en reprise, moitié en vertu du droit propre résultant pour lui de l'article 9, moitié par voie de succession collatérale. Dans ce cas, on doit admettre qu'il est fondé à l'exercer pour le tout et à obtenir la restitution intégrale de l'objet revendiqué. C'est la conséquence légale de l'indivisibilité de son titre d'héritier direct, et il n'y a pas lieu de rechercher de quelle façon ni par quelles voies les droits du fondateur ou de ses héritiers prédécédés se sont concentrés sur la tête du survivant.

« VII. — Une autre question s'est enfin posée récemment. Le fondateur est décédé avant la loi de 1905, l'un de ses deux fils depuis la loi ; celui-ci a laissé comme héritiers son frère pour les 3/4, et sa mère veuve du fondateur, pour le dernier 1/4. Il est certain en ce cas que

§ 4. — DÉTERMINATION DE L'AUTEUR DES LIBÉRALITÉS,
CHARGES D'HÉRÉDITÉ.

238. — Il arrivera dans un grand nombre de cas que les fondateurs au sens de l'article 9 § 3 ne sera pas celui qui aura distrait de son patrimoine une certaine somme pour la transmettre à un établissement public du culte ; il en sera ainsi chaque fois que la libéralité aura été faite en vertu d'une charge imposée par le disposant à ses héritiers ou au donataire. La jurisprudence considère en pareil cas que la libéralité a été faite directement par ces dernières ; ils sont considérés comme les auteurs mêmes de la fondation et l'action en reprise leur appartient ainsi qu'à leurs héritiers en ligne directe (1).

le fils survivant peut exercer l'action en reprise à concurrence de son droit propre (1/2), augmenté des droits qui lui sont échus dans la succession de son frère (3/4 de l'autre moitié), c'est-à-dire pour 7/8. Mais la veuve du fondateur a-t-elle qualité pour exercer la reprise à concurrence du dernier 1/8 ? En droit strict, il serait permis d'en douter, car aucun lien de filiation ne l'unit au fondateur lui-même. Il a paru néanmoins que dans cette hypothèse la revendication de la veuve pourrait être admise, attendu qu'elle représente, en espèce, un héritier direct, dont elle est elle-même héritière directe ; dès lors, si son exclusion se justifie par une interprétation littérale de la loi, il ne semble pas qu'elle soit conforme aux intentions du législateur. »

238. — 1. Cour d'appel de Bourges, 12 mai 1908 (*R. O. D.*, n° 58, p. 425). « Considérant, dit l'arrêt, que la fondation n'était point insti-

239. — I. — *Distinction des legs et des charges.*

— Cette idée repose sur une théorie très ancienne élaborée par la jurisprudence judiciaire, et distinguant entre les legs et la charge d'hérédité. Il y a fondation directe lorsque le legs a été adressé à l'établissement public, fondation indirecte lorsque le legs a été adressé à un héritier ou un légataire universel avec la charge d'exécuter la fondation ; si ce dernier ne peut remplir le désir du testateur, soit parce qu'il est impuissant par lui-même à assurer la pérennité à une œuvre, soit pour toute autre cause, il pourra s'adresser à un établissement public, mais dans ce cas il sera lui-même fondateur : il aura transmis les biens en exécution d'une charge, mais il s'agira de biens qui auront été sa propriété, qui lui

tuée directement par la demoiselle de Fontenay, qui n'avait pas d'ores et déjà attribué à la fabrique de la Châtre, une somme déterminée pour assurer l'exécution du legs ; qu'il était nécessaire que les représentants de la testatrice intervenissent auprès de l'autorité ecclésiastique pour réaliser la fondation, qui pouvait résulter aussi bien de prestations annuelles que d'un versement en argent fait une fois pour toutes au trésorier de la fabrique de la Châtre, afin d'assurer la célébration des messes... que, dans ces circonstances, il est permis d'admettre que si les consorts de Fontenay, qui étaient nantis des valeurs de la succession et les avaient incorporées à leur patrimoine, ont cependant constitué une fondation pieuse en aliénant un capital de 10,000 francs, cette fondation a été leur œuvre personnelle et volontaire. » Trib. civ. de Clamecy, 6 déc. 1908 (*Rev. des inst. cult.*, 1909, n° 1, p. 19).

auront été attribués en vertu d'un testament l'instituant véritablement légataire, et non personne interposée (1).

240. — La question de savoir si un établissement public reçoit en vertu d'un legs ou d'une charge a de graves conséquences pratiques, et c'est justement à leur sujet que la jurisprudence a été amenée à faire cette distinction.

A. — Tout d'abord, les personnes morales peuvent recueillir le bénéfice d'une charge, à l'encontre d'un legs (1), sans autorisation (2). La charge échappe

239. — 1. E. Coquet, « Les fondations privées d'après la jurisprudence française », 1908 (thèse), p. 145.

« Un testateur, dit M. Coquet, peut léguer sa fortune à un ami sous certaines charges, la charge par exemple de construire un tombeau ; il peut aussi attribuer par testament à une académie un capital dont les arrérages devront être distribués sous forme de prix ; cette disposition ne comprend pas deux legs : l'un au profit de l'Académie, l'autre fait à des personnes futures ; mais un seul legs, grevé d'une charge. Cette notion de charge d'hérédité a été étendue à tous les cas de fondation. Lorsqu'un *légataire* est chargé de solliciter la reconnaissance d'utilité publique pour une œuvre créée, il a recueilli les biens par la voie d'un legs, mais lorsqu'il les transmet à la fondation c'est l'exécution d'une charge dont elle est bénéficiaire. »

240. — 1. Art. 910 C. civ. L. 4 fév. 1901.

2. V. Tissier, *Rép. de dr. adr. (op. cit., nos 346 à 348)* ; C. civ., 16 juill. 1832 (S. 1834.1.700 ; D. 1833.1.490) ; Bourges, 11 janv. 1887 (S. 90 2.170) ; Caen, 30 nov. 1865 (D. 66.2.43 ; S. 66.2.264) ; Toulon, 11 avr. 1834 (S. 34.2.370) ; C. 27 nov. 1876 (S. 77.1.445), en matière de don manuel.

ensuite à la prohibition de léguer à des personnes futures ou incertaines, car la capacité de l'établissement ne sera appréciée qu'au moment où il en recevra le bénéfice, non au moment du testament (3) ; elle ne donne au bénéficiaire aucun droit pour exiger l'exécution de la charge (4) ; elle ne constitue pas un fidéi-commis, ni une interposition de personnes (5) ; elle échappe au monopole des bureaux de bienfaisance (6) ; enfin l'enregistrement perçoit, en cas de transmission en vertu d'une charge, un double droit de mutation (7).

Lorsqu'il y aura libéralité, l'établissement tiendra directement du disposant les biens donnés ou légués ; lorsqu'il y aura charge, le disposant aura gratifié directement une donataire ou un légataire (8)

3. C. 16 juill. 1834 (S. 34.1.700 ; D. 34.1.390) ; Douai, 30 mai 1853 (D. 54.2.174 S. 59.1.655) ; C. 10 nov. 1856 (D. 57.1.79 ; S. 59.1.140) ; Riom, 22 juin 1859 (D. 59.2.176) ; Civ. rej., 13 juill. 57 (D. 57.1.923 ; S., 59.1.653 ; Paris, 18 févr. 1886 (D. 87.2.63) ; Bourges, 11 janv. 1887 (S. 90.2.170) ; Paris, 23 nov. 1877 (S. 77.2.330) ; Nancy, 9 déc. 1891 (D. 92.2.270) ; Coutras, 26 nov. 1828 (D. 29.1.34).

4. C. 16 juill. 1834 (précité) ; Douai, 3 mai 1853 (précité).

5. C. req. rej., 4 avr. 1865 (D. 65.1.210.3) ; Cass., 8 mars 1864 (D. 64.1.230 S. 64.1.129) ; Toulouse, 14 janv. 1866 (D. 67.2.31).

6. Toulouse, 11 oct. 1834 (S. 1834.2.370) ; Cass., 7 nov. 1859 (S. 60.1.350 ; D. 59.1.444) ; Douai, 22 av. 1890 (D. 91.1.220).

7. 6 juill. 1871 (précité) ; Solutions de l'enregistrement, 22 avr. 1866, 11 oct. 1867 (D. 68.3.94).

8. C. 22 mai 1860 (D. 60.1.448) ; Rouen, 28 déc. 1887 (D. 89.2.143). Voir encore, parmi les arrêts plus récents, en matières

ou un héritier, qui devra à son tour faire une donation ou un legs à l'établissement désigné. Ce sera alors ce dernier qui sera l'auteur de la libéralité et qui pourra exercer l'action en reprise (9).

La doctrine (10), malgré quelques notables dissidences (11), se prononça d'une façon très générale dans le sens de cette théorie, à laquelle la restriction de l'action en reprise aux héritiers en ligne directe

de fondations privées, Cass., 27 juin 1899 (S. 00.1.271), 12 mai 1902 (S. 05. 1. 137 ; D. 02.1.425). Comp. Cass., 28 juill. 1903 (S. 04.2.87 ; D. 05.1.425) ; D. Jur. gén. V. *Disp. entre vifs et test.*, n^{os} 33, 335, 3461, Suppl. n^o 109). V. les notes de M. Labbé (S.1870.2.146) (1890.1.241) (1892.4.17) (1895.2.1). Notes Beudant (D. 93.2.5 ; 94.1.257.). Note Wahl (S. 96.2.281).

V. Clamecy, 16 juill. 1908 (R.O.D., 68).

9. Il aura pu même charger au nom de ses héritiers, un exécuteur testamentaire de faire la donation ou le legs à l'établissement. Dans ce cas, l'action compétera à ceux qui recueillent la succession, à titre d'auteur de la libéralité.

10. Demolombe *op. cit.*, t. I, n^o 582, 590 ; Aubry et Rau, t. VII, § 649 et § 655, p. 71 ; Troplong, t. II, n^o 548. Planiol, *op. cit.*, t. III, n^{os} 2916, 2919, 3314 et s. Lambert, *La stipulation pour autrui*, § 327. Ravier du Magny, *Le contrat de Fondation*, p. 43. Audouin, p. 93, 278, et s. Berthomieu, *op. cit.*, p. 76, et s. 117 et s. Coquet, *op. cit.*, p. 144 et s.

11. Berthault. Note Dalloz 1869.2.225 ; Huc, t. VI, n^o 113. Geouffre de la Pradelle, *op. cit.*, p. 135 et s. Levy-Ulmann et Grünbaum-Ballin, *op. cit.*, p. 265 et s. Levy-Ulmann ; Note Sirey, 1905, 1 139. — V. décrets 19 juin 1806, 30 déc. 1809.

(1. 13 avr. 1908. art. 9. § 3) donne un nouvel intérêt et une grande importance.

241. — II. *Comment distinguer la libéralité de la charge.* — Le principe admis de cette distinction entre le legs et la charge d'hérédité, il reste à rechercher sur quel critérium nous nous appuierons pour déclarer quand il y aura legs, ou quand il y aura charge d'hérédité.

242. — Ce critérium est d'autant plus difficile à établir que la jurisprudence du Conseil d'État assimile aux charges d'hérédité les libéralités faites même en faveur d'établissements déterminés, quand elles sont modiques, et destinées à un emploi immédiat (1).

242. — 1. Reynaud et Lagrange, Notes de jurisprudence, p. 229-164. « Lorsqu'un testateur a imposé à ses héritiers une charge en faveur d'un établissement explicitement ou implicitement déterminé, cette disposition constitue une libéralité, et non une simple charge d'hérédité. Il y a lieu dès lors de la soumettre à l'approbation du gouvernement. Toutefois ont été assimilées à des charges d'hérédité, sur lesquelles il n'y a pas lieu de statuer, les libéralités faites même en faveur d'établissements déterminés, quand elles sont modiques et destinées à un emploi immédiat. »

Ces solutions résultent de l'ensemble de la jurisprudence. Note 29 déc. 1881 (legs Deston); n. 13 mai 1884 (legs Devallois; Projet de décret et n. 1^{er} déc. 1895 (legs Sergeant); Projet de décret et n. 6 nov. 1886 (legs de Lauzon); n. 24 juin 1871 (legs Danet); Projet de décret et n. 3 mai 1893 (legs Hallé); Avis 31 mai 1873 (legs Reymondon);

« Il n'est pas douteux, dit M. Coquet (2), qu'au seul point de vue juridique, cette jurisprudence ne prête à de graves objections (3) puisqu'elle reconnaît elle-même qu'elle applique aux legs, dans certains cas arbitrairement déterminés, des règles qui ne concernent que les charges. » Il est probable que les tribunaux ne suivront pas en matière d'action en reprise cette jurisprudence du Conseil d'État, qui ne concerne que l'autorisation administrative, et considéreront comme legs de pareilles dispositions.

Mais la source principale de la difficulté est que la Cour de cassation reconnaît, comme en matière de testament, aux juges du fait, le droit de décider souverainement si une disposition constitue un legs ou une charge, et elle étend ce pouvoir d'appréciation aux donations ; les tribunaux estimeront donc en fait s'il y a charge imposée ou donation ou legs direct ou indirect à l'établissement (4).

Projet de décret et n. 8 juill. 1876 (legs Vignon) ; Projet de décret et n. 6 mai 1877 (legs Lacroix). Un avis du 17 oct. 1838 considère comme legs la charge de services religieux annuels,

2. *Op. cit.*, p. 150.

3. V. Tissier, *op. cit.*, n° 71 et note, n° 346.

4. Riom, 22 juin 1857 (D. 59.2.196) ; C. 7 nov. 1859 (S. 60.1.350 ; D. 59.1.444) ; C. req. rej., 2 avr. 1855 (D. 65.1.210) ; C. 6 nov. 1888 (S. 1890.2.241 ; D. 89.1.314) ; C. 8 nov. 1864 (D. 64.1.230 ; S. 64.1.129) ; C. rej., 14 août 1865 (D. 67.1.110 ; S. 67.1.61) ; C. 25 janv. 1893 (S. 96.1.2 ; D. 94.1.257) (note Beudant). Principalement Besançon

243. — A) Cependant un premier point est tout d'abord acquis : lorsqu'un contrat à titre onéreux aura été mis à la charge d'un donataire, il y aura une simple charge, et non une donation à l'établissement avec lequel le contrat a été passé. Le contrat a été incontestablement passé par le donataire, car l'acte de donation ne peut avoir été à la fois gratuit et onéreux.

244. — B) Il résulte d'autre part de l'ensemble des arrêts que lorsque le disposant n'a imposé au grevé qu'une obligation de *faire*, il n'y ait là qu'une charge de legs ou de la donation (1). Remarquons que cette hypothèse ne peut se présenter lorsqu'il s'agit de faire une fondation ; celle-ci ne pouvant être exécutée que par une personne morale, le fondateur n'aura pu mettre à la charge de son ayant cause qu'une obligation de donner. Mais il en sera ainsi, par exemple, chaque fois qu'un testateur aura laissé à ses héritiers ou légataires une certaine somme pour entretenir son

sous Cass., 25 mars 1891 (S. 96,1.30 ; D. 93,2.1). Plus récemment C. 28 juill. 1903 (S.04,1.87 ; D. 05,1.425) ; Clamecy, 16 juill. 1908 (*R.O.D.*, 68). La jurisprudence de la Cour de cassation est la même, en matière de donation : C. 22 mai 1860 (D. 60,1,448) ; C. 9 janv. 1906 (D. 06 1.136 ; S. 06,1,409) V. cependant *Contra* : D. 92,1,540 et la note.

244. — 1. V. les arrêts précités, Lévy-Ulmann et Grunebaum Ballin, *Essai sur les fondations par testament* (*Revue trim. du dr. civ.*, 1904, p. 265) ; Lévy-Ulmann, note Sirey, 1905. 1. 139.

V. en particulier C. 10 nov. 1857 (D. 58,1.79 et la note).

tombeau, pour faire dire un certain nombre de messes (2), pour distribuer des secours à des indigents (3), pour construire un hôpital, une école (à condition, dans cette dernière hypothèse, qu'il ne s'agisse ni de leur faire acquérir la personnalité civile, ni de les doter, auxquels cas on pourrait considérer qu'il y a obligation de *donner* à l'œuvre elle-même) qui peuvent très bien rester propriété purement privée.

245. — Le bénéficiaire du legs aura la faculté d'exécuter lui-même les charges de ses propres deniers, conformément à la volonté du testateur dont il aura confondu les biens avec son propre patrimoine. Mais s'il s'adresse à un établissement public, pour se débarrasser de ce soin, s'il donne la somme allouée par le testament à la fabrique pour dire les messes, à la commune pour construire l'hôpital, au bureau de bienfaisance pour secourir les pauvres, il agira en

2. Bordeaux, 25 juin 1856 (p. 51.2.262) : « Attendu que la disposition faite par Marie Plaignand est une charge de sa succession qui pèse sur le légataire des meubles et effets mobiliers dont elle diminue l'émolument..... que la testatrice n'a en vue qu'une chose : son intérêt spirituel et celui de ses parents ; que la somme de 3000 francs est uniquement destinée à pourvoir à cette intention ; qu'elle doit être versée non dans la caisse de la fabrique mais dans les mains des ecclésiastiques qui seront chargés de la célébration des messes à titre de rémunération et non à titre de libéralité. »

V. Dorguin-Delaveau (Thèse 1908), précitée, p. 157.

3. Toulouse, 11 août 1834 (D. 35.2.16).

son nom propre (1) ; il n'y aura pas un legs indirect du testateur à l'établissement choisi par le légataire (2), mais un contrat passé par ce dernier, qui sera soit à titre gratuit, soit même à titre onéreux, ce que n'aurait pu faire le *de cujus*.

246. — Rien n'empêche, du reste, que la charge englobe l'émolument tout entier de la libéralité : le bénéficiaire sera personnellement gratifié du moment qu'il aura eu la propriété des biens, dût-il n'en rien conserver plus tard (1).

Une hypothèse plus simple encore est celle où un testateur a distrait de son patrimoine certains biens qu'il charge ses *exécuteurs testamentaires* d'employer à de bonnes œuvres : prières, entretien de tombes, etc. ; la jurisprudence décide qu'il n'y a pas même legs

245. — 1. Sans que ce soit l'exercice de la faculté d'élire interdite dans notre droit. (V. Planiol, t. III, nos 274 et s. ; Audouin *op. cit.*, p. 207 et s. ; Wahl (note), S. 1896.2.281.)

2. V. les arrêts cités : n° 242 (4). Telle est aussi l'opinion de tous les auteurs : Aubry et Rau, t. V, § 656, p. 72 et note ; Vazeilles, art. 967, n° 10 ; Massé et Vergé, t. III, § 418, note 9.

246. — 1. Toulouse, 30 janv. 1817 sous Cass., 3 juin 1818 (*D. rép.* v° *Disp. entre vifs et test.*, n° 3578, note 2) ; Dijon, 22 janv. 1829 ; C. 14 juil. 1830 (*ibid.*, n° 3594, note) ; C. 6 juil. 1886 (S. 90.1.243 ; D. 86.1.263) ; Nancy, 9 déc. 1891 (D. 92.2.270) ; C. 2 janv. 1906 (S. 06.1.348) ; *Contra* : G. de Lapadelle, *op. cit.*, p. 129. La doctrine est généralement fixée dans notre sens : V. entre autres : Planiol, t. III, n° 3346 ; Ravier du Magny, *op. cit.*, p. 44 et s. ; Barthomieu *op. cit.*, p. 68 et s. ; Coquet, p. 128.

avec charge de faire, mais simplement charge d'intérêt (2) ; si les exécuteurs testamentaires s'adressent à un établissement public du culte pour exécuter ces charges, ils agissent en leur nom personnel ; car ils ont, au même titre que des légataires avec charge de faire, employé sous leur responsabilité propre les moyens qui leur ont paru les meilleurs pour remplir leur mission.

247. — C) Il y aura charge de *donner*, au contraire, lorsque le donateur ou testateur aura explicitement ou implicitement désigné un établissement qui devra exécuter la charge, ou lorsque celle-ci ne pourra manifestement pas être exécutée par le bénéficiaire lui-même, comme une fondation.

248. — Mais lorsqu'il y aura charge de *donner*, les tribunaux apprécieront s'il y a véritablement une charge ou un legs indirect à un établissement (1).

2. Cass. sous Cass., et *cic.* req. 16 juill. 1834 (S. 1834.1.900) ; Cass., 30 nov. 1865 (D. 66.1.44) ; Civ. rej., 13 juill. 1839 (S. 59.1.656 ; D. 59.1.525).

Il n'en sera pas de même si le testateur ordonne la vente de tous ses biens pour le produit en être employé en bonnes œuvres ; une pareille disposition implique l'idée d'un legs universel, au détriment des héritiers *ab intestat* (Conf. Aubry et Rau. § 656, p. 73, note).

La distinction entre l'exécution testamentaire et le legs avec charges est souvent difficile à faire ; V. Planiol, t. II, n° 2813 ; Cass., 7 janv. 1902 (D. 03.1.302) ; Coquet, *op. cit.*, p. 118.

248. — 1. Req. rej., 7 nov. 1859 (S. 60.1.354).

Ici les juges rechercheront quelle a été l'intention présumée du disposant (2). En fait la jurisprudence n'est pas fixée dans cette appréciation. Il semble seulement qu'on puisse déduire des arrêts les conclusions suivantes :

249. — En premier lieu, lorsqu'un établissement a été désigné pour exécuter les charges, mais que le testateur (pour raisonner dans l'hypothèse d'un legs) a manifesté l'intention de ne donner à cet établissement aucune action contre le légataire (1) lorsque celui-ci a été chargé d'un mandat de confiance, sans autre contrôle que celui de son honneur et de sa probité (2), les arrêts décident qu'il n'y a pas lieu de

2. Riom, 22 juin 1859 (D. 59.2.196); C. 7 nov. 1859 (précité); V. Bourges, 12 mai 1908 (*R. O. D.*, 58).

249. — 1. Douai, 30 mai 1853 (D. 54.2.174); Douai, 22 avril 1890 (D. 91.2.220) (en matière de donation), V. Tissier, *op. cit.*, n° 69 : « A notre avis, une disposition testamentaire constitue un legs au profit d'un établissement non reconnu, toutes les fois que le testateur a voulu conférer à cet établissement le droit de le faire exécuter. Au contraire il ne faut regarder que comme une simple charge d'hérédité, susceptible de bénéficier à un établissement incapable, une disposition testamentaire dont l'exécution est laissée à la discrétion des héritiers du *de cujus*, et qui, tout en intéressant l'établissement incapable, n'est destinée dans l'esprit du disposant, à créer aucun droit en faveur du bénéficiaire. » V. aussi n° 78.

2. C. 4 av. 1865 (S. 65.1.163); trib. Brioude, 14 déc. 1882, (S. 93.2.194); Tissier, *op. cit.*, n° 75; Planiol, *op. cit.*, t. III, p. 707, note 1. Comp. Paris, 10 juill. 1864 (S. 66.2.189); C. 7 janv. 1902 (D. 1903.1.302).

voir ici une disposition en faveur de l'établissement désigné (3).

D'autre part, enfin, lorsque aucun établissement n'a été désigné pour exécuter la charge ou la fondation, les tribunaux auront à apprécier souverainement si le disposant n'a pas entendu en fait gratifier l'établissement choisi par le légataire, ou s'il a simplement laissé à ce dernier une somme déterminée pour compenser les dépenses que lui occasionnent l'exécution de la charge imposée (4).

Ainsi ramenée à ces quelques hypothèses, la question revient à interpréter purement et simplement la volonté du donateur et cette simple remarque suffit à justifier la théorie souvent critiquée (5) de la Cour

3. Req. rej., 4 av. 1865 (D. 65.1.212; S. 65.1.163): « Attendu en effet, que l'arrêt déclare que la recommandation du testateur n'imposait à ses deux légataires qu'un mandat de confiance et d'honneur de fonder une école à Jaladieu, mais qu'il n'en résultait, soit pour les frères qui devaient la diriger, soit pour la commune, aucun droit ni aucune action pour contraindre Gontran et Rouanet à se conformer au désir exprimé par le testateur. »

4. Req. rej., 10 nov. 1857 (D. 53.1.70) ; Paris, 18 janv. 1886 (D. 87.2.63).

5. V. Beudant, note Dalloz, 1894.1.257. « Reconnaître au Juge du fait le pouvoir souverain de décider qu'une clause d'affectation vaut legs aux bénéficiaires éventuels, ou charge imposée au légataire institué, c'est lui donner, en présence d'une disposition autorisée par la loi, la faculté de l'interpréter de manière à la rendre à son gré, et selon les cas, ou nulle ou valable. »

de cassation, qui laisse la distinction de la libéralité et de la charge à l'appréciation des tribunaux. Donc, lorsque le disposant aura imposé à un donataire, héritier ou légataire une obligation de faire, il y aura toujours charge d'hérédité; lorsqu'il aura imposé une obligation de donner, les tribunaux apprécieront s'il a entendu instituer son ayant cause ou l'établissement bénéficiaire de la charge.

250. — En conséquence, suivant qu'il y aura libéralité ou qu'il y aura charge, l'action en reprise des biens grevés de charges ou de fondations, donnés, légués ou vendus aux établissements publics du culte pourra être exercée par des personnes différentes. Il leur suffira de prouver leur droit basé sur l'article 9, §3. Ce sera toujours l'auteur de la libéralité ou de la fondation et ses héritiers en ligne directe, soit que l'établissement ait été gratifié par celui qui a distrait le bien de son patrimoine pour le lui donner directement, soit qu'il ait été gratifié par un tiers en vertu d'une charge qui lui était imposée (1).

Par suite de cette théorie, la charge pourra avoir été imposée à un établissement public, qui aura ainsi le droit d'exercer l'action en reprise : un testateur a institué une commune sa légataire universelle, à charge de dire un certain nombre de messes ; si celle-ci a

250. — 1. Clamecy, 16 juill. 1908 (*R. O. D.*, 68).

versé la somme affectée à cette charge dans la caisse de la fabrique, elle pourra la reprendre intégralement comme fondatrice.

De sorte que si l'auteur de la libéralité se trouve être ainsi un établissement supprimé, aucune action en reprise ne sera ouverte de ce chef.

CHAPITRE IV

Procédure de l'action en reprise

251. — L'action en reprise diffère du droit commun non seulement quant à sa nature et quant à ses conditions d'exercice, mais encore quant à la procédure à suivre.

La loi du 9 décembre 1905 n'avait pas réglementé le mode d'exercice de l'action en reprise ; la loi nouvelle a comblé cette lacune, et a organisé, dans la partie non rétroactive de ses dispositions, un système de procédure *sui-generis* qui tient en partie de la procédure administrative, en partie de la procédure civile, c'est l'objet des paragraphes 4 à 9 de l'article 3.

Ces règles s'étendent d'une façon uniforme à tous les cas d'application des actions en reprise, sans qu'il y ait rien de spécial aux libéralités avec charges ou grevées de fondations. La marche à suivre y est réglée, de plus, d'une façon très claire et très précise,

sans laisser prise à des controverses sérieuses. Nous les exposerons donc brièvement (1).

Il convient avant tout de faire une distinction entre les actions intentées avant ou après la promulgation de la loi du 13 avril 1908.

§ 1. — INSTANCES ENGAGÉES SOUS L'EMPIRE
DE LA LOI DU 13 AVRIL 1908.

252. — Par suite des dispositions de la loi du 9 décembre 1905 article 8, les biens des établissements publics du culte qui n'ont pas été dévolus aux associations cultuelles dans le délai d'un an, c'est-à-dire, en fait, tous les biens des établissements catholiques, puisqu'il ne s'est formé aucune association, sont placés sous séquestre.

253. — Depuis le 11 décembre 1906, l'administration des domaines est chargée de la garde et de la gestion de ces biens pour le compte des établissements publics ou d'utilité publique auxquels ils seront postérieurement dévolus par décret. Les opérations nécessitées par l'administration du séquestre sont confiées aux receveurs de la situation des biens pour les immeu-

251. — 1. Nous nous guidons sur une circulaire du directeur général de l'enregistrement du 3 juillet 1908, portant le n° 3245, qui indique aux agents du domaine la marche à suivre dans toute instance basée sur l'application de la loi du 13 avril 1908 (V. annexe, n° 3).

bles et les meubles ayant une assiette déterminée, et aux receveurs du siège de l'établissement pour les créances et valeurs sans assiette déterminée (1). Mais il ne faut pas perdre de vue que c'est l'administration elle-même qui est chargée du séquestre et non les agents en particuliers.

254. — *Capacité du séquestre.* — Sous l'empire de la loi de 1905 on discutait les questions de savoir : 1° si le séquestre avait qualité pour défendre aux auteurs en révocation et revendication ; 2° qui on devait assigner.

La grande majorité des décisions admet la recevabilité des instances formées contre le séquestre (1), et à juste titre suivant nous, car le séquestre n'avait pas seulement pouvoir de réserver les biens pour les transmettre « à qui de droit », mais même, aux termes du décret du 16 mars 1906, de les gérer et ad-

253. — 1. Instructions du 4 déc. 1906, § 6; Comp. arrêté ministériel du 1^{er} déc. 1906 (*J. O.*, 7 déc.; *R.O.D.*, n° 21, p. 651 et s.); Décret du 16 mars 1906, art. 8; Circulaire aux préfets du 12 nov. 1906, et aux trésoriers payeurs généraux du même jour §§ 5 et 9 (*J. O.*, 4 déc. 1906, *R.O.D.*, n° 21, p. 647).

254. — 1. Villeneuve-sur-Lot, 14 juin 1907 (*D.* 07.2.245; notes; *S.* 07 2.185); Dijon, 21 janv. 1908 (*S.* 1908.1.307); Boulogne-sur-Mer, 27 juin 1907 (*D.* 07.5.35; *S.* 07.2.185); Saint-Lô, 30 nov. 1906 (*D.* 07.2.245; *S.* 07.2.185); Lorient, 20 mars 1907 (*D.* 07.2.245; *S.* 07.2.185); Lure, 31 mai 1907 (*D.* 07.2.245; *S.* 07.2.185); Lorient, 20 mars 1907 (*D.* 07.2.245; *S.* 07 2.185, et *Gaz. Pal.*, 1907.2.211 et s.).

ministerrer suivant les règles du droit commun applicables aux biens des absents (art. 125 et s. C. Civ.) qui comportent assurément le droit de défendre aux actions judiciaires de la nature de celles que nous étudions. On décidait également que l'action devait être intentée comme le directeur général de l'Enregistrement et non contre le receveur du canton (2).

La loi de 1908 (art. 3 § 4) a fait disparaître toute difficulté sur ces deux points. L'action doit être intentée contre le directeur général des domaines en sa qualité de séquestre ou contre l'attributaire, s'il y a eu attribution.

255. — En conséquence, toute action dirigée contre le séquestre devra être dirigée contre le directeur général de l'enregistrement, dans chaque département, les instances seront instruites et suivies par le directeur départemental (1) qui peut être mis valable-

2. Besançon, 21 mars 1907 (S. 07.2.185); Villeneuve-sur-Lot, 14 juin 1907 (précité); Riom, 20 nov. 1907 (S. P. 1907.2.55); Blois, 12 juin 1907 (S. 07.2.185). Dans la pratique, les actions étaient et sont encore intentées devant le Tribunal de la résidence du receveur pris pour représenter le directeur départemental et le directeur général ; aucune contestation ne s'est soulevée, à notre connaissance, sur la compétence *ratione loci*; *Contra*: Angers, 30 mai 1907 (S. 07.2.185).

255. — 1. Instruct. du 4 déc. 1906 précitée, n° 41; loi du 13 avr. 1908, art. 3, § 4; Instr. de l'enreg. du 3 juill. 1908, n° 11.

ment en cause comme défendeur aux actions en reprise en revendication (2).

256. — A. — **Nécessité du dépôt d'un mémoire préalable.** — « Nul ne pourra introduire une action, dit le paragraphe 5, de quelque nature qu'elle soit, s'il n'a déposé deux mois auparavant un mémoire sur papier non timbré entre les mains du directeur général des domaines qui en délivrera un récépissé daté et signé. »

Ce mémoire doit être déposé dans un délai de six mois après la publication au *Journal officiel* de la liste des biens attribués ou à attribuer (1). Cette liste qui contiendra une publication générale par départements, comprendra non seulement les biens sous séquestre, mais encore ceux qui auront été dévolus avant la loi du 13 avril 1908 (2). Ce délai n'est qu'un délai de forclusion : le mémoire pourra être déposé avant toute publication, ainsi qu'il en a été décidé dans un grand nombre d'instances ouvertes depuis la loi du 13 avril 1908 (3).

2. Bourges, 28 av. 1908 (précité); Niort, 26 déc. 1908 (*R. O. D.*, 72); Tonnerre, 22 mai 1908 (D. 08.2.281; S. 08.2.241), etc.

256. — 1. L., 13 avr. 1908, art. 3, § 7.

2. Audant Olivier. Chambre des députés, séance du 17 déc. 1907; *J. O.*, 18, p. 2765 et 2767; circulaire du garde des sceaux du 2 juillet 1908 (*R. O. D.*, n° 50, p. 454, col 1).

3. C. Bourges, 28 avr. 1908 (précité); trib. civ. Moulins, 20 mai 1908 (*R. O. D.*, n° 56, p. 367); La Flèche, 23 juin 1908 (*R. O. D.*,

257.— Ce mémoire, qui n'est soumis à aucune forme sacramentelle, doit toujours être adressé au directeur général des domaines, même si l'administration a déjà transmis les biens aux établissements dévolutaires (1). Mais le récépissé peut être daté et signé du directeur départemental, par délégation (2).

258. — Il doit être signé en outre par l'intéressé ou son fondé de pouvoirs. Mais la circulaire de l'administration (§ 12 et 15) semble admettre que, au cas où il y aurait plusieurs intéressés, « la demande ne pourrait être accueillie, le cas échéant, qu'en ce qui concerne les signataires et dans la mesure de leur droit au bien revendiqué » d'où il résulterait que l'action en aucun cas ne serait indivisible, et exercée pour le tout par un des co-intéressés. Cette solution ne saurait être admise d'une façon aussi générale, et nous nous bornons à renvoyer à ce que nous avons dit plus haut (1).

259.— La date apposée par l'administration a une

n° 61, p. 530); Bordeaux, 1^{er} juin 1908 (*R. O. D.*, n° 59, p. 461); Tonnerre, 22 mai 1908 (*R. O. D.*, n° 57, p. 406); Blois, 2 juill. 1908 (précité), etc. et les arrêtés préfectoraux; V. instr. 3245, p. 5.

257. — 1. Instruc., 3245, § 12.

2. Décret, 12 juill. 1863, art. I; Instr. 3245, § 13; Note du Ministre des finances (2 mai 1908).

258. — 1. V. n°s 236 et suiv., et entre autres un jugement de Château-Chinon du 9 juill. 1908 (*R. O. D.*, n° 62, p. 532); V. Rivet, Procédure de la loi du 13 avr. 1908 (*R. O. D.*, n° 62, p. 548).

grande importance, elle est le point de départ du délai de deux mois, avant lequel l'assignation ne saurait être admise (1).

Ce délai a pour but de permettre aux préfets de prendre connaissance du mémoire que les directeurs départementaux lui avaient transmis avec un rapport contenant leurs observations, alors même que les biens seraient dévolus et le séquestre levé (2).

260. — Le préfet joue ici en quelque sorte le rôle d'arbitre ; il peut, par arrêté en conseil de préfecture, faire droit à tout ou partie de la demande (1) ; l'obligation de déposer un mémoire préalable n'a pas d'autre but que d'éviter les instances inutiles lorsque l'action sera reconnue fondée. « C'est, déclarait le ministre des cultes à la séance de la Chambre du 17 décembre 1907 (2), un avantage créé au profit du réclamant, qui, par une procédure de conciliation, pour ainsi dire, en présentant le mémoire dans les conditions indiquées par le projet, pourra recevoir satisfaction sans être obligé de soutenir un procès ». Le préfet n'agit pas comme juge chargé de trancher une question litigieuse ; il peut répondre en tout état de cause, même après l'introduction de l'instance et

259. — 1. Instruc. 3245, n° 14 ; V. n° 234 et note 2.

2. Instruc. 3245, n° 152 ; V. n° 234 et note 2.

260. — 1. L. du 13 avr. 1908, art. 3, § 6. Instruc. précitée, n° 51.

2 *J. O.*, du 18, p. 2966, col. 2.

tant qu'il n'est pas intervenu un jugement passé en forme de chose jugée ; il peut ne pas répondre, s'il estime la réclamation mal fondée, pour ne pas constituer un préjugé devant les tribunaux.

261. — Si la demande est reconnue fondée, l'arrêté préfectoral ordonnant restitution entraînera de plein droit mainlevée du séquestre ; si aucune réponse n'est donnée ou si la demande est rejetée en totalité ou en partie, les intéressés pourront intenter l'action après l'expiration du délai de deux mois, visé par l'article 3, § 5, précité (1).

262. — B. — **Introduction de l'instance. Assignation.** — Les intéressés qui, dans le délai de deux mois après la date du récépissé délivré par l'administration, n'auront pas reçu complète satisfaction, seront en droit d'introduire l'instance ; l'assignation devra, à peine de forclusion, être délivrée dans le mois qui suit le dernier délai, c'est-à-dire dans les trois mois de la date du récépissé (1). « Passé ces délais, dit le paragraphe 8, les attributions seront définitives, et ne pourront plus être attaquées de quelque manière ni par quelque cause que ce soit. »

En somme, aucune action en reprise ne pourra plus être intentée neuf mois après la publication à

261. — 1. V. rept. de l'amendement Beauregard. Chambre des députés, séance du 27 déc., *J. O.*, 18, p. 2966.

262. — 1. L. 13 avr. 1908, art. 3, §§ 5 et 7.

l'Officiel des décrets de dévolution pour chaque département.

263. — Alors que le mémoire doit être dans tous les cas adressé au directeur des domaines, l'assignation sera dirigée soit contre le séquestre, soit contre l'établissement dévolutaire, si les biens ont déjà été attribués.

Lorsqu'il s'agit de biens séquestrés, il faut assigner l'administration des domaines dans la personne du directeur départemental (1), et non le préfet (2), car il ne s'agit pas de biens vacants.

Lorsque les biens ont été dévolus, il faut assigner le représentant légal des établissements attributaires. En thèse générale, le droit de représenter les établissements communaux appartient au maire, en sa qualité de président des commissions administratives (3).

264. — Les séquestres opposèrent toutefois aux demandeurs en reprise une fin de non recevoir basée

263. — 1. Instruc. du 4 déc. 1906, n° 41. Analogie avec la procédure contre le contumax (V. *Journal de l'enregistrement*, janv. 1903, n° 26418, p. 54-55) ; C. Bourges, 13 juin 1907 (*R. O. D.*, n° 34, p. 440) ; trib. civ. Alençon, 25 juin 1907 (*R. O. D.*, n° 41) ; Angers, 1^{er} août 1907 (*ibid.*, p. 636) ; (V. n° 254).

2. V. entre autres : Bourges, 28 avr. 1908 (précité).

3. Depuis la loi du 2 janvier 1905, ces établissements peuvent ester en justice sans l'autorisation du conseil de préfecture, sauf en cas d'avis défavorable donné par le conseil municipal.

sur ce que l'action introduite avant la dévolution des biens était prématurée, et qu'il y avait lieu d'accorder un sursis.

Cette prétention fut repoussée par presque tous les Tribunaux. Les décisions affirmèrent que le délai de six mois visé par l'article 3, § 5 était un délai maximum, mais que rien n'empêche d'intenter l'action avant la dévolution.

Et pour prononcer la révocation en l'absence de dévolution, les décisions se fondèrent soit sur la loi de 1907 qui désaffectait irrévocablement les biens, soit sur le défaut de capacité des établissements désignés pour recueillir les biens... soit encore sur une simple inexécution de fait des charges imposées à la libéralité (1).

264. — 1. Parmi les décisions qui accordèrent le sursis nous citons seulement un jugement du Trib. de la Seine du 23 janv. 1908 (*Gaz. Pal.*, 1908.1.118) qui pour accorder le sursis dans une poursuite formulée contre un séquestre par un héritier en ligne directe, se fonde notamment sur ce qu'il n'existe aucune disposition légale ou réglementaire qui s'oppose à l'exécution des charges (fondation de messes) et pourtant il est impossible d'affirmer que ces charges ne seront pas exécutées par l'établissement communal attributaire et qu'il appartenait à cet établissement d'opposer s'il est de son intérêt légitime de conserver l'émolument de la libéralité en faisant célébrer les messes ou de s'y refuser en abandonnant l'émolument à la libéralité.

Contra : Mâcon, 26 fév. 1907 ; (D. 07.2.245) ; Boulogne-sur-Mer, 27 juin 1907 (D. 07.5.35; S. 07.2.185) ; Bayeux (D. 07.5.35) ; Bordeaux,

265. — Les Tribunaux de droit commun, justice de paix, tribunal civil sont seuls compétents pour connaître des actions en reprise. (1)

Pour la compétence territoriale, il convient de suivre les dispositions de l'article 57 du Code de procédure civile : la situation des biens litigieux déterminera la compétence du tribunal quand il s'agira d'actions réelles immobilières : pour les actions mixtes, le demandeur aura le choix entre le tribunal de la situation des biens ou celui de l'établissement supprimé. Pour les autres actions, le tribunal du siège de l'établissement sera compétent (2).

266. — En ce qui concerne la compétence personnelle, le juge de paix connaîtra en dernier ressort jusqu'à la valeur de 330 francs et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 600 francs de toutes les actions personnelles ou mobilières (1). Le tribunal civil sera au contraire compétent, dès qu'il s'agira d'une action

1^{er} juin 1908 (*R. O. D.*, 53); Blois, 2 juil. 1908 (*R. O. D.*) ; Le Mans, 19 fév. 1908 (*Gaz. Trib.* 08.2.62); Pontoise, 22 juin 1908 (*Gaz. Trib.*, 08.2.181; *S.* 08.2.241) ; *S. bull. somm.* 08.2.48).

265. — 1. Rapport Reynaud, Chambre des députés *J. O.* ; conf. loi du 13 avril 1907, art. 3, § 13.3.

2. *V. Circ.* du 4 déc. 1906 (*R. O. D.*, 1906, n° 21, p. 653).

266. — 1. Jug. de paix Givry (Saône-et-Loire), 27 juin 1907, (*R. O. D.*, n° 42 ; 3 *Bull. somm.* 08.2.42); Ernée, 13 août 1907 (*R. O. D.*, n° 40 ; *S. Bull. somm.* 08.2.40) ; Vincennes, 2 août 1907 (*R. O. D.*, n° 41 *S. bull. somm.* 08.2.41).

dépassant 600 francs ou portant sur une valeur déterminée, et dans toute action réelle immobilière (loi du 12 juillet art. 1^{er}).

267. — Lorsque plusieurs demandes seront formulées entre les mêmes parties et dans la même instance, le taux de la compétence sera déterminé par la somme globale des demandes (art. 8).

Lorsqu'il s'agira d'actions intentées par plusieurs demandeurs collectivement, en vertu d'un titre commun, la compétence sera déterminée par le chiffre de la part la plus forte (1). Sauf au cas de solidarité ou d'indivisibilité, dans lequel la somme totale de la créance détermine la compétence (2).

268. — De même, le tribunal civil est compétent en dernier ressort jusqu'à la somme de 1.500 francs (1) et le chiffre de la demande au cas d'obligation indivisible ou conjointe sera déterminé d'après les mêmes principes.

267. — 1. V. entres autres : Cass., 5 janvier 1881 (S. 1881.1.346) ; Trib. paix de Rosières, 19 nov. 1907 (*R. O. D.*, n° 47, p. 88, note Rivet).

2. V. entre autres . Cass., 5 janv. 1881 (S. 1881.1.345) ; Trib. paix de Rosières, 19 nov. 1907 (*R. O. D.*, n° 47, p. 88, note Rivet ; S. Bull. somm. 08.2.27) ; Trib. civ. Autun, 6 déc. 1907 (*R. O. D.*, 47, p. 88) ; Niort, 26 déc. 1908 (*R. O. D.*, 72) ; C. ch. réunies, 25 janv. 1860 (D. 1860.1.76) ; C. req., 21 janv. 1860 (D. 98.1.36).

268. — 1. C. Agen, 6 juillet 1908 (S.08.2.241) ; Dijon, 17 fév. 1908 (*R.O.D.*, n° 57).

269. — La demande devra s'étendre à tous les biens qui ont fait l'objet de la libéralité avec tous les fruits perçus depuis la mise sous séquestre ; il en sera ainsi alors même que le préfet aurait fait droit à une partie de la demande, même si le litige ne portait plus que sur les dépens que le préfet aurait refusé d'allouer aux demandeurs (1). Le préfet, en effet, pourrait en présence de l'action intentée, retirer son arrêté, et le demandeur se trouverait incompetent.

270. — *Procédure. Restitutions. Frais et dépens.*
— Dans le but d'éviter les frais et les longueurs de la procédure ordinaire, l'article 3, § 13 décide que « dans toutes les causes auxquelles s'appliquent les dispositions de la présente loi, le tribunal statue comme en matière sommaire conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile » (application des art. 205 et suiv., C. pr. civ.).

271. — Si le tribunal reconnaît fondée l'action en reprise, il devra ordonner la restitution de la libéralité, soit en nature, soit en équivalent s'il s'agit de biens qui ne se trouvent plus en nature dans le patrimoine des établissements supprimés (1).

269. — 1. Rivet. Procédure de la loi du 17 avril 1908 (*R.O.D.*, n° 62, p. 549, n° 11.

271. — 1. V. entre autres un jugement du tribunal de la Flèche du 28 juin 1908 qui ordonne la restitution d'un titre de rente donné à une fabrique et non du capital ayant servi à son acquisition.

Il ordonnera de plus la restitution de tous les fruits et arrérages perçus depuis la mise sous séquestre (2) ; qui devra supporter les frais du procès ?

272. — A. — Un certain nombre de décisions les ont mis dans tous les cas à la charge du demandeur, en autorisant le séquestre à les prélever par privilège sur les sommes restituées. Ces solutions qui constituent une grave dérogation au droit commun, d'après lequel les parties qui succombent doivent être condamnées aux dépens (art. 130, C. pr. civ.) semblent cependant commandées par les dispositions de l'article 3, § 13, alinéa 2 et § 15, loi, 13 avril 1908.

Lorsque le patrimoine de l'établissement séquestré est suffisant pour acquitter la condamnation, principal, intérêts et fruits, le demandeur sera intégralement payé ; sinon, une fois les frais prélevés par privilège sur l'actif, le demandeur aura le droit de se faire payer l'excédent de la libéralité restituée d'abord sur la masse des biens diocésains, ensuite sur

271. — 2. Trib. civ. Vendôme, 17 juill. 1908 ; Abbeville, 5 août 1908 (*R.O.D.*, n° 63, p. 578) ; Trib. civ. La Flèche (précité) ; C. Bourges, 28 avril 1908 précité, etc.

Le séquestre est tenu de cette restitution en qualité de détenteur précaire ; cette question a été cependant controversée et certaines décisions ont admis que les intérêts ne seraient dus que du jour de la demande, conformément à l'article 130, C. proc. civ.

la masse des biens recueillis par l'Etat (art. 1^{er}, § 4, art. 3, § 13) (1).

Il n'en serait pas de même au cas où le préfet reconnaîtrait, avant un arrêt d'appel, le bien fondé d'une demande rejetée en première instance. Le séquestre serait tenu de toutes les institutions et de tous les frais (2).

273. — B. — Si les biens ont été déjà attribués, l'établissement dévolutaire devra payer les dépens conformément au droit commun, sans qu'ils puissent être prélevés par privilège sur l'actif des biens dévolus (1).

272. — 1. Nous renvoyons pour l'étude détaillée de cette question délicate, à une note très documentée et très approfondie de M. Tissier, dans Sirey : 1908.2.243.

Une discussion s'est élevée sur la question de savoir si les frais ne seraient pas plutôt payés sur les biens de l'établissement faisant retour à l'État, c'est-à-dire par le séquestre et subsidiairement seulement et par privilège sur les biens repris (V. discussion à la Chambre des députés) (M. E. Leblanc), *J. O.*, (Doc. juil. 1908 août du 19 de déc. 1907, p. 2981). Nous ne croyons cependant pas cette solution conforme au texte et à l'esprit de la loi. Malgré une note de la *Gazette des Tribunaux* sous un arrêt de Lens du 14 mai 1908 (V. n° du 4 juin) et la note de M. Tissier (précitée). V. en ce sens l'Instruction n° 3245; précitée, n° 23; Rivet, *op. cit.*, n°s 38 à 42; Chambéry, 9 mai 1908 (D. 08.2.281); Tonnerre, 22 mai 1908 (précité); Bourges, 28 avr. 1908 (précité) art. 1, § 4 et art. 3, § 131; 13 avr. 1908.

2. Rivet, *op. cit.*, n° 43, Instruction n° 3245, précitée, paragraphes 21 et 23.

273. — 1. Cette solution découle des travaux préparatoires. Après

274. — *Dispositions fiscales. Purge légale.* — Il résulte de l'article 4, §§ 2, 3, que les attributions de biens ecclésiastiques sont dispensées des droits de mutation, ainsi que les restitutions ordonnées par arrêté préfectoral. Mais il semble résulter de l'instruction 3245 (§ 58) que les restitutions ordonnées par jugement dussent rester soumises à ces droits (1). Cette solution semble en complète opposition avec le texte et l'esprit de la loi, et il est permis de supposer que sa formule un peu obscure vise une autre hypothèse (2). Dans tous les cas, le jugement pourra, à titre de dommages-intérêts mettre ces frais à la charge de la partie perdante.

275. — Enfin l'article 4 § 4 dispense les attributions des biens immobiliers de la purge des hypothèques légales, et interdit l'inscription de toute

avoir refusé d'appliquer au séquestre les dispositions du paragraphe 15, la Chambre des députés dans sa séance du 21 déc. 1907 supprime sur l'intervention de M. Beauregard, une disposition d'après laquelle les frais indiqués au paragraphe 13 seraient déduits des biens repris entre les mains de l'État, des départements, communes et établissements publics (*J. O.* du 22, p. 3042, col. 1).

274. — 1. « Demeurent au contraire assujetties aux règles ordinaires de la législation fiscale de tous les actes de la procédure engagée devant les tribunaux par les créanciers ou par des tiers qui ayant l'action en reprise, ainsi que les décisions judiciaires intervenues à l'occasion de ces instances. »

2. V. Rivet, *op. cit.*, n° 46.

hypothèque ou privilège après le délai de six mois qui suivra la publication au *Journal officiel* de la liste des biens à attribuer. Ces dispositions spéciales aux biens dévolus, cessent d'être applicables quand les biens reviennent entre les mains du donateur ou de ses héritiers.

§ 2. — INSTANCES ENGAGÉES AVANT LA LOI
DU 13 AVRIL 1908.

276. — Sous l'empire de la loi du 9 décembre 1905, qui était muette sur la procédure à suivre, les instances étaient engagées sous la forme de la procédure ordinaire, et sans mémoire préalable. Celles qui ont abouti à un jugement avant la loi nouvelle demeurèrent valablement engagées, car les paragraphes 4 et suivants n'ont pas d'effet rétroactif et les frais doivent être taxés d'après le tarif des affaires ordinaires (1). Cependant l'instruction 3245 (§ 23 et s.) prétend appliquer à ces instances les dispositions du paragraphe 13, concernant les frais; elle prétend ces dispositions d'ordre public et par conséquent rétroactives. Nous croyons cette prétention incompatible

276. — 1. V. Instruct. 3245 n° 22. « Pour les instances terminées avant la mise en exécution de la loi nouvelle, les actes de procédure régulièrement faits dans les formes ordinaires sous l'empire de la législation antérieure, doivent être taxés d'après le tarif ordinaire. »

avec le caractère définitif d'un jugement passé en force de chose jugée qui a condamné le séquestre aux dépens, et nous n'admettons pas que le séquestre puisse prélever ses frais sur les biens restitués, même au cas d'insuffisance du patrimoine de l'établissement séquestré (2).

277. — Quant aux actions intentées avant la loi du 13 avril 1908 et non encore solutionnées, l'article 3, § 13, al. 3, les dispense des formalités de procédure prescrites par les paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 3. Il s'agit ici du mémoire préalable (1) ; les intéressés pourront ainsi éviter les frais et les longueurs d'une nouvelle procédure ; mais ils conservent la faculté d'en rédiger un, dans l'espoir que le préfet donnera satisfaction à leur demande, et afin d'éviter les risques du procès (2).

2. V. Rivet, *op. cit.*, n° 44.

277. — 1. Le jugement fameux de Cambrai du 12 avr. 1908, le premier qui ait appliqué la loi nouvelle, a, dans sa précipitation, franchement méconnu cette disposition (*R. O. D.*, n° 54, p. 308) ; V. Châlons, 9 mai 1908 (*R. O. D.*, n° 58, p. 430) ; Sens, 14 mai 1908 (*R. O. D.*, n° 60 p. 500) ; Tonnerre, 22 mai 1908 (*D.* 08.2.281 ; *S.* 08.2.241).

2. Un jugement de Pontarlier du 16 juin 1908 (*Gaz. Pal.*, 17 août 1908) avait admis que même dans les instances intentées avant la loi du 13 avr. 1908 il devait être sursis à statuer, jusqu'à ce que la décision préfectorale soit intervenue. Cette solution est des plus critiquable, étant donné que toutes ces règles de procédure ne sont pas applicables à de pareilles instances.

278. — Si l'action engagée avait pour objet le paiement d'arrérages de rentes dus aux fabriques, l'instance tombe d'elle-même, le séquestre ou les établissements dévolutaires n'ayant plus le droit d'en réclamer le versement (art. 3, § 3, al. 3) (1).

279. — Quant à la taxation des frais, l'instruction 3245 décide que les actes de procédure consommés avant la loi du 13 avril 1908 seront taxés suivant le tarif des affaires ordinaires, les autres suivant le tarif des affaires sommaires (1), la procédure étant continuée sous forme sommaire depuis la promulgation de la loi.

278. — 1. V. Circulaire 3245 précitée, n° 8, et 21 A.

279. — 1. V. Circulaire 3245 précitée, n°s 22 et suiv.

DEUXIEME SECTION

DES ACTIONS EN EXÉCUTION

280. — Nous venons de voir que, par suite de la suppression des anciens établissements publics du culte, un certain nombre de biens pouvaient être repris ou revendiqués par les donataires ou leurs héritiers en ligne directe.

En fait, cette action est d'une application très restreinte, et la plupart des donations et des legs deviendront la propriété des établissements publics auxquels les décrets de dévolution les attribueront.

Il y a donc lieu maintenant d'examiner dans quelle mesure l'affectation spéciale de ces biens sera respectée, et quelles voies de recours seront ouvertes pour obtenir l'exécution des charges.

§ 1. — DE L'ACTION EN EXÉCUTION DE DROIT COMMUN.

281. — D'après les principes du droit commun, toute libéralité, donation ou legs, est révocable si le bénéficiaire n'exécute pas les charges et conditions qui lui sont imposées (art. 953, 1046, 1184), alors même que l'inexécution ne lui serait pas imputable, sauf l'application de l'article 900, si la charge n'est

pas la condition déterminante de la libéralité. (V. Ch. II, n^{os} 18 et s.). Mais, lorsque la charge est exécutable, le disposant a la faculté, avant de demander la révocation de requérir l'exécution du contrat.

282. — La loi du 9 décembre 1905 a profondément modifié ce principe : elle n'a admis pour les libéralités faites aux établissements publics du culte ni l'action en révocation pour inexécution des charges, ni l'action en nullité pour cause illicite, et elle a institué à la place une action en reprise de nature spéciale basée sur un tout autre principe. (V. n^{os} 171 et suiv.). A côté, la loi du 13 avril 1908 a créé une action administrative au Conseil d'État, pour obtenir l'exécution des charges autorisées par les décrets de dévolution, si les établissements attributaires se refusent à les exécuter.

Mais aucun texte ne supprime expressément l'action en exécution devant les tribunaux civils : cette action subsiste-t-elle au profit du bénéficiaire des charges, ainsi que du disposant et de ses héritiers en ligne directe quel qu'ils soient. (V. n^o 10 et suiv.) ?

283. — A. — **Contre les établissements dévolutaires.** — Nous avons vu (n^{os} 176 et s.) quelles charges devaient être prévues par les décrets d'attribution, et nous avons constaté d'autre part (V. art. 3, § 8) que des décrets spéciaux sont précédés pour chaque département de la liste publiée à l'*Officiel* des biens attribués ou à attribuer, avec les charges

auxquels ils seront soumis. La publication de cette liste fait courir le délai de six mois à l'expiration duquel toute action ayant pour but de faire annuler les attributions sera irrecevable, et permet aux établissements désignés par la loi d'adresser au gouvernement les demandes d'attributions. Ces attributions sont prononcées par décret, et les biens qui en font l'objet restent grevés exclusivement des charges énoncées dans la liste départementale.

Si donc une charge ni pieuse ni cultuelle ne figure pas sur cette liste, pourra-t-on en réclamer l'exécution devant les tribunaux civils ?

Nous ne croyons pas.

284. — Quelle que soit, en effet, la légalité des décrets d'attribution, les établissements dévolutaires ne tiennent les biens que de ces décrets, c'est-à-dire de l'État, qui les a recueillis comme biens sans maître, à titre de succession vacante (V. n° 78). Ils ne peuvent donc avoir d'autres droits que ceux qui leur ont été conférés par les décrets ; de même, ils n'ont la capacité d'exécuter d'autres charges que celles qui ont été prévues par ces mêmes décrets (1).

284. — 1. Si on estime, cependant, que les établissements dévolutaires tiennent les biens directement de la loi, en qualité de successeurs directs des établissements supprimés, on pourrait soutenir qu'ils succèdent aux charges *ipso facto* et doivent exécuter toutes celles qui ne sont pas contraires à la loi. Nous croyons cependant

Il y a donc pour les établissements dévolutaires impossibilité d'exécution, résultant du défaut d'autorisation ; ils se trouvent exactement dans la même situation qu'en présence de charges contraires aux principes de spécialités (2).

285. — Il est probable, en conséquence, que les tribunaux n'admettront pas ces recours qui, dans tous les cas, ne pourraient se résoudre que par des dommages-intérêts.

Du reste, ces dommages-intérêts, si l'action était intentée par le fondateur ou ses héritiers, aboutiraient en fait, au même résultat que l'action en révocation. Il est évident que la loi, dans son esprit et dans son

que l'État a recueilli ces biens en vertu de son droit éminent sur les successions vacantes : d'après la loi du 9 déc. 1905 (art. 5 et 7), les biens des établissements supprimés devaient être attribués par les représentants de ces établissements ; ceux-ci ne l'ont pas fait dans les détails légaux ; il n'y a donc plus d'héritiers ; la succession est en deshérence, et les biens reviennent à l'État. L'auteur de l'attribution prévue par la loi de 1908 est donc l'État ; il donne des biens ce qu'il veut, et ne transfère l'obligation d'exécuter que les charges prévues dans le décret.

2. La même situation s'est présentée en 1886, lors de la suppression de l'enseignement primaire confessionnel, les communes furent déclarées incapables non seulement d'entretenir à l'avenir des instituteurs congréganistes dans les écoles communales, mais encore de continuer à subventionner ceux qu'elles entretenaient autrefois en vertu des donations ou des legs (V. n° 22 et les arrêts cités) ; il est à remarquer que dans cette hypothèse, aucun texte n'interdisait spécialement l'exécution des charges précédemment autorisées.

texte, l'a comprise dans les restrictions de l'article 3, § 3.

Le maintien de cette action paraît enfin contraire à l'intention du législateur. Si elle existait, en effet, elle ne saurait triompher contre les établissements dévolutaires que dans les cas où ceux-ci ne pourraient pas invoquer le défaut d'autorisation ; c'est-à-dire, en fait, en vertu des décrets de dévolution, dans les mêmes termes que l'action au Conseil d'État de l'article 2, § 8 ; or, en créant une action spéciale administrative, la loi a entendu, semble-t-il, enlever à la compétence des tribunaux civils tout recours ayant pour but l'exécution des obligations dues par les établissements dévolutaires.

286. — B. — **Contre le séquestre.** — Mais nous estimons, que les bénéficiaires des charges, à l'exclusion du disposant et de ses héritiers, pour les raisons invoquées ci-dessus, pourraient, tant que les biens n'auraient pas été attribués, poursuivre devant les tribunaux civils l'exécution par le séquestre de charges qui ne sont pas interdites par le paragraphe 14, alinéas 1, 2, 3 (V. n° 167 et suiv., 36 et suiv.). Le séquestre, en effet, administre les biens pour le compte de l'État, qui, en sa qualité de successeur des établissements ecclésiastiques supprimés, est tenu des obligations personnelles de ces établissements (n° 27, 78, 153 et s., 158 et suiv.).

§ 2. — ACTION CONTENTIEUSE EN ANNULATION.

287. — Nous croyons que les actes administratifs chargés d'opérer la dévolution par les lois du 9 décembre 1905 et 13 avril 1908 restent soumis au contrôle du Conseil d'État selon le droit commun.

En effet, la liste des biens attribués ou à attribuer est un acte administratif, qui implique nécessairement une interprétation de la loi ; le gouvernement ayant le pouvoir d'apprécier à quels établissements les biens doivent être attribués, et quelles charges doivent être imposées, cette appréciation est soumise au contrôle du pouvoir judiciaire (1). Le droit d'interprétation de l'État ne peut être absolu, arbitraire, comme nous l'avons montré (V. n° 155) ; et le Conseil d'État aura toujours le pouvoir d'apprécier, après lui, s'il a justement interprété la loi. Le recours contentieux par excès de pouvoir n'a été supprimé par aucun texte, il est de droit commun et de principe en nature administrative ; rien n'autorise donc, semble-t-il, à le considérer comme aboli.

288. — En conséquence lorsqu'une charge qui pourrait être exécutée a été omise par la liste ou par le

287. — 1. V. Laferrière, *Traité des juridictions administratives*, t. II, p. 278 ; Ducroc, t. II, p. 419 ; Becquet, *Rép. du droit administratif*, t. VIII, v° *Contentieux administratif*, nos 545 et s., 614 et s.

décret d'attribution ou lorsque le gouvernement aura attribué les biens grevés d'une affectation étrangère à l'exercice du culte (art. 7) à des établissements incapables de les exécuter, ces actes administratifs pourront être attaqués devant le Conseil d'État pour excès de pouvoir, et fausse application de la loi. « S'il est vrai, dit M. Taudières (1), que, conformément au sens obvie de la loi, et aux déclarations du gouvernement (2), toutes les charges non pieuses ou cultuelles doivent subsister à l'égard des attributaires des biens ecclésiastiques, les décrets de dévolution pourront être déférés en Conseil d'État pour excès de pouvoirs, violation de la loi et des droits acquis, pendant deux mois à compter de leur publication à l'*Officiel* (peut-être même de leur notification individuelle), s'ils omettent de maintenir de de telles charges (3). »

289. — Cette action, en réalité, n'a pas pour résultat direct l'exécution des charges : elle permet seulement d'annuler la dévolution des biens, tant que

288. — 1. « La loi du 13 avril 1908 » (p. 49).

2. Ch., séance du 21 décembre 1907 (*J. O.*, p. 3037-3038).

3. « Puisque, dit M. Taudières, pour affirmer la persistance de cette action, le Conseil d'État a la mission d'assurer après coup l'observation des charges conservées comme non pieuses ou cultuelles (art. 3, § 8, al. 2), on ne comprendrait pas qu'il fût privé du droit de faire respecter la légalité à ce point de vue par le décret d'attribution. »

la charge omise ne devra pas être exécutée ; c'est un moyen basé sur la violation de la loi, et non sur l'interprétation de volonté du donateur ou testateur.

290. — La question de savoir quels actes pourront être attaqués peut prêter à controverse ; S'il semble certain que la liste par départements des biens à attribuer soit susceptible de recours en annulation, il est permis de douter que les décrets postérieurs qui attribueront les biens à des établissements spécialement désignés seront inattaquables, lorsqu'ils auront ratifié les demandes d'attribution des biens conformément à la liste précédemment prévue au *Journal officiel*.

Ces décrets, en effet, n'auront pas interprété la loi, en attribuant les biens aux établissements désignés avec les seules charges qui ont été prévues sur cette liste ; ils se seront contentés de l'appliquer et de la rendre exécutable quant aux charges qu'elle a jugées devoir être maintenues.

Mais les décrets d'attribution font œuvre d'interprétation et appliquent directement la loi en tant qu'ils choisissent les établissements destinés à recueillir les biens et exécuter les charges ; nous estimons que de ce chef ils sont passibles de recours contentieux. Si donc un décret a attribué des biens grevés d'une affectation, ou de charges étrangères à l'exercice du culte et prévues dans la liste départementale, à un établissement dont la destination n'est

pas conforme à celle des dits biens, ou qui est incapable d'exécuter ces charges, ce décret pourra être annulé par arrêt du Conseil d'État.

291. — Ce recours n'est ouvert que pendant le délai de deux mois à partir de la publication des décrets au *Journal Officiel* (1).

Toutefois, si le délai de six mois qui suit la publication au *Journal Officiel* de la liste des biens attribués ou à attribuer est expirée il semble résulter de l'article 3, § 8, que tout recours contre les décrets d'attribution sera prescrit, même si deux mois ne se sont pas écoulés depuis leur apparition.

292. — Le recours est ouvert à tout intéressé. Et cette expression doit s'entendre dans l'acception la plus large ; il suffit : 1° d'avoir un intérêt direct et personnel, même moral (1) ; 2° d'avoir qualité. Ont qualité tous les intéressés, leurs héritiers quels qu'ils soient, leurs ayants cause, leurs représentants légaux (2).

291. — 1. Il n'y a pas ici possibilité de notification individuelle ce qui serait reconnaître les droits des tiers ; V. Becquet, *Répertoire V. Contentieux administratif*, n° 1434 ; Laferrière p. 455. Il convient de rappeler ici que l'action en reprise ou revendication n'est périmée que dans un délai de six mois à partir de la même date.

292. — 1. V. Becquet, *op. cit.*, n° 476 et s., 569 et s. ; Laferrière, t. II, p. 434 et s., 437 et s.

2. V. Becquet, *loc. cit.*, n° 1401 ; Laferrière, *loc. cit.*

Il ne semble pas qu'on doive considérer comme seuls intéressés les disposants et leurs héritiers directs. Le recours n'ayant pas pour but

§ 3. — ACTION EN EXÉCUTION ADMINISTRATIVE.

293. — Aux termes de l'article 3, § 8, alinéa 2 de la loi du 13 avril 1908, « toute personne intéressée pourra poursuivre devant le Conseil d'État, statuant au contentieux, l'exécution des charges imposées par les décrets d'attributions ».

Si donc, les attributions une fois effectuées, un établissement dévolutaire refuse d'exécuter les charges imposées par les décrets, il pourra y être contraint par voie administrative.

294. — Cette action ou exécution est un recours de pleine juridiction au Conseil d'État, statuant au contentieux (1), en vertu des décrets qui sont des actes d'administration.

295. — Comment sera assurée l'exécution de ces décrets ? Les tribunaux administratifs, en effet, n'ont pas à connaître de l'exécution de leurs propres arrêts (1); si donc l'établissement refuse de se confor-

de faire revenir les biens entre les mains des demandeurs ; ils n'ont pas un intérêt pécuniaire, mais un intérêt moral, comme donateurs ou représentants de sa personnalité et de ses intentions. L'intérêt du demandeur n'est donc pas de même ordre, que dans l'action en reprise, et on ne doit pas en étendre ici les restrictions.

294. — 1. V. Ch. des Dép., séance du 17 déc. 1907, *J. O.*, p. 2966 (M. de Ramel).

295. — 1. Becquet, *Contentieux administratif*, nos 1661 et s.

mer à la décision du Conseil d'État, comment pourra-t-on l'y contraindre ?

Il y a un premier moyen : l'inscription d'office au budget des sommes nécessaires à l'exécution de la charge (2), avec affectation spéciale, ou l'ordre donné par le préfet de laisser entrer tel individu dans l'hospice, de mandater les sommes destinées aux pauvres au nom de la personne désignée pour les distribuer. Mais ce moyen de contrainte ne sera pas toujours suffisant, il sera subordonné au bon vouloir du préfet, et bien des charges spéciales y échapperont.

Mais, dans tous les cas, l'exécution des décisions administratives se fait par les voies de procédure ordinaires, dont l'application est réservée aux tribunaux civils (3). Les arrêts du Conseil d'État pourront donc être déférés aux tribunaux de droit commun, qui en assureront l'exécution de la même façon que s'il s'agissait de leurs propres décisions.

Ce mode d'exécution a été expressément confirmé dans les débats parlementaires de la loi du 13 avril 1908, pour l'exécution des charges par les établissements dévolutaires (2).

296. — Ce recours est ouvert à tout intéressé dans le sens le plus large du mot (1) : le donataire et ses

2. Becquet, *loc. cit.*, n° 166-67.

3. Becquet, *loc. cit.*, n° 1662.

296. — 1. Cela a été spécifié au Parlement lors de la discussion du paragraphe 8 : V. Ch. des députés, séance du 10 déc. 1907 (M. Adigard Lefas), *J. O.*, p. 2769 et s.

héritiers, quels qu'ils soient, le bénéficiaire, même n'ayant qu'un intérêt moral.

Au point de vue de la procédure, cette action contentieuse ordinaire n'est dispensée ni d'avocats ni des frais (2). Elle peut être introduite sans délai, du jour où l'exécution des charges peut être prouvée.

297. — *Champ d'application des actions en exécution.* — En somme, cette question très épineuse et délicate de l'exécutabilité des charges n'est pas d'un intérêt pratique considérable ; les trois actions dont nous avons reconnu la possibilité au commencement de ce chapitre s'exercent dans des conditions très restreintes. Quel que soit le parti qu'on prenne sur les droits d'exécution des charges, nous pouvons en déterminer ainsi le champ d'application :

I. — L'action en exécution prévue par l'article 33, § 8 de la loi du 13 avril 1908 ne pourra être exercée que dans les termes du décret de dévolution.

II. — Le recours pour excès de pouvoir au Conseil d'État pourra être exercé contre les décrets qui n'auraient pas autorisé l'exécution des charges non contraires à la loi : 1° dans les cas très rares où les établissements dévolutaires, imposés par la loi du 13 avril 1908, article 1, se trouveront capables (règles de spécialité et de neutralité) d'exécuter les charges (V. nos 189 ets.);

2. V. J. O., art. 1^{er}, p. 2969 ; Rivet, Procédure de la loi du 13 av. 1908 (R.O.D., n° 62).

2° lorsque les décrets auront attribué les charges étrangères à l'exercice du culte, prévues par l'article 7, à des établissements incapable de les exécuter (V.n°183).

III. — L'action en exécution du droit commun, pourra être invoquée : 1° contre les établissements publics (départ., comm., etc.) qui n'acquittèrent pas les charges, non interdites par le paragraphe 14, grevant les libéralités à eux faites, ou les contrats conclus par eux (1).

2° Contre le séquestre qui n'exécuterait pas les mêmes charges (c'est l'application la plus pratique).

297. — 1. C'est ici, remarquons-le, l'application pure et simple du droit commun, et, dans ce cas, les actions en révocation et résolutions pourront être intentées : nous sommes en dehors du champ d'application de la loi du 13 avril 1908 (V. sur cette question III^e partie ; titre II).

CHAPITRE IV

Des actions en nullité et en caducité de droit commun

§ 1. — DES CAS DANS LESQUELS LE DROIT COMMUN RESTE APPLICABLE.

298. — Les termes très généraux dont l'article 9, §§ 3 et 14 se sert pour qualifier l'action en reprise, « en revendication, en révocation ou en résolution », semblent exclure l'exercice de toutes les actions de droit commun, ayant pour but de faire revenir les biens donnés ou légués dans le patrimoine du disposant.

299. — Il nous est impossible cependant de ne pas insister sur l'expression *en revendication* employée par le texte. Dans le droit commun, en effet, l'action en revendication est l'action réservée au propriétaire qui n'a pas la possession de sa chose, et cherche à la recouvrer (1) ; c'est une action réelle qui suppose pour triompher la propriété chez celui qui l'exerce, et une détention sans cause chez le défendeur.

299. — 1. Planiol, t. I, n° 1088, p. 393.

Or, d'après les articles 7 et 9 de la loi de 1905 l'action nouvelle s'intitule elle-même une action en revendication, et nous avons vu qu'elle est exclusive de tout recours de droit commun, tout en ne concernant que les biens des établissements ecclésiastiques supprimés.

Comment comprendre ce texte ? D'une part l'action spéciale ne s'applique qu'aux biens faisant partie du patrimoine des établissements supprimés ; et, d'autre part son caractère d'action en revendication nécessiterait qu'elle s'applique à des biens qui ne sont pas la propriété de ces établissements. Il semble qu'il y ait contradiction absolue entre le droit de reprise qui serait un droit de créance, et le droit de revendication qui est essentiellement un droit réel.

300. — Il y a un premier moyen de résoudre la difficulté ; c'est d'admettre que cette action possède à la fois les deux caractères. En conséquence, dès l'instant qu'un bien se trouverait entre les mains d'un établissement public du culte, même à titre précaire, même sans droit, cette simple situation de fait permettrait de résister victorieusement à toute demande qui n'émanerait pas du donateur lui-même ni de ses héritiers en ligne directe (1).

300. — 1. C'est l'opinion d'un jugement de Vannes, 17 juil. 1907 (*R.O.D.*, n° 36) : « Attendu que la loi du 9 décembre 1905, article 9, autorise éventuellement... à reprendre dans le patrimoine laissé par ces établissements, ceux des biens qui y étaient régulièrement entrés,

301. — Mais il y a une autre solution, qui fut admise d'une façon générale par la jurisprudence antérieure à la loi du 13 avril 1908 d'après laquelle l'action des articles 7 et 9 serait, dans tous les cas, non une action

et à revendiquer ceux des mêmes biens que lesdits établissements possédaient sans avoir rempli les conditions nécessaires pour en devenir propriétaires; qu'il reconnaît ainsi au profit des donateurs intéressés l'existence éventuelle soit d'un droit de reprise analogue au droit de retour prévu par l'article 7 de la loi du 24 mai 1825, soit d'un droit de revendication ayant quelques rapports avec le droit de revendication édicté par l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901. »

C'est aussi l'opinion d'un arrêt de la Cour d'appel de Besançon du 4 déc. 1907 (*R. O. D.*, 60; *Gaz. Trib.*, 1908, 2.26). Il admet que l'action en reprise et en revendication de la loi de 1905 comprend tous les cas où un particulier agit comme propriétaire pour recouvrer la possession. « Ainsi, dit-il, dans l'action en reprise c'est un tiers, affirmant sa qualité de propriétaire, qui cherche à faire rentrer dans son patrimoine un bien qui en était sorti; et, dans l'action en revendication, c'est encore un tiers qui se fonde également pour un droit de propriété pour réclamer une possession qu'il avait antérieurement perdue. » Ainsi, l'action des articles 7 et 9 serait nouvelle en ce qu'elle sanctionne le droit de retour légal institué par la loi (action en reprise), et de plus, elle comprendrait l'action en revendication de droit commun, mais restreinte aux héritiers en ligne directe dans le délai de six mois. Nous avons montré plus haut que l'action était bien unique, nouvelle pour le tout, et basée tout entière sur le droit de retour (n° 194 et s.). Nous croyons donc cette interprétation très sujette à caution. Il en résulterait, ce qui a été admis par l'arrêt, qu'une action en caducité d'un legs ou d'une donation serait admise seulement dans le cas où le demandeur ne s'est pas dessaisi des biens donnés, pour prévenir une demande en délivrance : *Contra*, en particulier sur la question de possession : Poitiers, 20 juin 1908 (*R. O. D.*, 59; *S.* 1908, 2.241).

personnelle, mais une action réelle, basée sur la propriété du demandeur et ne s'appliquant pas aux biens irrégulièrement possédés. La loi de 1905, en effet, et c'est aujourd'hui incontestable, a institué une action nouvelle qui sanctionne un droit nouveau ; ce droit serait, nous l'avons vu (n° 195), une sorte de retour légal des biens donnés ou légués, qui, par suite de la suppression des bénéficiaires, reviendraient *ipso facto* dans le patrimoine des donateurs et de leurs héritiers en ligne directe. L'exercice de l'action aurait donc pour but uniquement de rendre à ces derniers la possession ; ce serait dans tous les cas une revendication, sauf réduction à six mois du délai de prescription (1). L'action serait appelée « en revendication » lorsqu'il s'agirait d'immeubles ou de corps certains existant en nature, et en « reprise » lorsqu'il s'agirait de capitaux ou d'autres choses fongibles.

Dans cette hypothèse, le texte des articles 7 et 9 interprété par la loi du 13 avril 1908 s'expliquerait donc facilement sans qu'il ait besoin de faire une aussi grave exception aux règles du droit commun et de l'équité, pour appliquer l'action aux biens détenus à titre précaire ou sans titre.

302. — De ces deux interprétations, quelle est la plus probable, et celle qui semble le plus conforme

301. — 1. V. n° 195 et la note.

à la pensée du législateur ? Nous croyons que l'action créée par les lois de 1905 et 1908 est bien une action en revendication, sanctionnant un retour légal, et qu'elle exclut les actions en reprise, revocation, révocation et résolution du droit commun.

303. — Mais cette action unique, à raison de son caractère exceptionnel, ne peut s'appliquer qu'aux seuls biens des établissements supprimés, puisque justement elle est basée sur cette suppression. Or, le patrimoine de ces établissements ne comprend pas les biens sur lesquels ils n'ont aucun droit ; les décrets de dévolution ne peuvent transférer aux établissements dévolutaires des droits qu'ils n'avaient pas. En conséquence, lorsqu'un particulier aura loué, prêté un immeuble à une fabrique, l'établissement dévolutaire devra respecter le contrat et restituer les biens à son expiration ; si la fabrique possédait sans titre il sera tenu de restituer immédiatement ; et l'action sera la revendication dans les termes du droit commun, s'il s'agit de corps certains, une *condictio sine causa* s'il s'agit de sommes d'argent.

304. — Mais justement, dans ce dernier cas, le réclamant est un créancier, c'est une dette dont il demande le paiement. Or les dettes des établissements ecclésiastiques seront payées (§§ 10, 11, 12 art. 3 de la loi du 13 avr. 1908). Et l'action des créanciers est de droit commun, ce n'est pas l'action spéciale de la loi de 1905, qui d'une part ne s'applique

qu'aux contrats à titre gratuit, et d'autre part suppose un transfert antérieur de propriété dont on demande la résolution ; au contraire, l'action des créanciers repose sur une obligation de l'établissement, indépendante de tout transfert de propriété (1).

Si donc les créanciers peuvent agir en paiement, en vertu du droit commun, le propriétaire d'un corps certain ne pourrait-il pas revendiquer également en vertu du droit commun ?

305. — Et cela résulte des termes même de la loi, qui parle uniquement des « biens », du patrimoine » des établissements ecclésiastiques. Ce patrimoine se compose exclusivement de biens dont ils avaient la propriété, et le droit sur d'autres biens, droits résultant de contrats que les établissements dévolutaires devront respecter. Cela résulte de l'esprit de la loi, ainsi que l'admet un arrêt de la Cour de Poitiers dont les considérants exposent toute la question avec une merveilleuse précision (1). Elle a voulu

304. — 1. V. sur l'admission de l'action du créancier contre le séquestre et sur l'action de *in rem verso* Tr. Toulouse, 30 janv. 1908 (R. O. D., n° 57).

305. — 1. (Précité) « ... Qu'en effet l'action de la demanderesse ne peut être qualifiée d'action en reprise, puisqu'elle demande à la justice de constater que les objets dont s'agit ne sont jamais sortis valablement de son patrimoine et que la reprise de possession qu'elle sollicite ne serait en aucune façon être assimilée à l'action en reprise, dont le législateur de 1905 et 1908 a entendu parler ;

Que le texte même de l'article 3 de la loi de 1908 en spécifiant

seulement liquider un patrimoine devenu vacant, en attribuer la propriété à d'autres établissements, mais elle n'a pas entendu déposséder les particuliers dont les biens se trouvent mêlés aux biens dévolus.

C'est pourquoi nous croyons fondée l'opinion d'après laquelle la loi de 1905 ne concerne que les

qu'il pourra s'agir soit de revendication, soit de résolution, soit de révocation, implique forcément l'idée qu'il y a eu préalablement transmission de la propriété sur laquelle on demande pour une cause ou une autre de revenir.

Qu'à défaut d'autorisation des établissements gratifiés n'ont pu, malgré la délivrance qui leur a été consentie, acquérir aucun droit ;

Que leur vocation a été anéantie et ne peut être un élément de leur patrimoine ;

Attendu que les auteurs des lois de 1905 et 1908, organisant les séparations des Églises et de l'État et réglant le sort des biens appartenant aux établissements supprimés, ont considéré qu'en cette matière, qui touchait au droit public, ils pouvaient librement disposer et faire l'attribution de patrimoines qui s'étaient constitués sous le contrôle et avec l'autorisation des pouvoirs publics ;

Que pour en déterminer la consistance définitive, ils ont fixé les délais et les conditions d'exercice des actions du droit commun de nature à en modifier et à en restreindre la composition, mais que ces lois ne trouvent pas leur application en ce qui concerne des biens qui ne sont jamais entrés dans le patrimoine d'un établissement ecclésiastique ou d'un établissement public de culte ;

Qu'ainsi à aucun moment n'a été question dans les discussions des actions qui pourraient s'appuyer sur les articles 910 et 1043 du Code civil ;

Que l'exception de non recevabilité n'est donc pas fondée ;

biens dont les établissements supprimés avaient la propriété (2).

306. — En conséquence, nous devons admettre toute action ayant pour but non d'opérer un transfert de propriété, mais de constater la persistance ininterrompue de la propriété chez le demandeur (1). Tous les biens dont les établissements publics du culte n'étaient pas propriétaires le jour de leur disparition pourront faire l'objet d'une revendication d'après les règles du droit commun, sous réserve, bien entendu, des effets des contrats qui leur en laissaient la jouissance temporaire ou la détention.

307. — Dans les donations et les legs, la question ne se pose pas exactement sous cette forme ; il y a en effet à l'origine un contrat ou un acte qui a eu pour but de transférer la propriété. Il faudra donc au préalable prouver que la propriété n'a pas été transférée, parce que le contrat ne s'est pas formé ou que le legs s'est trouvé nul : c'est l'objet des actions en nullité ou en caducité.

2. Au reste, la circulaire du 2 juillet 1908 sur la publication des biens ecclésiastiques attribués ou à attribuer, ne laisse pas supposer dans le chapitre concernant l'origine de ces biens qu'ils puissent ne pas être tous possédés par l'établissement supprimé (V. *R., O. D.* 59, p. 454 et s.).

306. — 1. Besançon, 21 mars 1907 (*R. O. D.*, 30 ; S. 1907.2.185) ; 4 déc. 1907 (*Gaz. Trib.*, 2.257.) ; Mâcon, 17 déc. 1907 (*R. O. D.*, 47 ; D. 07.2.245) ; Moulins, 27 mai 1908 (*R. O. D.*, 57) ; Comp. Ravier du Magny, « Nullité et caducité » (*R. O. D.* 71 et s.).

Nous ne ferons pas ici l'énumération des causes de nullité et de caducité, car beaucoup n'ont pas d'application dans l'hypothèse qui nous occupe. Nous retiendrons seulement celles qui peuvent frapper les dons et legs faits aux établissements publics (1).

§ 2. — DES ACTIONS EN NULLITÉ.

308. — La première condition pour que la propriété des biens donnés ou légués soit transférée, est la validité de l'acte qui a pour but d'opérer cette translation; on pourra donc admettre toute action en nullité du testament ou de l'acte de donation, qui aurait pour résultat d'en prouver l'inefficacité absolue, l'inexistence en tant qu'acte capable de produire des effets juridiques (1).

309. — A) La donation est un contrat solennel, et aux termes de l'article 938 du Code civil la propriété des objets donnés sera transférée aux donataires par le seul consentement des parties. Donc deux condi-

307. — 1. Les causes de nullité et de caducité que nous étudions ici se retrouvent dans les mêmes termes et avec des effets identiques dans les libéralités adressées à l'État, aux départements et aux communes, etc., que nous étudierons dans la 3^e partie. Les solutions que nous admettrons ici s'imposeront de la même façon dans les hypothèses prévues plus loin.

308. — 1. V. pour les détails une étude de M. Ravier du Magny (*R. O. D.*, 70 et 71).

tions essentielles : la validité de l'acte dans la forme (1), et l'existence du consentement des parties (acceptation) (2).

310. — B) Le testament, acte solennel, n'exige pour sa validité que l'observation des formes prescrites par les articles 970 et suivants.

Par conséquent, cette inexistence juridique ou cette nullité de droit peut être constatée à quelque époque que ce soit, car c'est un droit imprescriptible ; la nullité date du jour du contrat et ne peut être confirmée (1). Les biens se trouveront donc sans cause dans le patrimoine des établissements ecclésiastiques depuis le jour où ils y sont entrés, et pourront être revendiqués entre les mains du séquestre ou des attributaires.

§ 3. — DES ACTIONS EN CADUCITÉ.

311. — Un acte valable dans sa forme peut cependant rester sans effet juridique, par suite de la survenance ou de la défaillance d'un événement posté-

309. — 1. Rappelons que ces formalités : rédaction d'un acte notarié, acceptation expresse, état estimatif des meubles (art. 931 et s.) ne s'appliquent ni aux dons manuels ni aux donations indirectes ou déguisées.

2. V. pour les formes de l'acceptation, les personnes qui doivent accepter : Ravier du Magny, *loc. cit.*, p. 4.

310. — 1. V. cependant l'exception de l'article 1340 ; Planiol, t. III, n° 2532, 2685 ; Ravier du Magny, *loc. cit.*, p. 2.

rieur nécessaire à la validité du contrat : il y a alors caducité du legs ou de la donation.

312.— I. — **Absence d'autorisation administrative.** — Aux termes de l'article 910 du Code civil : « Les dispositions entre vifs ou par testament au profit des hospices, des pauvres d'une commune ou d'un établissement d'utilité publique n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par une ordonnance royale (un décret du Président de la République). »

Ce principe fut appliqué aux établissements publics du culte par la loi du 2 janvier 1817, et le décret du 2 avril 1817, dans son article 2, décida que l'autorisation ne serait accordée aux établissements ecclésiastiques pour les libéralités grevées de charges, qu'après l'approbation de l'évêque diocésain. Le décret du 15 février 1860 en fit une application spéciale aux fabriques, et la loi du 4 février 1901 décida que l'autorisation serait donnée par le préfet pour les libéralités ne dépassant pas 3.000 francs, par le Conseil d'État pour les libéralités plus importantes.

313. — Il résulte de ces textes que l'autorisation administrative est une condition indispensable à la validité des dons et legs (1) ; la propriété n'en est transférée que lorsque cette autorisation est intervenue.

313. — 1. Cass., 24 juillet 1854 (D. 54.1.307 ; S. 55.1.95) ; Mâcon, 19 déc. 1907 (précité) ; Cass. civ., 14 fév. 1906 (D. 07.1.313).

Contra : Tissier, *op. cit.*, t. II, p. 65 et l'administration des domai-

Il en est ainsi de toutes les libéralités, même des dons manuels (2).

314. — Par conséquent cette autorisation doit être intervenue à une époque où l'établissement gratifié est capable de recevoir ; si donc une libéralité faite à un établissement public du culte n'a pas été autorisée avant la suppression de tous les établissements, elle sera caduque, et les biens donnés resteront dans le patrimoine du disposant (1).

Or, une double difficulté surgit ; il faut d'abord établir à quelle époque les établissements ecclésiastiques ont disparu ; en second lieu, nous devons étudier les effets de l'acceptation provisoire instituée par la loi du 4 février, article 8.

315. — A. — *Absence d'acceptation provisoire.* — En droit commun, lorsqu'un établissement bénéficiaire d'une libéralité ne l'a pas acceptée provisoirement, l'autorisation administrative doit avoir été donnée avant l'acceptation définitive. Cette accepta-

nes qui soutiennent qu'une administration administrative suspend seulement l'exécution de la libéralité, mais n'est pas une condition absolue de la validité du legs ou du contrat de donation.

2. Avis du Cons. d'État, 12 mai 1886, 12 mars 1876 ; P. de décr. et n., 21 nov. 1894 (Notes de jurisprudence, p. 232) ; Cass., 18 mars 1867, (D. 67.1.160 ; S. 67.1.295) ; Paris, 26 janv. 1881 (D. 82.2.105).

314. — 1. Trib. civ. Montauban, 2 avr. 1908 (*Gaz. pal.*, 08.1.124) : Dans l'hypothèse, une association cultuelle protestante s'était formée mais était incapable de recueillir des dons et legs (loi de 1904 art. 19), elle n'a pu bénéficier du legs ; qui fut déclaré caduc.

tion, qui rend le contrat parfait, ne pourra donc plus intervenir si l'autorisation n'a pas été donnée avant la disparition définitive de cet établissement.

316. — Or l'article 3 de la loi du 9 décembre 1905 dispose qu'ils « continueront à fonctionner conformément aux dispositions qui les régissent actuellement jusqu'à l'attribution de leurs biens aux associations prévues par le titre IV et au plus tard jusqu'à l'expiration de délai ci-après déterminé », c'est-à-dire (art. 4) pendant un an. Aucune association cultuelle catholique ne s'étant formée, cette suppression définitive a eu lieu le 11 décembre 1906.

317. — La décision administrative permettant l'acceptation est-elle valable pendant la période transitoire qui suivit la promulgation de la loi? Les établissements ecclésiastiques avaient-ils la faculté d'accepter pendant cette période?

318. — La jurisprudence du Conseil d'État est nettement favorable à la capacité des établissements cultuels pendant cette période. Deux avis des 18 janvier et 10 mai 1906 (1) affirmèrent ce principe. L'avis du 18 janvier 1906, après avoir rappelé les dispositions de l'article 2, invoque les motifs suivants :

« Considérant que ces articles prévoient le maintien, à titre transitoire, des établissements ecclésiastiques avec leur régime légal actuel, et que ce régime

318. — 1. R.O.D., n° 11, p. 334, et 17, p. 537.

comporte pour eux la faculté de recevoir, sous la réserve de l'approbation du gouvernement, des dons et legs sans préjudice du bénéfice de l'acceptation provisoire qui leur est conférée par l'article 8 de la loi du 4 février 1901 ; que si ces dispositions ont pour effet d'augmenter le patrimoine d'établissements prêts à disparaître, il convient de remarquer que ceux-ci, aux termes de la loi du 9 décembre, doivent être remplacés par des associations cultuelles expressément désignées pour recueillir leurs biens et qu'à défaut d'associations cultuelles ces biens sont attribués par décret à des établissements communaux de bienfaisance (2). »

319. — Mais il nous semble que le Conseil d'État a faussement interprété cet article 3. L'acceptation, en effet, qu'elle soit provisoire ou définitive (V. plus loin n° 323, et s. pour ce qui concerne l'acceptation provisoire), a pour résultat de faire entrer un bien dans le patrimoine de l'établissement, par conséquent de l'enrichir. Or, la persistance provisoire des établissements supprimés a pour but de permettre la liquidation de leur patrimoine, et non son accroissement. Cela ressort clairement des travaux préparatoires de la loi (1) et d'un arrêt de la Cour de cas-

2. V. l'interprétation de ce décret par le tribunal de Sancerre, 31 déc. 1907 (*R.O.D.*, n° 58, p. 434 et s.).

319. — 1. Rapport Briand à la Chambre : « L'art. 3 prévoit pour eux un prolongement d'existence légale pour assurer la liquidation de

sation (2), qui déclare accidentellement que l'article 3 « n'a eu pour objet que de pourvoir à l'administration des biens jusqu'à leur attribution ». La meilleure preuve en est dans la loi du 9 décembre 1905 elle-même, qui, en ordonnant l'inventaire immédiat des biens (art. 3, al. 2), ne prévoit pas l'hypothèse où de nouveaux biens viendraient s'y ajouter postérieurement, et dans le règlement d'administration du 26 décembre 1905, article 9, qui admet la possibilité d'un supplément d'inventaire seulement pour les biens qui « viennent à être découverts ». Nulle part, du reste, il n'est fait allusion à des biens qui pourraient être acquis après la promulgation de la loi.

320. — Et il ne saurait en être autrement : Si la loi avait entendu conserver aux établissements ecclésiastiques leur pleine capacité jusqu'à l'époque indéterminée où les associations cultuelles viendraient recueillir leurs biens, elles ne se trouveraient pas supprimées depuis le 9 décembre 1905 ; et leur disparition résulterait d'un simple fait : la formation d'une association qui prendrait les biens après les avoir, pour ainsi dire, assassinés : solution inadmissible.

321. — Les établissements publics du culte n'ont

leurs biens », *J. O.*, doc. parl., Chambre (1905), annexe n° 2302, p. 290, col. 2j.

2. C. civ., 26 mars 1906 (D. 06, 1. 217 ; *R. O. D.*, n° 5, p. 131).

plus d'existence légale depuis le 9 décembre 1905; s'ils continuent à fonctionner, c'est, comme l'a dit la Cour de cassation, à titre d'administrateurs provisoires; et à ce titre ils ne peuvent avoir plus de droits que les associations destinées à les remplacer; or, celles-ci, aux termes de l'article 19, n'ont pas la capacité de recevoir des dons et des legs (1).

Les établissements supprimés n'avaient donc pas, dans la période transitoire, la capacité de recevoir des dons et legs, et ne pouvaient être autorisés à les accepter (2).

322. — On ne saurait davantage prétendre que l'autorisation puisse intervenir après cette période, en faveur des établissements dévolutaires, qui auraient recueilli dans le patrimoine des fabriques la vocation virtuelle à la libéralité, lorsque celle-ci n'a pas été l'objet d'une acceptation provisoire, et que, en fait, le donateur a entendu gratifier personnelle-

321. — 1. V. Bourges, 24 mars 1908 (*R. O. D.* n° 56, p. 371, col. 1).

2. Cette solution résulte de toutes les décisions rendues en matière de caducité des libéralités qui n'avaient pas été l'objet d'acceptation provisoire: V. Trib. Moulins, 27 mai 1908 (précité).

Voy. cependant *contra*: Sancerre, 31 déc. 1907 (*R. O. D.*, n° 38, p. 433) qui admet, ce que nous ne contestons pas, la survivance de la fabrique, mais avec sa pleine capacité dont elle userait pour transmettre les biens aux associations cultuelles. Le jugement prononce du reste la caducité du legs, mais par la suite du défaut d'acceptation provisoire et d'autorisation le 14 décembre 1906.

ment l'établissement ecclésiastique bénéficiaire (1).

323. — B. — *Acceptation provisoire.* — Le Conseil d'État a poussé plus loin encore cette interprétation de la loi du 6 décembre 1905, article 3; il a autorisé des libéralités même après la suppression définitive des établissements publics du culte, en invoquant le bénéfice de l'acceptation provisoire, autorisée par la loi du 4 février 1901, article 8 (1).

324. — Ce bénéfice a été institué pour parer aux inconvénients des retards nécessités par l'autorisation. Dans la période comprise entre la publication et l'autorisation d'accepter, le donateur pouvait mourir (1) ou se rétracter, et le contrat ne se formait pas. La loi du 4 février 1901 a généralisé une règle admise par des lois antérieures pour certains établissements (communes, départements, hôpitaux). Dès que l'offre a été faite, l'établissement peut accepter provisoirement et à titre conservatoire la libéralité; cette acceptation lie le donateur, mais elle est subordonnée à la condition d'autorisation administrative, dont les effets, c'est-à-dire la perfection du

322. — 1. V. Bourges, 24 mars 1908 (précité); Trib. Laval, 29 mai 1908 (*R. O. D.*, n° 60, p. 504, col. 2.); Besançon, 21 mars 1907 (*S.* 07.2.885); C. Besançon, 4 déc., 1907 (*Gaz. Trib.*, 08.2.257).

323. — 1. Décret du 2 déc. 1907 (legs Louapt).

324. — 1. Caen, 3 mars 1889, s. Cass., 17 déc. 1879 (*D.* 81.1.425).

contrat, la transmission de la propriété rétroagissent au jour de l'acceptation (2).

325. — Or, le Conseil d'État estime que l'acceptation provisoire a conféré à l'établissement un droit dont il pouvait opérer la dévolution au profit de celui qui doit le remplacer.

Recherchons donc la nature de ce droit. C'est un droit conditionnel subordonné à la décision de l'administration. M. Ravier du Magny (1) estime que l'acceptation provisoire confère à l'établissement la propriété des biens donnés sous condition résolutoire, et il conclut à la caducité d'une libéralité acceptée avant la loi de 1905, et autorisée après cette date; en effet, dit-il, l'impossibilité d'autoriser équivaut à la résolution de la condition, et il montre que cette autorisation ne saurait intervenir, car, ainsi que nous l'avons vu plus haut, l'établissement conservé provisoirement jusqu'au 11 décembre 1906 ne peut acquérir de biens, pendant cette période transitoire.

326. — Nous croyons plutôt, avec la jurisprudence (1), qu'il s'agit ici d'une condition suspensive:

2. Tissier, *Dons et legs*, *op. cit.*, t. II, p. 65 et s.; Planiol, *op. cit.*, t. III, n° 2939.

C. 2 mai 1864 (D. 65.1.160); 12 nov. 1866 (D. 66.1.378).

325. — 1. Dans la *R. O. D.* du 15 juil. 1906, n° 11, p. 321.

326. — 1. *V. D. jur. gén. V. Disp. entre vifs et testamentaires*, n°s 427 et 3617, suppl. rep., n°s 137 et s.; Civ. 7 juil. 1868 (D. 68.1.447). C. Req., 8 mai 1878 (D. 79.1.61); C. Civ. 13 juil. 1908 (D. 08.1.393, note Malepeyre).

L'acceptation provisoire ne confère pas la propriété à l'établissement, elle lui donne seulement un droit éventuel, et non un droit résoluble, lui permettant des actes conservatoires (2), ainsi que le dit lui-même l'article 8 de la loi du 4 février 1901, et faisant obstacle à la saisine immédiate de l'établissement légataire universel (3).

L'autorisation, pour intervenir utilement, suppose

2. Cela résulte d'un arrêt de la Cour de Bourges du 24 mars 1908. Le tribunal de Saint-Amand avait repoussé la demande en délivrance d'un legs qui n'était pas encore autorisé, mais avait donné au bureau de bienfaisance légataire un sursis pour l'obtenir. « Considérant, dit la Cour, qu'il lui appartenait (au bureau de bienfaisance) de prendre les mesures conservatoires en vue de réaliser l'acquisition du legs ; qu'il pouvait, en particulier, l'accepter provisoirement aux termes de la loi du 4 février 1901 (art. 8) si la délivrance lui en eût été volontairement convertie. Mais considérant que l'instance dirigée contre l'abbé Gaudron ne saurait être envisagée comme un acte purement conservatoire ; que la mise en demeure d'avoir à se libérer envers le bureau de bienfaisance ne se comprendrait que si cet établissement avait la capacité d'acquérir le dit legs, de le recevoir et de donner quittance au légataire universel. Que cependant, le bureau de bienfaisance ne justifie pas qu'il ait été autorisé par un décret..... *qu'à défaut d'autorisation la demande en délivrance n'est pas régulière* ; qu'elle ne peut même avoir un effet utile pour faire courir les intérêts..... » (R. O. D. n° 66, p. 693).

Cet arrêt qui, nous le voyons, tranche une question assez différente de la nôtre, prouve du moins que, même en considérant la demande de délivrance d'un legs comme une acceptation provisoire, l'autorisation seule en confère la propriété.

3. C. civ., 7 juil. 1868 (précité).

donc que l'établissement est encore capable d'accepter (4). Tandis que si l'établissement avait la propriété du jour de l'acceptation provisoire, ce qui du reste est impossible puisque l'autorisation est nécessaire à la validité du contrat, on en arriverait, sans la suppression des établissements cultuels, à cette conséquence que, l'administration n'ayant aucun délai pour se prononcer, l'établissement resterait propriétaire des biens sous condition résolutoire, jusqu'à ce que l'autorisation ait été refusée. C'est la négation de l'autorisation administrative elle-même (5).

4. V. Planiol, t. III, n° 2974 et 2980.

5. Dans cette opinion, il serait difficile de nier l'existence d'un droit, au jour de l'acceptation provisoire, droit de propriété que l'autorisation ne ferait que consolider en rendant le legs ou le contrat insoluble. Ce droit insoluble passerait affecté de sa condition, dans le patrimoine des établissements dévolutaires.

Nous sommes obligés de reconnaître du reste, que M. Ravier du Magny, en indiquant les effets de la résolution (A.-B.) lui a donné tous les caractères de la condition suspensive. Cette théorie est aussi celle sur laquelle s'appuie l'administration des domaines pour établir la persistance de droit conférée par l'acceptation provisoire. Elle a été très bien discutée par un jugement du tribunal de Laval du 29 mai 1908 (*R.O.D.*, n° 60, p. 503). « Considérant, dit ce jugement, qu'il est indiscutable que les dons et legs faits à des établissements ecclésiastiques, à une fabrique, par exemple, étaient toujours faits sous une condition suspensive : l'autorisation du gouvernement, donnée par décret, rendu en Conseil d'État...

Que c'est à tort que l'administration des domaines soutient que... l'acceptation provisoire a eu pour résultat de lui conférer, à partir du jour de l'acceptation provisoire, un droit indiscutable à tous les

327. — Appliquons maintenant ce principe aux différentes hypothèses qui peuvent se présenter.

A. — L'établissement donataire a refusé expressément la libéralité avant la loi de 1905.

Il en avait parfaitement le droit. L'avait-il dans la période transitoire? A-t-il par la renonciation diminué le patrimoine dont il avait l'administration? Nous ne croyons pas, car, ainsi que nous venons de le montrer, l'acceptation provisoire ne lui eût pas conféré la propriété des biens, mais seulement un droit éventuel, subordonné à la validité de l'autorisation. Or, permise ou non, cette renonciation n'équivaut pas moins à une absence d'acceptation provisoire, et l'intervention administrative, si toutefois on admet la possibilité d'autoriser d'office une libéralité ainsi refusée, ne saurait valablement intervenir, comme nous l'avons montré au paragraphe 1^{er} (1).

328. — B. — La libéralité a été acceptée provisoirement avant la loi du 9 décembre 1905.

Si on admet que l'acceptation provisoire confère une propriété résoluble, la condition se trouvera

avantages attachés au legs, dont les effets sont conservés en sa faveur, quitte à ne demeurer définitivement investie qu'au cas où le pouvoir compétent aura accordé, s'il y a lieu, l'autorisation prévue par l'art. 910 du Code civil... »

327. — 1. C'est l'hypothèse de l'arrêt de la Cour de Bourges du 28 avril 1908 précité. Remarquons que cet arrêt est postérieur à la loi du 13 avril 1908.

réalisée le jour où l'autorisation ne pourra plus intervenir et rien ne l'empêchera d'être valable (1).

Mais, à notre avis, et comme nous admettons qu'il s'agit d'une condition suspensive, l'administration ne pourrait jamais autoriser une libéralité après la promulgation de la loi, pour cette raison que le droit conféré par l'acceptation provisoire n'est pas la propriété, et que par conséquent elle ne pourrait avoir la capacité d'accepter au jour où intervient l'autorisation.

329. — C. — Il en sera ainsi, à plus forte raison, si l'acceptation provisoire a été donnée pendant la période transitoire, car, nous le répétons, cette acceptation ne confère qu'un droit conditionnel, et la

328. — 1. Si, en effet, l'acceptation provisoire, ainsi qu'on l'admet, a été suffisante pour parfaire le contrat et transférer la propriété jusqu'à la réalisation de la condition, l'établissement n'aura plus besoin d'être capable d'accepter au moment où interviendra l'autorisation ; cette formalité ne sera pas nécessaire à l'existence du contrat puisque ce dernier aura déjà commencé à produire ses effets antérieurement ; il y aura là seulement une condition d'exercice du droit conférée par le legs ou le contrat de donation. C'est du reste l'opinion de M. Tissier (*op. cit.*, t. II, p. 65), et la thèse sur laquelle s'appuie l'enregistrement pour soutenir que le bénéfice de l'acceptation provisoire se transmet avec le patrimoine des établissements supprimés. En conséquence cette autorisation pourrait intervenir à n'importe quelle époque, même en faveur des établissements dévolutaires, car elle n'aurait d'autre résultat que de faire disparaître une possibilité d'extinction rétroactive du contrat (V. Mâcon, 17 déc. 1907, précité).

capacité d'accepter doit exister au moment où la condition suspensive se réalise, c'est-à-dire au moment de l'acceptation : nous avons montré plus haut que cette capacité n'existe plus (1).

330. — C. — *Dons manuels*. — Les dons manuels sont dispensés de toutes les formes prescrites pour la validité des donations (1), et la propriété en est transférée par simple tradition (2) ; mais une jurisprudence constante admet qu'ils sont soumis comme elles à la nécessité de l'autorisation administrative (3), sauf toutefois les dons modiques ayant le caractère d'offrandes (4) ; et la pratique tend à les faire rentrer le plus souvent possible dans cette catégorie.

330. — 1. Laval, 29 mai 1908 (précité).

1. Aubry et Rau, t. VII, § 649, p. 41 ; § 659, p. 80 et s. ; § 660 ; Demolombe, t. III, n° 57 à 81 ; *D. supp. rép.*, t. V, V ; *Disp. entre vifs et test*, n° 417 et s. ; Planiol, t. III, n° 2533 ; Trib. Seine, 16 avr. 1874 ; *Gaz. Trib.*, 6 mai 1874 ; Nancy, 30 déc. 1891 (D. 92. 2.441).

2. Moulins, 4 juin 1908 (précité) ; Poitiers, 20 juin 1908. (S. 08.2.241).

3. Montpellier, 25 fév. 1862. (*D. supp. rép.* V. *Disp. entre vifs et testam.*, n° 442) ; Narbonne, 25 mars 1908 (*R.O.D.*, 54) ; Moulins, 4 juin 1908 (précité) ; Paris, 26 janv. 1881 (D. 82.2.105) ; Cons. État, avis du 12 mai 1886 et autres (Notes de jurisprudence, p. 232).

4. *Journal des conseils de fabrique*, 1893, p. 74 ; Dépêche du Ministère de l'Intérieur, 8 oct. 1891 ; Cass. req., 27 nov. 1876 (D. 77.1.152 ; S. 77.1.445) ; Paris, 16 déc. 1864 (D. 66.2.91 ; S. 65.2.131).

Or, la propriété des objets donnés se transmettant par la seule tradition, il n'y a pas besoin d'acceptation, ni définitive ni provisoire ; la situation sera donc celle des donations non acceptées provisoirement.

Cependant, l'administration soutient que les actes de propriétaires accomplis sur les objets donnés, telle que la perception des revenus, entraînent l'acceptation provisoire tacite. Nous ne croyons pas, étant donné que l'acceptation est inutile ; mais quelle que soit la solution admise, les dons manuels obéissent aux mêmes règles que les donations, et ne peuvent plus être autorisés depuis le 9 décembre 1905 (5).

331. — D. — *Effets de l'acquiescement*. — Remarquons enfin que si les héritiers du testateur, quoique n'ayant pas délivré les biens donnés, ont ratifié le legs, ils pourront être tenus de payer en vertu de leur engagement ; ils feront donc bien, ainsi que le donateur lui-même, de revenir sur leur acquiescement, par acte extra-judiciaire, avant que l'autorisation n'ait été accordée (1).

332. — II. — *Prédécès du légataire*. — Un legs est caduc lorsque le testateur survit au légataire (C. C., 1039) ; personne ne pourra se prévaloir d'un legs

5. Narbonne, 25 mars (précité) ; Moullins, 27 mai 1908 (précité).

331. — 1. V. C. C., art. 1340. V. plus haut, n° 310.

fait par une personne décédée après la suppression de l'établissement institué. Il en sera ainsi, selon la thèse de l'enregistrement et du Conseil d'État si le testateur décède après le 11 décembre 1906 (1) ; à notre avis le legs sera caduc si le testateur vit encore après la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 (2).

333. — III. — **Condition suspensives non réalisées.** — Nous avons vu que l'acceptation provisoire d'une libéralité opérait, à notre avis, comme une condition suspensive, et que l'autorisation devait intervenir avant que l'établissement ait perdu la capacité de recevoir.

Il en sera de même de toutes les libéralités même autorisées, faites sous condition suspensive expresse (C.C. 1040). Le contrat ne se formera, le legs ne sera valable qu'à l'arrivée de cette condition, et l'établissement devra être capable de recevoir à cette époque. Sinon il y aura caducité (1).

334. — IV. — **Réalisation de la condition résolutoire.** — On a pu soutenir que, si les causes de nullité ou de résolution sont étrangères à la séparation des Églises et de l'État, et ne résultent pas de l'inexécution des charges conséquences de cette séparation, l'action en reprise ou revendication instituée par la loi

332. — 1. V. Sancerre, 31 déc. 1907 (précité).

2. Bourges, 24 mars 1908 (précité).

333. — 1. Planiol, t. III, p. 2133.

de 1905 était inapplicable; le droit commun conserverait sa pleine vigueur dans toutes ces hypothèses, manifestement étrangères au champ d'application de la loi. En particulier toutes les causes de résolution expresse, spécialement déterminées par le fondateur lui-même, ainsi que toutes les causes de résolution de plein droit prévues par le Code civil, autres que l'inexécution des charges (en particulier la survenance d'enfants), resteraient soumises au droit commun (1).

335. — Il nous semble cependant difficile d'admettre l'effet rétroactif de la condition résolutoire en présence de l'article 9, § 3. Le contrat de donation, en effet, est formé, l'établissement bénéficiaire est propriétaire, quitte à voir cette propriété lui échapper un jour; mais les biens n'en sont pas moins sortis du patrimoine du donateur ou des héritiers du testateur, l'établissement peut en disposer, et nous croyons difficile dans ces conditions de nous soustraire à l'application de l'article 9, § 3, dont les

334. — 1. Amiens, 15 déc. 1908 (*R. O. D.*, 70, p. 45). Cet arrêt admet les collatéraux à se prévaloir d'une clause d'un testament d'après laquelle le legs serait annulé au cas où une législation postérieure viendrait interdire à la fabrique légataire l'exécution des charges. Il se base sur la théorie de la cause impulsive et déterminante, d'après laquelle le legs serait nul faute de cause. (V. n° 20). Cependant, l'action, bien qu'elle ne soit pas l'action en révocation de l'art. 853, mais une action en nullité, se trouve, croyons-nous, supprimée, et remplacée par l'action en reprise (V. n°s 335, 306).

termes très généraux semblent bien comprendre tous les cas où l'établissement supprimé se trouve propriétaire des biens dont on réclame la reprise pour inexécution des charges.

336. — Mais que se passera-t-il dans les cas où la révocation a lieu de plein droit ?

On admet en jurisprudence, que la clause d'une convention, d'après laquelle la résolution en aura lieu de plein droit si les conditions ne sont pas exécutées, est valable, et opère par le fait même de l'inexécution (1), même sans sommation préalable. Il en est ainsi entre autres de la révocation des donations pour survenance d'enfants (C.C. 953) qui opère toujours de plein droit sans qu'il soit possible d'y renoncer (art. 965) ni de perdre le droit de revendication avant 30 ans, délai de prescription des biens détenus sans titre (C.C. 966). Dans toutes ces hypothèses la résolution n'a pas à être prononcée, et les biens donnés se retrouve rétroactivement, comme s'ils n'en étaient pas sortis dans le patrimoine du donateur (2).

336. — 1. Alger, 7 nov. 1892 (D. 93.2.294) ; Cass., 27 juil. 1886 (D. 87.1.107 ; S. 89.1.293) ; Cass., 18 janv. 1890 (D. 90.1.304 ; S. 93.1.425) ; Planiol, t. II, n° 1324, t. III, n° 2634-2853

2. Cass., 29. nov. 1885 (D. 87.1.388 ; S. 87.1.63) ; Cass., 22 mai 1855 (S. 56.1.123) ; *Contra* : Aubry et Rau, t. IV, p. 84 et s., § 302, notes 85 et 86. Les parties auront pu dans tous les cas stipuler qu'aucune sommation n'empêcherait la résolution.

337. — L'action qui la sanctionne n'a pas pour but de faire revenir dans ce patrimoine un bien qui en était sorti, ce qui est la caractéristique de l'action en reprise et en revendication ; le tribunal n'a qu'à constater un fait dont les conséquences se produisent indépendamment de lui. Il semble que les lois de 1905 et 1908 ne puissent s'appliquer à ces hypothèses (1).

A. — Cela est certain si la cause de révocation est antérieure au 11 décembre 1905 puisque les biens donnés ne sont plus *ipso facto* la propriété des établissements supprimés.

338. — B. — Mais, si la résolution s'est produite postérieurement à cette date, ne pourrait-on pas soutenir que la loi, qui a supprimé toutes les actions sanctionnant l'inexécution des charges pour les biens possédés lors de sa promulgation par les établissements ecclésiastiques, n'a pas pu supprimer une action qui, tout en s'appliquant à des biens régulièrement possédés par les établissements du culte, sanctionne un droit indépendant de l'inexécution même des charges, et découlant, soit de la volonté formellement exprimée du donateur, soit d'une dis-

337. — 1. V. Cependant la discussion au Sénat, séance du 3 avr. 1908 (*J.O.* du 4, p. 512) (M. Lègrend), d'où il résulterait que personne n'a cru la révocation possible, sans avoir toutefois prévu les motifs que nous invoquons ici.

position légale expresse, comme celle de l'article 953?

L'action en reprise, en effet, sanctionne un droit de retour légal, qui a exclu toutes les actions du droit commun ayant pour but de faire annuler une libéralité dont les conditions ne sont plus exécutées; mais elle n'a pu supprimer l'action en revendication du droit commun, sanctionnant un autre retour légal, qui s'est lui aussi opéré de plein droit. En d'autres termes, les lois de 1905 et 1908 ont supprimé les actions qui avaient pour but d'opérer un transfert de propriété au profit des disposants et de leurs héritiers, mais non celles qui avaient pour but de sanctionner un droit de propriété antérieurement acquis.

339. — Dans tous les cas, même en admettant que l'action en reprise et en revendication dût être étendue au cas où le retour des biens opère de plein droit, on pourrait soutenir que la loi n'a modifié que l'exercice du droit, sans toucher au droit lui-même: elle n'a pas pu empêcher le retour de s'opérer, et le donateur ou ses héritiers se trouveraient dans la situation de nus propriétaires privés sans droit de la possession de leur bien. Ils auraient, dans les hypothèses où la loi de 1905 leur refuserait toute action, un droit sans sanction, une *lex imperfecta*, au sens romain du mot. Mais leur titre de propriétaires leur permettrait de faire valablement sur leur bien tous les actes de propriété: aliénations, hypothèques, etc.,

s'il s'agit d'objets mobiliers, ils pourraient s'en emparer sans vol, et, dans tous les cas, ils défendraient victorieusement à l'action en revendication de l'établissement dévolutaire par une exception basée sur leur droit lui-même de propriété. S'ils n'ont pas d'action, ils ont au moins un titre qui leur permettrait de s'opposer à tout acte contraire à leur droit.

§ 4. — IMPRESCRIPTIBILITÉ DE L'ACTION
EN REVENDICATION

340. — Lorsque, au lendemain des tourmentes révolutionnaires, qui dispersèrent la plupart des biens d'Église, le culte se trouva rétabli en France, les établissements ecclésiastiques nouvellement créés étaient pour la plupart sans ressources, et dans l'impossibilité d'acquérir les immeubles nécessaires à leur fonctionnement. Un grand nombre de curés, en particulier, n'avaient pas de presbytères. La générosité des fidèles se chargea alors d'y pourvoir, et des immeubles furent mis à leur disposition. Un certain nombre d'entre eux furent ainsi occupés par les curés successifs sans qu'il soit intervenu aucun acte de donation ni de legs en leur faveur ; c'était une simple situation de fait. Or, ces presbytères se retrouvent aujourd'hui sous séquestre, avec les biens des établissements supprimés.

341. — Nous croyons que les héritiers et successeurs des anciens propriétaires de ces immeubles pourront encore faire valoir leurs droits à l'encontre du séquestre ou des établissements attributaires. Ces biens, en effet, n'ont jamais été la propriété des établissements du culte, qui n'ont pas pu les acquérir par prescription étant donné qu'ils possédaient à titre précaire. D'autre part, l'action des héritiers n'est pas une action en nullité de l'acte sur lequel pourrait se baser l'établissement ecclésiastique détenteur des biens, et qui serait prescriptible par 130 ans. Mais leur action est la revendication, qui est imprescriptible (1).

342. — Pour ces raisons, nous croyons que cette action serait parfaitement recevable, qu'aucun délai de prescription ne pourrait lui être opposé, et qu'elle ne tomberait pas sous l'application des règles restrictives de la loi du 9 décembre 1905.

§ 5. — PROCÉDURE DES ACTIONS DE DROIT COMMUN.

343. — Toutes ces actions, en principe, sont soustraites aux règles spéciales de procédure édictées par les lois du 9 décembre 1905 et 13 avril 1908 puisqu'elles ne rentrent pas dans le champ d'application de ces mêmes lois.

Cependant, si les demandeurs se présentent comme créanciers, réclamant par suite de la nullité et de la

341. — 1. Cass., 12 juil. 1905 (S. 1907.1.273).

caducité des libéralités la restitution de sommes d'argent, ils devront se conformer aux règles prescrites dans les paragraphes X, XI, XII de l'article 3, loi du 13 avril 1908 (1).

344. — De plus, dans tous les cas où un particulier réclame des tribunaux la reconnaissance de son droit de propriété sur des biens compris dans le patrimoine des établissements ecclésiastiques, l'action sera prescrite si elle n'est pas intentée dans les délais impartis pour l'exercice de l'action en reprise, c'est-à-dire neuf mois au plus après la publication au *Journal officiel* de la liste des biens attribués ou à attribuer (art. 3, § 7, loi du 13 avril 1908) (V. n° 256 et s.). Cela résulte de l'article 3, § 8 de la même loi, aux termes duquel « passé ces délais, les attributions seront définitives et ne pourront plus être attaquées de quelque manière ni pour *quelque cause* que ce soit ».

Ce qui deviendrait impossible alors, ce ne serait pas la reconnaissance de la propriété, mais l'annulation d'un acte d'autorité, qui a disposé des biens, quelle qu'en soit l'origine.

345. — Mais les demandeurs devront-ils se conformer à la nécessité du mémoire préalable? Nous ne

343. — 1. Voir pour les difficultés relatives à ces dispositions ; Rivet, « procédure de la loi du 13 avril 1908 » (*R.O.D.*, n° 63, p. 584 et s. Instruction 3245 précitée (*R.O.D.*, 62, p. 560 et s.).

croyons pas, et les deux jugements de Moulins et de Laval (précités), postérieurs au 13 avril 1908, ont admis la caducité des libéralités, sans qu'il ait été satisfait à ces prescriptions.

TITRE III

DES FONDATIONS ANTÉRIEURES A LA LOI DU 18 GERMINAL AN X

346. — La loi du 13 avril 1908, article 3, § 3, alinéa 4, décide que « aucune action d'aucune sorte ne pourra être intentée à raison de fondations pieuses antérieures à la loi du 18 germinal an X ».

La place de ce texte dans la loi, laisserait croire qu'il s'agit d'une dérogation aux principes posés par les alinéas précédents, au sujet de l'action en reprise ; on pourrait supposer que sans cette disposition, les articles 7 et 9 de la loi de 1905 s'appliqueraient, car cette loi ne contenait aucune disposition dérogeant pour les fondations existant avant le Concordat aux règles concernant les droits des tiers. En conséquence, malgré sa place dans le paragraphe 3, cet alinéa ne serait pas véritablement interprétatif (V. n^{os} 100 et suiv.).

Il n'en est rien, à notre avis ; il s'agit ici de fondations créées par l'État lui-même à la suite de la nationalisation des biens ecclésiastiques à l'époque révolutionnaire, et qui, par suite du retour à l'État

des biens qui en étant grevés, se trouvent *ipso facto* supprimées.

Pour en faire la preuve, il nous faut étudier rapidement l'histoire de ces fondations, afin d'établir la situation juridique exacte des biens qui en sont grevés.

347. — Avant la période révolutionnaire, les fondations pieuses étaient exécutées par les églises et succursales, par les hospices, les hôpitaux, les corporations. Cette situation dura jusqu'à la loi du 2 novembre 1789 qui déclara les biens ecclésiastiques biens nationaux (1); le décret du 23 messidor an II étendit cette spoliation aux biens des hospices et des hôpitaux et le décret du 18 août 1792 supprima les congrégations et les corporations.

L'article 25 de la loi du 6 mai 1791 avait supprimé en principe les fondations pieuses, sauf « celles destinées à subvenir à l'éducation des parents des fondateurs ».

Puis la loi du 13 brumaire an II ordonna de vendre tous les biens ecclésiastiques, sans réserver aucun crédit pour l'acquit des fondations (2).

347. — 1. V. Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, « Fondations », p. 753, 5^e éd.

2. 1^o « Tout l'actif affecté, à quelque titre que ce soit, aux fabriques des églises, cathédrales, paroissiales et succursales, ainsi qu'à l'acquit des fondations, fait partie des propriétés nationales.

2^o « Les meubles ou immeubles provenant de ces actes seront régis, administrés et vendus comme les autres domaines, ou meubles nationaux.

348. — De sorte que l'État était devenu propriétaire de tous les biens religieux et charitables, et que toutes les fondations qui grevaient ces biens se trouvèrent supprimées.

La preuve de cette suppression est dans les arrêts de la Cour de Cassation, cités par Merlin (1) qui décidèrent obligatoire le paiement des arrérages de rentes constituées au profit des fabriques à charge de services religieux, bien que ces fondations ne soient plus acquittées. De même fut refusé le droit de révocation des biens immobiliers pour inexécution des charges.

349. — Mais cette situation ne fut pas de longue durée ; les lois du 28 germinal an IV et 16 vendémiaire an V remirent les hospices civils en possession de leurs biens, et la loi du 18 brumaire an X, en créant les établissements publics du culte leur remit les biens ecclésiastiques qui n'avaient pas été vendus (L. organique, art. 76 ; décret du 7 thermidor an XI ; décret du 30 mai 1906). Enfin, un arrêté du 25 frimaire an XII, confirmé par un avis du Conseil d'État du 21 frimaire an XIV et un autre du 10 juin 1906 leur remit les « biens, rentes et fondations chargées de messes anniversaires et de services

3° « La régie du droit d'enregistrement poursuivra la rentrée de toutes les créances qui se trouveront dans cet actif... »

348. — 1. Questions de droit, « Fondations », p. 595.

religieux ». Les fondations supprimées par la loi du 13 brumaire an II renaissaient donc à nouveau ; ainsi en décidait un décret du 22 fructidor an XII (1).

Mais il convient de remarquer ici que, en fait, la capacité spéciale des établissements ecclésiastiques était déjà limitée, et que tous les biens qui leur furent remis par l'État n'étaient grevés que de fondations pieuses ou relatives à l'exercice du culte. C'est pour cette raison que la loi du 13 avril 1908 n'a parlé que des fondations pieuses, les établissements publics du culte ne se trouvant grevés, en fait, d'aucune fondation charitable, scolaire, etc., antérieure au Concordat.

350. — Quelle était donc à cette époque la situation des biens ainsi rendus aux fabriques, et quels étaient les droits des fondateurs ?

Tout d'abord, les églises et presbytères qui furent ainsi réunis aux établissements nouvellement créés

349. — 1. « Les biens et revenus rendus aux fabriques par les décrets et décisions des 7 thermidor an XI, et 18 nivôse an XII, soit qu'ils soient ou non chargés de fondations pour messes, obits, ou autres services religieux, seront administrés et perçus par les administrateurs des différentes fabriques, nommés conformément à l'arrêté du 6 thermidor an XI. Ils paieront aux curés, desservants ou vicaires, selon les règlements du diocèse, les messes, obits ou autres services auxquels les dites fondations donnent lieu. » Merlin, *Répertoire* ; v^o *Fondations*, p. 754.

restèrent la propriété de l'État, ils n'en eurent que la jouissance et l'administration (1).

Mais les biens grevés de fondations antérieurement au Concordat, qui ont été l'objet d'un envoi en possession en faveur des fabriques, conformément au décret du 7 thermidor an XI, sont considérés comme la pleine propriété de ces fabriques : L'État a abandonné à leurs profits tous les droits qui lui appartenaient depuis les lois révolutionnaires ; mais on admet que cette propriété ne lui a été transférée que par un envoi en possession (2).

351. — Or, il en résulte que l'exécution des fondations qui grevent ces biens est devenue obligatoire pour les fabriques du jour où elles ont été envoyées en possession ; ces charges leur ont été imposées par le décret de dévolution ; elles y sont obligées non plus par le contrat passé autrefois avec le fondateur, lequel a été déchiré lors de la nationalisation des biens du clergé, mais par l'État lui-même ; c'est l'État

350. — 1. Jurisprudence constante. V. Ducroc, *op. cit.*, t. II, p. 430, et les arrêts cités ; Instruction du 12 déc. 1907 sur la propriété des églises et presbytères (*R. O. D.*, n° 52) ; arrêt du C. É. du 1^{er} avr. 1887 (*D. Rép.*, v° *Culte*, n°s 484 et 485 ; *Suppl.*, n°s 363 et suiv., 389 et s., 392 et s.)

2. V. Dalloz. *Suppl. rép.*, n°s 487, 488, et les références citées ; Affre, *Administration temporelle des paroisses*, 10^e éd., p. 91, 92 ; C. civ., 3 avr. 1854 (*D.* 54.1.148) ; Trib. civ. Lannion, 6 oct. 1908 (*Gaz. Pal.*, 31 oct.).

qui est l'auteur de la fondation, et si un droit de révocation devait exister pour l'inexécution des conditions ce serait à son profit.

Nous voyons donc que les auteurs de ces libéralités et leurs héritiers sont hors de cause depuis que l'État a pris les biens et supprimé les charges, et que aucune action d'aucune sorte n'est ouverte à leur profit (1).

351. — 1. Cette solution a été affirmée par deux arrêts, dans une situation analogue: Il s'agissait de fondations nationalisées, et remises aux hospices La Cour de Nîmes (22 mai 1828, *D. rép.*, v° *Culte*, n° 602, note 2) et celle de Riom: 2 juillet 1832, (*S.* 1837, 1.842) ont décidé que les fondateurs n'avaient plus aucun recours devant les tribunaux civils en cas d'inexécution des charges; car ils ne sont plus considérés comme les auteurs de fondations (*Comp. Cass.*, 9 février 1837). Nous ne connaissons qu'une seule instance qui se soit élevée entre une fabrique et le représentant d'un fondateur. Elle tranche la question dans le même sens. V. Rennes, 6 juillet 1835 (*D. rép.*, v° *Culte*, p. 889, note 1). V. Affre (*op. cit.*), p. 749, ch. II., et les arrêts cités du 14 frimaire an VIII, et du 13 prairial an IX; Dorgun-Delaveau (*op. cit.*), p. 46 et s.; V. cependant, *Contra*: Becquet (*op. cit.*), v° *Culte*, n° 1752; Tissier, note sous *Cass.*: S. 06.2.25. Comparez l'article 3 de la loi du 26 septembre 1791. L'Assemblée réserve à la législature d'établir les règles d'après lesquelles il sera statué sur les demandes particulières qui pourraient être formées en conséquence des clauses écrites dans les actes de fondation et l'article 1^{er} l. 13 brum. an II, « Tout l'actif affecté à quelque titre que ce soit aux fabriques des églises ainsi qu'à l'exercice des fondations fait partie des propriétés restituées ». La Cour de Cassation (V. les arrêts cités par Affre) en a déduit que le second texte réglait les demandes particulières citées dans le premier, et les supprimait complètement.

352. — La situation des fabriques était donc à ce moment exactement la même que celle des établissements publics qui aujourd'hui recueillent les biens des établissements ecclésiastiques supprimés ; comme eux, ils tiennent les biens directement de l'État. Mais il y a cette différence que l'État doit aujourd'hui respecter les droits des tiers, qu'aucun texte spécial ne l'a autorisé à méconnaître ; tandis que les lois révolutionnaires ont supprimé toutes les actions en revendication des fondateurs.

353. — La loi du 9 décembre 1905 article 5, § 1 a réglé le sort des biens antérieurs au Concordat : ils font retour à l'État, en propriété et en jouissance (1) ; mais quel est le sort des droits des tiers sur ceux de ces biens qui sont grevés de charges ou de fondations ?

Les discussions de l'article 5 à la Chambre ne donnent aucun éclaircissement sur cette question spéciale (2). Seulement, M. Briand prétendit que la nationalisation des biens d'Église avait fait disparaître les affectations pieuses, et MM. Grousseau et Ribot lui répondirent que la remise de ces biens aux fabriques avait fait revivre les affectations. Mais ce n'est pas dire que les décrets du 9 thermidor an XI et 30 mai

353. — 1. V. plus haut, n° 136. Nous avons vu que l'exception prévue par cet article (fondations créées postérieurement à la loi du 18 germ. an X) n'a pas d'application pratique.

2. *J. O.*, séance du 16 mai 1905. *J. O.*, numéro du 17 mai.

1806 aient fait revivre les droits des tiers, la question ne fut donc pas définitivement tranchée par la loi.

Personne ne songea cependant à revendiquer sérieusement les droits des tiers en cette matière, après la loi du 9 décembre 1905 ; et on peut considérer que la loi du 13 avril 1908 a fait véritablement œuvre interprétative en supprimant toutes les actions relatives à ces fondations. L'État, en effet, vis-à-vis des établissements publics du culte qui ont recueilli les biens grevés de ces fondations est véritablement seul fondateur, et, les biens lui faisant retour, il y a confusion sur sa tête de tous les droits, d'où extinction des actions soit en révocation des descendants des fondateurs soit en exécution des bénéficiaires.

354. — Mais l'action en exécution au Conseil d'État, en vertu des décrets de dévolution prévus par l'article 3, § 7 pourra, croyons-nous, être invoquée, car il ne s'agira plus ici de droits basés sur l'acte de fondation antérieur au Concordat, mais sur la fondation nouvelle, créée par l'État par le fait même que ces décrets en ont exigé l'exécution.

TROISIÈME PARTIE

LES LIBÉRALITÉS FAITES A L'ÉTAT, AUX DÉPARTEMENTS, AUX COMMUNES ET AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

INTRODUCTION

Comparaison avec la situation faite aux libéralités
adressées aux établissements publics du culte

355. — Le principe de la séparation des Églises et de l'État devait avoir pour conséquence l'indifférence de l'État et des personnes publiques vis-à-vis du culte, et l'inexécution de toutes les charges qui supposent l'existence de ce culte ou nécessitent son intervention.

La loi du 9 décembre 1905 en avait fait une première application en supprimant des établissements publics qui ne pourraient exister qu'en supposant un culte officiellement reconnu ; ils avaient disparu faute d'objet et leurs biens ont été attribués à d'au-

tres établissements publics, qui sont pour la plupart incapables d'exécuter les charges.

Mais la loi de 1905 ne contenait aucune disposition concernant l'État et les établissements publics, elle s'était contentée de déterminer leur capacité pour les biens qui venaient des établissements supprimés.

356. — La loi du 13 avril 1908 dans son article 3, §§ 14 et 15 comble cette lacune, et interdit à l'État et aux établissements publics d'exécuter toutes les charges qui supposent l'existence ou l'intervention du culte. Le paragraphe 14, alinéa 1^{er} est ainsi conçu : « L'État, les départements, les communes et les établissements publics ne peuvent remplir ni les charges pieuses ou cultuelles, afférentes aux libéralités à eux faites ou aux contrats conclus par eux, ni les charges dont l'exécution comportait l'intervention soit d'un établissement public du culte, soit de titulaires ecclésiastiques. »

357. — Il y a donc une innovation dans l'extension à cette hypothèse de l'action restreinte en reprise, sanctionnant l'impossibilité d'exécuter. Sans disposition spéciale, les articles 953 et 1046 s'appliqueraient tant aux charges grevant le patrimoine des établissements supprimés qu'aux charges grevant le patrimoine de l'État, des départements et des autres établissements publics.

Les articles 7 et 9 de la loi de 1905, interprétés par l'article 3, § 3 de la loi du 13 avril 1908 avaient

modifié les actions de droit commun dans le premier cas ; l'article 3, § 14, alinéa 4 de la loi du 13 avril 1908 étend au second cas ces modifications.

Donc, que les libéralités grevées de charges ou de fondations aient été faites directement à l'État, aux départements, aux communes et aux établissements publics ou qu'ils les aient recueillies par suite de la suppression des établissements publics du culte, les charges contraires à la loi sont inexécutables, et le retour des biens ne pourra être accordé que par l'action spéciale en reprise, restreinte et limitée.

Mais, il y a cependant des différences résultant de la diversité des situations.

358. — 1° *Quant à la nature de l'action en reprise.*

— Dans tous les cas, nous l'avons vu, cette action sanctionne l'inexécution du legs ou du contrat de donation ; mais, tandis que, lorsqu'il s'agit de biens dévolus, l'inexécution consiste exclusivement dans le changement d'attribution des biens, lorsqu'il s'agit de biens donnés aux établissements publics, il n'y a pas de changement d'attribution, la seule cause de l'action est l'inexécution des charges spéciales.

359. — Il en résulte que contrairement aux biens des anciens établissements ecclésiastiques pour lesquels les actions en revendication de droit commun sont supprimées, même pour inexécution des charges étrangères à l'exercice du culte, les biens donnés à l'État et aux établissements publics seront repris

conformément au droit commun, toutes les fois qu'il ne s'agira pas de charges prévues par le paragraphe 14.

Il en résulte encore que l'action en reprise, basée sur le changement de destination, fait revenir tous les biens donnés dans le patrimoine du donateur, puisque tous ces biens sont détournés de leur destination primitive, tandis que l'action basée sur l'inexécution des charges par les établissements publics directement bénéficiaires ne fera rentrer les biens que proportionnellement aux charges non exécutées (V. n^{os} 463 et s.).

360. — 2^e *Quant à l'exécution des charges*, nous avons vu que les établissements publics comme attributaires tenaient uniquement des décrets de dévolution, le droit d'exécuter les charges ; mais comme donataires ou légataires, ils doivent exécuter toutes celles afférentes aux biens qu'ils ont été autorisés à accepter, sauf les exceptions prévues par la loi.

Par suite :

361. — a) En fait, la capacité des établissements publics n'est pas la même que celle des anciens établissements ecclésiastiques. Il y a des charges que les premiers pouvaient exécuter et non les seconds, telles par exemple, la charge de distribuer aux pauvres les revenus d'une somme donnée, qui était toujours acceptée par le bureau de bienfaisance, même

lorsque la distribution devait être faite par le curé de la paroisse.

362. — *b)* L'action en exécution au Conseil d'État en vertu des décrets s'appliquera dans la première espèce, l'action en exécution du droit commun sera seule recevable dans la seconde.

363. — *c)* L'action en révocation des articles 958 et 1046 est irrecevable pour les biens dévolus, elle sera recevable pour les biens donnés ou légués, sauf lorsqu'il s'agit des charges prévues par l'article 314 ; dans ce cas l'action en reprise sera seule admise.

364. — *a)* La disposition du paragraphe 15 qui ne restitue les biens que proportionnellement à la valeur des charges non exécutées, et rejette la thèse admise en jurisprudence sur l'application de l'article 900 et la nullité des donations pour cause illicite s'applique aux libéralités faites directement à l'État, aux communes, etc., mais non aux biens repris par suite de la dévolution puisque la base de l'action dans cette dernière hypothèse n'est plus uniquement l'inexécution des conditions spéciales devenues illicites, mais le changement de bénéficiaire de la libéralité, qu'elle soit ou non grevée de charges.

365. — Nous étudierons donc ici les questions particulières à l'État et aux établissements publics, en renvoyant pour les questions communes aux développements donnés plus haut, à propos des biens des établissements publics du culte.

366. — Une double remarque d'un intérêt capita s'impose ici :

I. — Les règles édictées par la loi du 13 avril 1908, §§ 14 et 15, article 3, ne s'appliquent qu'à l'État, aux départements, aux communes, et aux établissements publics.

En conséquence, toutes les libéralités grevées de charges ou de fondations pieuses, adressées aux établissements d'utilité publique et aux autres personnes morales privées restent soumises au droit commun.

II. — L'objet de notre étude est l'hypothèse où une commune, un département, un établissement public a reçu et accepté une libéralité grevée de charges qu'il ne peut plus dorénavant exécuter.

Bien que les dispositions du paragraphe 14 s'appliquent aux libéralités qui pourront être imposées dans l'avenir aux établissements publics, nous n'avons pas à étudier ici cette question.

367. — La loi a d'abord délimité les charges qui ne pourront plus être exécutées, elle a en second lieu établi les règles spéciales pour sanctionner l'inexécution de ces charges.

Nous examinerons successivement ces deux questions.

TITRE I

De l'exécution des charges

368. — D'après le droit commun, lorsqu'une libéralité a été acceptée, toutes les charges qui la grèvent doivent être exécutées.

Lorsque le bénéficiaire est une personne morale, en particulier un établissement public, l'article 110 du Code civil décide que la libéralité ne pourra être acceptée sans une autorisation préalable du gouvernement.

En conséquence, l'État, les départements, les communes et les établissements publics doivent exécuter toutes les charges grevant les libéralités qu'ils ont été autorisés à accepter, et dans la mesure où ils y auront été autorisés.

369. — L'inexécution de ces charges les expose à l'action en révocation des articles 1184, 1046 et 954 (V. n^{os} 18 et suiv.).

Une seule exception est admise : Les charges impossibles, illicites ou immorales sont réputées non écrites par l'article 900. Ils ne peuvent donc les exécuter et ne s'exposent de ce chef à aucune action et

révocation ; cependant nous avons vu que la jurisprudence prononçait la nullité de la libéralité lorsque la charge impossible, illicite ou immorale était la cause impulsive et déterminante de la libéralité.

370. — La loi du 13 avril 1908, article 3, § 4 a pour but d'interdire à l'État, aux départements, aux communes et établissements publics l'exécution de certaines charges, tout en modifiant les règles du droit commun, sur la sanction de cette inexécution.

D'après le paragraphe 14, alinéas 1 et 2, trois catégories de charges sont inexécutables (1) :

1° Les charges pieuses et cultuelles ;

2° Les charges dont l'exécution suppose l'intervention d'un établissement public du culte ou de titulaires ecclésiastiques ;

3° Les charges qui ne sont ni pieuses ni cultuelles et qui comportent l'intervention d'un ecclésiastique, (non d'un titulaire ecclésiastique) lorsqu'ils ne conservent pas un droit de contrôle sur l'emploi des libéralités.

371. — Restent donc exécutoires : 1° Toutes les charges étrangères à l'exercice du culte et qui ne comportent pas l'intervention des établissements ou des titulaires ecclésiastiques.

2° Celles qui comportent l'intervention d'un ecclé-

370. — 1. V. Annexe 2. Texte de la loi.

siastique avec réserve du droit de contrôle pour l'établissement grevé.

Les prohibitions du paragraphe 14 s'appliquent tant au présent qu'à l'avenir. L'État, les départements, les communes et les établissements publics ne pourront pas exécuter les charges interdites par le paragraphe 14 qui grèvent les libéralités à eux faites avant le 13 avril 1908, et ne pourront être autorisées à exécuter ces charges lorsqu'elles grèveront les libéralités qui leur seront faites dans l'avenir (1).

371. — 1. V. la sanction de l'inexécution dans cette dernière hypothèse (n° 448).

CHAPITRE PREMIER

Des charges qui ont le caractère pieux ou cultuel

§ 1. — DÉTERMINATION DE CE CARACTÈRE.

372. — Les charges pieuses et cultuelles et celles dont doit bénéficier un établissement ou un titulaire ecclésiastique ont un caractère commun : le caractère pieux ou cultuel, elles se distinguent en ce que ce caractère se rencontre tantôt dans la charge, tantôt dans le bénéficiaire de cette charge.

En réalité, l'acte de piété et l'acte cultuel ne se distinguent guère que par la qualité de celui qui l'accomplit. L'acte cultuel suppose l'intervention des cérémonies ordinaires dont l'Église a réservé l'exercice aux ministres des cultes selon les règles de la liturgie, l'acte de piété sera tout autre acte qui ne se comprendrait pas s'il n'avait un objet religieux.

Mais nous croyons que la loi n'a pas fait cette distinction, et a assimilé sous cette double dénomination toutes les charges qui supposent de près ou de loin l'existence du culte, en désignant spécialement sous le nom de charges cultuelles toutes celles qui par leur nature ne peuvent être accomplies que par

les ministres du culte ou les établissements ecclésiastiques, et de charges pieuses, celles, en général, dont l'objet est religieux (1).

373. — Qu'est-ce donc que le culte ? qu'est-ce qui constitue le caractère cultuel d'une charge ?

Aucun texte ne nous en donne de définition ; et nous sommes obligés de chercher la solution dans l'esprit de la loi.

Au point de vue abstrait, le culte se distingue essentiellement de la religion : la religion est une idée, une philosophie, un état d'âme sur lequel aucune loi n'a d'empire, parce que la liberté de conscience est un principe sacré. Le culte est la manifestation extérieure de la religion, c'en est la personification sociale grâce à laquelle les individus peuvent se communiquer leurs croyances, et, à ce titre, les pouvoirs publics représentants de la société ont prises sur les organes et les institutions religieuses, dans un intérêt d'ordre public (1).

374. — Le culte consiste essentiellement dans une

372. — 1. Ainsi un legs fait à un hospice de vieillards, à charge de faire prier tous les soirs les vieillards pour le repos de l'âme du donateur serait grevé d'une charge pieuse. La charge de faire dire des messes à cette intention serait cultuelle, puisqu'elle ne peut être remplie que par un ministre du culte. Une charge pieuse pourra être imposée à un ministre du culte, si de sa nature elle est susceptible d'être exécutée par un simple particulier.

373. — 1. V. Lhopiteau et Thiébault, *op. cit.*, p. 31.

série d'actes, soit l'exécution des cérémonies elles-mêmes, soit les actes nécessaires à la préparation et à l'accomplissement de ces cérémonies ; l'acquisition, la location des édifices du culte, des objets nécessaires à son exercice ; l'institution de missions, de prédications, de catéchismes, etc., sont des actes cultuels.

Mais par contre, à notre avis, les actes qui ont pour but, non plus l'exercice du culte, mais l'intention des ministres chargés de ce culte, ne sont pas des actes cultuels ; le traitement des prêtres, leur logement, les institutions en faveur des prêtres âgés ou infirmes et en général tout ce qui a pour but d'assurer la subsistance matérielle des ministres du culte, n'ont pas pour objet l'exercice du culte lui-même ; mais l'entretien des individus chargés de son exercice, pris en leur simple qualité d'hommes ayant comme les autres hommes besoin pour vivre, de se loger, de se nourrir, de se vêtir, etc... (N^o 392 et s., 436 et s.).

Ce que le paragraphe 14 a interdit ce sont les charges ayant pour objet direct l'accomplissement des actes cultuels.

375. — A. — Le caractère cultuel peut donc se rencontrer :

1^o Soit dans la charge elle-même : ce sont toutes celles qui par leur nature rentrent dans l'affectation *spéciale et exclusive* : a) Des anciennes institutions du culte reconnues par le droit administratif (fabriques, menses, chapitres) et de leurs titulaires (curés, vicai-

res, évêques, etc.) ; b) Des ministres du culte dans l'accomplissement des actes qui constituent l'exercice du culte (1).

2° Soit dans le bénéficiaire de la charge qui par elle-même n'a pas le caractère cultuel : a). Établissement public du culte ; b) Titulaire ecclésiastique (2).

376. — B. — Le caractère pieux réside dans la charge elle-même.

Sera pieuse, toute charge ayant pour objet l'accomplissement d'un acte religieux (prières) ou d'un acte destiné à propager la foi religieuse (catéchismes, enseignement ayant le caractère religieux), distribution d'emblèmes religieux, édition de livres de piété, etc... quelle que soit la personne chargée d'accomplir cet acte.

375. — 1. Ces charges sont interdites qu'elles grèvent des libéralités ou des contrats à titres onéreux. Par conséquent les fondations de messes, même si on les considère comme des contrats à titre onéreux (V. nos 209 et s.), sont inexécutables.

2. Il faut bien distinguer le ministre du culte du titulaire ecclésiastique. Ainsi, un évêque sera considéré comme ministre du culte, quand il est chargé de dire des messes, et comme titulaire ecclésiastique en sa qualité de président du chapitre diocésain. Le ministre du culte n'a pas le caractère cultuel, il peut exécuter des charges pieuses ou charitables, sans qu'elles deviennent par la suite des charges cultuelles. Le titulaire ecclésiastique communique forcément le caractère cultuel à toutes les charges qu'il exécute. Par exemple la charge d'habitation au profit des curés successifs n'est pas une charge cultuelle (V. n° 391). La charge imposée à une commune de faire dis-

Toutes ces charges tombent sous l'application du paragraphe 14, alinéa 1^{er} (1).

377. — Mais, *a contrario*, une charge ni pieuse, ni cultuelle, qui n'est pas imposée en faveur d'un établissement ou d'un titulaire ecclésiastique ne tombe pas sous l'application du paragraphe 14, alinéa 1^{er}.

Ainsi la charge d'habitation au profit des curés successifs est exécutable, à notre avis, le droit d'habitation n'a en effet en lui-même ni le caractère pieux ni le caractère cultuel ; et nous montrerons plus loin que le curé est pris ici, non comme titulaire ecclésiastique, représentant la masse curiale, mais comme

tribuer aux pauvres les revenus d'une donation par le titulaire de la messe d'une paroisse, est cultuelle, elle ne l'est pas, s'il s'agit d'un simple prêtre (n° 436, V. I, 9 déc. 1905, art. 2, au sujet des services d'aumônerie).

1. Remarquons que le caractère pieux ou cultuel peut se rencontrer dans les obligations de donner ou faire; la charge elle-même n'a pas de caractère, mais l'objet de cette charge peut être pieux ou cultuel. Cet objet sera tantôt un acte, tantôt une chose, l'Acte peut être cultuel par lui-même : par exemple une messe. La chose peut être cultuelle par son affectation spéciale : par exemple une église, des ornements sacerdotaux.

En conséquence l'obligation de donner une chose cultuelle perdra ce caractère lorsque l'objet donné devra être détourné de son affectation : par exemple la charge imposée à une commune d'installer une école dans une église désaffectée, ou de donner des vases sacrés précieux à un musée ne sera pas cultuelle.

citoyen exerçant la profession de ministre du culte ; simple situation de fait (V. n° 391 et suiv.).

378. — Le plus grand nombre des charges qui tombent sous l'application du paragraphe 14 alinéa 1, sont les fondations de messes ; elles grevaient plus des 4 5 des libéralités faites tant aux communes qu'aux établissements ecclésiastiques. Les débats parlementaires de 1907 et 1908 nous montrent les efforts des orateurs catholiques pour les faire respecter ; et on parvint au Sénat à en permettre l'exécution par les Sociétés de secours mutuels prévues par l'article 9, §§ 1^{er} et 6 de la loi du 9 décembre 1905 (Amendement Berger). Mais aucune de ces sociétés ne s'est encore formée, car une lettre du pape Pie X aux cardinaux français, refuse aux catholiques l'autorisation de former de pareilles mutualités « que l'on dépouille, dit-il, explicitement, de tout caractère ecclésiastique, et auxquelles de par la loi on interdit toute intervention légale de l'épiscopat... Et tout cela pour recueillir des avantages matériels, fort discutables et précaires, et entourés de restrictions hostiles à la hiérarchie dont le moindre contrôle est positivement et explicitement exclu par la loi ». Les fondations de messes suivront donc le sort des autres fondations pieuses et nous croyons inutile d'étudier le fonctionnement de ces sociétés.

379. — Aux fondations de messes il faut ajouter les dons et legs à charge de payer des stations d'avent

et de carême (les autres prédications n'étant pas reconnues légales par le Conseil d'État) ainsi que les libéralités ayant pour objet d'aider la fabrique dans les dépenses du culte intérieur, ou l'entretien des édifices du culte qui appartenaient aux anciens établissements ecclésiastiques (1).

380. — Toutefois la loi du 2 janvier 1907 article 5 ayant laissé aux prêtres et aux fidèles la jouissance des édifices du culte, et la loi du 9 décembre 1905, article 1^{er}, garantissant le libre exercice du culte, devront être exécutées, bien qu'ayant le caractère cultuel, toutes les charges ayant pour objet l'entretien des églises et chapelles affectées au culte, soit que ces édifices appartiennent aux communes ou aux établissements publics, soit qu'ils leur aient été attribués par suite de la dévolution.

L'entretien doit s'entendre dans le sens large, non seulement des édifices eux-mêmes, mais des meubles les garnissant.

Resteront inexécutables les charges ayant pour objet la construction d'édifices nouveaux, ou l'acquisition d'objets mobiliers nouveaux qui ne rentrent

379. — 1. Ces charges inexécutables comme pieuses ou cultuelles ne pourraient pas être volontairement exécutées par les communes et établissements publics, car ces dépenses constituaient une subvention au culte interdit par l'article 2, § 5 de la loi du 13 avril 1908 (V. n^o 405 et s.). (Dorquin-Delaveau, *op. cit.*, p. 68 et s.).

pas strictement dans les dépenses purement conservatoires.

381. — Enfin l'article 3, § 7 de la loi du 23 avril 1908 en déclarant que les établissements dévolutaires pourront exécuter les charges relatives à l'entretien des tombes a voulu dire que cette charge n'a pas en principe le caractère pieux ou cultuel (1).

Elles ne tombent donc pas sous l'application du paragraphe 14.

Peut-être était-il inutile de la spécifier dans la loi, ainsi que l'a fait remarquer M. le Ministre des Cultes, lors de la discussion au Sénat (2). Le respect dû aux morts n'a en effet de rapport avec aucune cérémonie du culte, c'est plutôt un devoir moral dont les religions autrefois reconnues n'ont jamais prétendu se réserver l'apanage.

382. — Il est une situation toute spéciale dont il nous faut traiter ici : Ce sont les charges et fondations imposées en faveur d'une succession de personnes qui se rattachent à l'exercice du culte ; tout en conservant une individualité propre et indépendante du culte lui-même. Ces fondations grèvent des libéralités adressées aussi bien à des établissements publics du culte qu'à des établissements laïques. Nous aurions dû pour suivre rigoureusement le plan de

381. — 1. Taudière, *op. cit.*, p. 46.

2. *J. O.*, 1908, p. 377.

cette étude étudier séparément ces deux situations, mais elles sont si intimement unies, qu'il est impossible sans se répéter de les examiner séparément. La principale de ces hypothèses est celle de libéralités grevées de fondations en faveur des curés successifs et en particulier celles de donations d'immeubles pour servir d'habitation aux prêtres, curés ou vicaires.

§ 2. — DES CHARGES EN FAVEUR DES SUCCESSIONS
D'ECCLÉSIASTIQUES.

383. — Parmi les libéralités dont bénéficièrent, l'État, les départements, les communes et les établissements ecclésiastiques, un grand nombre étaient grevées de charges en faveur des prêtres chargés de l'exercice du culte. Les bienfaiteurs, dans l'intérêt même de la bonne organisation des services religieux, avaient cherché à augmenter le bien-être matériel des curés, des desservants et des vicaires ; souvent, du reste, ils imposaient à ces derniers, en compensation des faveurs qu'ils leur accordaient, la charge de dire des messes pour le repos de leur âme, ou aux intentions des membres de leur famille (1).

383. — 1. Les charges subsidiaires et en second ordre imposées au bénéficiaire de la première fondation seront supprimées ou exécutoires en vertu des règles du droit commun, selon que la charge en faveur de l'ecclésiastique qui doit les exécuter sera prohibée ou permise; Montluçon, 2 janv. 1908(*R.O.D.*, 51).

384. — C'est ainsi que nous trouvons aujourd'hui, dans le patrimoine des communes, des établissements publics et, en particulier, des anciens établissements publics du culte, un grand nombre de fondations, legs ou donations en faveur des évêques, curés, vicaires, aumôniers successifs : ce sont des dons et legs d'immeubles à charge d'en concéder l'usufruit ou l'habitation gratuite aux curés successifs, aux « prêtres qui se succéderont dans telle paroisse », aux « vicaires de tel endroit », aux « desservants qui viendront après moi » (car beaucoup de ces libéralités émanent d'ecclésiastiques). C'est encore la donation ou les legs d'un capital, à charge de fournir une rente perpétuelle aux curés, vicaires, etc., successifs.

385. — Nous croyons ces charges exécutoires, malgré les lois du 9 décembre 1905 et du 13 avril 1908, lorsqu'elles se présenteront sous la forme de libéralités faites à un établissement public autre que celui dont le bénéficiaire était titulaire sous le concordat, et lorsque cet établissement se trouvera grevé d'une obligation de donner ou de faire en faveur de chacun des ecclésiastiques qui se succéderont dans une fonction déterminée.

386. — En conséquence ne pourront être exécutées :

I. Les charges ayant pour objet de donner aux ecclésiastiques successifs une chose ou un avantage ayant par lui-même un caractère pieux ou cultuel (V. n° 375^{er}1).

387. — II. La charge imposée aux communes en vertu du Concordat et par la loi municipale du 5 avril 1885 de fournir un logement ou une indemnité de logement aux curés de toutes les paroisses concordataires. La loi du 9 décembre 1905, article 2, ayant interdit aux communes toute dépense et toute subvention en faveur du culte, elles ne sont plus tenues de loger gratuitement les ministres du culte ; elles peuvent les faire expulser, ou leur louer les presbytères.

Mais si elles ne sont pas obligées d'exécuter cette charge, il semble qu'elles puissent subventionner les ecclésiastiques, c'est-à-dire leur fournir le logement gratuit, en les considérant non comme représentants du culte, mais comme simples particuliers(1).

387. — 1. V. cependant *contra* : circulaires du 3 juin 1908 et du 8 octobre 1908, qui considèrent formellement l'habitation gratuite comme une subvention au culte, et signalent aux préfets différents moyens d'empêcher les municipalités de laisser aux curés la libre disposition des presbytères.

Nous croyons cependant qu'il n'y a pas de subvention au culte, parce que la privation de revenus n'est pas une dépense, et que, dans tous les cas, cette subvention serait consentie non en faveur du culte, mais en faveur d'un prêtre en qualité de simple particulier (V. n° 405). Or, le conseil municipal a le droit de disposer des biens de la commune, tant que la loi ne le défend pas (V. un article de M. Jouarre, dans la *R.O.D.*, n° 65) ; Tr. Morlaix, 7 oct. 1907 (*R.O.D.*, 45) ; *Contra* : Vesoul, 7 avril 1908 (*Gaz. trib.*, 08.1.47) ; Besançon 16 juillet 1908 ; Conseil d'État (2 arrêts), 8 et 15 janvier 1909 (*Gaz. trib.*, 13 janvier 1909).

388. — III. Lorsqu'une libéralité aura été faite à la mense, grevée de charges en faveur des curés successifs, il sera difficile de ne pas considérer cette charge comme cultuelle : la mense ayant, en effet, pour but unique l'entretien matériel des curés, la libéralité sera pure et simple, et la charge inexécutable, comme rentrant dans l'affectation spéciale d'un établissement public du culte supprimé, ou imposé en faveur d'un titulaire ecclésiastique (1). Il en sera ainsi lorsque le disposant aura gratifié purement et simplement les « curés successifs », la libéralité ayant été autorisée en faveur de la mense (V. n^{os} 396-409).

389. — IV. Alors même que la libéralité aurait été faite à la commune ou à la fabrique en faveur des évêques, curés successifs, la charge sera cultuelle, et inexécutable lorsqu'il sera établi, en fait, que le disposant aura entendu gratifier le bénéficiaire en qualité de titulaire d'un établissement public du culte (1) (§ 14, al. 1) (V. n^{os} 181-375). Il y a là une question de fait que les tribunaux apprécieront souverainement (n^o 393).

390. — Mais toutes les fois que l'État, un départe-

388. — 1. La question a été résolue en ce sens pour un titre de rentes donné à la cure, par un arrêt de Dijon du 21 janv. 1908 (*Gaz. trib.*, 08.2.213) ; Comp. Dijon, 26 nov. 1907 (S. bull. somm., 08.2.8 ; *R.O.D.*, 45).

389. — 1. Agen, 7 déc. 1908 (2^e moyen), (*Gaz. Pal.*, du 29 déc.).

tement, une commune, un établissement public ou un établissement ecclésiastique aura reçu une libéralité avec la charge de concéder un avantage quelconque, usufruit, habitation, rente, etc., à un ecclésiastique indépendant de la qualité de titulaire qu'il pouvait avoir sous le Concordat(1), cette charge sera, croyons-nous, exécutable, pour un double motif : 1^o ce n'est pas une charge cultuelle; 2^o elle ne constitue pas une subvention au culte prohibé par la loi du 6 décembre 1905, article 2.

391. — I. Nous avons vu, en effet, qu'une charge pouvait être cultuelle soit en elle-même (ce n'est pas notre hypothèse), soit dans la personne de son bénéficiaire. Or, le caractère de l'ecclésiastique, en sa seule qualité de ministre du culte, n'est pas suffisant pour communiquer à une charge le caractère cultuel; la charge, en effet, n'est pas stipulée en faveur du

390. — 1. Agen, 7 déc. 1908 (précité): Cet arrêt repousse avec raison, à notre avis, une première théorie, d'après laquelle il y aurait legs direct d'usufruit aux curés successifs (V. nos 388, 389 et s.). Mais il admet, *à priori*, que la charge est imposée à la fabrique en faveur de la mense, ou du curé en qualité de titulaire de cette mense. Nous estimons, au contraire, qu'il y a là une question de fait, et nous voulons prouver qu'il y a possibilité juridique de désigner comme bénéficiaires de la charge les curés successifs, en dehors de leur qualité de titulaires. Si nous parvenons à établir ce point, les juges devront décider, en fait, et non en droit, si le gratifié est la mense ou le curé. Comp. Saint-Étienne, 11 janv. 1909 (*Gaz. du Pal.* du 29 janv.)

culte que l'ecclésiastique a pour fonction d'exercer, mais de ce ministre lui-même, ce que nous estimons n'être pas la même chose ; le culte n'en bénéficie en aucune façon, il se distingue essentiellement de son ministre, nous croyons pouvoir l'établir ; par conséquent, la charge ne peut être considérée comme stipulée en faveur du culte (1).

Mais, par contre, si on estime en fait que c'est le titulaire ecclésiastique qui bénéficie de la charge, nous devons alors considérer que c'est la *fonction* elle-même qui a été gratifiée, fonction cultuelle, supprimée par la loi de 1905 : La charge sera donc nécessairement inexécutable.

Pour établir que cette charge n'est pas cultuelle, il nous faut donc prouver :

α) Que les *ecclésiastiques* successifs peuvent se distinguer en droit des *titulaires ecclésiastiques* ; β) qu'il est juridiquement possible d'obliger un établissement à exécuter des charges en faveur d'une succession indéfinie d'individus.

392. — A. — La personnalité juridique de l'évêque, du curé, de desservant, peut se distinguer juridiquement de la mense épiscopale ou curiale, et de la succursale (1). La meilleure preuve en est dans la loi de

391 — 1. *Contra* Saint-Étienne, 11 janv. 1909 (précité).

392. — 1. Bordeaux, 13 janv. 1908 (*Gaz. Pal.*, 08.1.287 ; S. bull. som., 08 2,24) ; Toulouse, 30 av. 1907 (*Gaz. Pal.*, 07.2.33 ; S. 07.2.257 ;

1905 elle-même, qui, en dénonçant le Concordat, supprime complètement la mense qui puisait toute sa vie et sa raison d'être dans le Concordat lui-même ; elle supprime de même toutes les immunités et les privilèges, incapacités, incompatibilités attachés à la qualité de ministres du culte. Les distinctions qui les séparaient des autres citoyens disparaissent désormais ; ils sont dépourvus de tout caractère public, redeviennent de simples particuliers, et retombent sous l'application du droit commun.

Mais ce n'est pas à dire que la puissance publique ne devra connaître les ministres de culte en cette qualité, à aucun point de vue ; la loi du 9 décembre 1905 conserva au curé une situation spéciale, résultant de sa qualité de ministre du culte qu'elle n'a pas pu supprimer, puisqu'elle conservait le principe du libre exercice du culte (art. 1). Cette qualité subsiste, malgré l'absence d'associations cultuelles, et subsistera tant que l'exercice du culte sera autorisé (2).

D. 07. 2.225) ; Saumur (référé), 24 oct. 1907 (*R.O.D.*, n° 47 ; D. 07. 2.225).
V. *Contra* : Sens, 5 déc. 1907 (*Gaz. Pal.*, 08, 1 291 ; *note*) ; Trib. des conflits, 29 fév. 1908, conclusions du procureur général Feuilleoy (D. 08, 3, 33 ; S. 08, 3, 49) ; Le Mans, 17 fév. 1908 (*Gaz. Pal.*, 08, 1.413 ; *Gaz. trib.*, 08, 2, 62.) ; Dijon, 16 mars 1908 (*Gaz. Pal.*, 08, 1.540 ; S. bull. somm., 08, 2, 39) ; Tr. Castelsarrazin (réf.), 22 mars 1907 (*Journ. Le Droit*, du 28 avril 1907).

2. V. *note* dans Dalloz : 07.2.226, col. 1, *in fine* ; Montauban, 12 déc. 1907 (*Gaz. Pal.*, 08, 1.538, *note*), 2 av. 1908 (*Gaz. Pal.*,

393. — C'est en vertu de ce principe, que la loi du 2 janvier 1907, article 5, laissant les édifices affectés à l'exercice du culte « à la disposition des fidèles et des ministres du culte, pour la pratique de leur religion », reconnaît les droits d'occupation du prêtre catholique, approuvé par l'autorité ecclésiastique (1) ; qu'enfin, les dispositions des articles 199 du Code pénal, et 909 du Code civil (2), sont toujours applicables, et que l'article 34 de la loi du 9 décembre 1905 a prévu des pénalités contre les ministres du culte (3).

08.1.124, note) ; Toulouse, 23 juill. 1908 (*Gaz. Pal.*, du 6 nov.) ; *Contra* : Dijon, 16 mars 1908 (précité) ; Avis du Conseil d'État du 30 mai 1907 ; Saint-Étienne, 11 janv. 1909 (précité).

393. — 1. V. circulaire relative à l'attribution et à la jouissance des édifices affectés à l'exercice du culte (*J. O.* du 4 fév. 1907, p. 997 ; *R.O.D.*, 25). « Jusqu'à désaffectation régulière, les édifices devront rester affectés non pas à un culte quelconque, mais au culte auquel ils étaient consacrés avant la séparation. » V. Chambre des députés, séance du 21 déc. 1905, (*J. O.* du 22, p. 3397-3408) ; Arrêt du Conseil d'État : 8 fév. 1908 (*R O D.*, n° 49, p. 147 et références) ; Rapport de M. Chardenet, commissaire du gouvernement (*R O D.*, n° 50) ; Bastia, 17 fév. 1908 (S. 08.2.273 ; D. 03.2.89 : *R.O.D.*, 51) ; Château-Chinon, 23 juill. 1908 (S. 08.2.273) ; Nérac, 9 nov. 1907 (D. 07.2.245 ; S. 07.2.185).

2. Art. 199, C. pén. ; C. crim., 9 nov. 1906 (D. 07. 1.161 ; S. 07.1.153) ; Art. 906, C. c. ; Vannes, 15 nov. 1906 (*R.O.D.* 25).

3. Comp. deux jugements du trib. civ. de Mirecourt, du 9 av. 1908 (*R.O.D.*, 55), qui exposent toute la question avec une merveilleuse précision. *Adde* : Fontainebleau, 21 mars 1907 (*R.O.D.*,

394. — Lors donc qu'une semblable disposition aura été faite en faveur d'un établissement capable de la recevoir (commune, fabrique), la charge pourra être interprétée en faveur des curés successifs, puisqu'ils conservent une personnalité distincte de celle de la mense.

Les tribunaux auront à apprécier souverainement si le disposant avait entendu gratifier la mense ou le prêtre comme ecclésiastique, et non comme titulaire de la mense. Et le caractère cultuel d'une charge s'appréciant eu égard à la nature du bénéficiaire comme nous l'avons montré plus haut (n° 375-2°, 391), il y aura une présomption pour qu'une charge imposée en faveur des curés successifs qui n'ont pas par eux-mêmes ce caractère cultuel, et qui se distinguent de la mense, ne soit pas elle-même cultuelle. Et ce sera à ceux qui invoquent ce caractère cultuel de la charge de prouver que le fondateur a entendu gratifier la mense.

394 bis. — Si, du reste, on avait considéré que le donateur entendait gratifier la mense, l'autorisation administrative serait intervenue en faveur de cette

n° 29 ; *Gaz. trib.* du 7 av. 1907) ; Melun (réf.), 3 mai 1907 (*R.O.D.*, n° 32 ; *D.* 07.2.225 ; *Gaz. Pal.*, 07 2.35) ; Montauban, 11 déc. 1907 (précité). V. sur cette question de la survivance de la condition de ministre du culte : Lhopiteau et Thébault (*op. cit.*), p. 17 à 23, 298 et s.

dernière (1). De plus, dans bien des cas, il n'existait pas de mense à côté des fabriques ou des communes (2). Remarquons encore qu'il est difficile de concevoir un droit vil d'habitation au profit d'une personne morale, et qu'il est peu probable que le disposant ait entendu gratifier cet établissement dans la personne des curés successifs (3).

Enfin, lorsque la libéralité a été faite en faveur des vicaires, la question ne se pose même pas, puisqu'ils ne représentent aucun établissement supprimé. Comment alors ne pas reconnaître que l'intention des donateurs ait été la même dans les deux cas ?

Bref, il y a là une question d'interprétation de la volonté des parties contractantes, et de la portée de l'acte de fondation.

Nous nous bornons à poser en principe que le ministre du culte nous semble encore pouvoir faire reconnaître en justice cette qualité, pour réclamer

394 bis. — 1. Mirecourt (précité). Il n'y a pas de cas, dans la jurisprudence du Conseil d'État où la mense ait été autorisée à accepter le bénéfice d'une charge imposée à un autre établissement en faveur des curés successifs (V. note dans Dalloz, 07. 2.225 (préc.).

2. Mirecourt (précité).

3. Trib. des conflits, 29 fév. 1908 (D. 08.3.33. ; S. 08. 3,49) (conclusions Feuilleley); Tr. Bordeaux, 13 janv. 1908 (*R.O.D.*, 51; *Gaz. Pal.*, 08. 1.287, note ; S. bull. som., 03.2.24); Toulouse, 30 av. 1907 (D. 07.2.225 ; S. 07.2.267).

les avantages qui lui auront été concédés (4).

395. — B. — Cependant, la charge ne pourrait pas, en fait, être interprétée en faveur des curés successifs si ces derniers étaient juridiquement incapables, en qualité de succession indéfinie de personnes, d'en réclamer l'exécution.

Il nous faut donc montrer qu'une charge peut être imposée à un établissement public en faveur d'une succession de personnes, et que chacune d'elles aura le droit d'en exiger l'exécution.

396. — Remarquons, tout d'abord, que la difficulté ne réside pas dans la nature des avantages concédés aux curés successifs (usufruit, usage, habitation, etc.) : Nous ne prétendons pas que ces avantages leur aient été directement concédés, et à perpétuité (1). Elle ré-

4. V. art. P. Magnin, les Presbytères et la loi nouvelle sur les biens ecclésiastiques (*R.O.D.*, 55, p. 323, col. 1, *in fine*) ; De Varenilles-Sommières, *Les personnes morales*. Comp. Tr. Charolles, 1^{er} mars 1907 (*R.O.D.*, 29, p. 231 et la note). La distinction entre le curé et la mense a été solutionnée dans notre sens par un grand nombre d'ordonnances de référé statuant sur le maintien provisoire des curés dans les presbytères, en attendant qu'il soit statué au fond sur la validité de leur droit. Nous ne pouvons étudier ici cette question spéciale du maintien provisoire : V. les quelques ordonnances citées, dans Dalloz (07.2.225 et 08.2.172). (S. somm. de jur., 09.1.61). Comp. Trib. conflits, 29 févr. 1908 (conclusions Feuilloley) (précité) (*R.O.D.*, 52, p. 343) (note Jouarre), et un article particulièrement compétent de M. P. Magnin (*R.O.D.*, 44).

396. — 1. Agen, 7 déc. 1908 (précité) (V. n° 390, note 1). V. cependant *Contra*: D: Code des lois politiques et administratives, v° Cul-

side dans la personne même des bénéficiaires, à raison de leur caractère temporaire comme ecclésiastiques, et perpétuel comme ecclésiastiques « successifs ». S'il s'agissait d'une personne morale perpétuelle, le droit une fois acquis serait définitif (2), mais nous venons justement de démontrer que ces bénéficiaires se distinguent essentiellement de tout établissement public. Comment leur assurer un droit aussi stable que celui dont jouirait la mense elle-même (3)? Comment assurer à chacun d'eux l'exercice d'un droit, alors qu'ils n'existaient pas au moment où le droit a été concédé? Il semble qu'on puisse leur opposer l'article 906 du Code civil, qui dispose qu'on ne peut recevoir si on n'est pas conçu au moment de la donation, ou du décès du testateur (4).

397. — Nous ne le croyons pas, car il ne s'agit pas

tes, n^{os} 4443 et s., v^o *Dons et legs*, n^{os} 133 et s.; note dans D. 07.2.225 (JUC).

2. V. note Planiol, sous Cass. req., 5 déc. 1906 (D. 07.1.249). V. l'affaire célèbre des frères des écoles chrétiennes contre la ville de Paris : Paris, 6 déc. 1899 (D. 02.1.108); C. 7 juin 1901 (D. 02.1.105; S. 02.1.513, note Wahl).

3. V. Étude P. Magnin, *R. O. D.*, 44.45 (précitée). C'est pour cette raison que le donataire ou légataire grevé ne peut pas être une personne physique : Bordeaux, 13 janv. 1908 (*R. O. D.*, 51; *Gaz. Pal.*, 08.2.287; S. Bull. somm., 08.2.24), et que le legs fait aux curés successifs ne peut être valable que comme fait directement à la mense curiale (V. n^o 388).

4. Amiens, 26 févr. 1879 (S. 81.2.138).

d'un droit concédé directement par le disposant à chacun des bénéficiaires successifs ; ils n'ont pas reçu l'usufruit, le droit d'habitation, les arrerages de la rente ; le fondateur a simplement imposé à l'établissement donataire ou légataire une obligation : celle de transférer ce droit à chacun des bénéficiaires successifs. Ces derniers ne sont pas les ayants cause directs du fondateur, qui ne leur a pas concédé de droit réel sur le bien donné, mais seulement une action contre l'établissement donataire ou légataire résultant de l'obligation *personnelle* qui lui a été imposée (V. n^{os} 239 et s.).

398. — Il nous reste donc à déterminer la base juridique de cette action. Deux théories parviennent à ce résultat : la théorie des dons et legs avec charges en matière de libéralités, et la théorie de la stipulation pour autrui dans les contrats entre vifs.

399. — α Lorsque des immeubles ont été légués à un établissement à charge d'y loger les curés successifs, ceux-ci auront le droit de réclamer l'exécution de la charge, en vertu de l'engagement quasi contractuel résultant de l'acceptation par le légataire du bénéfice de la libéralité (V. n^o 11). Il suffira donc à chaque curé de prouver sa qualité de successeur du curé prédécédé.

400. — β D'autre part, lorsqu'il aura été passé un contrat de vente ou de donation entre le disposant et l'établissement bénéficiaire, cet acte s'analyse avec

plus de sécurité encore dans une stipulation faite au profit d'un tiers (art. 1121) (1). Le disposant vend ou donne son immeuble à l'établissement, sous une condition : la promesse faite par ce dernier d'en laisser la jouissance aux curés successifs. Cette promesse est toujours une condition essentielle du contrat, elle en est la cause juridique, et rend le contrat valable, d'après l'article 1121, n'y aurait-il qu'un intérêt purement moral (2).

De plus, les deux traits essentiels de la stipulation pour autrui : 1° droit du bénéficiaire indépendant de toute acceptation ; 2° possibilité pour le bénéficiaire

400. — 1. L'article 1121 apportant une exception au principe de la prohibition des stipulations pour autrui posé par l'article 1119, dispose que « on peut pareillement stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condition d'une stipulation que l'on fait pour soi-même, ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui a fait cette stipulation ne peut plus la révoquer si le tiers a déclaré vouloir en profiter ». C'est de cette dernière disposition que la jurisprudence a déduit la dispense d'acceptation pour le bénéficiaire (V. Fontainebleau, (ref.), 21 mars 1907 (préc.); Villefranche (ref.), 24 juin 1908 (*R. O. D.*, 60); La Roche-sur-Yon, (ref.), 18 sept. 1908 (*R. O. D.*, 65). V. sur la théorie générale de la stipulation pour autrui : Planiol, t. II, n° 1209 et t. III, n° 3340; Saleilles : *Théorie de l'obligation*, n° 245 à 258. Notes dans Sirey : 88. 1. 121; 77. 1 373; 81. 1. 5; 81. 1. 145 (Labbé). Conf. Bordeaux, 13 janv. 1908 (précité).

2. V. n° 15, note 2. « L'intérêt personnel » des héritiers sera suffisant, croyons-nous, lorsque le prêtre bénéficiaire de la charge aura été lui-même chargé de dire des messes pour le repos de l'âme du donateur.

d'être une personne future (3); cadrent parfaitement avec les difficultés spéciales que nous rencontrons dans notre hypothèse.

401. — Aussi, les tribunaux ont reconnu aux charges imposées par contrat en faveur de personnes successives, le caractère de stipulations pour autrui (1), et en particulier, depuis 1905, aux charges en faveurs des curés successifs (2). Du reste, pas plus qu'aux legs avec charges on ne pourra reprocher à la stipulation pour autrui de violer l'article 906 du Code Civil, qui ne s'applique qu'au légataire, c'est-à-dire, dans l'espèce, à la fabrique où à la commune.

402. — On ne saurait, d'autre part, refuser tout effet à la stipulation en faveur des curés successifs, comme fait en faveur de personnes incertaines. La jurisprudence qui considère comme suffisamment déterminé un établissement non encore existant (1) doit, semble-t-il, considérer à plus forte raison comme

3. V. Ed, Lambert: *Du contrat en faveur des tiers* (Paris, 1893), p. 363 à 548; P. Magnin (étude précitée), n° 44, p. 716; Planiol, t II, nos 1241 et s.

401. — 1. C. Req., 13 juin 1877 (D. 77. 1. 415; S. 77. 1. 307).

2. V. les ordonnances du référé précitées, qui basent sur l'article 1121 la présomption de validité des titres sur lesquels est fondée la possession des curés. Conf. Bordeaux, 13 janv. 1908 (précité). Mirecourt, 9 av. 1908 (précité).

402. — 1. C. 8 av. 1891 (S. 91. 1. 516 (N. Labbé); C. req., 16 av. 1899 (D. 1900. 1. 548; S. 01. 1. 459).

telle « une série de personnes physiques, parfaitement déterminées, et qui seront toutes sûrement capables de recevoir par donation, telles que les curés successifs d'une paroisse » (2).

403. — Observons enfin que le droit du bénéficiaire à réclamer de l'établissement gratifié l'exécution de son engagement prend naissance du jour même du contrat ou du testament (1) et avant qu'il ait pu donner son consentement, puisqu'il n'est pas nécessaire qu'il soit vivant; et si, lorsqu'il est déterminé, il doit accepter la stipulation faite à son projet, cette acceptation peut n'être que tacite (2), et n'intervenir, dans l'hypothèse de l'article 1121 (3), à l'encontre de

2. V. article Magnin (préc.), p. 717; Mirecourt, 9 av. 1908 (précité). En matière de legs : V. Amiens, 26 juin 1879 (S. 81. 2. 138); V. la jurisprudence contraire en matière d'assurances sur la vie, C. req., 7 mars 1893 (S. 94. 1. 161, note Labbé); Amiens, 29 déc. 1886 (D. 88. 1. 111 et références; S. 88. 1. 121).

403. — 1. Cass., 2 juill. 1883 (D. 85.1.150; S. 85.1.5); 8 juin 1888 (D. 88.1.193; S. 88.1.121); 7 août 1888 (D. 89.1.118; S. 89.1.97); 8 av. 1895 (précité)

2. Bordeaux, 13 janv. 1908 et Mirecourt, 9 av. 1903 (précités). Comparez : Bordeaux, 18 févr 1891 (D. 95.1.69; S. 92.2.89); 1^{er} av. 1897 (D. 98.2.69; S. 1900.2.241) (note Wahl); Trib. civ. Saint-Lô, 18 oct. 1907 (R. O. D., 44).

3. V. entre autres : Agen, 8 mars 1893 sous Cass., et 25 mai 1894 (D. 95.2.513; S. 95.2.110); Paris, 10 mars 1896 (D. 96.2.465; S. 98.2.245); Comp Aubry et Rau (t. IV, paragraphe 343 *ter*, p. 527; Baudry-Lacantinerie et Barde, *Traité des obligations*, t. I, n° 167; Larombière : *Des obligations*, t. I, sur l'article 1121, n° 5.

l'article 932 (4), qu'après la mort du stipulant.

404. — En résumé, l'établissement donataire ou légataire est tenu, en vertu de son engagement contractuel ou quasi contractuel, de transférer à chacun des ecclésiastiques qui se succèdent l'usufruit, l'habitation gratuite du bien qui lui a été donné ou légué, ou les arrérages de la rente constituée en leur faveur (1).

En fait, cette translation de droits viagers s'opère par cela seul que chacun des bénéficiaires successifs continue la jouissance de ses prédécesseurs. Si toutefois l'établissement grevé se refusait à exécuter la charge, il aurait le droit d'en exiger l'exécution en vertu de l'engagement contracté par cet établissement (2).

405. — II. Les charges au profit des curés successifs sont donc encore exécutables, en ce sens qu'elles ne tombent pas sous l'application du paragraphe 14; ce ne sont pas des charges cultuelles.

Mais un certain nombre de décisions tendent à les invalider en s'appuyant sur un autre motif que le

4. C. req. 27 juin 1884 (D. 84 1.389 ; S. 86.1.422).

404. — 1. V. en matière de titres de rente : Dijon, 21 juin 1908 (précité); Niort, 25 janv. 1908 (*R. O. D.*, 51).

2. Nous croyons que la charge serait de même exécutable lorsqu'elle aurait pour objet de conférer la jouissance d'objets mobiliers : ornements, vases sacrés, bibliothèques, galeries de tableaux, etc.
V. Châlons-sur-Marne 22 mai 1908 (*Gaz. Pal.*, du 10 oct. 1908); Comp. loi du 2 janv. 1907, article 5.

caractère lui-même de la charge : L'exécution des avantages faits aux curés successifs, notamment la concession du logement gratuit serait, soit en elle-même, soit en raison des réparations et impôts qui ne sont compensés par aucun avantage, une subvention indirecte au culte, prohibée par l'article 2 de la loi du 5 décembre 1905 (1).

406. — Cet argument ne nous semble en rien fondé : Si la charge est encore obligatoire, et si les bénéficiaires peuvent encore en réclamer l'exécution, son accomplissement ne peut constituer une subvention au culte. C'est l'accomplissement d'une dette, et rien de plus.

L'argument nous semble donc contenir une pétition de principes : La subvention est essentiellement une concession gratuite, une libéralité ou une privation de revenus qui ne correspond à aucune obligation et ne présente aucun avantage ; telle serait l'habitation gratuite concédée par une commune dans un presbytère communal : (V. n° 387).

405. — 1. Tr. Soissons, 14 mai 1908 (*R. O. D.*, 63; *S. som. jur.* 1909, 1,61); Agen, 7 déc. 1908 (précité). « Attendu que le logement des curés ou desservants représentait une partie de leur traitement, et avait ainsi le caractère d'une subvention culturelle ». Orléans, 11 déc. 1907 (précité); Sens, 5 déc. 1907 (*R. O. D.*, 46; *S. bull. somm.* 08 2,16; *Gaz. pal.*, 08,1,291; *Gaz. Trib.*, 08,2,240); Circ. du ministre des Cultes du 8 oct. 1908.

Mais dans notre hypothèse, cette obligation est une charge, une restriction à la libéralité, ce n'est donc pas une subvention gratuite(1). Et peu importe que cette libéralité ait eu fait pour résultat d'exonérer la commune de l'obligation concordataire de fournir au curé un logement ou une indemnité : cette obligation ayant été supprimée par la loi de 1905, article 2, la charge qui constituait alors à un certain point de vue une libéralité envers la commune, reprend son caractère onéreux (2).

407. — Il en sera exactement de même des « obligations du propriétaire » : réparations et impôts, qui, si l'acte constitutif les a laissées à la charge de l'établissement gratifié, font partie de la dette au même titre que le logement ou l'usufruit, et ne constituent pas une subvention (1).

408. — Si toutefois un commune légataire ou donataire refusait pour ce motif d'exécuter la charge, elle ne pourrait se soustraire à l'action en révocation du droit commun : l'inexécution de la charge ne

406. — 1. Ce principe fut affirmé d'une façon très catégorique par M. Briand, au sujet des fondations de messes : *V. J. O.*, (Chambre 1905, p. 1391).

2. A moins qu'il ne soit établi, en fait, que le disposant avait entendu beaucoup moins gratifier les curés successifs, qu'exonérer la commune de l'obligation imposée par le Concordat.

407. — 1. *Tr. civ.*, Orléans, 11 déc. 1907 (précité); *V. D.* 1907.2. 225 (Note).

serait pas basée, en effet, sur l'article 3, § 14, de la loi du 14 avril 1908, et nous nous trouverions en dehors des hypothèses où l'action en reprise ou revendication est seule admise (V. n° 439) (1).

409. — Les charges en faveur des évêques, curés, desservants, vicaires, etc., successifs sont donc exécutables, croyons-nous, suivant le droit commun, et ne tombent pas sous l'application des règles prohibitives édictées par les lois du 9 décembre 1905 et 13 avril 1908. Les bénéficiaires successifs pourront donc réclamer à l'établissement gratifié, ou au séquestre (V. n°s 283 à 286), l'exécution de ces charges.

410. — Si, cependant, les tribunaux n'admettaient pas la possibilité de les exécuter, soit en les considérant comme culturels, soit en y voyant une subvention au culte, mais tout en reconnaissant qu'elles ont été stipulées en faveur d'ecclésiastiques successifs, distincts de tout établissement supprimé, nous croyons que l'ecclésiastique qui avait lors de la suppression des établissements publics du culte la jouissance des immeubles donnés ou légués, ne pourra en aucun cas être dépossédé ; nous avons vu, en effet (n° 337), que l'établissement donataire ou légataire avait transféré un droit réel d'usufruit, d'usage

408. — 1. Tr. Millau, 30 mai 1908 (*Gaz. Pal.* du 3 oct. 1908) ; Tr. Soissons, 14 mai 1908 (*S. Somm. de jur.*, 1909.1.61).

ou d'habitation, en exécution de la charge : quand bien même cette charge serait prohibée, le droit concédé alors qu'elle était encore licite demeure valable, et ne peut être supprimé. La commune ou l'établissement dévolutaire n'a pas la faculté de le concéder à nouveau mais elle n'a pas prise sur un droit viager antérieurement acquis : elle doit donc le respecter.

411. — Notons enfin que l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 a conservé au budget des établissements publics les dépenses relatives aux services d'aumônerie dans les lycées, collèges, écoles, hospices, asiles, prisons, etc. Ces établissements qui auront bénéficié de libéralités grevées de charges en faveur de leurs aumôniers devront continuer à les exécuter, ainsi que celles qui leur auront été attribuées par suite de la dévolution des biens des anciens établissements ecclésiastiques (1).

Il résulte des observations qui précèdent que les charges ni pieuses ni cultuelles stipulées en faveur des évêques, curés, vicaires, aumôniers successifs

411. — 1. V. Sénat, 20 nov. 1905 ; *J. O.*, du 21, p. 1422 et s. ; V. D. 08.4.54 (note) ; Voir pour les aumôniers des prisons : circul. du min. de l'Int. 13 oct. 1906. Pour les aumôniers militaires, V. circul. minist. de la Guerre : 15 nov. 1905.

La validité des fondations en faveur des aumôniers a été formellement reconnue à la Chambre : Séance du 2 déc. 1907, *J. O.*, p. 3036,7 (M, Lefas, le rapporteur).

n'étant pas interdites, l'exécution pourra en être poursuivie, soit par l'action en exécution du droit commun, contre les établissements donataires ou légataires (V. n° 447), ou contre le séquestre (V. n° 286), soit par voie d'annulation des décrets de dévolution (V. n°s 287 et s.), soit par l'action en exécution administrative, en vertu des décrets (V. n°s 293 et s.).

CHAPITRE II

Des autres charges prohibées

§ 1. — DES CHARGES NÉCESSITANT L'INTERVENTION D'ÉTABLISSEMENT OU DE TITULAIRES ECCLÉSIASTIQUES.

413. — Est encore interdite par le paragraphe 14 alinéa 1^{er}, toute charge qui n'est ni pieuse ni cultuelle, mais comporte l'intervention d'un établissement public du culte ou d'un titulaire ecclésiastique.

Ces charges sont en fait inexécutables puisque ces établissements sont supprimés et que les titulaires n'existent plus, par suite de la suppression de leur fonction et de leur titre ; elles sont inexécutables depuis leur suppression définitive et la loi aurait pu ne pas le spécifier mais le texte n'est pas complètement inutile, car il interdit par le fait même la substitution d'une autre personne aux établissements et aux titulaires supprimés. Même si la charge pouvait être exécutée autrement que par les intermédiaires désignés par le donateur, les communes, départements, établissements publics ne pourront l'exécuter.

414. — Mais que faut-il entendre par *l'interven-*

tion d'un établissement ou d'un titulaire ecclésiastique ?

On peut intervenir soit comme bénéficiaire de la charge, soit comme intermédiaire désigné par le donateur pour l'exécution de la charge, aux lieu et place du donataire.

Il résulte à notre avis des termes et de la logique du texte que la loi n'a entendu viser ici que l'exécution par intermédiaire (1).

415. — Le texte : Nous lisons dans le paragraphe 14 alinéa 1^{er} « ... Les charges dont l'exécution comporte l'intervention ... » Cette intervention n'est donc prévue ici que dans l'exécution de la charge, c'est-à-dire relativement à celui qui exécute et non au bénéficiaire de cette charge qui ne participe pas à l'exécution, mais recueille seulement le bénéfice résultant de cette exécution.

416. — La logique de la loi impose encore cette solution. Cette disposition s'entendant des bénéficiaires serait complètement inutile ; nous avons vu en effet (n° 375) que le caractère cultuel du bénéficiaire rendait la charge cultuelle alors même que l'acte dont il bénéficie n'aurait pas ce caractère. De pareilles charges seraient donc inexécutables par ce seul motif ; de plus les établissements et les titulai-

414. — 1. *Contra* : Saint-Étienne, 11 janvier 1909 (*Gaz. Pal.*, du 29).

res ecclésiastiques étant supprimés, la charge deviendrait encore inexécutable faute de bénéficiaire, sans qu'il soit possible de l'exécuter en faveur d'une autre personne.

417. — Ainsi, toute charge de distribuer les revenus d'une libéralité aux pauvres par l'intermédiaire d'un établissement ecclésiastique, fabrique, mense, ou d'un titulaire (lorsqu'il sera prouvé que le donateur aura entendu le désigner non en sa qualité de prêtre ou d'évêque, mais de titulaire d'une fonction ecclésiastique : par exemple comme représentant de la mense curiale, ou comme président du chapitre diocésain) sera inexécutable.

Mais lorsque les revenus de la libéralité devront être distribués par un ministre du culte, non titulaire d'une fonction, par le curé d'une paroisse à raison de son seul caractère sacerdotal, elle devra être respectée, à moins qu'elle ne tombe sous l'application des dispositions spéciales du paragraphe 14, alinéa 2.

§ 2. — DES CHARGES COMPORTANT L'INTERVENTION D'ECCLÉSIASTIQUES POUR L'ACCOMPLISSEMENT D'ACTES NON CULTUELS.

418. — Nous venons de voir que les charges qui n'ont pas par leur nature le caractère pieux ou cultuel et qui ne comportent pas pour leur exécution

l'intervention d'un établissement ou d'un titulaire ecclésiastique peuvent être exécutées par l'État, les départements, les communes et les établissements publics.

Parmi ces charges il en est qui, en vertu du paragraphe 14, alinéa 2 ne pourront pas être exécutées ; ce sont celles qui supposent l'intervention d'un ecclésiastique ; mais dans le cas seulement où cet ecclésiastique est chargé d'employer les libéralités sans que l'établissement donataire conserve un droit de contrôle sur cet emploi (1).

419. — Par conséquent, en principe, toute charge non prévue par l'article 1^{er} est inexécutable lorsqu'elle suppose l'intervention d'un ministre du culte, non en qualité de titulaire d'une fonction qui est supprimée, mais en qualité de simple ecclésiastique.

Cependant, une pareille charge peut être exécutée lorsque cinq conditions se trouvent remplies :

1° Lorsque cette charge comporte pour son exécution l'intervention d'un ecclésiastique comme intermédiaire ;

2° Lorsque cet ecclésiastique est envisagé en qualité de ministre du culte et non de titulaire d'une fonction ecclésiastique ;

3° Lorsque la charge grève une libéralité ;

418. — 1. L. 13 av. 1908, art. 3, § 14, al. 2.

4° Lorsqu'elle a été imposée avant la promulgation de la loi du 13 avril 1908 ;

5° Lorsque l'établissement gratifié conservera un droit de contrôle sur l'emploi des libéralités.

420. — 1° *Intervention*. — Ainsi que dans l'hypothèse prévue par l'alinéa 1^{er}, nous estimons que la loi ne vise ici que le cas où la charge est exécutée par l'intermédiaire d'un ecclésiastique, et non celui où, cet ecclésiastique intervient comme bénéficiaire de la charge (1).

421. — 2° *Ecclésiastique non titulaire*. — La comparaison des textes de l'article 1^{er} et de l'alinéa 2 montre clairement l'opposition des deux hypothèses au point de vue de la personne chargée de l'exécution. Dans la première, il s'agit d'un titulaire qui ne peut exécuter les charges parce que son titre, sa fonction n'existent plus ; dans l'autre, il s'agit d'un simple ecclésiastique, dont la fonction de ministre du culte existe encore, est reconnu par l'État, et sanctionnée par les lois pénales ; l'exécution d'une

420. — 1. a) Les expressions employées : *charges dont l'exécution comporte l'intervention*, « intervention pour l'accomplissement » sont similaires : accomplissement, comme exécution, désigne le rôle de celui qui accomplit la charge et non de celui qui recueille le bénéfice de cet accomplissement.

b) Comment du reste l'établissement aurait-il à contrôler l'emploi des libéralités qu'il serait chargé d'employer lui-même ?

charge par un homme exerçant la profession d'ecclésiastique n'est donc pas impossible et nous avons vu d'autre part qu'elle n'a pas le caractère culturel (V. n^{os} 373, 392 et s.).

422. — La distinction entre l'ecclésiastique et le titulaire ecclésiastique est très délicate lorsque le bienfaiteur a spécialement désigné un curé ou un évêque déterminé, ou encore des curés ou des évêques successifs. Il y a à résoudre la question de savoir si ces personnages sont désignés comme titulaires d'une fonction, ou eu égard à leur seule qualité de ministre du culte (et des garanties spéciales de sécurité que le donateur aurait prises seules en considération dans le choix de la personne chargée de l'exécution).

C'est une question de fait que les tribunaux apprécieront d'après l'acte de constitution et l'intention présumée du disposant (V. n^{os} 391 et suiv.). Nous reviendrons sur cette question en étudiant la distribution des revenus d'une libéralité aux pauvres par les curés successifs.

423. — Faut-il entendre par ecclésiastique tout individu dont la profession la rattache de près ou de loin à l'exercice du culte ? Doit-on prendre cette expression dans son sens littéral, et comprendre sous cette dénomination tous les « gens d'Eglise » ? Depuis la séparation des Eglises et de l'Etat, les ecclésiastiques se distinguent assez difficilement des sim-

ples particuliers, et la loi n'en a pas donné une définition exacte ; nous croyons cependant que la loi a entendu désigner sous ce nom les prêtres, à l'exclusion de toutes autres personnes ; ce sont les anciens « titulaires ecclésiastiques » (314 al. 1), dépouillés de leurs fonctions, de leurs immunités, privilèges, incompatibilités, etc., et envisagés au point de vue purement théologique et religieux ; ceux enfin, auxquels la loi du 2 janvier 1907 a laissé la libre disposition des églises et auxquels la jurisprudence a reconnu le droit de réclamer la jouissance de ces édifices (1).

424. — Il faut donc en exclure tous ceux qui n'ont pas le caractère sacerdotal, y compris les diacres et les sous-diacres, que la loi considère comme de simples particuliers ; le paragraphe 14 article 3 ne s'applique pas à eux, et toutes les charges ni pieuses ni cultuelles imposées en leur faveur ou exécutées par leur intermédiaire, restent en dehors du champ d'application de la loi : elles pourront être exécutées, leur inexécution sera sanctionnée par le droit commun, et elles pourront dans l'avenir être imposées à l'État, aux départements, communes, etc. (1).

423. — 1 V. Bastia, 17 fév. 1908 (S. 08,2,273, D. 08,2,89). Barbezieux (rej.), 12 fév. 1900, *R.O.D.* 52. Château-Chinon, 23 juill. 1908 (S. 08,2,273) V. nos 392, 393.

424. — 1. Sauf toutefois le cas où elles seraient déclarées par les tribunaux personnes interposées.

425. — 3° *Libéralité.* — En principe, l'État, les communes, les établissements publics doivent exécuter, sous la sanction du droit commun, toutes les conditions et charges résultant de contrats à titre onéreux, passés même avec des établissements publics du culte, pourvu que ces conditions ne soient par elles-mêmes ni pieuses ni cultuelles.

Il résulte en outre de la combinaison des alinéas 1 et 2 § 14, que toutes ces conditions deviennent inexécutables lorsqu'elles nécessitent l'intervention d'un établissement ou d'un titulaire ecclésiastique, ou même d'un simple ecclésiastique. L'exception de l'alinéa 2 ne s'applique qu'aux charges résultant de libéralités : legs, donations, dons manuels, etc... (V. pour la sanction de cette inexécution n° 460) (1).

426. — *Cette libéralité doit avoir été autorisée avant la loi du 13 avril 1908.*

Il en résulte que depuis cette date aucune libéralité grevée de charges ne peut être faite à l'État, aux communes et aux établissements publics, lorsque la chose devra être exécutée par l'intermédiaire d'un

425. — 1. Le texte par le uniquement « d'actes non cultuels ». Il semble qu'il faille réserver les obligations de donner grevant des libéralités. (V. n° 377, note 1). Il n'en est rien ; qu'il s'agisse en effet d'une obligation de donner ou de faire, du moment que la charge doit être exécutée par un intermédiaire, l'intervention de cet intermédiaire se manifestera toujours par un acte.

ecclésiastique. C'est l'application du principe posé dans cet alinéa 2. « Ils ne pourront remplir les charges comportant l'intervention d'ecclésiastiques pour l'accomplissement d'actes non cultuels » et l'exception apportée à ce principe pour la suite de cet alinéa ne s'applique aux libéralités autorisées avant la loi du 13 avril 1908.

427. — 5) *Contrôle*. — Enfin, l'État, la commune, l'établissement donataire devra conserver un droit de contrôle sur l'emploi de ces libéralités, ce contrôle a pour but unique d'établir la preuve que les charges sont bien exécutées conformément à la volonté du bienfaiteur ; il se superpose aux dispositions de ce dernier et en assure l'accomplissement.

428. — Mais l'établissement ne pourrait, sous prétexte de contrôle, changer quoi que ce soit aux conditions établies par le donateur (1), ce serait imposer à l'intermédiaire des obligations qui dépasseraient le mandat qu'il a reçu du bienfaiteur seul.

Ainsi, lorsque les bénéficiaires de la libéralité faite aux pauvres auront été laissés au choix du distributeur, l'établissement donataire ne pourra pas les lui imposer, ni modifier la répartition des sommes qu'il aura librement distribuées, mais il pourra exiger la

428. — 1. Les tribunaux civils ont le droit d'apprécier si les termes de l'autorisation sont en conformité avec la volonté du défunt (Angers, 23 mars 1891).

preuve que toutes les sommes affectées ont été distribuées, et se faire donner la liste des bénéficiaires, avec la part que chacun a reçue.

Par contre, sera inexécutable toute charge de cette nature, lorsque l'établissement grevé ne pourra pas avoir la preuve de l'emploi des libéralités conformément à la volonté du disposant (2).

429. — Du reste, le bienfaiteur n'aura pas toujours voulu donner à l'intermédiaire désigné le droit de distribuer l'objet de la libéralité, mais seulement d'en désigner les bénéficiaires. Ainsi, un certain nombre de prix de vertu, de primes d'encouragement, de récompenses de toutes sortes ont été fondés à charge pour une commune ou un département de les distribuer sur la désignation d'un ou plusieurs ecclésiastiques (1).

Le bénéficiaire de la fondation est bien désigné ici par un intermédiaire, il y a bien intervention d'un ecclésiastique, mais le droit de contrôle ne se manifeste pas, puisque l'établissement donataire garde la

2. C'est le principal argument de fait invoqué devant le Parlement pour établir l'impossibilité d'exécuter les fondations de messes (V. Rapport de M. Lecomte, au Sénat). Il devrait en être ainsi de tout acte non cultuel dont l'accomplissement ne nécessite pas une remise matérielle d'objets et de deniers par les soins de l'intermédiaire.

429. — 1. Fondation d'un prix pour une rosière à désigner par le curé : C. E. (Vouriot, *op. cit.*, p. 107).

libéralité et la distribue lui-même ; il n'y a pas « emploi des libéralités » à proprement parler sur lequel le droit de contrôle puisse s'exercer. Il est impossible de nier cependant qu'une semblable fondation rentre dans l'hypothèse du paragraphe 14, alinéa 2, et ne soit exécutable.

430. — Toutefois, il pourrait résulter des termes formels de la donation ou du testament, ou bien de l'intention présumée du fondateur que ce dernier a entendu soustraire l'exécution de la charge à tout contrôle de l'établissement grevé ; une pareille charge serait inexécutable en vertu du paragraphe 14, alinéa 3 ; du reste le Conseil d'État refuse depuis fort longtemps d'autoriser les libéralités faites en faveur des pauvres lorsque pareille clause y a été insérée (V. 424).

431. — Mais la question se pose de savoir si, en l'absence d'interdiction formelle du donateur, l'ecclésiastique chargé d'exécuter les charges peut accepter aujourd'hui le contrôle de l'établissement donataire, dans le but de rendre la charge exécutable, alors que la libéralité a été autorisée autrefois sans réserve expresse de ce droit, et, en fait, librement exécutée (V. la sanction, ch. 2).

Nous estimons que, en fait, le bureau de bienfaisance serait mal venu à se prévaloir du défaut de contrôle, alors qu'il aurait au contraire intérêt à le réclamer. En droit, les personnes qui profitent du

défaut de contrôle peuvent y renoncer, et, pouvant seules en profiter, peuvent seules en revendiquer les effets.

Ainsi donc, lorsque toutes les conditions prescrites par le paragraphe 14 alinéa 2 ne se trouveront pas réunies, toute charge comportant pour son exécution l'intervention d'un simple ecclésiastique sera inexécutable, bien qu'elle ne soit par elle-même ni pieuse, ni cultuelle.

432. — Parmi les charges exécutoires en vertu du paragraphe 14 alinéa 2, il faut ranger à notre avis toutes celles qui comportent l'intervention d'ecclésiastiques successifs, comme les curés, évêque, etc., successifs.

Parmi les charges charitables, les unes imposent à l'intermédiaire la désignation du bénéficiaire, et l'exécution de la charge (Distribution de secours aux pauvres, distribution de prix, de récompenses, etc.), les autres seulement la désignation des bénéficiaires (Fondation de lits dans un hospice avec désignation des bénéficiaires par les curés (1); désignation du bé-

432. — 1. Le Conseil d'État n'autorise pas, en principe, de pareilles fondations au profit des hospices publics, communaux ou départementaux, à cause du principe de neutralité ou de liberté de conscience. C. E. P. de déc. et avis : 4 déc. 1889 (legs Bourdon), 20 juill. 1887 (legs Maillye). V. Geouffre de la Pradelle (*op. cit.*), p. 215 et suiv.

néficiaire d'un prix de vertu, du gagnant d'un concours, etc.)

Il faut encore ranger parmi les charges exécutoires, toutes les fondations d'œuvres étrangères à l'exercice du culte : patronages, ouvroirs, maisons hospitalières, bibliothèques, etc., lorsque le fondateur a entendu qu'elles fussent dirigées par un prêtre ou les curés successifs.

§ 3. — DISTRIBUTION DE SECOURS AUX PAUVRES PAR
L'INTERMÉDIAIRE DES CURÉS SUCCESSIFS.

433. — Les charges et fondations les plus fréquentes qui rentrent dans cette hypothèse sont les charges de distribuer aux pauvres l'émolument ou les revenus d'une libéralité par l'intermédiaire des curés successifs.

Avant la loi du 9 décembre 1905, la jurisprudence du Conseil d'État refusait d'une façon absolue d'autoriser les fabriques, menses et autres établissements publics du culte à accepter toutes libéralités en faveur des pauvres. Seuls les établissements de bienfaisance étaient capables de les recevoir (1) et ils étaient auto-

433. — 1. Nous avons étudié plus haut (n^{os} 125-187) la capacité de ces établissements pour recevoir des libéralités grevées de fondations charitables. Le premier avis du C. E. concernant le monopole de

risés à accepter les fondations charitables à la place des établissements incapables (2).

Cependant on considéra comme compatible avec le principe de spécialité et exécutable la clause d'après laquelle le bureau de bienfaisance conserverait la gestion et l'administration des biens et valeurs qui font l'objet de la libéralité, mais devrait confier à un tiers, personne physique ou morale, la distribution des secours (3).

bureaux de bienfaisance et du 20 déc. 1820. Cette jurisprudence est aujourd'hui définitivement établie : Toulouse, 4 déc. 1890 (S. 91.2.151); Paris, 23 janv. 1891 (S. 91.2.342); 27 juil. 1897 (D. 98.2.112 ; S. 98.2.45). Cass., 6 août 1895 (D. 96.1.322); C. E. 13 juillet 1891 (D. 82.3.21 et suiv.; C. E. avis du 13 juil. 1886 Legs Langere); P. de d. et N. 9 janv. 1883 (legs Mercier); 21 janv. 1890 (Legs Rollin); Note 7 fév. 1875 (Bonnes œuvres), 31 mars, 3 août 1881 (legs Bottin, Louvel de Montceaux, 15 janv. 1890 (Legs Aubry) (Notes de juris., p. 246 et suiv. 277 et s.

Fénelon, *op.*, p. 297 et s.; Planiol, t. III, n^o 3002 et s. Becquet, *loc. cit.*, n^{os} 288 et s. 2936.

2. C. E. Note, 20 fév. 1874 (legs Mariani), 21 mai 1890 (legs Augier) (Jur. constante) (N. de J., p. 246 et s.); Note, 8 nov. 1895 (legs Bruneau) (N. de J., p. 256).

L'autorisation était refusée, et le legs déclaré caduc, lorsque le donateur avait écarté expressément le bureau de bienfaisance. C. 4 août 1856 (D. 56.1.453; S. 57.1.273); C. 14 juin 1875 (D. 76.1.132; S. 75.1.467).

433. — 3. *Jurisprudence administrative* : C. E. avis, 22 janv. 1882 (legs Loisel), décret, 3 juill. 1874 (V. Vouriot, *op. cit.*, p. 113). Avis du 20 déc. 1820; 13 févr. 1837; 25 juin 1898 (Becquet, *Répertoire*, v^o *Culte*; n^{os} 445-446). Le Conseil d'État considérait cependant en général la chose comme illicite. La première décision est un avis du 7 juill. 1881, Conf.

434. — Cependant la clause dispensant l'intermédiaire de rendre compte au bureau de bienfaisance de l'emploi de la libéralité fut toujours reconnue comme nulle par la jurisprudence administrative (1); Mais la jurisprudence civile semble l'avoir admise dans certains cas, et la Cour de cassation n'a pas été appelée à trancher définitivement la question (2). Cependant, en principe, et sauf disposition contraire le tiers chargé de la distribution des libéralités ne peut se soustraire au droit de contrôle du bureau de bienfaisance (3).

avis, 25 fév. 1882. Note: 15 mai 1889 (Notes de jur., p. 267); P. du décr. et note, 5 juill. 1894 (legs Postel).

Mais la *jurisprudence civile*, la valide d'une façon constante. C. 22 août 1881 (D. 82.1.476; S. 83.1.467); C. 21 av. 1898 (D. 98.1.455; S. 98.1.233); Douai, 11 janv. 1845 (D. 45.2.60; S. 45.2.273) (distribution par des ecclésiastiques); Limoges, 28 janv. 1889 (D. 90.2.303; S. 91.2.149); Riom, 11 juin 1895 (D. 97.2.49; S. 95.2.295) (distribution par le curé de la paroisse); Agen, 22 mars 1899 (S. 1900.2.11); Tr. Lyon (*Gaz. Pal.*, table 08, p. 104); Dijon, 16 mars 1908 (*Gaz. Pal.*, 1.540; S. bull. somm. 08.2 39); Toulouse, 23 juill. 1908 (*R. O. D.*, 65).

434. — 1. C. E. note, 13 av. 1892 (legs Soulage) (préc.); 15 mai 1889 16 juill. 1890 (legs Courteilles) (précités).

2. Pour la validité de la clause: Limoges, 28 janv. 1889 (précité); Paris, 23 janv. 1891 (D. 91.2 342); Chambéry, 10 déc. 1894 (D. 95.2.292); Riom, 11 juin 1895 (D. 97.2.49; S. 95.1.294).

Contra: Toulouse, 4 nov. 1890 (S. 91.1.151); Agen, 16 nov. 1891 (D. 93.2.213); Paris, 27 juill. 1897 (D. 98.2.112; S. 98.2.45.; Grenoble, 27 janv. 1903 (D. 05.2.276). Conf. Tissier, dans Becquet, n° 235 et s.).

3. Caen, 23 oct. 1888 (D. 97 2.50, en sous-note).

Cette jurisprudence s'applique aussi bien lorsqu'un fondateur a donné un capital charge, à d'en distribuer annuellement les revenus, que pour la distribution d'une somme provenant de donation, legs, quête, fête de charité, etc. (4).

435. — La loi du 9 décembre 1905 n'a pas en principe modifié cette jurisprudence. Cependant, la suppression des établissements ecclésiastiques eut pour résultat d'empêcher l'exécution de toutes les clauses conférant à ces établissements la charge de distribuer les sommes données ou les revenus des fondations.

Quel est l'effet de cette impossibilité ? La clause devenue désormais impossible devait-elle être réputée non écrite, ou fallait-il la considérer comme la condition impulsive et déterminante de la libéralité, pour annuler l'acte tout entier ? Il y avait là une question d'interprétation de volonté à trancher par les juges du fait (1). La question est sans intérêt depuis

4. Cass. 2 oct. 1897 (D. 98.1.199). Cet arrêt pose en principe que « aucune disposition législative ne confère au bureau de bienfaisance, non plus qu'au maire, le droit de revendiquer les sommes recueillies par des tiers dans l'intérêt des pauvres ». La distribution en sera faite librement par les souscripteurs, sauf le droit de contrôle du maire lorsque les intermédiaires viendraient à détourner les sommes ou les compromettre.

435. — 1. La seule décision qui, à notre connaissance, ait tranché la question, est un jugement du tribunal civil de Dijon du 16 mars 1908 qui a considéré cette clause comme une condition accessoire et

la loi du 13 avril 1908 qui a accordé dans tous les cas l'action en reprise, restreinte aux héritiers en ligne directe, et dans la proportion des charges inexécutées.

436. — Cependant, dès la loi de 1905, la question se posa de savoir si la charge de faire distribuer les secours non seulement par un établissement ecclésiastique, mais encore par les curés successifs était devenue impossible; on prétendait que les curés successifs avaient disparu avec les établissements qu'ils représentaient, qu'ils n'avaient pas de personnalité juridique en dehors de ces établissements, et par conséquent ne pouvaient se prévaloir en justice d'un titre qui était supprimé pour exiger que les bureaux de bienfaisance dussent mandater en leur nom les sommes données ou léguées.

Nous avons examiné cette question à propos du droit d'habitation conféré aux curés successifs (V. n^{os} 391 et s.); nous estimons que la loi qui consacre la séparation des Églises et de l'État et la suppression des établissements publics du culte n'a enlevé aux curés successifs que leurs qualités de titulaires ecclésiastiques, mais elle a conservé et continue à

appliqué l'article 900 (*Gaz. du Pal.*, 1,540). Le tribunal civil de Montauban (2 avril 1908, *Gaz. du Pal.*, 1,124) semble avoir admis la solution contraire. — Comp. C. 6 janv. 1909 (*Gaz. Trib.*, du 13 janv.). C'est en réalité une question de fait: C. 20 nov. 1905 (S. 06,1.171).

reconnaître les curés en qualité de succession d'ecclésiastiques chargés d'assurer le culte dans une église déterminée. Les curés pourront s'en prévaloir pour réclamer devant les tribunaux la délivrance des sommes qu'ils sont chargés de distribuer (1).

437. — Les tribunaux auront donc à apprécier si le bienfaiteur a entendu désigner la mense dans la personne du curé, ou seulement le ministre du culte à raison de son caractère religieux. Et il y aura, à notre avis, une présomption en faveur de cette dernière solution, étant donné, en général, que le but du donateur, en choisissant le curé, a été, de favoriser ses coreligionnaires pauvres, de faire œuvre pie conformément aux préceptes de sa religion ; or, si le curé a été jugé apte à remplir ce but, c'est à raison uniquement de son caractère ecclésiastique, et non comme représentant de la mense dont le but est le bien-être matériel des curés, ce qui n'a rien à voir avec la dis-

436. — 1. Cette théorie est adoptée d'une façon très générale par les décisions qui admirent en référé le maintien provisoire des curés dans les presbytères occupés par eux. Les décisions au fond sont dans les deux sens (V. les arrêts cités sous les numéros 388, 392, 394 *bis*). V. sur notre question spéciale : Montauban, 12 déc. 1907 (*Gaz. Pal.*, 08.1.538 ; S. Bull. somm., 08.2.39). *Contra* : Tr. Dijon, 16 mars 1908 (*Gaz. Pal.*, 08, *ibid.* ; S. Bull. somm., *ibid.*). Tr. Lyon, 28 déc. 08 (*Gaz. Pal.*, 08, table v. legs n° 9). Avis du C. E. 30 mai 07 (*Gaz. Pal.*, *ibid.*). Solution du ministère de l'intérieur 11 juin 08 (Mémorial des percepteurs, p. 483. *R. O. D.*, 50).

tribution de secours aux pauvres, alors surtout que le curé n'est aucunement rémunéré des services rendus (1).

438. — La loi du 13 avril 1908 n'a pas invalidé, à notre avis, la clause de distribution de secours par les curés successifs. Cette charge rentre dans l'application du paragraphe 14, alinéa 2 ; il s'agit bien en effet de libéralités faites à un établissement public et comportant l'intervention d'un ecclésiastique pour l'exécution d'une charge non cultuelle (1).

La loi a seulement tranché la question encore controversée de savoir si le curé chargé de la distribution pourrait se soustraire au droit de contrôle du bureau de bienfaisance. Ce contrôle sera désormais obligatoire.

439. — Cette charge est donc exécutable, et si en vertu du paragraphe 14, alinéa 4 l'action spéciale en reprise est seule admise pour faire revenir l'objet de la libéralité aux mains du donateur, du moins le curé bénéficiaire pourra-t-il exiger des tribunaux la délivrance des sommes données, autrement dit l'exécution de la charge dans les conditions ordinaires (1) (n^{os} 10 et s., 362).

437. — 1. Montauban, 2 av. 1908 (*Gaz. Pal.*, 08.1.124).

438. — 1. Toulouse, 23 juillet 1908 (précité).

439. — 1. Nous croyons, pour les motifs exposés au n^o 285, que le disposant ne pourra pas exercer cette action.

440. — A. — Mais lorsqu'on se trouvera en présence d'une libéralité au sujet de laquelle le disposant aura réservé expressément la liberté absolue du distributeur, le bureau de bienfaisance pourra-t-il se prévaloir de cette clause pour refuser de mandater les fonds au nom du curé ? Nous ne croyons pas ; l'exclusion du contrôle est en effet déclarée par la loi illicite, contraire à l'article 900, et la clause est réputée non écrite.

L'action en reprise sera seule accordée (1) au disposant et à ses héritiers en ligne directe mais si l'action n'est pas exercée dans le délai, ou même tant qu'elle ne sera pas exercée, le curé pourra réclamer en justice l'exécution de la charge, et exiger que les fonds soient mandatés en son nom sans pouvoir toutefois se dispenser de rendre compte au bureau de bienfaisance de l'emploi de deniers qui lui auront été versés (n^{os} 127, 130 et s.).

B. — Mais si le disposant a intimement lié la dispense de contrôle à la validité de la charge elle-même, c'est la charge de distribuer par les curés successifs qui sera illicite. Nous rentrons alors dans l'hypothèse du paragraphe 14, alinéa 2; aucun recours ne sera ouvert au curé, et l'action en reprise sera accordée au dona-

440. — 1. Paragraphe 14, alinéa 4 «... et en cas d'inexécution des charges prévues à l'alinéa 2, toute action en reprise... etc. ».

teur et à ses héritiers, alors même qu'il ne résulterait pas de l'acte de donation que la charge fût la cause impulsive et déterminante de la libéralité.

441. — Les charges qui peuvent être valablement exécutées par les curés successifs pourront de même être exécutées par toutes les successions d'ecclésiastiques que nous avons énumérées au sujet des charges d'habitation : vicaires, évêques, aumôniers (V. n° 441, note). Toutes les personnes qui ne rentrent pas sous cette dénomination d'ecclésiastiques restent en dehors du champ d'application de la loi du 13 avril 1908.

442. — Toutes les charges qui supposent pour leur exécution l'intervention de tiers peuvent donc être exécutées par tous les ecclésiastiques qui se succèdent dans une charge ou une fonction.

Remarquons que les fondations, en particulier, ne peuvent être exécutées, à raison de leur perpétuité, que par des établissements ou des successions de personnes ; et lorsque le bienfaiteur aura entendu faire bénéficier de la libéralité ses coreligionnaires, il sera naturel qu'il ait pu choisir comme intermédiaire les personnes les plus aptes à exécuter le plus complètement possible sa volonté. La loi de séparation n'ayant pas interdit le culte et permettant aux particuliers de professer la religion qui leur plaît, elle n'a pas pu déclarer illicite le moyen le plus sûr de favoriser par fondations leurs coreligionnaires étant

donné surtout que le principe de neutralité religieuse ne s'impose en aucune façon aux individus.

443. — 1° L'article 3, § 14a pour résultat de rendre illicites et non écrites les charges qui sont déclarées inexécutables. L'exécution ne pourra donc pas en être demandée, et toute action du droit commun ayant pour objet de faire revenir les biens donnés ou légués dans le patrimoine du donateur est supprimée : seule l'action en reprise pourra être invoquée (n° 298 et s.) (1).

2° Toutes les charges non prévues par le paragraphe 14 grevant les biens donnés ou légués à l'État, aux départements, aux communes, et aux établissements publics restent en dehors du champ d'application de la loi du 13 avril 1908 ; elles demeurent soumises aux règles du droit commun et en particulier aux articles 1184, 1046, 753 du Code civil.

Il nous reste donc à étudier l'action spéciale en reprise ou revendication, sa nature, son objet et ses conditions d'exercice.

443. — 1. Les observations que nous avons fournies à cet endroit à propos des biens attribués s'appliquent, en principe, à notre hypothèse.

TITRE II

Sanction de l'inexécution des charges

CHAPITRE PREMIER

Principes généraux

444. — Nous avons étudié au commencement de cet ouvrage les conséquences de l'inexécution des charges dans le droit commun (V. n^{os} 8 et s.).

1^o L'action en exécution de toutes les charges licites et exécutoires en droit, sanctionnée par des dommages et intérêts ; au profit du bienfaiteur et des bénéficiaires de la charge ;

2^o L'action en révocation prévue par les articles 1184, 1046, 953 du Code civil, lorsque la charge est exécutoire, au profit du bienfaiteur et de ses héritiers ;

3^o L'action en nullité de la libéralité, au profit du disposant et de ses héritiers, lorsque la charge impossible, illicite, et réputée non écrite est reconnue, en fait, comme la cause impulsive et déterminante de la libéralité.

Ces règles du droit commun s'appliquent en principe à tous les dons et legs faits à l'État, aux départe-

tements, aux communes et aux établissements publics (n^o 75 et s.).

Toutefois la loi du 13 avril 1908, article 3, §§ 14 et 15 a apporté à ces principes une double dérogation.

445. — A. — Charges prévues par le paragraphe 14 alinéa 1^{er}. — 1^o Toutes les charges prévues par le paragraphe 14 alinéa 1, sont déclarées illicites et non écrites.

2^o Toute action ayant pour but de faire revenir les biens grevés de ces charges dans le patrimoine du disposant est comprise dans l'action spéciale en reprise instituée et réglementée par le paragraphe 14, alinéas 4 et 15 (Comp. n^{os} 303 et s.).

En conséquence, les trois actions du droit commun qui sanctionnent l'inexécution des charges spéciales prévues par le paragraphe 14 sont supprimées : la première parce qu'il y a impossibilité légale d'inexécution ; la seconde, parce qu'elle ne serait pas admise, les charges étant devenues illicites et non écrites, la troisième enfin parce que l'action en reprise est basée sur la même cause que les actions en « révocation, revendication, résolution », et constitue une dérogation expresse et spéciale au droit commun, qu'elle obéit à des règles propres, et que le paragraphe 15 en particulier exclut formellement la révocation totale de la libéralité bien que la charge illicite en soit la cause impulsive et déterminante.

446. — B. — Charges prévues par le para-

phe 14, alinéa 2. — Les charges comportant l'intervention d'ecclésiastiques sont ou exécutoires, ou inexécutoires.

1° Les charges qui ne remplissent pas les conditions prescrites par cet alinéa (n° 418 et s.) sont inexécutoires, illicites et non écrites : elles suivent les mêmes règles que précédemment (n° 445).

2° Les autres sont inexécutoires et illicites. Mais l'action en révocation du droit commun pour inexécution de ces dernières charges (art. 933, 1046) est supprimée et remplacée par l'action spéciale en reprise.

447.— En conséquence, subsistera seule, au profit des seuls bénéficiaires (n° 143), l'action en exécution du droit commun, sanctionnée par des dommages-intérêts, dans les conditions ordinaires, en cas d'inexécution des charges permises par le paragraphe 14, alinéa 2 (n° 10 et s.).

448.— En dehors de ces hypothèses spéciales, le droit commun s'applique ; les règles édictées par les paragraphes 14 et 15, étant des dérogations à ce droit, doivent s'interpréter restrictivement, et l'inexécution de toutes les charges qui ne rentrent pas dans les cas visés par le paragraphe 14, alinéas 1 et 2 reste sanctionnée par le droit commun (n° 408, 412).

Nous n'avons à étudier ici que les règles spéciales édictées par la loi du 13 avril 1908, c'est-à-dire l'action en reprise ou revendication.

CHAPITRE II

De l'action en reprise ou revendication.

§ 1. — NATURE DE L'ACTION

449. — L'action en reprise ou revendication du paragraphe 14 alinéa 4 est de même nature que celle qui fut édictée par la loi du 9 décembre 1905 alinéas 7 et 9. Nous avons vu en effet (n^{os} 194 et s.) que cette action n'est autre qu'une action en revendication basée sur l'inexécution des charges : on considère comme une charge spéciale et *sugeneris* l'attribution des biens à l'établissement désigné par le disposant, et la suppression de cet établissement en entraîne nécessairement l'inexécution.

450. — Dans notre hypothèse l'action ne peut sanctionner autre chose qu'une inexécution : il n'y a pas d'établissement supprimé, et l'objet du legs ou de la donation ne change pas de main. Le seul motif est l'inexécution des charges spéciales qui grève cette libéralité.

451. — Mais ce n'est pas à dire qu'il s'agisse ici de l'action en révocation du droit commun, prévue par

les articles 184, 953, 1046 du code civil, modifiée et restreinte par les dispositions spéciales de la loi.

Prenons en effet l'hypothèse du paragraphe 14, et supposons que la loi, tout en prohibant les charges prévues par les alinéas 1 et 2 n'ait institué aucune action nouvelle : ces charges seraient illicites et réputées non écrites, en vertu de l'article 900 ; mais on eût considéré la libéralité comme nulle pour cause illicite (n^{os} 20 et s.) ; ou tout au moins, on eût estimé que la loi n'avait pu modifier le caractère d'une charge antérieurement exécutée, et appliquer les articles 1184 et 953 (V. n^{os} 22 et s.). Quoiqu'il en soit, ces deux systèmes aboutiraient à la révocation de la libéralité entière.

452. — Or, l'action en reprise du paragraphe 14 alinéa 4 est, comme les actions du droit ocmun, basé sur l'inexécution des charges ; elle n'est donnée que dans le cas où les charges deviennent inexécutables, et uniquement parce qu'elles sont inexécutées.

Mais, dans ses effets, elle est totalement différente du droit commun ; elle n'a pas pour résultat la révocation de la libéralité. Le paragraphe 15, en effet décide que « Les biens réclamés, en vertu du paragraphe 14, à l'État, aux départements, et aux établissements publics ne sont restituables, lorsque la demande ou l'action sera admise, que dans la proportion correspondante aux charges inexécutées. » D'autre part, il écarte expressément la nullité de la libéralité pour

cause illicite, « Sans qu'il y ait lieu, dit-il, de distinguer si les dites charges sont ou non déterminantes de la libéralité ou du contrat de fondation pieuses. »

Les actions de droit commun sont donc en réalité complètement supprimées ; seule la cause subsiste : l'inexécution. Le disposant et ses héritiers n'ont plus droit qu'aux conséquences strictes de cette inexécution, au « *Lucrum cessans* ». C'est une action en revendication, sanctionnant un retour légal et de plein droit des biens, correspondant aux conditions non exécutées (n° 195) et dans la proportion où cette violation est en contradiction avec les intentions du disposant.

453. — L'inexécution des conditions, en tant qu'elle viole la volonté du donateur, telle est la cause de l'action en reprise ; et cette cause se retrouve la même qu'il s'agisse de libéralités faites aux établissements ecclésiastiques supprimés ou aux établissements publics.

Dans chacune de ces hypothèses, la loi présume, en effet, que le fondateur a cherché un double résultat : 1° Gratifier un établissement déterminé, 2° lui faire exécuter des charges ; et cette seconde condition serait subordonnée à la première, de telle sorte que chaque partie de la libéralité se trouve affectée à l'exécution des charges.

454. — Les effets sont encore les mêmes dans les deux hypothèses ; la loi accorde la reprise des biens

jusqu'à concurrence des conditions non exécutées. Lorsque l'établissement est supprimé, l'intention libérale est totalement violée ; la libéralité sera reprise en entier. Mais lorsque l'établissement subsiste, et qu'une partie seulement des charges est inexécutée, l'intention du fondateur est partiellement violée, et on ne pourra reprendre que les biens correspondant aux charges non exécutées (1).

455. — Nous voyons donc, en somme, que l'action en reprise de l'article 3 § 3 et celle du § 14 sont de même nature en ce sens qu'elles ont une même cause : l'inexécution de la volonté du disposant. Cette cause est encore la même que celle des actions en révocation et en résolution du droit commun. Mais, alors que le droit commun en conclut à la révocation de la libéralité entière, les actions en reprise ne permettent la revendication que des biens qui représentent la violation de la volonté du disposant : le droit commun annule le contrat, la loi du 13 avril 1908 se contente de réparer strictement le dommage causé.

454. — 1. V. Circulaire Enregistrement du 23 oct. 1908 (I,2°)
(R. O. D. 67, p. 712).

§ 2. — CONDITIONS D'EXERCICES DE L'ACTION
EN REPRISE

456. — I. — *Dans quels cas l'action sera-t-elle admise.* — Paragraphe 14 alinéa 4 : « Dans les cas prévus à l'alinéa 1 du présent paragraphe, et en cas d'inexécution des charges visées à l'alinéa 2, l'action en reprise... »

Il résulte de ce texte, que : 1° l'action en reprise sera seule recevable pour faire revenir dans le patrimoine du disposant les biens grevés de charges pieuses ou cultuelles, ou de charges dont l'exécution comporte l'intervention d'un établissement public du culte ou de titulaires ecclésiastiques (n^{os} 372 et s., 413 à 417).

2° Elle sera seule recevable pour obtenir la révocation des libéralités ou des contrats comportant l'intervention d'ecclésiastiques pour l'accomplissement d'actes non cultuels autorisées avant la promulgation de la loi du 13 avril 1908, et sur l'emploi desquelles les établissements publics donataires conserveront un droit de contrôle (n^{os} 418 et s.).

457. — Le droit commun reste applicable dans tous les autres cas.

a) Nous estimons en particulier, que, dans l'hypothèse du paragraphe 14 alinéa 2, les actions du droit commun ayant pour but le retour des biens entre

les mains des disposants, mais basées sur une cause étrangère à l'inexécution des charges, seront recevables. Ainsi, resteront admissibles les actions en révocation pour survenance d'enfant, l'action en restitution au cas de condition résolutoire expresse autre que l'inexécution des charges (art. 1183), ou de termes extinctifs ; les actions en annulation et rescision (art. 1304 et s.), etc.

458. — b) Les libéralités grevées des charges prévues par le paragraphe 14 alinéas 1 et 2 pourront être prises pour toutes les causes basées sur le défaut de propriété d'un établissement public donataire (nullité, caducité) (n^{os} 308 et s.)

459. — c) De plus, les actions en révocation du droit commun étant admises en cas d'inexécution des charges étrangères au paragraphe 14, lorsqu'une libéralité se trouvera grevée d'une charge pieuse, cultuelle ou assimilée en même temps que d'une charge non interdite, l'inexécution de cette dernière fera tomber la libéralité tout entière ; il n'y aura pas lieu de réserver la partie correspondant aux charges pieuses ou cultuelles entièrement exécutées, ni les frais et droits payés lors de l'acquisition des biens (§ 15).

460. — d) Il résulte du paragraphe 14 alinéa 4, que l'action en reprise « Ne peut être exercée que par les auteurs des *libéralités*... » Il semble donc, à *contrario*, que les auteurs des contrats à titre oné-

reux ne puissent pas l'invoquer. Or, les charges devenues illicites, comprennent, le texte du paragraphe 14, alinéa 1 le dit expressément, les charges afférentes aux « Contrats conclus » par l'État, les départements, les communes et les établissements publics. Ces contrats sont opposées aux « libéralités à eux faites », qui nous le savons, comprennent elles-mêmes des contrats, toutes les donations étant à la fois des contrats et des libéralités.

Donc, restent soustraits à l'action en reprise, tous les contrats à titre onéreux grevés de charges inexécutables en vertu du paragraphe 14 (1).

461. — Mais est-ce à dire que les biens grevés de charges, provenant de contrats à titre onéreux ne pourront pas être repris, même par l'auteur de ces contrats et leurs héritiers en ligne directe ?

Cette solution, qui s'impose lorsqu'il s'agit des biens des anciens établissements de culte pour lesquels les actions de droit commun n'existent pas

460. — 1. Cette solution devient plus certaine encore si on compare l'action instituée par le paragraphe 14 alinéa 4 avec celle du paragraphe 3 alinéa 2. La loi emploie les mêmes termes pour définir les deux actions, et dans l'hypothèse du paragraphe 3 les contrats onéreux sont formellement exclus; cela résulte en outre des travaux parlementaires. Nous croyons ces contrats en fait peu nombreux, d'autant qu'il n'est plus permis de considérer comme tels les fondations, d'après la solution de principe qui résulte du paragraphe 3 alinéa 2 (V. 202 et s.).

(n^{os} 202 et s.), n'est plus admissible dans notre hypothèse. Quelle qu'ait été l'intention du législateur, nous sommes ici dans une matière exorbitante du droit commun, lequel s'appliquera dans tous les cas non prévus par la loi ; or, si la loi n'a institué une action spéciale que pour les libéralités, le droit commun reste applicable aux contrats à titres onéreux : aucune disposition n'y dérogeant pour ces contrats, il reste forcément applicable (1).

462. — II. — *Qui pourra l'intenter?* — « L'action, dit le paragraphe 14 alinéa 2, ne peut être intentée que par les auteurs des libéralités et leurs héritiers en ligne directe. »

Ces restrictions sont les mêmes que celles de l'article 3 § 2, pour l'action en reprise ou revendication sanctionnant les libéralités adressées aux établissements publics du culte.

Nous nous bornons à renvoyer aux développements que nous avons donnés à ce propos, et qui s'appliquent dans leur ensemble à notre hypothèse (n^{os} 228 et s.)

§ 3. — EFFETS DE L'ACTION.

463. — I. — *Nature de la restitution.* — Aux termes du paragraphe 15, l'action en reprise a pour ob-

461. — 1. Voir pour l'appréciation des caractères onéreux des contrats (n^{os} 205 et s.)

jet la restitution des biens donnés ou légués. Mais cette restitution n'est pas totale, elle ne comprend que la portion correspondante aux charges non exécutées.

464. — Ce n'est donc pas une action en révocation de la libéralité : la donation, le legs ne sont pas annulés, ils restent valables. Seulement, on remet entre les mains du donateur une certaine somme, qui représente la partie des engagements que l'établissement public ne peut plus remplir ; on lui permet d'exécuter les charges s'il le veut, sans qu'il lui en coûte, et sans que l'établissement s'enrichisse indûment. Et ce faisant, on accomplit purement et simplement la volonté exprimée du donateur.

Son but, en effet, a été l'exécution des charges et fondations qui accompagnent la libéralité et en sont la cause ; une partie des biens donnés représente la valeur de ces charges, l'autre est une gratification pure et simple, à titre de rémunération, de salaire (1).

465. — La partie onéreuse est essentiellement divisible ; tant que les conditions ne sont pas complètement exécutées, il reste une certaine somme qui est destinée aux bénéficiaires, et ne doit pas demeurer dans le patrimoine de l'établissement. Celui-ci ne pouvant

464. — 1. Remarquons toutefois qu'un grand nombre de charges englobent tout l'émolument de la libéralité ; dans ce cas, le donataire ne gardera rien.

plus exécuter les charges ne peut pas garder les sommes destinées à cette exécution ; elles sont rendues au donateur qui en dispose à sa guise.

Mais l'autre partie de la donation ou du legs est une libéralité pure et simple, elle a été donnée sans autre condition que l'exécution de la volonté du donateur : or cette volonté a été respectée jusqu'alors, l'inexécution imposée par la loi n'est pas imputable à l'établissement, et on rend au fondateur la valeur de ce qui n'a pas été fait. Il ne sera donc pas admis à invoquer la violation des engagements pris à son égard vis-à-vis de cette partie de la libéralité, et l'établissement gratifié pourra la garder (1).

Par conséquent, logiquement, l'action en reprise est à ce point de vue équitable ; l'établissement ne s'enrichit pas au détriment du donateur ou des bénéficiaires, par suite de l'impossibilité où il est de remplir ses engagements.

466. — Mais il n'en est pas moins certain que cette action est toute différente du droit commun qui, en pareil cas, eût annulé complètement la libéralité : les articles 1184, 953, 1046 du Code civil reposent sur une idée de faute, bien que la jurisprudence accorde la révocation, même si l'inexécution n'est pas imputable au donataire.

465. — 1. V. Ch. des députés, séance du 21 déc. 1907, *J. O.* du 22, p. 3041 à 3043.

467. — L'action en reprise repose au contraire sur une idée d'enrichissement sans cause, c'est une action en dommages-intérêts calculée sur la valeur de cet enrichissement ; elle est comparable à l'action en exécution intentée par le donateur ou ses héritiers, qui se résout par des dommages-intérêts correspondant, selon les règles ordinaires, au préjudice causé (1).

468. — II. — *Détermination des biens à restituer.* — Quoiqu'il en soit, il faudra, lorsque l'action sera admise, déterminer la portion des libéralités qui correspondra aux charges non exécutées.

Cette détermination sera souvent très difficile à faire en pratique, soit à cause de l'impossibilité d'apprécier la valeur des charges, soit à cause de l'indivisibilité du bien donné lui-même.

469. — A. — **Indivisibilité du bien donné.** — La ventilation qui résulte de l'application du paragraphe 15 ne sera pas possible lorsqu'il s'agira de biens indivisibles comme des immeubles. Le tribunal appréciera souverainement la façon dont la reprise devra s'opérer, soit qu'il condamne l'établissement à rem-

467. — 1. Cette analogie permet, selon nous, d'établir que l'action en exécution du droit commun est irrecevable de la part du disposant et de ses héritiers, en présence de l'action en reprise qui exclut tout recours destiné à faire rentrer les biens dans le patrimoine du disposant (.n 285.

bourser la valeur des charges non payées, soit qu'il ordonne, avec le consentement du disposant ou de ses héritiers, la restitution du bien donné contre la remise d'une soulte représentant la valeur de ce que doit garder l'établissement gratifié.

470. — B. — **Appréciation de la valeur des charges.** — a) Charges temporaires.

1° Lorsqu'il s'agira d'une obligation de donner pendant un temps déterminé, l'opération sera simple : il suffira d'apprécier la valeur totale des prestations, et d'en retrancher la valeur de celles qui n'ont pas été exécutées : ainsi, la charge imposée à une commune de faire dire deux messes par an pendant dix ans peut être facilement appréciée en estimant les messes au prix taxé par le tarif diocésain.

471. — 2° Une obligation de faire sera plus difficile à apprécier.

Un acte n'a pas toujours une valeur marchande, il n'est pas toujours appréciable en argent. Toutefois lorsqu'il sera démontré, en fait, que tout l'émolument de la libéralité était affecté à l'exécution de la charge, l'établissement donataire ne gardera que la valeur correspondant aux charges non exécutées, qui sera proportionnée au temps écoulé depuis la donation ou le décès du testateur.

Ainsi un legs de 20.000 francs a été fait à un hospice à charge d'employer cette somme à l'entretien pendant vingt ans du plus grand nombre possible

de pauvres désignés par le conseil de fabrique. La loi du 13 avril 1908 survient après cinq ans d'exécution ; l'hospice devra rendre un capital de 16.000 fr.

472. — Mais il se peut que la libéralité ne soit pas entièrement affectée à l'exécution de la charge.

Lorsqu'il s'agira d'une charge continue appréciable en argent, on établira la proportion entre la valeur de cette charge et le temps écoulé. Ainsi, un legs de 10.000 francs a été fait à charge d'entretenir pendant quarante ans les grosses réparations d'un presbytère appartenant à la mense. Cette charge a été exécutée pendant dix ans et a coûté en moyenne 200 francs par an ; les héritiers en ligne directe du testateur pourront reprendre 6.000 francs.

De même, lorsque tous les revenus d'un capital donné seront employés à l'exécution de la charge, on rendra une somme égale au total des revenus annuels, au taux légal, pendant le temps écoulé.

473. — Mais la difficulté apparaît lorsque la charge temporaire n'est pas exécutable en argent, lorsqu'elle ne coûte rien, en fait, à l'établissement grevé.

Que vaudra la charge imposée à un hospice de vieillards de faire prier les pensionnaires pour le repos de l'âme du donateur ? Le tribunal saisi de l'action appréciera *æquum et bonum* le préjudice moral causé à l'établissement grevé par l'exécution de la charge qui lui était imposée, et en déduira la valeur de cette charge pendant le temps qu'elle

devait encore être exécutée. Remarquons que ce préjudice ne s'appréciera pas en égard au donateur, qui, nous l'avons vu, n'a droit qu'à la valeur des charges *in abstracto* et non au dommage qui lui est personnellement causé par le défaut d'exécution.

474. — B. — **Charges perpétuelles.** — En principe, une libéralité grevée de charges ne peut être onéreuse pour le donateur ; lorsque la charge est perpétuelle, elle doit pouvoir être imputée en totalité sur les revenus de la libéralité. Lorsque l'action en reprise sera admise pour une fondation, le demandeur aura droit au capital dont les intérêts au taux légal correspondent à la valeur annuelle de la charge : pour une fondation de messes qui coûte 60 francs par an à l'établissement grevé, il sera rendu un capital de 60 francs de rente, ou 4,500 francs.

Lorsque l'objet du legs aura été un titre de rente, l'établissement pourra rendre un titre de rente égal à la valeur des charges ou une somme égale à la valeur de cette rente.

475. — Lorsque la charge ne sera pas appréciable en argent, lorsque par exemple un bien grevé d'une affectation pieuse ou cultuelle ne sera pas productive de revenus, les tribunaux apprécieront *in æquum et bonum* la valeur de cette affectation, c'est-à-dire le bénéfice qu'aurait fait l'établissement donataire si la donation avait été pure et simple, et calculeront

d'après cette estimation le capital qui devra être restitué.

476. — III. — *Déduction de frais et droits.* — Une fois la valeur des charges appréciée il faudra encore déduire de la somme à restituer une part des « Frais et droits payés lors de l'acquisition des biens » (§ 15) proportionnelle à la part des biens repris (1). Il s'agit ici des droits de mutation et des frais d'enregistrement payés par l'établissement donataire lors de la donation ou legs. Ces frais sont considérés comme grevant la totalité de la libéralité, et l'établissement doit être libéré des charges afférentes au bien repris.

§ 4. — PROCÉDURE ET DROITS FISCAUX

477. — La loi du 13 avril 1908 a, dans son article 3, § 14, alinéa 5, modifié les règles ordinaires de la procédure pour les actions intentées contre l'État, les départements, les communes et les établissements publics. Mais cette partie de la loi n'étant pas rétroactive, toutes les instances engagées avant le 13 avril 1908 sont et demeurent soumises au droit commun (1).

476. — 1. Ch. des dép., séance du 21 déc. 1907 (M. Bauregard, le rapporteur), *J. O.*, page 3041.

477. — 1. Tarbes, 20 mai 1908 (*R.O.D.*, 67).

En principe, les règles concernant la procédure des actions en reprise, en matière de dévolution, s'appliquant à cette hypothèse (art. 3 § 4, 5, 6, 7, 13 ; art. 4, § 2 et 3) (n^{os} 251 et s.), sauf les exceptions ci-après :

478. — 1^o Le mémoire, (qui existait déjà dans la procédure ordinaire contre l'État et les établissements publics) doit être adressé au préfet (art. 3, § 14, al. 6). Il ne s'agit pas en effet de biens sous séquestre, et le directeur de l'enregistrement ne peut être mis en cause.

479. — 2^o Il peut être fait droit à la demande, soit par décret lorsqu'il s'agit de biens possédés par l'État, soit par arrêté en conseil de préfecture après avis de la commission départementale, pour le département, du conseil municipal, pour la Commune, et de la commission administrative pour l'établissement public intéressé.

480. — 3^o Le point de départ du délai est fixé au jour de la promulgation de la loi ; ce délai est d'un an : « l'action sera prescrite si le mémoire n'a pas été déposé dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, et l'assignation devant la juridiction ordinaire délivrée dans les trois mois de la date du récépissé » (§ 11 *in fine*).

Toutefois, l'action ne sera pas prescrite, si on a laissé passé le délai de trois mois après le récépissé de mémoire pour délivrer l'assignation ; il sera

encore possible de déposer un nouveau mémoire, si le délai d'un an après le 13 avril 1908 n'est pas expiré.

481. — Il convient de remarquer que l'inexécution des charges comportant l'intervention d'ecclésiastiques, dans les cas où ces charges sont exécutoires en vertu du paragraphe 14, alinéa 2, n'est sanctionnée que par l'action en reprise. Par conséquent, si l'établissement gratifié refuse d'exécuter les charges après l'expiration du délai d'un an, aucune action ne sera ouverte au donateur ou à ses héritiers pour reprendre les biens donnés.

Passé ce délai, il restera seulement l'action en exécution au Conseil d'État, au profit de tout intéressé, dans les termes du droit commun et, semble-t-il, l'action en exécution devant les tribunaux civils au profit des bénéficiaires seuls (n^{os} 310 et s., 362-459, et la note 285).

482. — 4^e Les frais du procès resteront, comme dans la procédure ordinaire, à la charge du perdant (1). Les règles concernant la restitution des fruits et le règlement des impenses demeurent soumises au droit commun (2).

482. — 1. Cela résulte du rejet à la Chambre d'une disposition les mettant à la charge du réclamant, dans tous les cas (*J. O.*, 1907 p. 3042).

2. V. plus haut n^o 476 pour le paiement des frais payés lors de l'acquisition des droits.

Nous croyons toutefois que l'article 3, § 13, ne s'applique pas à notre hypothèse (n^{os} 272 et s.) (3).

483. — 5^o Les transferts, transcriptions, inscriptions, mainlevée, mentions et certificats seront opérés et délivrés par les établissements débiteurs et par les conservateurs des hypothèques, en vertu, soit d'une décision de justice devenue définitive, soit d'un arrêté pris par le préfet en conseil de préfecture. « Ils seront affranchis des droits de timbre, d'enregistrement et de toute autre taxe. » (Loi du 13 avril 1908, art. 4, § 2 et 3).

3. V. *Revue du Culte Catholique*, n^o 7, p. 193.

Vu : le Président de thèse.

WEISS

Vu le Doyen
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

ANNEXE I

Loi concernant la Séparation des Églises et de l'État.

Du 9 décembre 1905.

(Promulguée au *Journal officiel* du 11 décembre 1905).

(EXTRAIT)

TITRE PREMIER

PRINCIPES

ARTICLE 1^{er}. — La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

2. — La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'État, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. Pourront toutefois être inscrites auxdits budgets les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics, tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons.

Les établissements publics du culte sont supprimés, sous réserve des dispositions énoncées à l'article 3.

TITRE II

ATTRIBUTION DES BIENS. — PENSIONS

3. — Les établissements dont la suppression est ordonnée par l'article 2 continueront provisoirement de fonctionner, conformément aux dispositions qui les régissent actuellement, jusqu'à l'attribution de leurs biens aux associations prévues par le titre IV et au plus tard jusqu'à l'expiration du délai ci-après.

Dès la promulgation de la présente loi, il sera procédé par les agents de l'administration des domaines à l'inventaire descriptif et estimatif :

1° Des biens mobiliers et immobiliers desdits établissements ;

2° Des biens de l'État, des départements et des communes dont les mêmes établissements ont la jouissance.

Ce double inventaire sera dressé contradictoirement avec les représentants légaux des établissements ecclésiastiques ou ceux dûment appelés par une notification faite en la forme administrative.

Les agents chargés de l'inventaire auront le droit de se faire communiquer tous titres et documents utiles à leurs opérations.

4. — Dans le délai d'un an à partir de la promulgation

de la présente loi, les biens mobiliers et immobiliers des menses, fabriques, conseils presbytéraux, consistoires et autres établissements publics du culte seront, avec toutes les charges et obligations qui les grèvent et avec leur affectation spéciale, transférés par les représentants légaux de ces établissements aux associations qui, en se conformant aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice, se seront légalement formées, suivant les prescriptions de l'article 19, pour l'exercice de ce culte dans les anciennes circonscriptions desdits établissements.

5. — Ceux des biens désignés à l'article précédent qui proviennent de l'État et qui ne sont pas grevés d'une fondation pieuse créée postérieurement à la loi du 18 germinal an X feront retour à l'État.

Les attributions de biens ne pourront être faites par les établissements ecclésiastiques qu'un mois après la promulgation du règlement d'administration publique prévu à l'article 43. Faute de quoi la nullité pourra en être demandée devant le tribunal civil par toute partie intéressée ou par le ministère public.

En cas d'aliénation par l'association cultuelle de valeurs mobilières ou d'immeubles faisant partie du patrimoine de l'établissement public dissous, le montant du produit de la vente devra être employé en titres de rente nominatifs ou dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 22.

L'acquéreur des biens aliénés sera personnellement responsable de la régularité de cet emploi.

Les biens revendiqués par l'État, les départements ou les communes ne pourront être aliénés, transformés ni modifiés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la revendication par les tribunaux compétents.

6. — Les associations attributaires des biens des établissements ecclésiastiques supprimés seront tenues des dettes de ces établissements ainsi que de leurs emprunts, sous réserve des dispositions du troisième paragraphe du présent article ; tant qu'elles ne seront pas libérées de ce passif, elles auront droit à la jouissance des biens productifs de revenus qui doivent faire retour à l'État en vertu de l'article 5.

Le revenu global desdits biens reste affecté au paiement du reliquat des dettes régulières et légales de l'établissement public supprimé, lorsqu'il ne se sera formé aucune association cultuelle apte à recueillir le patrimoine de cet établissement.

Les annuités des emprunts contractés pour dépenses relatives aux édifices religieux seront supportées par les associations en proportion du temps pendant lequel elles auront l'usage de ces édifices par application des dispositions du titre III.

Dans le cas où l'État, les départements ou les communes rentreront en possession de ceux des édifices dont ils sont propriétaires, ils seront responsables des dettes régulièrement contractées et afférentes auxdits édifices.

7. — Les biens mobiliers ou immobiliers grevés d'une affectation charitable ou de toute autre affectation étrangère à l'exercice du culte seront attribués, par les représentants légaux des établissements ecclésiastiques, aux services ou établissements publics ou d'utilité publique, dont la destination est conforme à celles desdits biens. Cette attribution devra être approuvée par le préfet du département où siège l'établissement ecclésiastique. En cas de non-approbation, il sera statué par décret en conseil d'État.

Toute action en reprise ou en revendication devra être exercée dans un délai de six mois à partir du jour où l'arrêté préfectoral ou le décret approuvant l'attribution aura été inséré au *Journal officiel*. L'action ne pourra être intentée qu'en raison de donations ou de legs et seulement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe.

8. — Faute par un établissement ecclésiastique d'avoir, dans le délai fixé par l'article 4, procédé aux attributions ci-dessus prescrites, il y sera pourvu par décret.

A l'expiration dudit délai, les biens à attribuer seront, jusqu'à leur attribution, placés sous séquestre.

Dans le cas où les biens attribués en vertu de l'article 4 et du paragraphe 1^{er} du présent article seront, soit dès l'origine, soit dans la suite, réclamés par plusieurs associations formées pour l'exercice du même culte, l'attribution qui en aura été faite par les représentants de l'établissement ou par décret pourra être contestée devant le Conseil d'État statuant au contentieux, lequel prononcera en tenant compte de toutes les circonstances de fait.

La demande sera introduite devant le Conseil d'État, dans le délai d'un an à partir de la date du décret ou à partir de la notification, à l'autorité préfectorale, par les représentants légaux des établissements publics du culte, de l'attribution effectuée par eux. Cette notification devra être faite dans le délai d'un mois.

L'attribution pourra être ultérieurement contestée en cas de scission dans l'association nantie, de création d'association nouvelle par suite d'une modification dans le territoire de la circonscription ecclésiastique et dans le cas où l'association attributaire n'est plus en mesure de remplir son objet.

9. — A défaut de toute association pour recueillir les biens d'un établissement public du culte, ces biens seront attribués par décret aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance situés dans les limites territoriales de la circonscription ecclésiastique intéressée.

En cas de dissolution d'une association, les biens qui lui auront été dévolus en exécution des articles 4 et 8 seront attribués par décret rendu en conseil d'État, soit à des associations analogues dans la même circonscription, ou, à leur défaut, dans les circonscriptions les plus voisines, soit aux établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Toute action en reprise ou en revendication devra être exercée dans un délai de six mois à partir du jour où le décret aura été inséré au *Journal officiel*. L'action ne pourra être intentée qu'en raison de donations ou de legs et seu-

lement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe.

10. — Les attributions prévues par les articles précédents ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor.

11. — Les ministres des cultes qui, lors de la promulgation de la présente loi, seront âgés de plus de soixante ans révolus et qui auront, pendant trente ans au moins, rempli des fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'État, recevront une pension annuelle et viagère égale aux trois quarts de leur traitement.

Ceux qui seront âgés de plus de quarante-cinq ans et qui auront, pendant vingt ans au moins, rempli des fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'État, recevront une pension annuelle et viagère égale à la moitié de leur traitement.

Les pensions allouées par les deux paragraphes précédents ne pourront pas dépasser mille cinq cents francs (1.500 fr.).

En cas de décès des titulaires, ces pensions seront réversibles, jusqu'à concurrence de la moitié de leur montant, au profit de la veuve et des orphelins mineurs laissés par le défunt et, jusqu'à concurrence du quart, au profit de la veuve sans enfants mineurs. A la majorité des orphelins, leur pension s'éteindra de plein droit.

Les ministres des cultes actuellement salariés par l'État, qui ne seront pas dans les conditions ci-dessus, recevront, pendant quatre ans à partir de la suppression du budget des cultes, une allocation égale à la totalité de leur traitement pour la première année, aux deux tiers pour la

deuxième, à la moitié pour la troisième, au tiers pour la quatrième.

Toutefois, dans les communes de moins de mille habitants et pour les ministres des cultes qui continueront à y remplir leurs fonctions, la durée de chacune des quatre périodes ci-dessus indiquées sera doublée.

Les départements et les communes pourront, sous les mêmes conditions que l'État, accorder aux ministres des cultes actuellement salariés par eux des pensions ou des allocations établies sur la même base et pour une égale durée.

Réserve est faite des droits acquis en matière de pensions par application de la législation antérieure, ainsi que des secours accordés, soit aux anciens ministres des différents cultes, soit à leur famille.

Les pensions prévues aux deux premiers paragraphes du présent article ne pourront se cumuler avec toute autre pension ou tout autre traitement alloué, à titre quelconque, par l'État, les départements ou les communes.

La loi du 27 juin 1885, relative au personnel des facultés de théologie catholique supprimées, est applicable aux professeurs, chargés de cours, maîtres de conférences et étudiants des facultés de théologie protestante.

Les pensions et allocations prévues ci-dessus seront incessibles et insaisissables dans les mêmes conditions que les pensions civiles. Elles cesseront de plein droit en cas de condamnation à une peine afflictive ou infamante ou en

cas de condamnation pour l'un des délits prévus aux articles 34 et 35 de la présente loi.

Le droit à l'obtention ou à la jouissance d'une pension ou allocation sera suspendu par les circonstances qui font perdre la qualité de Français, durant la privation de cette qualité.

Les demandes de pension devront être, sous peine de forclusion, formées dans le délai d'un an après la promulgation de la présente loi.

TITRE III

DES ÉDIFICES DES CULTES

12. — Les édifices qui ont été mis à la disposition de la nation et qui, en vertu de la loi du 18 germinal an X, servent à l'exercice public des cultes ou au logement de leurs ministres (cathédrales, églises, chapelles, temples, synagogues, archevêchés, évêchés, presbytères, séminaires), ainsi que leurs dépendances immobilières et les objets mobiliers qui les garnissaient au moment où lesdits édifices ont été remis aux cultes, sont et demeurent propriétés de l'État, des départements et des communes.

Pour ces édifices, comme ceux postérieurs à la loi du 18 germinal an X, dont l'Etat, les départements et les communes seraient propriétaires, y compris les facultés de théologie protestante, il sera procédé conformément aux dispositions des articles suivants.

13. — Les édifices servant à l'exercice public du culte, ainsi que les objets mobiliers les garnissant, seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations appelées à les remplacer auxquelles les biens de ces établissements auront été attribués par application des dispositions du titre II.

La cessation de cette jouissance, et, s'il y a lieu, son transfert seront prononcés par décret, sauf recours au Conseil d'État statuant au contentieux :

1° Si l'association bénéficiaire est dissoute ;

2° Si, en dehors des cas de force majeure, le culte cesse d'être célébré pendant plus de six mois consécutifs ;

3° Si la conservation de l'édifice ou celle des objets mobiliers classés en vertu de la loi de 1887 et de l'article 16 de la présente loi est compromise par insuffisance d'entretien, et après mise en demeure dûment notifiée du conseil municipal ou, à son défaut, du préfet ;

4° Si l'association cesse de remplir son objet ou si les édifices sont détournés de leur destination ;

5° Si elle ne satisfait pas soit aux obligations de l'article 6 ou du dernier paragraphe du présent article, soit aux prescriptions relatives aux monuments historiques.

La désaffectation de ces immeubles pourra, dans les cas ci-dessus prévus, être prononcée par décret rendu en conseil d'État. En dehors de ces cas, elle ne pourra l'être que par une loi.

Les immeubles autrefois affectés aux cultes et dans lesquels les cérémonies du culte n'auront pas été célébrées

pendant le délai d'un an antérieurement à la présente loi, ainsi que ceux qui ne seront pas réclamés par une association cultuelle dans le délai de deux ans après sa promulgation, pourront être désaffectés par décret.

Il en est de même pour les édifices dont la désaffectation aura été demandée antérieurement au 1^{er} juin 1905.

Les établissements publics du culte, puis les associations bénéficiaires seront tenus des réparations de toute nature, ainsi que des frais d'assurance et autres charges afférentes aux édifices et aux meubles les garnissant.

14. — Les archevêchés, évêchés, les presbytères et leurs dépendances, les grands séminaires et facultés de théologie protestante seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations prévues à l'article 13, savoir : les archevêchés et évêchés pendant une période de deux années ; les presbytères dans les communes où résidera le ministre du culte, les grands séminaires et facultés de théologie protestante pendant cinq années à partir de la promulgation de la présente loi.

Les établissements et associations sont soumis, en ce qui concerne ces édifices, aux obligations prévues par le dernier paragraphe de l'article 13. Toutefois ils ne seront pas tenus des grosses réparations.

La cessation de la jouissance des établissements et associations sera prononcée dans les conditions et suivant les formes déterminées par l'article 13. Les dispositions des paragraphes 3 et 5 du même article sont applicables aux

édifices visés par le paragraphe 1^{er} du présent article.

La distraction des parties superflues des presbytères laissés à la disposition des associations cultuelles pourra pendant le délai prévu au paragraphe 1^{er}, être prononcée pour un service public par décret rendu en conseil d'État.

A l'expiration des délais de jouissance gratuite, la libre disposition des édifices sera rendue à l'État, aux départements ou aux communes.

Les indemnités de logement incombant actuellement aux communes à défaut de presbytère, par application de l'article 136 de la loi du 5 avril 1884, resteront à leur charge pendant le délai de cinq ans. Elles cesseront de plein droit en cas de dissolution de l'association.

15. — Dans les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes, la jouissance des édifices antérieurs à la loi du 18 germinal an X, servant à l'exercice des cultes ou au logement de leurs ministres, sera attribuée par les communes sur le territoire desquelles ils se trouvent, aux associations cultuelles, dans les conditions indiquées par les articles 12 et suivants de la présente loi. En dehors de ces obligations, les communes pourront disposer librement de la propriété de ces édifices.

Dans ces mêmes départements, les cimetières resteront la propriété des communes.

16. — Il sera procédé à un classement complémentaire des édifices servant à l'exercice public du culte (cathédrales, églises, chapelles, temples, synagogues, archevêchés, évêchés, presbytères, séminaires), dans lequel devront être

compris tous ceux de ces édifices représentant, dans leur ensemble ou dans leurs parties, une valeur artistique ou historique.

Les objets mobiliers ou les immeubles par destination mentionnés à l'article 13, qui n'auraient pas encore été inscrits sur la liste de classement dressée en vertu de la loi du 30 mars 1887, sont, par l'effet de la présente loi, ajoutés à ladite liste. Il sera procédé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, dans le délai de trois ans, au classement définitif de ceux de ces objets dont la conservation présenterait, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt suffisant. A l'expiration de ce délai, les autres objets seront déclassés de plein droit.

En outre, les immeubles et les objets mobiliers, attribués en vertu de la présente loi aux associations, pourront être classés dans les mêmes conditions que s'ils appartenaient à des établissements publics.

Il n'est pas dérogé, pour le surplus, aux dispositions de la loi du 30 mars 1887.

Les archives ecclésiastiques et les bibliothèques existant dans les archevêchés, évêchés, grands séminaires, paroisses, succursales et leurs dépendances, seront inventoriées et celles qui seront reconnues propriété de l'État lui seront restituées.

17. — Les immeubles par destination classés en vertu de la loi du 30 mars 1887 ou de la présente loi sont inaliénables et imprescriptibles.

Dans le cas où la vente ou l'échange d'un objet classé

serait autorisé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, un droit de préemption est accordé : 1° aux associations cultuelles ; 2° aux communes ; 3° aux départements ; 4° aux musées et sociétés d'art et d'archéologie ; 5° à l'État. Le prix sera fixé par trois experts que désigneront le vendeur, l'acquéreur et le président du tribunal civil.

Si aucun des acquéreurs visés ci-dessus ne fait usage du droit de préemption, la vente sera libre ; mais il est interdit à l'acheteur d'un objet classé de le transporter hors de France.

Nul travail de réparation, restauration ou entretien à faire aux monuments ou objets mobiliers classés ne peut être commencé sans l'autorisation du ministre des beaux-arts, ni exécuté hors de la surveillance de son administration, sous peine, contre les propriétaires, occupants ou détenteurs, qui auraient ordonné ces travaux, d'une amende de seize à quinze cents francs (16 à 1.500 fr.).

Toute infraction aux dispositions ci-dessus ainsi qu'à celles de l'article 16 de la présente loi et des articles 4, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 30 mars 1887 sera punie d'une amende de cent à dix mille francs (100 à 10,000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La visite des édifices et l'exposition des objets mobiliers classés seront publiques ; elles ne pourront donner lieu à aucune taxe ni redevance.

TITRE IV

DES ASSOCIATIONS POUR L'EXERCICE DES CULTES

18. — Les associations formées pour subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public d'un culte devront être constituées conformément aux article 5 et suivants du titre I^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901. Elles seront, en outre, soumises aux prescriptions de la présente loi.

19. — Ces associations devront avoir exclusivement pour objet l'exercice d'un culte et être composées au moins :

Dans les communes de moins de mille habitants, de sept personnes ;

Dans les communes de mille à vingt mille habitants, de quinze personnes ;

Dans les communes dont le nombre des habitants est supérieur à vingt mille, de vingt-cinq personnes majeures, domiciliées ou résidant dans la circonscription religieuse.

Chacun de leurs membres pourra s'en retirer en tout temps, après paiement des cotisations échues et de celles de l'année courante, nonobstant toute clause contraire.

Nonobstant toute clause contraire des statuts, les actes de gestion financière et d'administration légale des biens accomplis par les directeurs ou administrateurs seront, chaque année au moins, présentés au contrôle de l'assemblée générale des membres de l'association et soumis à son approbation.

Les associations pourront recevoir, en outre des cotisations prévues par l'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901, le produit des quêtes et collectes pour les frais du culte, percevoir des rétributions : pour les cérémonies et services religieux même par fondation ; pour la location des bancs et sièges ; pour la fourniture des objets destinés au service des funérailles dans les édifices religieux et à la décoration de ces édifices.

Elles pourront verser, sans donner lieu à perception de droits, le surplus de leurs recettes à d'autres associations constituées pour le même objet.

Elles ne pourront, sous quelque forme que ce soit, recevoir des subventions de l'État, des départements ou des communes. Ne sont pas considérées comme subventions les sommes allouées pour réparations aux monuments classés.

20. — Ces associations peuvent, dans les formes déterminées par l'article 7 du décret du 16 août 1901, constituer des unions ayant une administration ou une direction centrale ; ces unions seront réglées par l'article 18 et par les cinq derniers paragraphes de l'article 19 de la présente loi.

21. — Les associations et les unions tiennent un état de leurs recettes et de leurs dépenses ; elles dressent chaque année le compte financier de l'année écoulée et l'état inventorié de leurs biens, meubles et immeubles.

Le contrôle financier est exercé sur les associations et sur les unions par l'administration de l'enregistrement et par l'inspection générale des finances.

22. — Les associations et unions peuvent employer leurs ressources disponibles à la constitution d'un fonds de réserve suffisant pour assurer les frais et l'entretien du culte et ne pouvant en aucun cas recevoir une autre destination : le montant de cette réserve ne pourra jamais dépasser une somme égale, pour les unions et associations ayant plus de cinq mille francs (5,000 fr.) de revenu, à trois fois et, pour les autres associations, à six fois la moyenne annuelle des sommes dépensées par chacune d'elles pour les frais du culte pendant les cinq derniers exercices.

Indépendamment de cette réserve, qui devra être placée en valeurs nominatives, elles pourront constituer une réserve spéciale dont les fonds devront être déposés, en argent ou en titres nominatifs, à la Caisse des dépôts et consignations pour être exclusivement affectés, y compris les intérêts, à l'achat, à la construction, à la décoration ou à la réparation d'immeubles ou meubles destinés aux besoins de l'association ou de l'union.

23. — Seront punis d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 fr.) et, en cas de récidive, d'une amende double les directeurs ou administrateurs d'une association ou d'une union qui auront contrevenu aux articles 18, 19, 20, 21 et 22.

Les tribunaux pourront, dans le cas d'infraction au paragraphe 1^{er} de l'article 22, condamner l'association ou l'union à verser l'excédent constaté aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance.

Ils pourront, en outre, dans tous les cas prévus au para-

graphe 1^{er} du présent article, prononcer la dissolution de l'association ou de l'union.

24. — Les édifices affectés à l'exercice du culte appartenant à l'État, aux départements ou aux communes continueront à être exemptés de l'impôt foncier et de l'impôt des portes et fenêtres.

Les édifices servant au logement des ministres des cultes, les séminaires, les facultés de théologie protestante qui appartiennent à l'État, aux départements ou aux communes, les biens qui sont la propriété des associations et unions sont soumis aux mêmes impôts que ceux des particuliers.

Les associations et unions ne sont en aucun cas assujetties à la taxe d'abonnement ni à celle imposée aux cercles par l'article 33 de la loi du 8 août 1890, pas plus qu'à l'impôt de quatre pour cent (4 p. 0/0), sur le revenu établi par les lois du 28 décembre 1880 et du 29 décembre 1884.

.

ANNEXE II

Loi modifiant les articles 6, 7, 9, 10, 13 et 14 de la loi du 9 décembre 1905 sur la Séparation des Eglises et de l'Etat.

Du 13 avril 1908.

(Promulguée au *Journal officiel* du 14 avril 1908.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

Article premier. — Les paragraphes 2 et 4 de l'article 6 de la loi du 9 décembre 1905 sont abrogés. Le paragraphe 1^{er} de l'article 9 de ladite loi est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er}. — Les biens des établissements ecclésiastiques, qui n'ont pas été réclamés par des associations cultuelles constituées dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la loi du 9 décembre 1905, seront attribués par décret à des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance situés dans les limites territoriales de la circonscription ecclésiastique intéressée, ou, à défaut d'établissement de cette nature, aux communes ou sections de communes, sous la condition d'affecter aux services de

bienfaisance ou d'assistance tous les revenus ou produits de ces biens, sauf les exceptions ci-après :

« 1° Les édifices affectés au culte lors de la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 et les meubles les garnissant deviendront la propriété des communes sur le territoire desquelles ils sont situés, s'ils n'ont pas été restitués ni revendiqués dans le délai légal.

« 2° Les meubles ayant appartenu aux établissements ecclésiastiques ci-dessus mentionnés qui garnissent les édifices désignés à l'article 12, paragraphe 2, de la loi du 9 décembre 1905, deviendront la propriété de l'Etat, des départements et des communes, propriétaires desdits édifices, s'ils n'ont pas été restitués ni revendiqués dans le délai légal.

« 3° Les immeubles bâtis, autres que les édifices affectés au culte, qui n'étaient pas productifs de revenus lors de la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 et qui appartenaient aux menses archi-épiscopales et épiscopales, aux chapitres et séminaires, ainsi que les cours et jardins y attenants, seront attribués par décret, soit à des départements, soit à des communes, soit à des établissements publics pour des services d'assistance ou de bienfaisance ou des services publics.

« 4° Les biens des menses archiépiscopales et épiscopales, chapitres et séminaires seront, sous réserve de l'application des dispositions du paragraphe précédent, affectés, dans la circonscription territoriale de ces anciens établissements, au payement du reliquat des dettes régulières ou

légales de l'ensemble des établissements ecclésiastiques compris dans ladite circonscription, dont les biens n'ont pas été attribués à des associations cultuelles, ainsi qu'au paiement de tous frais exposés et de toutes dépenses effectuées relativement à ces biens par le séquestre, sauf ce qui est dit au paragraphe 13 de l'article 3 ci-après. L'actif disponible après l'acquittement de ces dettes et dépenses sera attribué par décret à des services départementaux de bienfaisance ou d'assistance.

« En cas d'insuffisance d'actif, il sera pourvu au paiement desdites dettes et dépenses sur l'ensemble des biens ayant fait retour à l'État, en vertu de l'article 5.

« 5° Les documents, livres, manuscrits et œuvres d'art ayant appartenu aux établissements ecclésiastiques et non visés au primo du présent paragraphe pourront être réclamés par l'État, en vue de leur dépôt dans les archives, bibliothèques ou musées et lui être attribués par décret.

« 6° Les biens des caisses de retraites et maisons de secours pour les prêtres âgés ou infirmes seront attribués par décret à des sociétés de secours mutuels constituées dans les départements où ces établissements ecclésiastiques avaient leur siège.

« Pour être aptes à recevoir ces biens, lesdites sociétés devront être approuvées dans les conditions prévues par la loi du 1^{er} avril 1898, avoir une destination conforme à celle desdits biens, être ouvertes à tous les intéressés et ne prévoir dans leurs statuts aucune amende ni aucun cas d'ex-

clusion fondés sur un motif touchant à la discipline ecclésiastique.

« Les biens des caisses de retraite et maisons de secours, qui n'auraient pas été réclamés dans le délai de dix-huit mois à dater de la promulgation de la présente loi par des sociétés de secours mutuels constituées dans le délai d'un an de ladite promulgation, seront attribués par décret aux départements où ces établissements ecclésiastiques avaient leur siège, et continueront à être administrés provisoirement au profit des ecclésiastiques qui recevaient des pensions ou secours ou qui étaient hospitalisés à la date du 15 décembre 1906.

« Les ressources non absorbées par le service de ces pensions ou secours seront employées au remboursement des versements que les ecclésiastiques ne recevant ni pensions ni secours justifieront avoir faits aux caisses de retraite.

« Le surplus desdits biens sera affecté par les départements à des services de bienfaisance ou d'assistance fonctionnant dans les anciennes circonscriptions des caisses de retraite et maisons de secours. »

2. — Le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 9 décembre 1905 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Toute action en reprise, qu'elle soit qualifiée en revendication, en révocation ou en résolution, concernant les biens dévolus en exécution du présent article, est soumise aux règles prescrites par l'article 9. »

3. — Le paragraphe 3 de l'article 9 de la loi du 9 décem-

bre 1905 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« § 3. — Toute action en reprise, qu'elle soit qualifiée en revendication, en révocation ou en résolution, doit être introduite dans le délai ci-après déterminé.

« Elle ne peut être exercée qu'en raison de donations, de legs ou de fondations pieuses, et seulement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe.

« Les arrérages de rentes dues aux fabriques pour fondations pieuses ou cultuelles et qui n'ont pas été rachetées cessent d'être exigibles.

« Aucune action d'aucune sorte ne pourra être intentée à raison de fondations pieuses antérieures à la loi du 18 germinal an X. »

Outre les dispositions interprétatives ci-dessus, le paragraphe 3 de l'article 9 de la loi du 7 décembre 1905 est complété par les dispositions suivantes :

« § 4. — L'action peut être exercée contre l'attributaire ou, à défaut d'attribution, contre le directeur général des domaines représentant l'État en qualité de séquestre.

« § 5. — Nul ne pourra introduire une action, de quelque nature qu'elle soit, s'il n'a déposé, deux mois auparavant, un mémoire préalable sur papier non timbré entre les mains du directeur général des domaines qui en délivrera un récépissé daté et signé.

« § 6. — Au vu de ce mémoire, et après avis du directeur des domaines, le préfet pourra, en tout état de cause, et quel que soit l'état de la procédure, faire droit à tout

ou partie de la demande par un arrêté pris en conseil de préfecture.

« § 7. — L'action sera prescrite si le mémoire préalable n'a pas été déposé dans les six mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la liste des biens attribués ou à attribuer avec les charges auxquelles lesdits biens seront ou demeureront soumis, et si l'assignation devant la juridiction ordinaire n'a pas été délivrée dans les trois mois de la date du récépissé.

« Parmi ces charges, pourra être comprise celle de l'entretien des tombes.

« § 8. — Passé ces délais, les attributions seront définitives et ne pourront plus être attaquées de quelque manière ni pour quelque cause que ce soit.

« Néanmoins, toute personne intéressée pourra poursuivre devant le Conseil d'État, statuant au contentieux, l'exécution des charges imposées par les décrets d'attribution.

« § 9. — Il en sera de même pour les attributions faites après solution des litiges soulevés dans le délai.

« § 10. — Tout créancier, hypothécaire, privilégié ou autre, d'un établissement dont les biens ont été mis sous séquestre, devra, pour obtenir le paiement de sa créance, déposer préalablement à toute poursuite un mémoire justificatif de sa demande, sur papier non timbré, avec pièces à l'appui, au directeur général des domaines qui en délivrera un récépissé daté et signé.

« § 11. — Au vu de ce mémoire et sur l'avis du directeur des domaines, le préfet pourra, en tout état de cause, et

quel que soit l'état de la procédure, décider, par un arrêté pris en conseil de préfecture, que le créancier sera admis, pour tout ou partie de sa créance, au passif de la liquidation de l'établissement supprimé.

« § 12. — L'action du créancier sera définitivement éteinte si le mémoire préalable n'a pas été déposé dans les six mois qui suivront la publication au *Journal officiel* prescrite par le paragraphe 7 du présent article, et si l'assignation devant la juridiction ordinaire n'a pas été délivrée dans les neuf mois de ladite publication.

« § 13. — Dans toutes les causes auxquelles s'appliquent les dispositions de la présente loi, le tribunal statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile.

« Les frais exposés par le séquestre seront, dans tous les cas, employés en frais privilégiés sur le bien séquestré, sauf recouvrement contre la partie adverse condamnée aux dépens, ou sur la masse générale des biens recueillis par l'État.

« Le donateur ou les héritiers en ligne directe soit du donateur, soit du testateur ayant, dès à présent, intenté une action en revendication ou en révocation devant les tribunaux civils, sont dispensés des formalités de procédure prescrites par les paragraphes 5, 6 et 7 du présent article.

« § 14. — L'État, les départements, les communes et les établissements publics ne peuvent remplir ni les charges pieuses ou cultuelles, afférentes aux libéralités à eux faites, ou aux contrats conclus par eux, ni les charges dont l'exé-

cution comportait l'intervention soit d'un établissement public du culte, soit de titulaires ecclésiastiques.

« Ils ne pourront remplir les charges comportant l'intervention d'ecclésiastiques pour l'accomplissement d'actes non cultuels que s'il s'agit de libéralités autorisées antérieurement à la promulgation de la présente loi, et si, nonobstant l'intervention de ces ecclésiastiques, ils conservent un droit de contrôle sur l'emploi desdites libéralités.

« Les dispositions qui précèdent s'appliquent au séquestre.

« Dans les cas prévus à l'alinéa 1 du présent paragraphe, et en cas d'inexécution des charges visées à l'alinéa 2, l'action en reprise, qu'elle soit qualifiée en revendication, en révocation ou en résolution, ne peut être exercée que par les auteurs des libéralités et leurs héritiers en ligne directe. »

Les paragraphes précédents s'appliquent à cette action sous les réserves ci-après :

« Le dépôt du mémoire est fait au préfet, et l'arrêté du préfet en conseil de préfecture est pris, s'il y a lieu, après avis de la commission départementale pour le département, du conseil municipal pour la commune et de la commission administrative pour l'établissement public intéressé,

En ce qui concerne les biens possédés par l'État, il sera statué par décret.

« L'action sera prescrite si le mémoire n'a pas été déposé dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi et l'assignation devant la juridiction ordinaire

délivrée dans les trois mois de la date du récépissé.

« § 15. — Les biens réclamés, en vertu du paragraphe 14, à l'État, aux départements, aux communes et à tous établissements publics ne seront restituables, lorsque la demande ou l'action sera admise, que dans la proportion correspondante aux charges non exécutées, sans qu'il y ait lieu de distinguer si lesdites charges sont ou non déterminantes de la libéralité ou du contrat de fondation pieuse et sous déduction des frais et droits correspondants payés lors de l'acquisition des biens.

« § 16. — Sur les biens grevés de fondations de messes, l'État, les départements, les communes et les établissements publics possesseurs ou attributaires desdits biens, devront, à défaut des restitutions à opérer en vertu du présent article, mettre en réserve la portion correspondant aux charges ci-dessus visées.

« Cette portion sera remise aux sociétés de secours mutuels constituées conformément au paragraphe 1^{er}, 6^e, de l'article 9 de la loi du 9 décembre 1905, sous la forme de titres de rente nominatifs, à charges par celles-ci d'assurer l'exécution des fondations perpétuelles de messes.

« Pour les fondations temporaires, les fonds y afférents seront versés auxdites sociétés de secours mutuels, mais ne bénéficieront pas du taux de faveur prévu par l'article 21 de la loi du 1^{er} avril 1898.

Les titres nominatifs seront remis et les versements faits à la société de secours mutuels qui aura été constituée

dans le département, ou à son défaut dans le département le plus voisin.

« A l'expiration du délai de dix-huit mois prévu au paragraphe 1^{er}, 6^a, ci-dessus visé, si aucune des sociétés de secours mutuels qui viennent d'être mentionnées n'a réclamé la remise des titres ou le versement auquel et le a droit, l'État, les départements, les communes et les établissements publics seront définitivement libérés et resteront propriétaires des biens par eux possédés ou à eux attribués, sans avoir à exécuter aucune des fondations de messes grevant lesdits biens.

« La portion à mettre en réserve, en vertu des dispositions précédentes, sera calculée sur la base des tarifs indiqués dans l'acte de fondation ou, à défaut, sur la base des tarifs en vigueur du 8 décembre 1905. »

4. — L'article 10 de la loi du 9 décembre 1905 est complété ainsi qu'il suit :

« § 2. — Les transferts, transcriptions, inscriptions et mainlevées, mentions et certificats seront opérés ou délivrés par les compagnies, sociétés et autres établissements débiteurs et par les conservateurs des hypothèques, en vertu, soit d'une décision de justice devenue définitive, soit d'un arrêté pris par le préfet en conseil de préfecture, soit d'un décret d'attribution.

« § 3. — Les arrêtés et décrets, les transferts, transcriptions, inscriptions et mainlevées, mentions et certificats opérés ou délivrés en vertu desdits arrêtés et décrets ou des décisions de justice susmentionnés seront affranchis

de droits de timbre, d'enregistrement et de toute autre taxe.

« § 4. — Les attributaires de biens immobiliers seront, dans tous les cas, dispensés de remplir les formalités de purge des hypothèques légales. Les biens attribués seront francs et quittes de toute charge hypothécaire ou privilégiée qui n'aurait pas été inscrite avant l'expiration du délai de six mois à dater de la publication au *Journal officiel*, ordonnée par le paragraphe 7. »

5. — L'article 13 de la loi du 9 décembre 1905 est ainsi modifié :

« L'État, les départements et les communes pourront engager les dépenses nécessaires pour l'entretien et la conservation des édifices du culte dont la propriété leur est reconnue par la présente loi. »

6. — Le cinquième paragraphe de l'article 14 de la loi du 9 décembre 1905 est complété ainsi qu'il suit :

« Ceux de ces immeubles qui appartiennent à l'État. pourront être, par décret, affectés ou concédés gratuitement, dans les formes prévues par l'ordonnance du 14 juin 1833, soit à des services publics de l'État, soit à des services publics départementaux ou communaux.

7.—Une somme de deux millions sept cent mille francs (2.700.000 fr.), y compris les fonds déjà attribués par le syndicat des fabriques et consistoires de Paris, sera prélevée sur l'actif résultant de la liquidation de ce syndicat, pour garantir au personnel des pompes funèbres de Paris

les retraites et les droits acquis ou en cours de formation au 31 décembre 1905, conformément au règlement de la caisse des retraites du 12 décembre 1890, avec ses additions des 12 février 1892, 25 janvier 1895 et 5 février 1897.

Ces retraites, liquidées ou en cours de formation, seront constituées à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans les conditions et limites prévues par la loi du 20 juillet 1886 et le décret du 28 décembre suivant.

Pour le cas où les retraites dépasseraient le maximum de douze cents francs (1.200 fr.), l'excédent sera constitué dans une compagnie d'assurances.

Après le décès des titulaires des pensions liquidées avant le 31 décembre 1905, et pour celles allouées au personnel non repris par la ville de Paris, mais comptant plus de vingt ans de services au 31 décembre 1905, des pensions seront créées au bénéfice de leurs veuves, dans les conditions prévues aux règlements du syndicat des fabriques et consistoires, par prélèvement sur le reliquat disponible des fonds attribués par la présente loi, qui sera versé à la Caisse des dépôts et consignations.

8. Dans le département des Alpes-Maritimes, les revenus des chapellenies et autres établissements ayant existé avant le traité d'annexion, qui étaient affectés, à la date du 15 décembre 1906, à l'entretien de prêtres âgés ou infirmes, recevront l'emploi prévu à l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, n° 6, de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 avril 1908.

Signé : A. FALLIÈRES.

*Le Garde des sceaux,
Ministre de la justice
et des cultes,*

*Le Ministre de l'instruction publique,
et des beaux-arts,
chargé par intérim
du ministère des finances,*

Signé : ARISTIDE BRIAND

Signé : GASTON DOUMERGUE.

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages généraux.

- PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*, 4^e éd., 3 vol. in-8°, Pichon et Durand Auzies (1906-1908).
- AUBRY ET RAU. — *Traité de droit civil*, t. IV-VII.
- DEMOLOMBE. — *Code civil*. Traité des donations.
- BAUDRY LACANTINERIE ET COLIN. — *Des donations entre vifs et des testaments*, 3^e éd., 2 vol. in-8, Larose et Tenin, 1905.
- BAUDRY LACANTINERIE ET BARDE. — *Des obligations*.
- TROPLONG. — *Cours de Code civil*.
- DUROCQ. — *Cours de droit administratif* (6^e éd.).
- LAFFERRIÈRE. — *Traité des juridictions administratives*.
- HAURION. — *Précis de droit administratif et de droit public général*, 6^e éd., in-8. Larose et Tenin, 1907.
- TISSIER. — Article *Dons et legs* dans le *Répertoire du droit administratif*, de Becquet; t. XII, Dupont, 1895.
- AFFRE. — *Traité de la propriété des biens ecclésiastiques* (1837).
- VOURIOT. — *De la propriété et de l'administration des biens ecclésiastiques en France et en Belgique*.
- MERLIN. — *Questions de droit*.
— *Répertoire de jurisprudence*.
- LOCRÉ. — *L'Esprit du Code Napoléon*, tiré de la discussion du Conseil d'État (1807-1814).

- LÉVY ULMANN ET GRUNEBaum BALLIN. — *Essai sur les fondations testamentaires* (rev. trim. de dr. civ., 1904, p. 253-283).
- SALEILLES. — Le régime juridique de la séparation (1907).
- BARTIN. — *Des conditions impossibles, illicites ou immorales*.
- ANDOUIN. — *Des dispositions en faveur des personnes incertaines*. Thèse Paris, 1890 (Giard et Buère).
- GEOUFFRE DE LA PRADELLE. — *Des fondations*. Paris, 1894 (Giard et Brière).
- BERTHOMIEU. — *Du legs avec charge et de son application aux œuvres d'intérêt public* (Thèse). Montpellier, 1896.
- ED. LAMBERT. — *La stipulation pour autrui*. Thèse Paris, 1873 (Giard et Brière).
- LORY. — *Du mode d'établissement, et de la nature des fondations*, thèse Paris, 1888 (Rousseau).
- R. MARCADÉ. — *Les fondations, et le problème de la personnalité*, (thèse, Paris, 1901 (Giard et Brière).
- COQUET. — *Les fondations privées, d'après la jurisprudence française*, thèse, Poitiers, 1908.
- DE VAREILLES-SOMMIÈRES. — *Les personnes morales*, in-8, Pichon, 1902.
- RAVIER DU MAGNY. — *Le Contrat de Fondation*, thèse, Grenoble, 1894.
- DONNEDIEU DE VABRES. — *De la condition des biens ecclésiastiques en face de la séparation*.
- FÉNELON. — *Les Fondations et les établissements ecclésiastiques*, thèse, Paris, 1902 (Boyer).
- RIVERAND. — *De la non rétroactivité des lois*, thèse Paris, 1907.

II. — Ouvrages spéciaux.

Sur la loi du 9 décembre 1905.

- GRUNEBaum-BALLIN. — *La Séparation des Églises et de l'État*.
- LHOPITEAU ET THÉBAULT. — *Les Églises et l'État* (Rousseau, 1906).

- DE LAMARZELLE ET TAUDIÈRE. — *Commentaire de la loi du 9 décembre 1905.*
- RIVET. — *Étude théorique et pratique sur les actions en reprise et en résolution*, éditions de la R. O. D., 1907.
- DEJUST. — *Les fondations de messes*, thèse, Paris, 1908.
- DORGUIN-DELAVERGNE. — *Fondations et libéralités religieuses, et la séparation des Églises et de l'État* (Paris, Rousseau, 1908).
- SANLAVILLE. — *Des actions en reprise, en revendication et en révocation.*
Sur la loi du 13 avril 1908.
- TAUDIÈRE. — *Commentaire de la loi du 13 avril 1908.* Pedon, 1908.
- HEM. — *Les ministres du culte devant la loi pénale*, in-8°, Larose, 1908

III. — Revues.

Journal officiel de la République Française.
Revue d'organisation et de défense religieuse.
Revue du culte catholique.
Revue des institutions culturelles.
Revue catholique des institutions et du droit.
Journal de l'Enregistrement.
Mémorial de perception.

IV. — Recueils de Jurisprudence.

DALLOZ. — *Répertoire. Supplément au Répertoire. Dictionnaire. Recueil périodique.*

SIREY. — *Recueil périodique. Codes annotés.*

Gazette du Palais. Recueil périodique.

Gazette des tribunaux. Recueil périodique.

Journal « Le Droit. »

Répertoire périodique de l'Enregistrement.

Notes de Jurisprudence du Conseil d'État, se référant à la période comprise entre le mois d'août 1879, et le 31 décembre 1897. Rédigées et classées par MM. Reynaud et Lagrange, in-8°, Melun, 1899 (complément de la publication de M. Bienvenu-Martin, 1892).

ABRÉVIATIONS

R. O. D., 48 : Revue d'organisation et de défense religieuse, n° 48.

D. : Dalloz.

S. : Sirey.

Gaz. Trib. : Gazette des Tribunaux.

Gaz. Pal. : Gazette du Palais.

S. bull. somm. : Sirey, bulletin sommaire.

C. E. P. de décr. et n. : Conseil d'État, Projet de décret et note.

N. de jur. : Notes de jurisprudence du Conseil d'État (Reynaud et Lagrange).

J. O. : Journal officiel.

Déb. Parl. : Débats parlementaires.

Circul. enregistr. : Circulaire de l'Enregistrement.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

(*Les numéros renvoient aux numéros correspondants de l'ouvrage.*)

- Acceptation**, 11, 318, 399, 402, 433.
- Action** en exécution (V. *Exécution*).
- Action** en révocation (V. *Révocation*).
- Action** en nullité (V. *Nullité*).
- Action** en caducité (V. *Caducité*).
- Action** en revendication (V. *Revendication*).
- Acquiescement**, 331.
- Administration** des domaines (V. *Séquestre*).
- Affectation**, 5, 55, 63, 183 et s. 195 et s. 353, 471 et s.
- Appréciation** des tribunaux (pouvoir d'), 110 et s. 205, 242 et s. 248, 394, 437, 473 et s.
- Assignation**, 262 et s. 477 et s.
- Associations**, 40.
- Associations** culturelles, 41 et s. 45, 67, 134, 138 et s. 153, 252, 316.
- Astreintes**, 17.
- Aumôniers**, 411 (V. *Ministres du culte. Habitation usufruit. Successifs*).
- Autorisation administrative**, 20, 240, 312 et s. 426, 433 (V. *Capacité*).
- Bénéficiaire**, 11, 18, 32, 196, 240, 246 et s. 284, 296 391 et s. 397, 402 et s. 439, 465.
- Biens vacants** (V. *Déshérence*).
- Bureau de bienfaisance**, 240, 433 et s.
- Caducité** (action en), 311 et suiv. 458.
- Caisses de retraites**, 116, 117 et s. 132, 146.
- Capacité** (V. *Etablissements*

- publics*), 186 et s. 284, 314 et s. 349, 361, 433.
- Cause**, 310.
- Impulsive et déterminante, 15, 20 et s. 206, 208, 226, 400.
- Charge**(définition), 3, 6, 133.
- (Charges impossibles, illicites, ou immorales), 19, 21 et s. 168 et s. 445, 451.
 - (Pieuses), 378.
 - (Cultuelles), 377.
 - (Pieuses ou cultuelles), 35, 138, 302 et s. 385 et s.
 - Charitables, 126, 137.
 - Scolaires, 127, 137.
 - Etrangères à l'exercice du culte, 371 et s. 391 et s. 432.
 - Exécution des, 151 et s. 181 et s. 353, 360, 368 et s. 445, 464 et s.
 - Divisibilité, 236 et s.
 - (D'hérédité), 238 et s.
 - (Appréciation de la valeur des), 470 et s. (V. *Inexécution des charges*).
- Chose jugée**, 113.
- Communes**, 140, 141, 355 et s. 383 et s. 387, 406 et s.
- Compétence** des tribunaux, 259, 265 et s.
- Concordat**, 37 et s. 115, 387, 405 et s.
- Condition**, droit conditionnel, 325 et s. 333 et s. 400 et s. 458 (V. *Inexécution des charges. Charges*).
- Condition** (V. *Charges*).
- (Résolutoire), 23.
 - Impulsive et déterminante (V. *Cause*), 29, 435.
- Contrat à titre onéreux**, 4, 7, 52, 55, 107 (1), 201 et s. 210 et s. 232, 243, 303 et s. 425, 460 et s.
- Contrôle**, 419, 427 et s. 433 et s.
- Créanciers**, 154, 343.
- Culte**, 38 et s. 173, 373 et s.
- (Etablissements publics du), 42.
- Curés**(V. *Ministres du culte*), 129, 173, 340 et s. 417.
- Décret** d'attribution, 93, 150, 152, 155 et s. 164, 178 et s. 290, 344
- Délai**, 51, 55, 259, 283, 291, 480.
- Déshérence**, 41, 76 et s.
- Dettes**, 7, 144.
- Dévolution**, 46, 66, 69, 134, 135 et s.
- Disposition** à titre gratuit (V. *Libéralité*).
- Divisibilité**, 236 et s. 258, 267 et s. 465, 469.
- Domaines** (administration des). (V. *Séquestre*).
- Donateur**, 15, 223, 228, 276.

- Donation**, 12, 233, 307, 309, 400 et s. 425.
— *Déguisées*, 205 et s.
Don manuel, 330. (V. *Meubles*).
Droit commun, 8 à 35, 43, 78 et s. 90 et s. 201, 236, 280 et s. 298 et s. 368 et s. 444 et s. 459.
— (Survivance du . . . dans la jurisprudence), 47 et s.
Droit public, 71 et s. 158 et s.
Ecclésiastiques (V. *Curés. Habitation. Ministres du culte. Pauvres. Successifs*).
Ecoles congréganistes, 22, 53.
Edifices du culte, 378, 381, 391.
Etablissements communaux de bienfaisance, 140, 144, 190, 433.
Etablissement dévolutaire, 27 et s. 134, 137, 139 et s. 152 et s. 181 et s. 190, 288 et s.
Etablissements publics, 27, 75 et s. 122 et s. 171.
— *du culte*, 115 et s. 137 et s. 177, 224, 306, 316 et s. 349 et s. 388 et s. 413 et s.
Etat, départements, communes et établissements publics, 24, 152, 156, 164 et s. 169, 175, 187, 250, III^e partie, 355 à 483.
Etat, 39 et s. 351 et s.
Etat successeur, 41, 78, 144, 153, 284, 348 et s.
Etat fondateur (V. *Droit public*).
Evêques (V. *Ecclésiastiques. Habitation. Titulaires*).
Excès de pouvoirs (recours pour), 171, 287 à 293.
Exécuteur testamentaire, 246, 296.
Exécution, 9, 404 et s.
— (Action en), 10 et s. 32, 240, 280 à 287, 399 et s. 403, 443, 444.
— (Administrative), 293 à 297, 354, 362.
Fabriques, 116, 117 et s. 124 et s. 215, 349 et s. 379, 390 et s. 417.
Fiscales (dispositions), 274 et s. 483.
Fondation (définition), 6.
— (Cause), 21.
— (Contrats onéreux), 89, 108, 125, 161 et s. 209 et s. 242, 346 et s. 357 et s. 442 (V. *Charges*).
Frais et dépens, 270 et s. 279, 476, 482.
Fruits, 227, 269, 482.
Habitation (V. *Presbytères*), 377, 382, 413.

- Héritiers**, 223, 228 et s.
234 et s. 239 et s. 284, 246,
331, 351, 461.
- Hypothèque**, 216, 275.
- Inexécution** des charges,
18, 49 et s. 59, 63, 151 et
s. 193, 359, 370, 377 et s.
450 et s.
- Interprétative** (loi), 70, 100
et s. 346.
- Intervention**, 414, 420 et s.
446.
- Legs**, 239, 307, 310, 332,
399, 425.
- Libéralité** (définition), 1 et s.
— (Caractère onéreux des),
13, 23, 103 (*V. Contrats à
titre onéreux*).
- Pures et simples, 59.
- Greuées de charges, 114
et s.
- (Reprise ou revendication
des), 200 et s. 449 et s. (*V.
Charges. Action en reprise
ou revendication. Droit
commun*).
- Liste** des biens attribués ou
à attribuer, 283, 290.
- Loi du 9 décembre 1905**,
36 et s. 70, 87, 355.
- Loi du 2 février 1907**, 66,
139.
- Loi du 13 avril 1908**, 67 et
s. 90.
- (Analyse), 92 et s. 356 et s.
- Loi du 18 germinal an X**
(*V. Concordat*).
- (Fondations antérieures à
la), 107, 124, 135 et s. 215,
226, 346 à 354.
- Mémoire**, 256 et s. 270, 345,
478.
- Menses**, 116, 117 et s. 129
et s. 143, 340 et s. 388,
417.
- Messes** (fondations de), 97,
174, 182, 212, 378, 383.
- Meubles**, 142, 145.
- Ministres du culte**, 173,
176, 376 et s. 390 et s. 417
et s. 422 et s.
- Neutralité** (principe de) (*V.
Capacité*).
- Nullité** (action en), 20, 308
et s. 364, 444, 458.
- Obligation** de faire, 3, 16,
154, 244 et s. 375 (2), 471.
- De donner, 3, 154, 247 et
s. 375 (2), 470.
- (Personnelle), 32.
- Pauvres**, 417, 427, 433 à
443 (*V. Bureau de bien-
faisance*).
- Presbytères**, 124, 340 et s.
- Prescription**, 256, 342, 344,
480.
- Procédure**, 251 à 280, 296,
343 et s. 477 et s.
- Rentes**, 147, 213 à 224, 279,
396, 403, 409, 475.

- Reprise ou revendication**, l'État, 37 et s. 42, 168 et s. 355.
 54, 58, 109 (1), 300 et s.
- (Action en), 42 et s. 359 et s.
- Nature, 56, 58 et s. 77, 166, 191 et s. 228, 299, 337, 339 et s. 358 et s. 449 et s. 465 et s. 481.
- Rétroactivité, 109, 201 à 280, 357 et s. 440, 443, 445 et s.
- Retour** (droit de).
 — Conventionnel, 15, 58.
 — Légal, 195 et s. 228, 301.
- Rétroactivité** (V. *Interprétative*, loi), 112, 218, 346.
 — (Procédure), 276.
- Revendication** (action en), 298 à 345.
- Révocation**, 194 et s. 463 et s.
- (Action en), 18 et s. 33, 46, 162, 194, 203, 363, 369, 448 et s. 481.
- Maintien en jurisprudence, 47 et s. 90 et s.
- Séminaires**, 116, 119 et s. 131, 143.
- Séparation** des Églises et de
- Séquestre**, 46 et s. 149, 164, 190, 227, 252 et s. 286.
- Sociétés de secours mutuels**, 97, 146, 187, 378.
- Spécialité** (principe de) (V. *Capacité*).
- Stipulation pour autrui**, 11, 410 et s.
- Subvention** au culte, 387, 390.
- Successifs** (ecclésiastiques), 377, 382 à 413, 417 et s. 433 à 444 (V. *Curés. Habitation. Titulaires. Mense*).
- Succession** en déshérence (V. *Déshérence*).
- Sursis**, 264.
- Survenance d'enfants**, 337, 450.
- Testateur**, 223, 228, 296, 332.
- Titulaires ecclésiastiques**, 181, 375 (1), 390 et s. 413 et s. 417 et s.
- Tombes** (entretien des), 381.
- Volonté** du disposant, 58 et s.
- Usufruit**, 396, 403, 409.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.	5
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Les origines de la loi du 13 avril 1908.

CHAPITRE PREMIER

DÉFINITION DES CHARGES ET FONDATIONS

	Pages
1. Définition de la libéralité. — 2. Libéralité pure et simple. — 3. 4. Libéralité avec charges. — Du bénéficiaire des charges. — 6. Des charges perpétuelles, ou fondations. — 7. Distinction des charges et des dettes.	9

CHAPITRE II

LE RÉGIME DES LIBÉRALITÉS GREVÉES DE CHARGES ET DE FONDATIONS EN DROIT COMMUN

8. Le droit commun et les établissements publics . .	16
--	----

§ 1. — Exécution des charges par l'établissement donataire.

9. Exécution des charges. — 10. — A. <i>Action en exécution.</i> — Règles des contrats à titre onéreux. — 11. Action des bénéficiaires. — 12. Action du disposant. — 13. Contestation de leur droit. — 14. Preuve de	
--	--

ce droit; application de l'article 1184. — 15. De la stipulation pour autrui. — 16. De l'obligation contractuelle. — 17. Effets de l'action en exécution . . .	17
18. — B. <i>Actions en révocation</i> . — Définition. — 19. L'article 900. — 20. Théorie de la jurisprudence sur l'article 900. — 21. Application de cette théorie. — 22. La loi du 30 octobre 1886. — 23. Interprétation de la Cour de cassation. — 24. Solutions diverses en jurisprudence. — 25. Conclusion.	22

**§ 2. — Conséquences de la suppression
de l'établissement donataire.**

26. Obligations des héritiers. — 27. Exécution des charges par les établissements dévolutaires. — 28. Sanction. — 29. 1 ^o Close d'intuitu personæ. — 30. Réfutation de la théorie du Conseil d'État. — 31. Droits du fondateur et de ses héritiers. — 32. Droits des bénéficiaires. — 33. 2 ^o De l'inexécution des charges; action en révocation. — 34. Action en nullité (art. 900). — 35. Application de la loi du 9 déc. 1905.	29
---	----

CHAPITRE III

LA LOI DU 9 DÉCEMBRE 1905

§ 1. — Les causes de la loi du 9 déc. 1905.

36. Suppression du droit commun. — 37. Dénonciation du Concordat. — 38. Conséquences. Indifférence religieuse de l'État. — 39. Nécessité du contrôle. — 40. Utilité des associations. — 41. Elles peuvent recueillir les biens des établissements supprimés. — 42. Importance secondaire de l'action en reprise dans le projet de loi. — 43. Indétermination de sa nature. . .	35
--	----

§ 2. — Les conséquences de l'absence d'associations culturelles, et les controverses de jurisprudence sur la nature de l'action en reprise.

44. Le vote de la loi, analyse sommaire. — 45. Interdiction aux catholiques de former des associations culturelles. — 46. Conséquences : multiplicité des actions en reprise. — 47. Théorie de l'administration séquestre, son peu de succès. — 48. Examen des divers arguments. a). Partisans du droit commun. — 49. 1° Interprétation restrictive de la loi. — 50. 2° Argument tiré du délai de six mois. — 51. 3° Similitude des art. 7 et 9. — 52. 4° Conséquences pour les contrats à titre onéreux. — 53. 5° Analogie avec les lois du 1^{er} juillet 1901, et 7 juillet 1904. — 54. 6° Signification des mots « reprise et revendication ». — 55. 7° Portée du texte des art. 7 et 9. — 56. Nature de l'action. — 57. b). Théorie supprimant le droit commun. — 58. 1° Les travaux préparatoires. — 59. 2° Identité de l'action en reprise et du droit commun. — 60. 3° Impossibilité d'inexécution des conditions. — 61. 4° Réfutation des arguments tirés des lois de 1825, 1901, 1904. — 62. Réfutation de cette théorie. — 63. Différence entre le changement d'affectation et l'inexécution des charges. — 64. Impossibilité de prouver la suppression du droit commun. — 65. Incertitude de la solution. — 66. La loi du 2 janvier 1907. 40

CHAPITRE IV

LA LOI DU 13 AVRIL 1908

§ 1. — Les causes de la loi du 13 avril 1908.

67. Multiplicité des procès. — 68. Dépôt du projet de loi. — 69. Objet de ce projet ; modification des attri-

butions. — 70. Interprétation des articles 7 et 9 de la loi du 9 déc. 1905	56
--	----

§ 2. — Théorie du droit public et de l'État cofondateur.

71-72. Histoire de cette théorie. — 73-74. Impossibilité de la déduire de la loi de 1905. — 75. Droit pour l'État de supprimer les charges. — 76. L'État successeur. — 77. Nature de l'action en reprise. — 78. Critique du droit commun. — 80. Théorie de l'État cofondateur. — 81. Elle n'est pas davantage dans la loi de 1905. — 82. Critique de cette théorie ; survivance du droit des tiers. — 83 Critique de l'État fondateur. — 84. Nature du droit public. — 85. Domaines respectifs du droit public et du droit commun. — 86. Conséquences. — 87. Rejet de la théorie du droit public. — 88. Interprétation de la loi de 1905 par le projet. — 89. Les fondations, contrats à titre gratuit. — 90. Le vote de la loi ; ses effets. — 91. Dérogation au droit commun	58
--	----

§ 3. — Analyse sommaire de la loi du 13 avril 1908.

92. Divisions. — 93. Les attributions. — 94. Régime des libéralités grevées de charges. — 95. L'article 3 ; dispositions interprétatives. — 96. Procédure. §§ 14-15. — 97. § 16. Les fondations de messes. — 98. Questions éliminées. — 99. Plan de cette étude.	70
--	----

DEUXIÈME PARTIE

Les libéralités faites aux établissements publics du culte.

TITRE I

Du sort des libéralités grevées de charges.

CHAPITRE PREMIER

DES DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

100. Le § 3 al. 4. — 101. Effets des dispositions interprétatives, rétroactivité. — 102. Effets des dispositions nouvelles. — 103. Droit d'appréciation; difficulté dans la loi de 1908. — 104. A. *Quelles sont les dispositions interprétatives.* — 105. Les art. 1 et 2 ne sont pas interprétatifs. — 106. Argument tiré des mots « abrogé et remplacé ». — 107. Les alinéas 3 et 4. — 108. L'al. 2. — 110. B. *Pouvoirs des tribunaux.* — 111. La loi est contradictoire. — 112. Rétroactivité sous-entendue. — 113. Conséquences au sujet des instances en cours 74

CHAPITRE II

NATURE ET ORIGINE DES LIBÉRALITÉS GREVÉES DE CHARGES

114. Conséquences de la séparation. 87

§ 1. — Les établissements publics du culte.

115. Création des établissements publics du culte. —
116. Énumération. — 117. Leur objet 87

§ 2. — Les biens des établissements publics du culte provenant de libéralités grevées de charges ou de fondations. — 118.

119. Nature du droit des établissements publics du culte. — 120. Sont-ils propriétaires? Distinction. — 121. Sont-ils biens nationaux. — 122. Débats parlementaires. — 123. C'est une propriété de droit commun. — 124. *A. Fabriques*. — 125. Leur capacité. — 126. Fondations charitables. — 127. Fondations scolaires. — 128. Énumération des biens grevés de charges. — 129-130. *B. Menses*, leur capacité. — 131. *C. Les séminaires*. — 132. *D. Les caisses de retraites*. — 133. Capacité générale des établissements ecclésiastiques. — 134. Conséquences de leur suppression 89

CHAPITRE III

LA DÉVOLUTION DES BIENS DES ANCIENS ÉTABLISSEMENTS
PUBLICS DU CULTE

135. Le patrimoine des établissements publics du culte. — 136. *A. Biens antérieurs au Concordat*. — 137. *B. Biens acquis postérieurement au Concordat*. — 1^o l'article 7. — 138. 2^o Biens grevés de charges pieuses ou cultuelles. — 139. L'article 9. — 140. Les attributions; principe. — 141. Exceptions. — *a. Édifices affectés au culte* (art. 1, § 1, al. 1). — 142. *b. Meubles* (al. 2). — 143. *C. Biens diocésains* (al. 3). — 144. *D. Autres biens diocésains* (al. 4). — 145. *E. Documents, etc.* (al. 5). — 146. *F. Biens des caisses de retraites* (al. 6). — 147. *G. Rentes dues aux fabriques*. — 148-149. Pouvoirs du séquestre. — 150. Conséquence des attributions. 102

CHAPITRE IV

DE L'EXÉCUTION DES CHARGES

151. Conséquence de la dévolution. — 152. Du droit de supprimer les charges. — 153. Des droits de l'État sur les biens à attribuer. — 154. Des droits des tiers. — 155. Des obligations imposées à l'État par la loi. — 156. Inexécution, en fait, des charges. — 157. Quel est le principe de cette inexécution. 110
158. *Première théorie de l'État cofondateur.* — 159. Conséquences. — 160. Réfutation. — 161. La perpétuité. — 162. Examen de cette objection 115
163. *Deuxième théorie : Toutes les charges sont exécutoires.* — 164. Conséquences. — 165. Inconvénients de ce système. — α) Contradiction avec le paragraphe 14. — 166. β) Incompatibilité avec le but de la loi. . . 117
167. *Troisième théorie : Inexécution résultant de textes spéciaux.* — 168. A. *Le principe de la séparation.* — 169. Conséquences. — 170. Le paragraphe 14 : Inexécutabilité des charges pieuses et cultuelles. — 171. Les autres seraient exécutoires. — 172. Logique de ce système. — 173. Impossibilité d'en déduire les conséquences du principe de la séparation. — 174. Preuve par les travaux parlementaires. — 175. Inapplication du paragraphe 14. — 176. B. *Les textes spéciaux et l'intention du législateur.* — 177. Conséquences. 1^o Inexécution par le séquestre (§ 14). — 178. 2^o Appréciation des charges exécutoires par les décrets de dévolution. — 179. α) L'intention du législateur. — 180. Conséquences. — 181. 1. Application par analogie du paragraphe 14. — 182. 2. Les fondations de messes et les sociétés de secours mutuel. — 183. 3. L'affectation étrangère à l'exercice du culte. — 184. Les charges spéciales étrangères à l'exercice du culte.

— 185. Attribution totale des biens. — 186. β) La capacité des établissements dévolutaires. — 187. Principe de spécialité. — 188. Principe de neutralité. — 189. Effets de ces règles. — 190. Conséquences.	119
---	-----

TITRE II

Sanction de l'inexécution des conditions

SECTION I

De l'action en reprise ou revendication

CHAPITRE I

NATURE DE L'ACTION

191. Sanction de la dévolution. — 192. Les articles 7 et 9. — 193. Analyse. — 194. Définition de l'action en reprise. — 195. Retour de plein droit. — 196. Justification. — 197. Article 7 § 1, 3 § 14. — 198. Portée de l'action. — 199. Limitation.	133
---	-----

CHAPITRE II

QUELS BIENS PEUVENT ÊTRE REPRIS

200. Objet de l'action.	140
---------------------------------	-----

§ 1. — Origine des biens : contrats à titre onéreux ou gratuit.

201. Principes du droit commun. — 202. Exclusion des contrats à titre onéreux dans la loi de 1905. — 203. Dans la loi du 13 avril 1908. — 204. Conséquence. — 205. Appréciation du caractère onéreux d'un contrat. — A. <i>Donations déguisées</i> . — 206. Portée de la restriction. — 207. Cas d'inexécution des charges. — 208. Causes de la restriction. — 209-210. B. <i>Les</i>	
---	--

fondations pieuses, Contradiction avec la jurisprudence. — 211. Conséquences 140

§ 2. — Nature des biens. Rentes constituées.

212. Aucune restriction. — 213. Les rentes dues aux établissements publics du culte (§ 3, al. 3). — 214. Conséquences. — 215. Interprétation extensive du texte. — 216-217. Situation de l'acheteur d'un immeuble hypothéqué au service de la rente. — 218. Conséquences de la rétroactivité. 1.-2. Cessation de l'exigibilité. — 219-220. 3. *Idem*. Difficulté particulière. — 221. Solution. — 222. Rente rachetée. — 223. Combinaison avec l'action en reprise 149

§ 3. — Dans quelle mesure les biens sont repris.

224. Reprise totale. — 225. Preuve par les travaux parlementaires. — 226. Jugement de Tonnerre du 22 mai 1908. — 227. La question des fruits. . . . 157

CHAPITRE III

QUI POURRA INTENTER L'ACTION

228. Solution restrictive de la loi. 160

**§ 1. — Des personnes au profit desquelles
l'action est ouverte.**

229. Héritiers venant effectivement à la succession. — 230. Preuves. — 231. A. Énumération. — 232. B. Cas où les héritiers n'ont pas d'intérêt 161

§ 2. — Qui peut l'exercer.

233. 1° Transmission entre vifs. — 2° Transmission à cause de mort. — 235. Du droit à l'action 164

§ 3. — Divisibilité de l'action.

236. 1^o Action indivisible. — 237. 2^o Action divisible.
Double hypothèse. 167

§ 4. — Détermination de l'auteur des libéralités.
Charges d'hérédité.

238. Hypothèse. — 239. A. *Distinction de la libéralité et de la charge*. — 240. Intérêt pratique. α) Legs à un établissement. β) Action en reprise. — 241. B. *Comment faire cette distinction*. — 242. La jurisprudence n'est pas fixée. — 243. 1^o Charges de contrats onéreux. — 244. 2^o Obligations de faire. — 245. Effets de la charge. — 246. Le grevé peut n'être pas gratifié. — 247. 3^o Obligation de donner. — 248. Appréciation des tribunaux. — 249. Examen de la jurisprudence. — 250. C. *Conséquences de la charge d'hérédité*. 171

CHAPITRE IV

PROCÉDURE

251. Règles spéciales à l'action en reprise. 186

§ 1. — Instances engagées sous l'empire de la loi du
13 avril 1908.

252. Le séquestre. — 253. Qui en est chargé. — 254. Contre qui intenter l'action. — 255. Compétence du séquestre. — 256. A. *Nécessité du dépôt d'un mémoire préalable*. Délais. — 257. Récépissé. — 258. Signature ; indivisibilité de la demande. — 259. Droits du préfet. — 260. Rôle du préfet. — 261. Acquiescement à la demande. — 262. B. *Introduction de l'instance*. Assignation. — 263. A qui elle doit être adressée. — 264. Sursis. — 265. C. *Tribunaux com-*

pétents. Compétence territoriale. — 266. Compétence personnelle. — 267. Taux de la compétence du juge de paix. — 268. Du tribunal civil. — 269. Objet de la demande. — 270. D. *Procédure sommaire, restitutions, frais*. — 271. Restitutions. — 272-273. Imputation des frais. — 274. E. *Dispositions fiscales*. — 275. Purge légale 187

§ II. — **Instances engagées avant la loi
du 13 avril 1908.**

276. Instances solutionnées. — 275. Instances non encore solutionnées. — 278. Rentes dues aux fabriques. — 279. Frais 202

SECTION II

Des actions en exécution

§ 1. — **Action en exécution de droit commun (280)**

281. Droit commun. — 282. Modifications apportées par la loi. — 283. A. *Contre les établissements dévolutaires*. Forme des attributions. — 284. Impossibilité d'exécution. — 285. Irrecevabilité de l'action. — 286. B. *Contre le séquestre* 205

§ 2. — **Action contentieuse en annulation.**

287. Recours pour excès de pouvoirs. — 288. Justification. — 289. Effets de l'action. — 290. Quels actes administratifs pourront être attaqués. — 291. Délai. — 292. A qui le recours est ouvert 210

§ 3. — **Action en exécution administrative.**

293. Art. 3 § 8. — 294. Nature du recours. — 295. Mode d'exécution de l'arrêt. — 296. Qui peut intenter l'action. Procédure. — 297. *Champ d'application des actions en exécution* 214

SECTION III

Des actions en nullité et en caducité de droit commun.

§ 1. — Des cas dans lesquels le droit commun reste applicable.

298. L'action en reprise comprend-elle l'action en revendication du droit commun ? — 299. Critique du texte. — 300. Première interprétation. — 301. Autre interprétation. Action réelle. — 302. Discussion. — 303. Application de l'action en reprise aux seuls biens des établissements ecclésiastiques. — 304. Conservation de l'action des créanciers. — 305. L'esprit et le texte de la loi. — 306. Conséquence. Maintien de l'action en revendication de droit commun. — 307. Des actions en matière de libéralités. 218

§ 2. — Des actions en nullité.

308. Validité de l'acte translatif. — 309. Donation. — 310. Testament. 226

§ 3. — Des actions en caducité.

311. Définition. 227
312. — I. Absence d'autorisation administrative. — 313. L'article 910. — 314. Capacité de l'établissement. — 315. A. *Absence d'acceptation provisoire*. — 316. Époque de la disposition des établissements ecclésiastiques. — 317. L'acceptation est-elle possible pendant la période transitoire. — 318. Le Conseil d'État y est favorable. — 319. Critique de son opinion. La Cour de Cassation. — 320. Justification. — 321. Incapacité pendant cette période. — 322. Impossibilité d'autorisation ultérieure. — B. *Acceptation provisoire*. — 323. Théorie du Conseil d'État. — 324. Nature de l'acceptation provisoire. —

325. Nature du droit conféré par l'acceptation. —	
326. C'est un droit éventuel. — 327. Application. —	
1° Refus. — 328. 2° Acceptation provisoire avant le	
9 décembre 1905. — 329. 3° Pendant la période	
transitoire. — C. <i>Dons manuels</i> . — 330. Nécessité	
de l'autorisation. — 331. D. <i>Effets de l'acquiesce-</i>	
<i>ment</i>	228
332. — II. Prédécès du légataire.	241
333. — III. Condition suspensive non réalisée . . .	242
334. — IV. Réalisation de la condition résolutoire. —	
335. Impossibilité de revendiquer. — 336. De la réso-	
lution de plein droit. — 337. Ses effets. — α) Cause	
antérieure au 9 décembre 1905. — 338. β) Cause pos-	
térieure. — 339. Droit dépourvu de sanction. . .	242
§ 4. — Imprescriptibilité de l'action en revendication.	
340. Les presbytères. — 341. Imprescriptibilité de la	
revendication. — 342. Maintien du droit des héritiers	
des acquéreurs	247
§ 5. — Procédure des actions de droit commun.	
343. Application des règles du code de procédure. —	
344. Exception quant aux délais. — 345. Inutilité du	
mémoire préalable.	248

TITRE III

Des fondations antérieures à la loi du 18 germinal an X.

346. L'article 3 § 3 alinéa 1. Rétroactivité. — 347. La	
nationalisation des biens du clergé. — 348. Suppres-	
sion des fondations. — 347. Restitution des biens	
aux établissements ecclésiastiques. — 350. Pleine pro-	
priété des fabriques. — 351. L'État fondateur. —	

352. Que deviennent les droits des tiers ? — 353. Inexistence incontestable. — 354. Action en exécution au Conseil d'État.	251
--	-----

TROISIÈME PARTIE

Les libéralités faites à l'État, aux départements, aux communes et aux établissements publics.

INTRODUCTION

COMPARAISON AVEC LA SITUATION FAITE AUX LIBÉRALITÉS ADRESSÉES AUX ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DU CULTE

355. Situation non prévue par la loi du 9 décembre 1905. — 356. La loi du 13 avril 1908, article 3 § 14. — 357. Identité des actions. — 358. Différences. 1 ^o) Quant à la nature. — 359. Conséquences. — 360. 2 ^o) Quant à l'exécution des charges. — 361. Conséquences. a) Exécution. — 362. b) Actions en exécution. — 363. c) actions en révocation et revendication. — 364. d) Effets de l'action. — 365. Objet de la troisième partie. — 366. Restriction. — 367. Plan.	259
--	-----

TITRE I

De l'exécution des charges.

368. Le droit commun. — 369. Sanction de l'inexécution. — 370. La loi du 13 avril 1908, article 3, § 14. — 371. Des charges qui restent soumises au droit commun	266
--	-----

CHAPITRE I

DES CHARGES QUI ONT LE CARACTÈRE PIEUX OU CULTUEL

§ 1. — Détermination de ce caractère.

372. Distinction entre les charges pieuses et les charges cultuelles. — 373. Distinction entre le culte et	
--	--

la religion. L'acte cultuel. — 374. Distinction entre le culte et les ministre du culte. — 375. A. Le caractère cultuel. — 376. B. Le caractère pieux. — 377. Des charges qui n'ont pas ce caractère. — 378. Des fondations de messes. — 379. Des autres charges cultuelles. — 380. De l'entretien des édifices du culte. — 381. De l'entretien des tombes. — 382. Les charges en faveur des ecclésiastiques successifs 268

§ 2. — Des charges en faveur des successions d'ecclésiastiques.

383. Fréquence de ces libéralités. — 384. Détermination des bénéficiaires. — 385. Conditions d'exécutabilité. — 386. Charges inexécutables. 1^o Charges cultuelles. — 387. 2^o Obligation concordataire de logement. — 388. 3^o Charges en faveur d'un établissement supprimé. — 389. 4^o D'un titulaire ecclésiastique. — 390. Charge sexécutables, deux conditions. — 391. I. — *Charge non cultuelle*. — 392. A. Possibilité de distinguer les ecclésiastiques des titulaires. — 393. Preuve. — 394. Droit d'interprétation des tribunaux. — 395. B. Possibilité juridique des charges en faveur des successions de personnes. — 396. Nature de la difficulté. — 397. Nature du droit des bénéficiaires. — 398. Justification. — 399. 1^o Dons et legs avec charges. — 400. 2^o Stipulation pour autrui. — 401. Admission de cette théorie en jurisprudence. — 402. Le droit des bénéficiaires à exiger l'exécution de la charge. — 403. Du jour où naît ce droit. — 404. Nature de l'obligation du grevé. — 405. II. — *La subvention au culte*. — 406-407. Réfutation de cet argument. — 408. Révocation du droit commun. — 409. Exécutabilité des charges. — 410. Maintien du droit d'usufruit antérieurement concédé.

- 411. Les aumôniers successifs. — 412. Des actions
en exécution (renvoi) 276

CHAPITRE II

DES AUTRES CHARGES PROHIBÉES

§ 1. — Des charges nécessitant l'intervention d'éta- blissements ou de titulaires ecclésiastiques.

413. Inexécutabilité de fait. — 414. Que faut-il enten-
dre par intervention. — 415. Le texte. — 416. La
logique. — 417. Applications 298

§ 2. — Des charges comportant l'intervention d'ecclé- siastiques pour l'accomplissement d'actes non cultuels.

418. Définition ; suppression. — 419. Exception ; con-
ditions de validité. — 420. 1° Intervention. — 421.
2° Ecclésiastique. — 422. Comparaison avec le titu-
laire. — 423-424. Avec les simples particuliers. —
425. 3° La charge doit grever une libéralité. — 426.
4° Autorisée avant le 13 avril 1908. — 427. 5° Ré-
serve du droit de contrôle. — 428. Ce n'est pas le
droit de modification. — 429. Désignation des béné-
ficiaires. — 430. Absence de contrôle. — 431. Qui
peut s'en prévaloir. — 432. Énumération des diver-
ses charges exécutable 300

§ 3. — Des distributions de secours aux pauvres par l'intermédiaire des curés successifs.

433. Monopole des bureaux de bienfaisance. — 434. Dis-
pense de rendre compte. — 435. Effets de la dispari-
tion des établissements ecclésiastiques. — 436. La
personnalité des curés successifs. — 437. Présomp-
tion en faveur de ces derniers. — 438. Effets du § 14,
alinéa 2. — 439. Action en exécution du droit com-

mun. — 440. Conséquences de la dispense de rendre compte (a-b). — 441. Généralisation à tous les ecclésiastiques successifs. — 442. Fréquence de ces charges. — 443. Sanction de l'inexécution des charges. . 310

TITRE II

Sanction de l'inexécution des charges.

CHAPITRE PREMIER

PRINCIPES GÉNÉRAUX

444. Conséquences de l'inexécution en droit commun. — 445. Double dérogation. — A. Charges prévues par le § 14, alinéa 1. — 446. B. Charges prévues par le § 14, alinéa 2. — 447. Portée exceptionnelle et restrictive du § 14. — 448. L'action en reprise ne s'applique pas aux libéralités faites postérieurement à la loi 321

CHAPITRE II

DE L'ACTION EN REPRISE OU REVENDICATION

§ 1. — Nature de l'action.

449. Elle est de même nature que celle du § 3. — 450. Basée sur l'inexécution des charges. — 451. Comparaison avec le droit commun. — 452. C'est une action nouvelle. — 453. Identique à celle du § 3 dans sa cause et sa nature. — 454. Basée sur l'intention du disposant. — 455. Comparaison entre les trois actions. 324

§ 2. — Conditions d'exercice.

456. I. — *Dans quels cas l'action sera admise.* — Le § 14, alinéa 4. — 457. Application du droit commun. 1^o Résolution et révocation. — 458. 2^o Défaut de propriété. — 459. 3^o Charges étrangères au § 14. —

460-461. 4 ^o Contrats onéreux. — 462. II. — <i>Qui pourra l'intenter</i> , renvoi.	328
---	-----

§ 3. — Effets de l'action.

I. — Nature de la restitution.

463. Reprise proportionnelle aux charges. — 464. Nature de cette restitution. — 465. Distinction dans l'émolument de la libéralité. — 466. Ce n'est pas une révocation. — 467. Mais une restitution de l'enrichissement.	331
--	-----

II. — Détermination des biens à restituer.

468. — Difficulté pratique. — 469. A. <i>Indivisibilité de bien donné</i> . — 470. B. <i>Appréciation de la valeur des charges</i> . — 1 ^o Charges temporaires. — a Obligation de donner. — 471. b Obligation de faire. Affectation totale. — 472. Affectation partielle ; appréciable en argent. — 473. Non appréciable. — 474. 2 ^o Charges perpétuelles ; appréciables en argent. — 475. Non appréciables	334
---	-----

III. — Déduction des frais et droits.

476. Déduction proportionnée aux biens repris . . .	338
---	-----

§ 4. — Procédure et droits fiscaux.

477. Application de l'article 3 §§ 4 et suivants. — 478. Exceptions. Mémoire. — 479. Acquiescement. — 480. Point de départ du délai. — 481. Conséquences du délai (§ 14, al. 2). — 482. Frais. — 483. Transferts. inscriptions, etc.	338
ANNEXE I. — Loi du 9 décembre 1905.	343
ANNEXE II. — Loi du 13 avril 1908.	361
BIBLIOGRAPHIE	375
TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.	385

